

Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 12514 — 4,50 F

Fondateur : Hubert Beau-Méry

Directeur : André Fontaine

MERCREDI 24 AVRIL 1985

Gouvernement de transition à Khartoum

Le gouvernement provisoire que les militaires soudanais avaient promis de mettre sur pied au lendemain du coup d'État du 6 avril a été formé lundi. Son avenir n'est pas sans poser quelques questions : à peine le chef de la junte, le général Dabab, en grande tenue, avait-il fini d'annoncer la composition du cabinet que les représentants des divers partis et des syndicats commencent déjà à contester la nouvelle équipe.

La principale critique tient apparemment à leur conviction, parfaitement illusoires, que le Conseil militaire de transition (CMT) allait déléguer l'essentiel de ses attributions à des civils. Or le gouvernement provisoire fonctionnera sous la supervision du CMT, et l'on ignore encore la nature du pouvoir législatif : la junte entend, semble-t-il, se le réserver.

Le général Dabab a assigné au nouveau gouvernement trois tâches : doter le pays, dans un délai d'un an, d'un régime démocratique fondé sur des élections libres ; combattre la famine provoquée par la sécheresse et résorber la crise économique ; enfin, traduire en justice les responsables de l'ancien régime. La junte ne demande au gouvernement ni d'abolir la loi dite « de la sécurité de l'État » ni de revenir sur la législation « islamique » (la charia). Toutes deux constituent l'arsenal répressif de l'ancien président Néméri. Or, syndicat et partis — à l'exception des Frères musulmans — revendiquent la suppression immédiate de ces textes. Jugés contraires à un Islam bien conçu ou à une « révolution islamique », ils ont été supprimés ; trois femmes ont encore été fusillées lundi à Khartoum pour avoir consommé de l'alcool.

Signe de l'instabilité, éprouvé par le Conseil militaire de transition : le poste de ministre de la justice a été laissé vacant, faute d'un candidat disposé à servir de son autorité l'application de la législation islamique, même à titre provisoire.

Plus préoccupant encore est le fossé qui sépare la junte du mouvement insurrectionnel sudiste, le Mouvement populaire pour la libération du Soudan (MPLS), dirigé par M. John Garang. Ce dernier refuse de se faire représenter au sein du gouvernement provisoire tout en récusant la légitimité du régime militaire. En dépit de la cause, le CMT a confié trois portefeuilles ministériels à des Sudistes dont la représentativité est plus que douteuse. Tous les trois ont en effet occupé, sous l'ancien régime, de hautes fonctions, ce qui aurait dû normalement les exclure du gouvernement provisoire. Tout indique, dans ces conditions, que la guérilla se poursuivra dans les trois provinces méridionales.

La préférence des dirigeants des principaux partis politiques allait à la formation d'un gouvernement d'union nationale. En fait, ils ne semblent pas trop mécontents d'être écartés des responsabilités du pouvoir pendant la période transitoire. Aucune formation politique ne tient en effet à se compromettre avec le régime militaire qui s'est imposé au pays.

Décimés, désorganisés, affaiblis par une quinzaine d'années de répression, tous les partis ont besoin d'un répit pour se reconstruire avant des élections ou, peut-être, une épreuve de force avec l'armée. En attendant, ils préfèrent laisser aux militaires et à leurs collaborateurs technocrates l'entière responsabilité du pouvoir, en escomptant que leur incapacité à résoudre les problèmes cruciaux du pays contribuera à les discréditer aux yeux de l'opinion.

(Lire nos informations page 6.)

M. Gorbatchev serait prêt à rencontrer à l'automne le président Reagan

On confirme, dans l'entourage de M. Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, la venue à New-York, l'automne prochain, de M. Gorbatchev, pour participer à l'Assemblée générale de l'ONU, au cours de laquelle sera célébrée la quarantième anniversaire de l'Organisation internationale. La nouvelle, qui n'a pas été commentée à Washington, a été annoncée lundi après-midi 22 avril à Moscou, par le rédacteur en chef de la Pravda, M. Victor Afanassiev, qui a notamment déclaré dans une interview à l'agence Reuter : « Je sais avec certitude que Mikhaïl Gorbatchev ira à la session de l'Assemblée générale de l'ONU. » M. Afanassiev a ajouté que M. Gorbatchev pour-

rait alors rencontrer le président Reagan, à condition que ce premier sommet américano-soviétique depuis 1979 soit « bien préparé ».

Dans l'interview qu'il nous a accordée dimanche 21 avril à Genève, M. Perez de Cuellar confirme sa volonté de « fournir un cadre pour un grand dialogue américano-soviétique », et dresse un premier bilan de son action à la tête des Nations unies, où il a été porté à la fin de 1981. Le secrétaire général devait arriver ce mardi après-midi à Paris pour un séjour de deux jours, au cours duquel il aura des entretiens avec, entre autres, M. Mitterrand, Fabius et Dumas.

« Je veux fournir un cadre au dialogue » nous déclare le secrétaire général de l'ONU

— Que signifie pour vous ce quarantième anniversaire des Nations unies ?

— La seule chose qui m'intéresse, c'est une fois de plus de fournir un cadre pour un grand dialogue américano-soviétique, pour que les grandes puissances se retrouvent. Nous l'avons déjà fait l'année dernière, car vous n'auriez pas la conférence de Genève sans les Nations unies, qui ont donné à M. Gromyko un très bon prétexte pour aller à New-York, puis à Washington à l'automne dernier.

— Cela dit, je ne vois pas la célébration de cet anniversaire comme un feu d'artifice, comme une raison de déployer le tapis rouge... Je pense que ce doit être l'occasion d'un nouvel engagement des Etats membres à l'égard de l'ONU et de ses principes, l'occasion d'une grande ré-

flexion pour voir ce que l'on peut faire avec les Nations unies : pour paraphraser Kennedy, je dirais aux Etats membres : « Ne vous demandez pas ce que les Nations unies peuvent faire pour vous ; demandez-vous ce que vous pouvez faire pour les Nations unies. »

— Au lieu de se déchirer, les membres de l'ONU devraient se demander ce qu'il faut faire pour la transformer en une organisation utile. Ils ont lancé le bateau ; ils ont l'obligation de s'assurer que le bateau arrive au port. Je n'essaie nullement de fuir mes responsabilités ou celles du secrétariat, mais que puis-je faire sans l'appui des pays membres ? J'ai déjà présenté trois rapports annuels d'activités qui proposent des initiatives qui ont été plus ou moins prises en considé-

ration, mais je ne vois rien jusqu'à présent de vraiment positif.

— Que proposez-vous concrètement ?

— Dans mon premier rapport, par exemple, je demandais le renforcement du Conseil de sécurité, pour qu'il soit enfin capable de résoudre tous les problèmes relatifs à la paix et à la sécurité internationale. D'innombrables sessions de travail ont eu lieu à ce sujet, mais elles n'ont rien donné et n'ont pas répondu à la question : « Que faut-il faire pour rendre le Conseil, qui est l'organisme responsable de la sécurité internationale selon la charte, efficace ? »

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC.
(Lire la suite page 7.)

Les « activités d'éveil » supprimées dans le primaire

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, a présenté, lundi 22 avril, les nouveaux programmes de l'école primaire applicables à la rentrée prochaine. La principale innovation est la suppression des « activités d'éveil », remplacées par des enseignements disciplinaires dotés, chacun, d'horaires propres : histoire et géographie, sciences et technologie, éducation civique (avec de nouveaux contenus), éducation artistique. L'informatique fait son apparition au cours moyen. Le français est doté d'une heure de plus au cours préparatoire et réduit d'une heure à partir du cours élémentaire deuxième année.

Ces programmes seront publiés en livre au format de poche et accompagnés de « fiches complémentaires » diffusées dès le mois prochain.

La plupart des syndicats d'enseignants (en particulier celui des instituteurs) et des fédérations de parents d'élèves ont désapprouvé ces nouveaux textes.

Le recentrage républicain de M. Jean-Pierre Chevènement

« L'école a pour but l'instruction, non l'excursion. Mais l'excursion des excursions instructives... » M. Jean-Pierre Chevènement plisse les yeux sous ses sourcils en bataille. Un large sourire illumine son visage.

Visiblement, il est ravi de sa boutade — en réponse à un journaliste qui lui demandait si, avec les nouveaux programmes de l'école primaire, un instituteur pourrait continuer à emmener ses élèves au musée. C'est qu'elle illustre tout à fait le petit jeu auquel il se livre, avec une évidente délectation, depuis son entrée au ministère de l'éducation nationale.

Un petit jeu qui jette le trouble dans la gauche pédagogique, mais qui lui a permis de faire une percée spectaculaire dans les sondages et d'apparaître dans l'opinion — en particulier modérée — comme le grand restaurateur de l'ordre scolaire. Bernard Tapie n'affirmait-il pas, dans le Journal du dimanche de cette semaine, qu'il le trouvait « très bon » et qu'il le garderait rue de Grenelle s'il était premier ministre ?

Lorsqu'il a débuté mars Jean-Pierre Chevènement a gagné neuf points d'un coup au baromètre SOFRES-Figaro Magazine (1). Il y a vu aussitôt la réponse à ses déclarations sur l'école primaire : priorité aux connaissances, fin du laxisme et même (mais la M. Fabius n'était pas d'accord...) rétablissement des devoirs à la maison...

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

(Lire la suite page 11.)

(1) Passant de 24 % à 35 % de réponses à la question sur les personnes qu'on « souhaiterait voir jouer un rôle important » à l'avenir.

Modernisation à l'allemande

I. — Vous avez dit japonais...

Bonn. — « Nous sommes plus compétitifs que les Japonais. Le danger japonais, croyez-moi, on peut l'oublier », affirme presque sans sourcil l'un des principaux experts du BDI, l'organisation patronale allemande. Même écho un peu provocateur chez un haut fonctionnaire du ministère de l'économie : « Foutaise », s'exclame-t-il, que le débat sur le retard technologique. Il n'y a pas de doute à se faire quant à la compétitivité de notre industrie. »

De notre envoyé spécial PHILIPPE LEMAITRE

Depuis deux ans les très nombreux instituts économiques de RFA planchent sur ce thème : les Allemands sont-ils encore capables d'innover ? Est-ce bel et bien la fin du fameux « miracle » économique ? La controverse n'est pas achevée.

Le printemps passé, alors que la grève par les trente-cinq heures assombrissait le décor, une majorité d'experts donnaient des réponses pessimistes. « C'est vrai, reconnaissent-ils, nous avons perdu du terrain. » A cette morosité a succédé une fin d'année plus lumineuse. Cette grande grève a, en effet, fourni une nouvelle occasion de vérifier la fabuleuse capacité de rebondir de l'économie et singulièrement de l'industrie allemande.

Ceux qui sont les plus proches des faits, qui ont en main les statistiques et prévisions les plus récentes, ont été les premiers à balayer le pessimisme ambiant. En vérité, les chiffres infirment les doctes analyses des Cassandres. Sans être fabuleuse, la conjoncture n'est pas catastrophique. Certes, la croissance — 1,3 % en 1983 ; 2,6 % en 1984 ; entre 2,5 % et 3 % en 1985 — n'est toujours pas suffisante pour résorber un chômage dont le taux se stabilise autour de 10 % de la population active. Néanmoins toutes les données attestent la vitalité, la modernité de l'industrie, sa capacité à tenir tête à ses concurrents américains et japonais.

La balance commerciale aligne une série de records : l'excédent des exportations sur les importations, qui a été de 54 milliards de marks (1) en 1984, devrait, selon les prévisions de l'IFO (l'Institut pour la recherche économique de Munich), atteindre 70 milliards de marks en 1985. Plus spectaculaire encore, la balance des paiements courants pourrait, toujours selon l'IFO, connaître un surplus de 30 milliards en 1985 au lieu de 18 milliards, performance déjà remarquable, en 1984. Du jamais vu !

Les commandes à l'exportation de machines — un secteur dont on explique encore aujourd'hui, au siège de la Commission européenne à Bruxelles, qu'il est en perte de

(1) 1 mark = 3,05 F.

AU JOUR LE JOUR

Symboles

La pédagogie républicaine, tendance Chevènement, prévoit le retour à l'éducation civique dans le primaire, une heure par semaine. Qui l'en blâmerait ?

Le ministre indique qu'il s'agit d'« éduquer la citoyenneté en utilisant des savoirs ». Au programme, notamment, l'étude et l'apprentissage des « symboles de la République » : Marianne, le drapeau tricolore, la Marseillaise, le 14 juillet.

On entend partout résonner l'hymne glorieux : « Allons, enfants de la patrie... Aux armes citoyens ! Les enfants d'immigrés pourront se joindre au chœur. Ils auront ainsi, une heure par semaine, l'impression d'être des petits Français comme les autres, en chantant. »

BRUNO FRAPPAT.

LIRE

4. ETATS-UNIS

Erreurs et échecs entament le prestige de M. Reagan.

6. CHINE

Réduction sensible des effectifs de l'armée.

12. JUSTICE

La tuerie d'Auriol : six accusés sous le poids de l'horreur.

21. COMMUNICATION

TF 1 rénove son information.

35. EMPLOI

Selon le BIT, les « tucistes » ne sont pas des chômeurs.

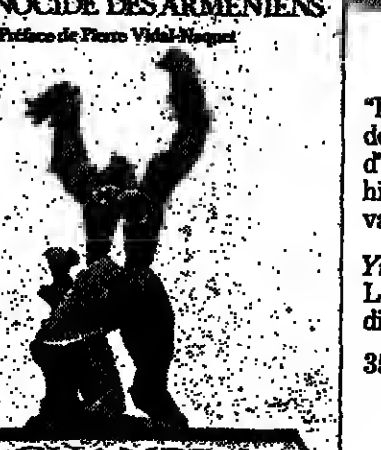
24 avril 1915 : premier génocide du siècle.

TRIBUNAL PERMANENT DES PEUPLES

LE CRIME DE SILENCE

LE GENOCIDE DES ARMÉNIENS

Préface de Pierre Vidal-Naquet



CHAMPS/FLAMMARION

« La plus claire des synthèses d'une vérité historiquement vaine ».

Yves Florenne
Le Monde diplomatique.
35,50 F.

ملکات میں انصاف

EUROPE

URSS

Le comité central du PC tient sa première réunion depuis l'élection de M. Gorbatchev

Le secrétaire général présente les lignes de force de sa politique

De notre correspondant

Moscou. — Le rédacteur en chef de la Pravda, M. Victor Afanassiev, a exprimé, le 22 avril, dans une interview à l'agence Renter, la « certitude » que M. Gorbatchev se rendra en septembre prochain à New-York pour l'Assemblée générale des Nations unies, ajoutant que le « numéro un » soviétique « pourrait rencontrer là-bas » le président Reagan. M. Afanassiev, qui estime que ce sommet devrait être « bien préparé » et aboutir à la signature de documents, qualifie froidement d'« idole » l'idée d'une simple entrevue « pour faire connaissance ». On sait que la Maison Blanche défend maintenant cette idée, après avoir proclamé exécutivement le contraire il y a encore moins de deux semaines.

Le sens des relations publiques de M. Gorbatchev se révèle sans doute à cette utilisation rapide — par le rédacteur en chef de la Pravda — des contradictions de Washington. M. Reagan est désormais dans la position délicate d'avoir à reculer prudemment à propos de ce sommet, après avoir démarré sur les chapeaux de roue immédiatement après l'accession au pouvoir de M. Gorbatchev. Le président américain avait en effet chargé M. Bush, qui le représentait aux obsèques de M. Constantin Tchernenko, de proposer formellement une rencontre au nouveau secrétaire général. Plus habile que son prédécesseur, ce dernier pourrait fort bien se révéler aujourd'hui le principal bénéficiaire.

en termes d'« image » et de propagande, d'une telle opération. M. Gorbatchev devrait évoquer les rapports soviéto-américains, ce mardi 23 avril, devant le comité central réuni en séance plénière à Moscou. Ce plénum est le premier depuis celui qui a élu M. Gorbatchev secrétaire général, le 11 mars dernier. Le nouveau chef du parti devrait y exposer les lignes de force de sa politique intérieure et extérieure pour les années à venir.

M. Afanassiev, qu'on dit proche du nouveau « numéro un », estime qu'il n'est pas question pour l'instant de « changements radicaux », mais que « le fil » de la vie politique soviétique « commence déjà à changer », en raison du « dynamisme » et de l'« énergie » de M. Gorbatchev, et que des réformes économiques « sévères » se profilent. Le rédacteur en chef de la Pravda croit savoir en outre que la date et l'ordre du jour du prochain congrès du PC soviétique seront fixés dès ce mardi. Les congrès ont lieu, d'après les statuts, tous les cinq ans ; on avait prévu à Constantin Tchernenko l'intention d'avancer l'échéance pour mieux associer sa fragile autorité ; il semble maintenant que l'événement aura lieu à la date prévue en février 1986.

Le calendrier de M. Gorbatchev est particulièrement chargé puisque, à peine achevé le plénum, il doit se rendre dans la capitale polonaise

pour y rencontrer les autres dirigeants du pacte de Varsovie. Cette alliance signée en 1955 pour une durée de trente ans devrait être solennellement reconduite à cette occasion.

La semaine politique avait commencé lundi avec le traditionnel discours commémorant la naissance de Lénine. M. Guedar Aliev, premier vice-président du conseil des ministres, à qui était échu l'honneur de le prononcer pour ce cent cinquantième anniversaire, a affirmé que l'URSS « souhaitait inconditionnellement la reprise de la détente ».

M. Aliev, d'autre part, répété publiquement l'offre soviétique d'un moratoire sur tous les essais nucléaires à compter du 6 août 1985, quarantième anniversaire d'Hiroshima. Tass s'était fait l'écho, le 17 avril dernier, de cette proposition contenue dans une lettre du président du Soviet suprême à un mouvement pacifiste américain, le Centre pour l'information sur les questions de défense.

L'esprit d'initiative

La politique étrangère écopant tenu une place assez restreinte dans la présentation d'une heure et demie de M. Aliev. Tout au plus celui-ci a-t-il noté le caractère « inquiet » de la situation en Amérique centrale et réitéré l'invitation à l'amélioration des relations avec la Chine « sur la base de la réciprocité ».

L'ensemble des propos de M. Aliev a été consacré à une défense et illustration des thèses de M. Gorbatchev en matière économique et sociale. Il s'agit d'« opérer un tournant décisif sur la voie de l'intensification de l'économie » et d'« atteindre les plus hauts niveaux mondiaux de productivité ». Vaste programme, on le voit, qui implique une plus grande discipline du travail, la lutte contre les « phénomènes négatifs » traditionnels de la société soviétique, tels que l'absentéisme et la corruption, ainsi que la remise en état d'installations industrielles souvent vétustes.

L'idée centrale de la nouvelle direction soviétique est qu'il faut en finir avec l'irresponsabilité qui règne souvent aux échelons moyens et supérieurs dans les entreprises. On fait en même temps appel à l'« esprit d'initiative » des acteurs économiques. Il sera sans doute difficile de conjuguer les réformes envisagées — qui vont nécessairement dans le sens d'une plus grande autonomie — avec la planification centralisée, qui n'est jamais remise en cause.

L'explication la plus souvent avancée est qu'on veut réduire la paperasse, les consignes inutiles, les caprices bureaucratiques, etc., sans toucher au cœur du système qu'est le plan. Bref, les principes qui président actuellement à la vie économique soviétique sont bons, il suffit de mieux les appliquer. Cette approche indique les limites du « réformisme » de M. Gorbatchev. Les vieilles recettes ne sont d'ailleurs pas oubliées puisque Stakhanov est à nouveau mis à contribution. Le cinquantième anniversaire de l'exploit de ce mineur de Donbass, qui eut trait un jour de 1935 plus de 100 tonnes de charbon au lieu des 7 prévues par la norme, devrait être prochainement célébré.

La touche personnelle de M. Aliev, qui a commencé sa carrière au sein du KGB dans sa république natale de l'Azerbaïdjan, se révèle à l'accent mis sur le contrôle social. « Il faut créer dans les collectifs de travail une atmosphère de mépris à l'égard de ceux qui s'enrichissent aux dépens de la société ».

On ne doit plus, en outre, comme cela se faisait le cas, donner un nouveau faucon directeur dans une autre région non responsable qui s'est convaincu de malversation. L'empasse avec laquelle M. Aliev exalte le parti, un cran au-dessus des

Pologne

Confirmation en appel des peines contre les assassins du Père Popieluszko. — La cour suprême de Pologne a confirmé, le 22 avril, en appel, les sentences prononcées le 7 février à Torun contre les quatre officiers de la police politique reconnus coupables de l'enlèvement et de l'assassinat du Père Popieluszko.

Les quatre hommes — condamnés à des peines allant de quatorze à vingt ans de prison — n'étaient pas présents au procès en appel. — (AFP, UPI)

Hongrie

SOIRÉE ÉLECTORALE A BUDAPEST

Le dissident contre le ministre

L'initiative originale de deux représentants connus des milieux d'opposition hongrois, qui ont avancé leur candidature pour les prochaines élections législatives (le Monde daté 21-22 avril), a fait long feu, comme il était prévisible. Mais elle a au moins donné lieu à un débat bien inhabituel, et, de l'avis des intéressés eux-mêmes, le jeu en valait la chandelle.

Budapest (AFP). — Badge de Solidarité à la boutonnière, le philosophe dissident hongrois Miklos Tamas Gaspar, candidat à la candidature pour les élections législatives hongroises contre le ministre des affaires étrangères Peter Verkovyi, a été, lundi à Budapest, le personnage principal d'une soirée électorale à peine imaginable dans un pays socialiste.

Devant plus de sept cents personnes réunies au ministère de l'Agriculture, le ministre a dû, bon gré mal gré, trois heures durant, subir un débat électoral autour des idées et de la personnalité de l'opposant, chrétien et privé de passeport pour l'étranger : un peu comme si M. Gromyko acceptait de polémiquer publiquement et dans la même salle avec un dissident soviétique.

Quelques-uns des opposants les plus connus de Hongrie étaient venus soutenir Tamas Gaspar contre les deux candidats présentés officiellement par le Front populaire patriotique et un « troisième candidat » indépendant, également membre du parti.

« Il n'y a pas de liberté de presse dans ce pays », a lancé à la tribune M. Gabor Demeszy, éditeur du samizdat (auto-édition). « Que l'on donne la plus de choix possible de vote aux élections de juin », il est prévu pour la première fois un minimum de deux candidatures par circonscription, renchérissait l'écrivain Miklos Haraszti. M. Verkovyi a rejeté toutes ces critiques, en invoquant notamment le rapport annuel du département d'Etat américain sur le respect des libertés en Hongrie.

Visiblement excédé, le ministre a accusé la presse occidentale de se mêler « des affaires intérieures » pour « ébranler l'écho » des candidatures des membres de l'opposition à ces élections.

Ignorant quelques insultes lancées de la salle, bousillée, selon les opposants, plusieurs heures à l'avance par le parti, le philosophe hongrois, souvent interrompu, a présenté son programme : prendre conscience des phénomènes de pauvreté en Hongrie, consulter la population sur un projet controversé de centralisation électrique sur la Danube, développer le parlementarisme, respecter les objectifs du socialisme et se préoccuper plus activement du sort des minorités hongroises vivant à l'étranger.

A quelques centaines de mètres de là, dans le centre de Budapest, l'architecte Laszlo Rajk, le fils du ministre de l'Intérieur exécuté pendant la période stalinienne, développait les mêmes thèmes devant plus de mille personnes dans... l'ancienne salle du conseil Patozi, un des lieux historiques de l'insurrection hongroise de 1956.

Ni l'un ni l'autre de ces opposants n'a recueilli, après cette deuxième réunion électorale, le total d'un tiers des voix nécessaires pour voir sa candidature retenue. Mais tous deux ont jugé « positive » cette expérience qui leur a permis de s'exprimer publiquement.

M. Laszlo Rajk, qui avait obtenu un tiers des voix lors de la première réunion vendredi dernier, a indiqué qu'il ferait sans doute appel du vote de lundi, qui s'est déroulé à main levée et dans la plus grande confusion.

DOMINIQUE D'HOMBRES.

Grande-Bretagne

APRÈS LA RÉPLIQUE DE MOSCOU

Londres annonce trois nouvelles expulsions de diplomates soviétiques

De notre correspondant

Geoffrey Howe, s'était récemment montré assez critique à l'égard du projet américain dit de « guerre des étoiles ».

Le Kremlin pensait-il pouvoir enfoncer un coin dans l'alliance très étroite qui unit depuis des années le président Reagan et M^{rs} Thatcher ? Les dirigeants soviétiques auront sans doute été déçus en constatant que M^{rs} Thatcher a été l'un des premiers chefs de gouvernement occidentaux à rejeter les dernières propositions faites au début de ce mois par M. Gorbatchev à propos de la limitation des armements nucléaires « intermédiaires » en Europe.

FRANCIS CORNU.

(1) La dernière affaire comparable remontait à mai 1984 : le premier secrétaire soviétique, M. Arkadi Gouk avait été prié de quitter Londres ; Moscou avait répliqué en expulsant un diplomate britannique de rang équivalent.

Londres. — Le Kremlin vient de répliquer au Foreign Office en annonçant, le 22 avril, l'expulsion de trois diplomates britanniques en poste à Moscou en réponse à celle rendue publique, le 18 avril, d'un attaché militaire de l'ambassade d'URSS à Londres et de l'un des directeurs du bureau de l'Aéroflot dans la capitale britannique (le Monde du 20 avril).

Pour tenter de briser la tradition, bien établie, de la stricte réciprocité qui régit les « rapports diplomatiques », l'« Ouest » après la découverte d'une affaire d'espionnage (1), et surtout pour essayer de ne pas hypothéquer les chances d'un renouveau dans les relations soviéto-britanniques, le gouvernement de M^{rs} Thatcher avait d'abord décidé de ne rendre publique que l'expulsion de deux Soviétiques, sur cinq initialement visés par cette mesure. Mais l'annonce, peu après, de la riposte du Kremlin a amené, quelques heures plus tard, le Foreign Office à faire connaître l'ensemble de ses décisions — alors que le départ des trois derniers diplomates soviétiques aurait dû avoir lieu de façon discrète et sans urgence.

La réaction de Moscou inquiète les dirigeants britanniques, qui veulent encore espérer que cet incident ne remette pas complètement en cause l'amélioration très nette du climat existant entre les deux pays depuis plusieurs mois, et notamment depuis le voyage d'une semaine effectué en décembre dernier à Londres par M. Mikhaïl Gorbatchev, alors « simple » candidat à la succession de Constantin Tchernenko. Ce climat nouveau avait d'ailleurs été illustré le 15 avril (trois jours avant les premières expulsions) dans un très long article de la Pravda, dont la publication avait été accueillie avec satisfaction par le gouvernement de M^{rs} Thatcher. Cet article, très élogieux pour la Grande-Bretagne, mettait en valeur les possibilités d'une augmentation considérable des échanges entre les deux pays. Il rappelait que, lors des obsèques de Constantin Tchernenko, en mars, M. Gorbatchev s'était entretenu avec M^{rs} Thatcher plus longuement qu'avec tout autre représentant occidental. Mais le journal soviétique semblait, avec une certaine insistance, établir un lien entre ces manifestations de détente et le fait que le gouvernement britannique, et plus particulièrement le secrétaire au Foreign Office, Sir

Espagne

POUR LA PREMIÈRE FOIS

Un Basque extradé de France a été condamné à Madrid

De notre correspondant

Madrid. — Pour la première fois, le 22 avril, un Basque extradé vers l'Espagne a été reconnu coupable par un tribunal de son pays. Remis en septembre dernier par la France à la justice espagnole, Francisco Javier Lujambio a été condamné à cinquante-quatre ans de prison par l'Audiencia nacional, l'instance chargée de juger les délits de terrorisme (1).

José Manuel Martínez Beiztegui et José Carlos García Ramírez, extradités en même temps que lui par Paris, tout comme Joseba Artetxe et Salvador Ormaztegui, en juillet 1984 par la Belgique, avaient tous les quatre été acquittés par ce même tribunal.

Francisco Javier Lujambio était accusé de faire partie d'un commando de quatre hommes qui avait assassiné deux gardes d'élite le 16 mai 1980 dans un bar du village de Goizeta, en Navarre. Le procureur avait demandé contre lui une peine de soixante-trois ans de prison ; la défense réclamait l'acquiescement faute de preuves. Pour le tribunal, bico qu'il ne fût pas établi que l'accusé était l'« auteur direct » de ce double assassinat, il est, en revanche, certain que sa participation à l'attentat fut « décisive et indispensable ».

Ce verdict a causé une incontestable surprise à Madrid, car le procès de Lujambio s'était déroulé de manière très semblable à celui de ses deux compagnons acquittés. Dans

les trois cas l'accusation reposait sur le témoignage d'autres membres de l'EIRA, l'organisation séparatiste basque, mettant en cause les inculpés. Avec un bel ensemble, ces témoins à charge se défilèrent toutes fois devant le tribunal, affirmant que leurs déclarations initiales avaient été obtenues sous la torture alors qu'ils se trouvaient au secret.

Lors des précédents procès, ceux de Martínez Beiztegui et García Ramírez, ces rétractations en chaîne avaient suffi à assurer l'acquiescement. Dans le cas de Lujambio, le tribunal a refusé de tenir compte du revirement de ses deux accusateurs, car, selon les juges, leurs premières déclarations étaient « claires et précises », et « obtenues avec des garanties juridiques suffisantes ».

Faut-il à cette différence de traitement, d'aucuns se demandent à Madrid si le tribunal n'a pas été tenté d'observer un certain équilibre « politique » dans sa triple sentence de ces derniers jours : les acquiescements démontrent son indépendance ; la condamnation manifeste sa fermeté. La contrepartie est l'évidence que l'Audiencia n'aura satisfait personne, ni du côté du gouvernement ni du côté des activistes basques.

THIERRY MALINIAK.

(1) Cependant, en vertu du code pénal espagnol, le peine maximum qui peut être effectivement purgée est de trente ans.

Grèce

Les élections législatives anticipées auront lieu le 2 juin

Athènes (AFP, Reuter, UPI). — Le nouveau président de la République grecque, M. Christos Sartzetakis, a, le 22 avril, accepté la requête du premier ministre socialiste, M. Andreas Papandréou, en vue d'organiser des élections législatives anticipées le 2 juin. Le scrutin était d'abord prévu pour octobre.

Après la « crise de mars », au cours de laquelle, en une volte-face spectaculaire, le chef du gouvernement avait renoncé à apporter les voix de son parti, le PASOK à la réélection du président de la République conservateur, M. Caramanlis, provoquant la démission de ce dernier, la nécessité de clarifier rapidement la situation politique nationale s'était imposée à M. Papandréou.

Dans la lettre qu'il avait adressée en ce sens le 17 avril à M. Sartzetakis, le premier ministre grec avait fait valoir, d'une part, le besoin de compléter rapidement la révision de la Constitution entamée le 6 avril (elle doit être confirmée par le nouveau Parlement), d'autre part la né-


cessité d'un « climat calme d'unité nationale » pour aborder une situation internationale rendue délicate par le blocage des pourparlers intercommunautaires sur l'avenir de Chypre (« d'une importance vitale pour l'avenir de l'hellénisme ») et par un regain de tension avec la Turquie.

Dans sa lettre à M. Papandréou, le président de la République appelle à une rapide solution de la révision constitutionnelle : l'actuel Parlement doit voter le 6 mai, en seconde lecture, un texte limitant les pouvoirs du chef de l'Etat en matière de droit de veto, de convocation à référendum, de dissolution du Parlement et de renvoi du premier ministre.

Dans l'actuel Parlement, élu en 1981, le PASOK détient cent soixante-cinq sièges ; le parti de la Nouvelle Démocratie (conservateur) de M. Constantin Mitsotakis, cent douze ; le Parti communiste (KKE) (pro-soviétique), quatorze ; il y a aussi neuf indépendants.

Afghanistan. Augoyard parle

Philippe Augoyard
LA PRISON POUR DELIT D'ESPOIR
médecin en Afghanistan



Parti soigner les populations afghanes avec Aide Médicale Internationale, Philippe Augoyard se retrouve entre les griffes du régime prosoviétique de Kaboul : cinq mois de solitude et de désespoir, aux prises avec la machination en forme de chantage qui devait aboutir au procès politique.

Flammarion

78 F.

كتاب من الأدب

AMÉRIQUES

États-Unis

MOROSITÉ A WASHINGTON

Une série de revers et d'erreurs entame le prestige de M. Reagan

De notre correspondant

Washington. — Parfaitement maîtrisé jusqu'à présent par M. Reagan, l'art d'éviter les ratés semble soudain lui faire défaut. Déjà empêtré dans son malencontreux projet de marquer le quarantième anniversaire de la défaite du nazisme par la visite d'un cimetière militaire allemand où sont enterrés d'anciens SS, le président américain devrait prochainement subir, mardi 23 avril, un échec au Congrès sur l'aide militaire à la guérilla antisandiniste.

Ces deux revers ont été précédés, jeudi dernier, par l'annonce d'un tassement nettement plus fort que prévu du taux de croissance économique, tombé au premier trimestre à 1,3 % en rythme annuel contre 3,9 % prévus initialement. Les trois premiers mois du second mandat de M. Reagan s'achèvent ainsi sur une série grise qui, bien que due en partie au hasard, n'en souligne pas moins que la triomphale réélection de novembre dernier pourrait bien avoir été l'épave de cette présidence.

S'il n'est pas en lui-même catastrophique, le ralentissement de la croissance laisse prévoir la fin de l'euphorie qui a masqué les conséquences du déficit budgétaire sur l'accroissement de la dette publique américaine et sur les taux d'intérêt. Déjà perceptibles dans les à-coups du dollar et victime depuis plusieurs semaines, les inquiétudes concernant l'économie américaine vont maintenant être renforcées par l'accroissement des difficultés rencontrées pour réduire le déficit. Une baisse de la croissance diminue les rentrées de l'Etat, et par là même les possibilités d'éviter un alourdissement de la fiscalité contraire à l'orthodoxie du jour.

L'aide aux « contras »

On comprend dans ces conditions que M. Reagan s'appuie à s'adresser à ses conseillers mercredi soir pour leur demander de pousser le Sénat et la Chambre à adopter le compromis budgétaire qu'il a passé avec les élus républicains. L'ennui est que ce compromis — qui entérine les coupes dans les budgets civils en échange d'une limitation de la progression des dépenses militaires — est non seulement contesté par les démocrates, mais aussi par nombre des propres amis du président, qui pensent aux élections parlementaires de 1986, année durant laquelle le problème du déficit se reposera en tout état de cause avec encore plus d'acuité.

L'hostilité acide du Congrès à l'aide militaire aux « contras » ne reflète pas seulement une désapprobation de la violation qu'elle suppose des lois internationales et les doutes des parlementaires sur une politique pouvant tout autant renforcer qu'affaiblir les sandinistes et très bien mener aussi à un réel conflit régional. C'est à ces mêmes objections que M. Reagan s'était heurté, l'année dernière, lorsqu'il avait vainement demandé 14 millions de dollars, qu'il réclamait à nouveau mardi, mais la différence est qu'il était cette fois-ci personnellement monté en première ligne. Dès vendredi dernier, pourtant, il avait dû laisser entendre qu'il se contenterait de l'octroi d'une aide non plus militaire mais civile. Or il n'était pas même certain de l'obtenir malgré d'intenses négociations poursuivies jusqu'au dernier instant.

Cette obligation dans laquelle se trouve un président, réélu il y a cinq mois par quarante-neuf des cin-

quante Etats de l'Union, de devoir négocier, y compris avec le Sénat où son parti est majoritaire, traduit en fait une érosion du prestige de sa politique étrangère, dont les succès peuvent apparaître discutables. Trois années de dénonciation de « l'empire du mal » et des illusions de la détente n'ont ainsi conduit qu'à la reprise d'un dialogue très classique sur le contrôle des armements dont l'URSS a de grandes possibilités de sortir à son avantage en faisant valoir qu'elle est prête à un accord qu'empêcherait seulement les projets américains de « guerre des étoiles ».

Parallèlement, la crainte d'un ébranlement de l'équilibre stratégique dans le tiers-monde interdit d'exercer de réelles pressions sur des gouvernements amis mais violemment contestés. Cela provoque de dangereuses radicalisations au Chili, aux Philippines et en Afrique du Sud, surtout, dont le régime suscite maintenant une hostilité suffisamment grandissante dans l'opinion américaine pour que le Congrès paraisse sur le point de décider, contre l'avis du département d'Etat, une politique de sanctions économiques.

Quant au Proche-Orient, seule région où la diplomatie américaine pourrait peut-être remporter aujourd'hui des succès, il est encore loin d'être sûr que MM. Reagan et Shultz veuillent, après le fiasco libanais de 1983, y prendre le risque d'un échec.

La formidable maladresse dont M. Reagan et ses conseillers de la Maison Blanche ont fait preuve dans l'affaire des cérémonies d'anniversaire de la défaite nazie n'est que la dernière gaffe en date d'un président qui les a accumulées. Ce qui est nouveau, c'est qu'aucun n'avait encore approché en gravité cette confusion entre le refus d'une responsabilité collective et éternelle de l'Allemagne et l'oubli absolu des crimes du nazisme. Tant de légèreté confond et choque d'autant plus les associations d'anciens combattants, les organisations juives et la plus grande partie de la presse que la Maison Blanche paraît fermement décidée à persévérer dans l'erreur. Hier, la sagesse faussait vite oublier les cafoillages. La rigidité les aggrave aujourd'hui.

BERNARD GUETTA.

• REDDITION DES MEMBRES D'UNE SECTE « SURVIVANTISTE ». — Une centaine de membres fortement armés d'une secte « survivantiste », dans l'Arkansas, se sont rendus sans violence, lundi 22 avril, à la police. Les négociations entre les membres de la secte, retranchés dans une étendue boisée à Three Brothers (Arkansas), et les forces de police, appuyées par des agents du FBI, ont duré quatre jours. Le chef de la secte, James Ellison, est accusé de possession illégale d'armes automatiques. Il risque une peine maximale de cinq ans de prison. Son organisation, appelée « l'Alliance, l'épée et le bras du Seigneur », prône la supériorité de la race blanche. Connaissant d'un holocauste nucléaire prochain, les « survivantistes » sont armés jusqu'aux dents. Leur secte est parente d'un groupe néo-nazi, l'Ordre, dont un membre, David Tate, coupable à la mesure d'un policier de l'Etat du Missouri, a été appréhendé, samedi, à moins de 100 kilomètres du camp assiégé. — (AFP.)

M.B.A., MASTER, Ph.D.

Importante organisation US facilite l'entrée dans de grandes universités américaines. Formule incluant cours (20, 30 ou 40 crédits), hébergement, repas, documentation contre 5 millions. UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc. FRENCH OFFICE 57 rue Ch. Laffitte 92 Neuilly 722-84-84 ou 745-08-18.

PATIO DU GRAND HOTEL

LE RENDEZ-VOUS DES AFFAIRES PLACE DE L'OPÉRA.

Menu 185 F, vins, taxes et service compris

LE GRAND HOTEL - 2, rue Scribe - Paris - Tél. : 268.12.13

Brésil

Une foule immense a défilé à Brasilia devant la dépouille mortelle de Tancredo Neves

Une foule immense de Brésiliens a monté la rampe du palais présidentiel du Planalto, à Brasilia, pour défilé pendant toute la nuit du lundi 22 avril au mardi 23 devant le corps embaumé du président Neves. Les obsèques auront lieu mercredi 24 avril à São João del Rey, sa ville natale.

A l'étranger, les réactions et les lettres de condoléances sont accompagnées de messages de bienvenue à son successeur, M. José Sarney. « J'ai été profondément attristé par la nouvelle », a déclaré M. Reagan. Le président américain, qui dit avoir été « impressionné par les qualités tant humaines qu'intellectuelles » du président Neves lorsqu'il l'avait rencontré en février dernier, a affirmé sa conviction que « le Brésil sera bien servi par les héritiers de Tancredo ». Le pape Jean-Paul II, qui a célébré, lundi, une messe à l'intention du président

défunt, a adressé une longue lettre au peuple brésilien et à son nouveau chef d'Etat, les appelant à respecter les projets politiques de Tancredo Neves. « Projets ambitieux et généreux, consacrés à la promotion de la justice sociale et des droits fondamentaux de l'homme ».

A Lisbonne, le président portugais, M. Eanes, qui devait représenter son pays aux funérailles, a envoyé des messages de condoléances à la veuve du défunt et à son successeur. Le président du conseil, M. Mario Soares, a déclaré que le Brésil avait perdu « un grand homme d'Etat » et le Portugal « un ami ». Le gouvernement portugais a décrété, lundi, un deuil national de cinq jours, le pays conservant des liens étroits avec son ancienne colonie sud-américaine.

En France, outre le message du président Mitterrand qualifiant la mort de Tancredo Neves de « perte immense pour le pays », le premier secrétaire du PS, M. Jospin, a adressé un télégramme à M. Guimarães, président de la Chambre des députés brésiliens. M^{me} Danièle Mitterrand et M. Gaston Defferre, ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, assisteront aux cérémonies de Brasilia.

A Londres, le président du Parti social-démocrate, M^{me} Shirley Williams, fait état de témoignages selon lesquels Tancredo Neves avait été victime d'un attentat « par un thaur. lié aux généraux ». Cette « rumeur » a suscité l'indignation au Brésil, alors que les résultats de l'autopsie qui ont été publiés mentionnent une septémie généralisée et une tumeur musculaire de l'intestin.

C'était leur espérance...

De notre correspondant

Brasilia. — Le vœu est grand sous le couvent en verre du ciel. Entre le menton et le nez seillait, l'expression est assaillie, comme celle d'un bouddha. Malgré la longue agonie, Tancredo Neves ressemble encore à ses portraits. Embauché, myrtilé, livré à la tristesse populaire. Statue de cire à la douleur énigmatique, posée sur un catafalque de velours grenet. L'adieu commencé à l'aube à São Paulo se poursuit à Brasilia toute la nuit.

Le palais du Planalto s'est vidé de ses violonistes pour marches funèbres, de ses célébrités en complet gris, de ses évêques et de ses « madames ». La cérémonie officielle terminée, les bêtes vivantes se sont ouvertes sur le peuple qui attend dans la nuit. Des milliers et des milliers de Brésiliens se sont rassemblés sur la place des Trois-Pouvoirs, et les voix qui défilent un par un. Empruntés, les yeux au ras du sol, un drapeau à la main, ils foule pour la première fois depuis vingt et un ans le palais de marbre blanc.

Il y a les enfants des écoles qui défilent des bouquets, les deuxièmes classes à la nuque rasée qui se raident pour saluer, les femmes qui laissent un billet ou un chevet sur le cercueil, celles qui passent la main sur le visage pour une dernière caresse. Celles qui disent adieu en ouvrant le poing.

Tout ce monde vient de loin. De plus loin que les « superquadras », ces blocs sur pilotis qui forment, vus du ciel, un joli damier. C'est un monde des campagnes. Les

fermes avec leur foulard sur la tête comme les anciennes esclaves. Les hommes avec les gestes gauches, le regard brûlé des champs. Ces dernières semaines, les reporters les ont beaucoup interrogés. Ils ont tous dit la même chose : Tancredo, c'était leur espérance. L'homme qui allait faire ce que jamais personne n'avait fait pour eux. Ils l'avaient cru sur parole et vu dans sa ségacité une qualité humaine qu'ils connaissent. Il ne se sont pas trompés : il n'en ont pas eu le temps. Ce qu'ils ont senti d'instinct, coïncide avec le jugement qui s'est exprimé partout lundi.

D'abord dans les journaux, dont la désespérance est la même à toutes les pages. La Folha de São Paulo voit en Tancredo « un phénomène de transcendance inédit dans l'histoire du pays », le seul chef d'Etat ayant réuni, grâce à son intelligence et à ses habiletés, et aussi grâce à sa maladie, « un tel consensus national ». « La seule date de l'histoire brésilienne pour imposer des sacrifices et pour enrayer, sans recourir à la violence, la destruction de notre patrimoine politique, économique et moral ».

Tancredo n'a jamais gouverné, mais il a été tout de même « le plus grand président ». Candidat pendant six mois et, pendant deux mois, président élu, il avait su faire confier sur son nom les courants les plus contradictoires, gagnant le respect, sinon l'adhésion d'un éventail politique qui allait de l'extrême-gauche jusqu'aux généraux.

Lula dans ses habits de deuil. Lula, le dirigeant brésilien passé de la première heure dans l'opposition, rend un hommage indirect au président défunt en disant à son arrivée au Planalto : « Sarney aura plus de difficultés que Tancredo pour concilier le jeu d'intérêts qui existe au sein de l'Alliance démocratique » (la coalition au pouvoir).

Le gouverneur de Rio, M. Lúcio Buzola, reconnaît, lui, que les objectifs de son parti, le PDT (Parti démocratique du travail) ont « souvent coïncidé » avec ceux de Tancredo : « C'est sur les moyens que nous n'étions pas d'accord ». Le président défunt avait accepté de recevoir son mandat au suffrage indirect. M. Buzola, lui, exige de revenir la plus vite possible au suffrage universel. La présidence de M. Sarney ne peut être, selon lui, que de courte durée.

La peur

Le jour s'achève à Brasilia, et c'est au coucher du soleil (lundi soir 22 avril) que le cortège funèbre est arrivé au Planalto. Il lui a fallu quatre heures pour traverser la ville. Pour la première fois en vingt-cinq ans d'existence, Brasilia s'est congestionnée. C'est, semble-t-il, une dernière manière que le peuple a fait son apparition dans la capitale. Aujourd'hui, il fait masse autour du président défunt.

Des jeunes sont montés sur les arbres. D'autres campent sur la place des Trois-Pouvoirs. Ils rem-

plissent les crax du pigeonier géant qu'on a surnommé le « pince à linge » à cause de sa forme. Avec ses palmiers à arceaux, son grand plateau nu dégagé par l'armée, son bassin qui reflète les deux tours du Congrès, la place est d'une belle plénitude. La foule qui se masse aux abords et dont on ne voit pas la fin rassure les inquiets. Car, en ce jour où Tancredo est mort et où le désespoir s'exprime, le mot « peur » est écrit en pleine page d'un quotidien.

« Quand, le 15 mars, Tancredo n'est pas entré au Planalto, écrit O Estado de São Paulo, nous avons commencé à nous sentir orphelins. Par peur. Peur qu'il arrive le pire. »

Et d'ajouter que cette peur s'explique dans un pays où le droit n'existe pas, où les décisions de justice ne sont pas respectées, où la loi est changée au gré des gouvernements, où les puissances méprisent les normes juridiques.

Selon le journal, la peur aujourd'hui est plus forte que jamais dans l'inconscient de chacun. « On se demande ce que sera l'avenir sans Tancredo, qui l'aurait préservé par la Constitution. Le petit groupe de la capitale, les groupes de la capitale, les groupes de la capitale, vont tenter de déstabiliser les institutions ».

Combien de temps, en effet, va durer l'union nationale qui s'est faite autour du personnage, du mythe de Tancredo ?

CHARLES VANHECKE.

Haïti

Le président Duvalier annonce la renaissance de partis d'opposition

Port-au-Prince (AFP, AP). — A l'occasion du quarantième anniversaire de son arrivée au pouvoir, le président haïtien Jean-Claude Duvalier a annoncé, dans un discours, lundi 22 avril, une série de réformes limitées qui pourraient permettre la renaissance des partis politiques (Le Monde du 20 avril). Ce projet prévoit également la nomination d'un premier ministre issu du parti majoritaire au Parlement. La création de ce poste fera l'objet d'un amendement à la Constitution en vigueur et sera soumis au Parlement avant la fin de la session actuelle en juin prochain.

Le président a annoncé qu'une loi sur le fonctionnement des partis politiques dans le pays sera soumise au Parlement pour permettre la création d'un « pluralisme fonctionnel ». « Peuple de Haïti, je respecte scrupuleusement le mandat de président à vie », a déclaré le président Duvalier, en réaffirmant le principe de la présidence à vie comme garant, selon lui, de la stabilité de la vie politique haïtienne.

Cette « libéralisation » de la vie politique n'a pas entraîné de réactions immédiates des dirigeants de l'opposition. Les deux principaux responsables des partis haïtiens créés à la fin des années 70 à la

faveur d'une précédente vague de libéralisation, M. Sylvio Claude, du Parti démocrate-chrétien et M. Grégoire Eugène, du Parti social-chrétien, ont partagé leur temps entre la prison, les bastonnades et les traversées policières pour le premier et trois ans d'exil aux Etats-Unis pour le second. La loi devrait désormais leur assurer une existence officielle, avec, en principe, un temps de parole à la télévision.

Le président Duvalier n'a pas annoncé d'amnistie pour les sobriétés déteintes politiques actuellement recensées. Ces mesures lui permettent en tout cas de prendre un certain recul politique grâce à un premier ministre qui affrontera les revendications intérieures. Sur le plan international, elles lui donnent l'occasion de se poser, face aux critiques de l'opposition extérieure, en partisan de la libéralisation et de renforcer, dans un sens favorable, ses rapports avec les organismes et les pays qui apportent une aide importante à Haïti. Au premier rang de ceux-ci figuraient en 1984 les Etats-Unis et la France. La volonté d'ouverture — réelle ou supposée — ne pourra être vérifiée qu'à l'épreuve du temps.

El Salvador

Le gouvernement confirme la capture de deux dirigeants de la guérilla

San Salvador (AFP). — Le gouvernement salvadorien a confirmé, lundi 22 avril, la capture par l'armée de deux dirigeants de la guérilla, le commandant Nidia Diaz, membre du Parti révolutionnaire des travailleurs centro-américains (PRCT), l'une des composantes du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), et M. Napoleón Romero, membre de la direction des Forces populaires de libération (FPL). Les autorités ont précisé que M. Diaz avait été capturé le 18 avril dernier à la suite d'une opération « de type commando » et

qu'elle avait été blessée au bras et à la jambe. M. Romero aurait été arrêté le 11 avril dernier. Le FMLN avait annoncé la capture des deux chefs rebelles dans un communiqué dimanche dernier.

Ces arrestations, opérées peu de temps après les élections marquées par le succès de M. Napoleón Duarte, sont le résultat du durcissement de la répression face à la guérilla, alors que le chef de l'Etat envisage une rencontre prochaine avec ses dirigeants. Le dialogue avait été rompu à l'automne dernier.

Guatemala

Déstitution du ministre de l'économie

Guatemala (AFP, Reuters). — Le chef du gouvernement guatémaltèque, le général Oscar Mejia, a destitué lundi 22 avril son ministre de l'économie, M. Leonel Hernandez. Cette décision intervient moins de quinze jours après le limogeage du ministre des finances, M. Leonardo Figueroa (Le Monde du 14-15 avril). Le 12 avril, le gouvernement avait déjà annulé son plan de mesures économiques sous la pression d'importantes manifestations populaires. La puissante organisation patronale, le Comité coordinateur des associations agricoles commerciales industrielles et financières (CACIF), avait pour sa part demandé au lendemain de l'annonce du plan la démission de tous les

ministres concernés par l'économie du pays et du président de la Banque centrale, M. Oscar Alvarez. Des sources gouvernementales ont confirmé que le retrait du ministre de l'économie est dû à des pressions des milieux patronaux.

Le général Mejia a d'autre part annoncé qu'il entamerait jeudi prochain un « dialogue national », pour chercher une issue à la crise économique et politique, en écoutant le vœu que le CACIF y participe. Les précédentes mesures économiques prévoyant une augmentation de 15 % à 50 % des taxes à l'importation, et taxant également certaines exportations.

O. FADEL
EXPORTS EN ALGERIE
pièces détachées, véhicules
et machines industrielles.
— DÉCODEURS T.V.
— MOTOCYCLETTES
— TRACTEURS
— FROM
Etudes de marchés
pour licences d'import
182, rue de Tolbiac, 75013 PARIS
Tél. : 828.88-44 - 828-24-63
Téléc. 848251

Conférence
MERCREDI 24 AVRIL, à 18 h 30
L'INTELLIGENCE AUX PRISES
AVEC L'ENVIRONNEMENT
INFORMATISÉ
par le professeur Serge Larin, Ph.D.
Ecole de psycho-éducation
Université de Montréal
CENTRE CULTUREL CANADIEN
1, rue de la Concorde (75) - 51-35-72
Entrée libre - Invitations - 500 \$

« Je suis... »

INFLATION
« Ça n'est... »

« Ça n'est... »

CAPEL habille l'homme fort de pied en cap

35 minutes Le bon...
C'est un...
de suite 423 pages
glisse à 100 km/h
renvoie par jour
Ecosse, mes autres

AMÉRIQUES

Argentine

« Je suis disposé à me battre jusqu'au bout » nous déclare le président Alfonsín

De notre envoyé spécial

Buenos-Aires. — « C'est une plaisanterie. Il n'est pas question que je renonce à mon poste. Je peux vous assurer que je suis disposé à me battre jusqu'au bout. » Le président Raúl Alfonsín, qui nous a reçu pour un entretien à la Casa Rosada, repousse avec énergie les rumeurs qui ont circulé ces derniers jours à Buenos-Aires, sur son éventuelle « démission ». Dans certains milieux politiques, on le dit « accablé » et « débordé par la situation ». Souriant, cordial, le chef de l'État ne dissimule pas, en effet, l'ampleur de la crise multiforme qui frappe l'Argentine. Il paraît certes fatigué et préoccupé. Mais sa résolution à faire face semble intacte. Sous la rousaille affable, la détermination n'a pas fléchi. La preuve en est que

le procès des anciens commandants en chef des forces armées, membres des juntas qui se sont succédé au pouvoir de 1976 à 1982, n'aurait jamais eu lieu si le président Alfonsín n'avait pas mis tout le poids que lui donne la Constitution dans la balance. Il reste que le thème du coup d'État est de nouveau à l'ordre du jour en Argentine.

« La situation, dit-il, est en effet particulièrement délicate et difficile. C'est une crise à plusieurs niveaux : économique, sociale, politique. L'inflation ne cède pas. La dette extérieure est un boulet. Le procès des militaires contribue sans doute à aggraver les tensions et la

nervosité, et certaines minorités, dans la société, ont des attitudes, des comportements qui ne sont pas compatibles avec l'esprit démocratique. » Certaines personnalités politiques accusent le gouvernement radical d'agir lui-même l'épouvantail du coup d'État pour ranimer des énergies et des soutiens défilants. Le président préfère ne pas commenter ces accusations, mais son sourire méprisait est éloquent. Il ne conteste pas qu'un certain désenchantement soit perceptible mais ajoute-t-il avec force, « il y a une certitude. Le peuple argentin, qui souffre et subit les conséquences de la crise, est fermement attaché aux

institutions démocratiques. S'il y a consensus, c'est bien dans cette volonté de ne pas changer de régime. »

La fin du « golpisme »

Certains vont jusqu'à comparer l'Argentine d'aujourd'hui à la République de Weimar.

« A mon avis, dit-il, les deux situations ne sont absolument pas comparables. Les contextes national et international sont totalement différents. Enfin et surtout, dans l'Argentine d'aujourd'hui, les forces armées sont résolument hostiles à toute tentative contraire à la Constitution. »

Le président admet cependant que le procès des anciens membres des juntas suscite des « tensions », mais estime qu'il ne risque pas de provoquer une « perte de prestige pour l'institution militaire ». Au contraire, selon lui, il s'agit de « renforcer ce prestige », et, ajoute-t-il, « non seulement la démocratie argentine n'est pas en danger, mais nous allons donner au monde une preuve de maturité. Il faut simplement que justice soit faite. Le procès va clore le long chapitre du « golpisme » dans notre pays. »

La crise économique ? Les relations difficiles avec le Fonds monétaire international ? Le président estime que le FMI et les organismes de financement internationaux « commencent à mieux comprendre l'ampleur des problèmes ». « La question de la dette, dit-il, est d'abord politique. Nous continuons à négocier. Nous préparons un plan et des mesures économiques et financières susceptibles de relancer la confiance. Mais je le répète : jamais nous n'accepterons que les secteurs les plus défavorisés soient les principales victimes des mesures de redressement envisagées. »

MARCEL NIEDERGAANG.



plus les hommes sont grands plus CAPEL les aime

CAPEL prêt à porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

Raconter la vie d'un homme (fût-il roi), fouiller son âme (fût-elle complexe), c'est aussi raconter son époque. C'est ce que fait cette biographie, pour notre plaisir.

Jean-Jacques Léveque, le Quotidien de Paris



560 pages 120F
FAYARD

INFLATION, ENDETTEMENT, FAIBLE CROISSANCE

« Ça n'était pas plus mal avant... »

Buenos-Aires. — « Ça n'était pas plus mal avant... » Cette réflexion, entendue aujourd'hui à Buenos-Aires, illustre le morosité qui a gagné l'opinion. « Il s'agit d'un pessimisme de régimes », les pro-bélones, il n'en est rien. La déception est d'autant plus grande, ajoute un industriel. Mais comment ne pas s'inquiéter, en effet, en lisant dans la presse des placards « Pour la défense de la démocratie » signés par des personnalités et des indépendants de différentes tendances.

Buenos-Aires, comparée à d'autres capitales latino-américaines, est encore un fort de prospérité, une ville vivante, animée, où rien, apparemment, n'indique que l'Argentine soit « en voie de latino-américanisation », comme le dit avec un humour noir un journaliste rentré d'exil en 1983. Mais l'inflation — 700 % en 1984 — est un mal qui ronge inexorablement l'économie et use les énergies de l'Argentin moyen. S'il n'y avait, brève, les virements de 1 million de pesos et les « nouveaux » de 1.000 pesos, soit, à Buenos-Aires un véritable casse-tête. « Vous vous couchiez avec le dollar à 500 pesos au noir, dit un chauffeur de taxi, vous vous réveillez, et il est déjà à 550... »

Dans les boutiques de floride, de Conchitas ou de Lavalle, les artères où la trépidante Portena n'est plus ce qu'elle était, c'est la valeur quotidienne des devises. Chacun imagine des formules

De notre envoyé spécial pour protéger son revenu ou son salaire, et la spéculation va bon train.

Les ponts ne sont pas coupés avec le Fonds monétaire international, qui a suspendu son aide dans l'attente de la mise en route d'un véritable plan d'austérité par le gouvernement de M. Alfonsín. Mais, selon tous les experts et le temps presse » et le gouvernement doit adopter des mesures urgentes pour redresser une situation qui peut devenir incontrôlable.

Pour réduire les dépenses publiques, le gouvernement Alfonsín a déjà fait des efforts méritoires. Il étudie une réforme des impôts. « Personne ici ne paie vraiment d'impôt sur le revenu, dit un industriel. Les recettes produites par l'impôt sur le revenu doivent représenter, en Argentine, environ 0,6 % du produit intérieur brut. C'est le record en Amérique latine. » Une situation malsaine, mais qui sera difficile à corriger.

Appel à l'opinion

« Il faudrait, ajoute-t-il, que l'État s'attaque sérieusement au secteur public hypertrophié et inefficace. Mais cela implique de très nombreuses suppressions d'emplois. Pas facile dans le contexte politique et social actuel. » La dette extérieure est de 45 milliards de dollars, mais l'évasion fiscale est évaluée à

quelque 25 milliards de dollars. Le taux de croissance n'a été que de 2 % en 1984. Plus grave : on a noté une chute des investissements de 120 %. Et l'exodent de la balance commerciale (quelque 3 milliards et demi de dollars) est très inférieur aux prévisions. Enfin, le service de la dette extérieure représente de 50 à 60 % de la valeur des exportations.

Tenue de toutes parts, à Washington et à Buenos-Aires, le gouvernement Alfonsín a pourtant décidé de partir à la contre-attaque pour répondre aux « critiques » et justifier sa politique, « la seule possible », dit-il. Le Comité national de l'union civile radicale a admis dans un manifeste : « Nous avons certes commis des erreurs. Nous n'avons pas réussi à faire reculer l'inflation, et nous n'avons pas pu réactiver l'industrie. » Mais, ajoute ce texte publié à la veille de l'appel solennel à l'opinion lancé par le président Alfonsín, « les solutions ne dépendent pas seulement du gouvernement ». « Nous ne pouvons pas », disent les radicaux, « laisser la place à ceux qui préconisent la destruction et la désagrégation. »

Selon les derniers sondages, la cote de popularité personnelle du président Alfonsín reste élevée (72 % de satisfaits), mais le chef de l'État a décidé de la mettre à l'épreuve. Les Argentins sont invités à descendre dans la rue le vendredi 26 avril pour réaffirmer leur soutien au régime démocratique.

M. N.



CAPEL habille l'homme fort de pied en cape

CAPEL prêt à porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

isth INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES Depuis 1953

L'équipe de professeurs et de praticiens de l'ISTH responsable des préparations aux grands concours d'entrée — HEC 1^{re} et 2^e A, Sciences Po 1^{re} et 2^e A, ENA — et aux examens de licence — Droit, Sciences Eco et Gestion — est à votre service

POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR À :

CPECF Rentrée en octobre : cours du jour et stages intensifs

DECS Nouveaux cursus : stage intensif août et rentrée en novembre

BTS Comptabilité et gestion de l'entreprise : 2 ans

ENSEIGNEMENTS COMPLETS - TOUTES U.V. CONTRÔLES ÉCRITS HEBDOMADAIRES

ANTHÈS : 6 ou 10, rue de la République 75013 Paris • Tél. 224.10.72+

TOLMAG : 83 ou 10, rue de la République 75013 Paris • Tél. 242.59.35+

I'M BACK IN A MINUTE!

35 minutes. Le bon côté de la Manche, c'est moi. Hoverspeed. Calais ou Boulogne, j'ai mon terminal privé. J'embarque tout de suite 424 passagers et 55 voitures. Pas de poids-lourd. Volé à 100 km/h et voici Douvres. Si je veux, je fais 25 allers-retours par jour. Il faut bien! Sud de l'Angleterre, Londres ou Ecosse, mes adresses sont très courues. Alors ? Inquiètes pas, je reviens tout de suite.

Contactez votre agence de voyages, ou Hoverspeed, 4, rue de la Paix, 75002 Paris.

HOVER SPEED
en Voiture, en Vitesse et Angleterre.

مكتبة من الكتب

ASIE

Indonésie

LA CÉLÉBRATION DU 30^e ANNIVERSAIRE DE LA CONFÉRENCE DE BANDUNG

La nostalgie de la montée en puissance du tiers-monde

De notre envoyé spécial

Bandung. — Les célébrations qui marquent, mercredi 24 et jeudi 25 avril, le trentième anniversaire de la conférence de Bandung se déroulent sans doute imprégnées d'une certaine nostalgie. Après tout, le tiers-monde ne peut se pencher, sans émotion, sur ce qui fut — au tour de témoins comme Nehru, Nasser, Chou En-lai, U Nu et Sukarno — sa première manifestation indépendante de solidarité et qui devait, six ans plus tard, déboucher sur la fondation d'un mouvement des non-alignés qui, en dépit de certains déboires, demeure une force sur la scène internationale. Mais les temps ont changé. Les vingt-neuf participants à la conférence afro-asiatique de 1955 avaient exprimé, avec force, les aspirations du tiers-monde à la liberté, leur dénonciation du colonialisme et de l'impérialisme ayant eu, à l'époque, une résonnance internationale. La France avait même constitué une cible privilégiée, à une date où la guerre d'Algérie et l'indépendance d'une vingtaine de ses possessions d'Afrique noire ne figuraient pas encore à son programme.

Les quatre-vingts héritiers de la conférence présents dans la ville d'attitude de l'ouest japonais n'ont sûrement pas la même aspiration à galvaniser leurs opinions puisque l'indépendance est devenue la règle et que, seule, la condamnation de l'apartheid en Afrique du Sud fait aujourd'hui l'unanimité d'un tiers-monde qui divise ailleurs, niveaux de développement et systèmes politiques. Si le non-alignement reste un courant fort, avec lequel bon nombre de régimes doivent composer, la notion de tiers-monde est devenue plus politique que géographique. Nation de quelque 160 millions d'habitants, l'Indonésie se situe, pour ce qui la concerne, sinon au cœur, du moins

à la périphérie d'une région qui a connu, pendant vingt ans, une expansion économique sans précédent alors qu'une bonne partie du continent noir est la proie de guerres et de famines.

La présence de la Chine...

Pour des raisons régionales, la vedette de la réunion de mercredi et jeudi devrait revenir à M. Wu Xueqian, ministre chinois des affaires étrangères et premier personnalité chinoise à se rendre en Indonésie depuis dix-huit ans. En 1967, en effet, Djakarta avait gelé ses relations avec Pékin, après l'avoir accusé de complicité dans le coup d'Etat avorté de 1965, qui devait marquer la fin de l'ère sudarmanienne et se terminer dans le sang des communistes indonésiens.

Pékin entend non seulement convaincre, aujourd'hui, les non-alignés que la Chine ne s'aligne pas sur l'Occident mais également forcer le dégel de ses relations avec Djakarta, la plus récente, à son départ, des membres de l'ASEAN, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. Les autorités indonésiennes semblent plus réservées et préfèrent parler, à propos de la présence de M. Wu Xueqian sur leur sol, de « dégel provisoire ». Elles continuent, en effet, de considérer la Chine, dans la longue marche vers un danger plus sérieux que le Vietnam, avec lequel elles entretiennent des relations suivies en dépit de leur condamnation de l'occupation du Cambodge par l'armée de Hanoi.

La rencontre entre M. Pham Van Dong et le prince Sihanouk — qui aurait donné un relief supplémentaire aux célébrations de cette semaine — n'a donc pas lieu, le

premier ministre vietnamien, l'un des derniers survivants de la conférence de 1955 — il était alors vice-premier ministre, — ayant décliné l'invitation qui lui avait été adressée. Quant au prince Sihanouk — également présent voilà trente ans, — il semble qu'il ait aussi renoncé à venir, quitta à visiter l'Indonésie dans les semaines qui viennent, afin de ne pas froisser Djakarta.

Les Vietnamiens ont néanmoins fait un geste en annonçant, lundi, que leur ambassadeur en Indonésie les représenterait en dépit de la présence de M. Son Sann, autre survivant de 1955 et actuel premier ministre de la coalition, présidée par le prince Sihanouk, qui se bat contre le régime de Phnom Penh. S'agit-il de ballons d'essai ? Pour l'instant, mieux vaut y lire, plus prudemment, le choix vietnamien de faire preuve d'un peu de bonne volonté, sans engagement sur l'avenir, puisque Hanoi continue de demander au prince Sihanouk et à M. Son Sann de rompre la coalition qu'ils ont formée avec les Khmers rouges.

... et l'absence de M. Gandhi

Le président Suharto, hôte de la réunion, qui semble décidé à rendre à la diplomatie indonésienne un lustre qui lui fait un peu défaut, ne manquera pas de demander à un parterre de ministres, de réfléchir sur l'avenir du non-alignement trente ans après son véritable acte de naissance. L'accord devrait être ainsi mis sur l'émancipation économique d'un tiers-monde qui a eu le temps de prendre conscience de ses faiblesses et de tracer une croix sur les illusions des années 60, quand la proclamation de l'indépendance de nombreux Etats, notamment en Afrique, avait fait

croire à la constitution d'une troisième force mondiale. Les délégués pourraient également être invités à s'associer à un appel en faveur du désarmement.

Les célébrations ayant un caractère un peu informel, les « contacts de couloirs » présenteront davantage d'intérêt que l'assemblée générale. L'un des absents de marque sera M. Rajiv Gandhi, retenu à New-Delhi par des « problèmes intérieurs », qui a donc décliné l'invitation reçue en tant que président du Mouvement des non-alignés et dont le discours sera lu par un membre de son gouvernement. La même du premier ministre indien avait fait partie de la délégation dirigée, il y a trente ans, par le pandit Nehru.

Le seul chef de délégation de 1955 présent sera M. Carlos Romulo, ancien ministre philippin des affaires étrangères, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-six ans, invité à titre personnel et qui n'a pas osé se présenter au sommet de la Havane, contre l'attitude des Cubains qui avaient alors tenté, en vain, de faire triompher des thèses prosoviétiques. Le trentième anniversaire de Bandung devrait être davantage qu'une cérémonie du souvenir. Mais, ainsi que le souhaitent les Indonésiens, il faudra que les délégués procèdent au bien réfléchir des succès et des échecs des trente dernières années, pour recherche de second souffle.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Chine

La décision de diminuer les effectifs de l'armée est liée à sa modernisation

De notre correspondant

Pékin. — Les déclarations de M. Hu Yaobang, le vendredi 19 avril (le Monde du 20 avril), annonçant une réduction des effectifs des forces armées chinoises d'environ un million d'hommes d'ici la fin de 1986 ont été publiées dans la presse à Pékin. L'opinion chinoise n'est probablement pas encore mûre pour cette nouvelle, à moins que l'annonce faite par M. Hu ait eu pour but de forcer la main à des militaires insuffisamment coopératifs.

Les effectifs de l'Armée populaire de libération (APL) sont officiellement de 4,1 millions d'hommes, dont plus des trois quarts pour l'armée de terre. Ils sont en fait estimés, après les mises à la retraite de ces dernières années et la création de la « police armée », sorte de gendarmes dépendant du ministère de la sécurité publique mais dont les membres sont issus de l'armée, à environ 3,5 millions. Ce dégraissage, dont l'annonce intervient un mois après celle du départ graduel de 30 000 vétérans — dont le moitié avant fin 1986 — porterait les effectifs totaux de l'APL à 2,5 millions d'hommes. Soit un peu plus du double de ceux de l'armée du Vietnam.

LE PRINCE SHANOUK DÉMISSIONNE DE LA PRÉSIDENTIE DE LA RÉSISTANCE CAMBODGIENNE

Pékin (AFP). — Le prince Norodom Sihanouk a demandé à être relevé de ses fonctions de président de la coalition tripartite de la résistance cambodgienne antiviétnamienne pour une durée d'au moins un an pour « raisons de santé », ont indiqué le mardi 23 avril plusieurs sources diplomatiques asiatiques à Pékin.

Dans une lettre envoyée récemment au chef des Khmers rouges, M. Khieu Samphan, le prince Sihanouk lui a d'autre part demandé de le remplacer à la tête de la coalition pendant cette période.

L'ambassadeur du Cambodge et l'entourage du prince à Pékin ont nié démentir ni confirmer cette information, se contentant d'indiquer qu'ils n'avaient pas de commentaires à faire sur ce sujet.

(59 millions d'habitants) ou de l'Inde (746 millions). Cette mesure s'apparente à la décision, annoncée peu avant par M. Hu, d'envoyer à la retraite, à la même date, 2 millions de fonctionnaires.

Le chiffre annoncé par M. Hu est considérable. Mais il indique que les dirigeants chinois, en particulier M. Deng Xiaoping, qui préside la commission militaire du PCC et a donc ainsi la haute main sur l'APL, veulent remplacer la quantité par la qualité, la traditionnelle tactique de la « vague humaine » par une guerre plus moderne. Le dégraissage n'affecte d'ailleurs que les forces conventionnelles. Il est fort possible que les mises à la retraite touchent aux plus hauts échelons de l'APL, au nom du rajeunissement des cadres. Le ministre de la défense, le général Zhang Aiping, est né en 1908, le chef d'état-major général, le général Yang Dezhi, est né en 1910, le chef de l'aviation, le général Zhang Tingfa, est dans l'armée depuis cinquante-sept ans.

Un tel mouvement permettrait de donner plus de responsabilités, à tous les échelons, aux jeunes officiers sortis des cent écoles militaires, aux techniciens dont les idées sont plus proches de celles de la direction du PCC. Il permettrait aussi à cette dernière, « qui commande au fusil », de remplacer de vieux officiers qui traînent les pieds devant la réforme économique.

La modernisation de l'armée, indispensable si l'on veut remplacer la quantité par la qualité, se fait donc lentement. Ce n'est pas le gouve- nement, qui devrait être officialisé le 1^{er} mai, ni le rétablissement prévu des grades qui accéléreront le mouvement. L'importation de quantités importantes de matériel militaire ou de technologies n'est pas, apparemment, prévue à court terme, et les arsenaux chinois ne sont pas à même de faire face à la demande d'armements très modernes.

D'autant que ces mêmes usines sont de plus en plus sollicitées pour la production de matériel civil. L'armée s'est vu imposer l'ordre à la fois de faire des économies en réduisant ses effectifs et de participer à la modernisation. En 1984, les soldats chinois ont effectué 18,5 millions

d'heures de travail pour le développement, soit plus de cinq jours par soldat. Plus de cinq mille appareils de l'armée de l'air ont essaimé des terres par avion, la marine a envoyé 1 700 bâtiments aider les bateaux civils, l'infanterie a planté 36 millions d'arbres, transporté 715 000 tonnes d'aide aux régions sinistrées.

Plus encore, des usines d'armements fabriquent désormais des frigates, des véhicules, des véhicules, des véhicules. La production « civile » de ces usines a augmenté de 43,8 % l'an dernier. L'aviation et la marine ont

autorisé le trafic civil dans soixante-dix de leurs aéroports. Des bases ont été ouvertes au tourisme ou aux activités commerciales. Les appareils de l'armée de l'air transportent des passagers, qui paient leur place, y compris des touristes étrangers. Certains sont encore équipés de leur mitrailleuse de queue.

La volonté de l'équipe au pouvoir de réorganiser à la hussarde les forces armées semble cependant avoir créé un certain malaise dont il est difficile d'estimer l'importance car M. Deng contrôle bien son appareil.

PATRICE DE BEER

APPEL AUX DEUX BELLIGÉRANTS IRAN-IRAK

Depuis que les villes et les populations civiles sont devenues les cibles prioritaires de cette horrible guerre, l'opinion publique à travers le monde est encore plus affectée par les scènes de détresse que provoquent les bombardements aveugles.

C'est pour que cesse enfin ce désastre que nous nous adressons aujourd'hui à vous, sans parti pris aucun, sinon pour la paix.

Il faut cesser cette guerre qui ne peut avoir aucune justification et qui risque maintenant de mener à l'irréversible. Aujourd'hui, de tous les coins du monde, s'élèvent des voix pour arrêter les deux belligérants de hâter la fin des hostilités, en commençant par l'arrêt immédiat des bombardements des objectifs civils.

Demain il sera peut-être trop tard.

BAUBAR Étienne - BEAUVILLARD Michèle - BELON Lohé - BISSSET Yves - BOURDET Claude - BOURGEOIS Pierre - CASALIS Georges - CHATELET François - CHENARD de LAUNAY Paul-Henri - COFFORTES Claude - CORREVIN Robert - COSTA GAVRAS - CURY Maurice - DAVEZIES Robert - DECHESSELLES Yves - DE FELICE Jean-Jacques - DE SAINT-ROBERT Philippe - DESFOSCHES Louis-René - DORDET Danièle - DURYSCH Charles - DRECH Jean - DUPIN Jacques - DURAND Paul - FAYE Jean-Pierre - FÉDIERE G. - FÉROT Jean - GÈZE François - GORZ André - GUATTARI Féli - GULLEVIC Eugène - JALIE Pierre - JAMMET Dominique - JEREL Nicolas - KERN Alfred - KRIEGER-VALMONT Maurice - LACOSTE Yves - LALONDE Brice - LANCE Alain - LANTIN Albert-Paul - LARTIGUE Pierre - LE CLERC Guy - LEBEVRE Henri - LERIS Michel - LONDON Arthur - MAGNY Colette - MATARASSO Léo - MAURIN Claude - MONOD Théodore - MONTCHANE Didier - NATAP André - NORROT Paul - NORDMANN Jol - PARMANTIER Bernard - PÉCHER Jean-Claude - PERRIN Francis - PIC Roger - PÉVERT Pierre - RENTY René - REZVANI Serge - ROBINSON Maurice - ROULET LA GARROUE - ROY Claude - SAVARY Alain - SCHWILIN Marie-Françoise - SCHWARTZ Laurent - SOULIER Gérard - TAVERNIER Bernard - TAZIEFF Hervé - VAUREAU Sylvie - VERNANT Jean-Pierre - VIDAL-NAQUET Pierre.

Prépare d'envoyer vos signatures à l'adresse suivante : M. NADER NADERPOUR, 12, rue Monge - 75005 PARIS

PROCHE-ORIENT

Israël

L'ÉCHEC DU COMMANDO NAVAL PALESTINIEN

Le chef de l'Etat dénonce « les discours sur la prétendue modération de l'OLP »

De notre correspondant

Jérusalem. — Le commando palestinien du Fath anéanti en haute mer à bord d'un cargo par une vedette lance-missiles israélienne (le Monde du 23 avril) avait reçu pour mission de lancer trois attaques spectaculaires — dont une « dans une grande ville du centre du pays » — lors des cérémonies célébrant, jeudi 25 avril, le trentième anniversaire de l'indépendance.

L'amiral Ben Shoshan, commandant de la marine, a relaté lundi les circonstances de la destruction du commando et fourni quelques éléments de l'enquête en cours. Selon la version israélienne, la vedette repéra le cargo respect alors qu'il naviguait de nuit à environ 160 kilomètres au large de Tel-Aviv. Ce navire marchand de 1 000 tonnes, l'*Atsivus*, se battait aucun pavillon.

La vedette fit à son adresse les sommations d'usage : demande d'identification par radio, tir de fusées éclairantes, coups de semonce. Le cargo réagit, en changeant de cap, puis ses occupants ouvrirent le feu sur le bâtiment israélien. La vedette riposta en coulant le cargo. L'obusier et la mer bouillonnèrent pendant les opérations de sauvetage. Les Israéliens repêchèrent huit hommes et le cadavre d'un navire. Leurs compagnons ont péri dans le naufrage.

Selon les informations données par les rescapés, vingt-huit passagers se trouvaient à bord du cargo : vingt combattants et huit hommes d'équipage. Les premiers devaient attaquer le rivage israélien à bord de trois canots pneumatiques et d'une barque en fibre de verre, puis se répartir en trois équipes de six ou sept hommes. L'un des chefs de groupe figure parmi les rescapés. Ce commando avait reçu ses instructions directement d'Abou Jihad, chef des opérations du Fath et « bras droit » de Yasser Arafat.

« Numéro deux » du Fath, le président du conseil général de l'armée à Tel-Aviv, M. Shimon Peres, premier ministre israélien, a indiqué que le commando avait l'intention de commettre une prise d'otages. Propriété du Fath, le cargo aurait

appareillé dans un port algérien. Selon l'amiral Ben Shoshan, la marine israélienne a déjoué au moins une douzaine de tentatives de débarquement depuis six ans. Le dernier succès remonte à 1979, lorsqu'un commando palestinien tua quatre otages — dont deux enfants — à Naharye, port d'Israël.

« Les opérations de ce genre sont de plus en plus sophistiquées », constatait lundi M. Rabin, ministre de la défense. Les assaillants disposent d'un meilleur équipement et nous en sommes conscients. La réaction israélienne, ajoute-t-on ici, est conforme au principe de droit maritime qui autorise tout Etat à se défendre contre des actions hostiles préparées à partir des eaux internationales.

Lors d'une opération palestinienne réussie en 1975, le commando avait été transféré à bord de canots pneumatiques à une centaine de kilomètres au large d'Israël. Depuis, la marine a étendu son cordon protecteur et multiplié ses patrouilles de routine jusqu'à environ 200 kilomètres des côtes.

La principale leçon politique qu'Israël tire de cette affaire concerne l'attitude du Fath. Le fait qu'une opération d'une telle envergure ait été personnellement supervisée et revendiquée par Abou Jihad, c'est-à-dire par l'homme qui, aux côtés de Yasser Arafat, incarne le mieux l'actuel rapprochement avec la Jordanie — il y a à Amman, et la stratégie « diplomatique » de l'OLP ne passent pas inaperçus ici.

« Au moment où l'émisserie américaine, Richard Murphy, poursuit sa « survie exploratoire » au Proche-Orient, la direction du Fath, entenu à Jérusalem, entend respecter à toutes les parties intéressées qu'elle n'a nullement renoncé à la lutte armée. Nombre d'Israéliens réagissent sans doute à ce signal de la même façon que le chef de l'Etat M. Herzog. Celui-ci a estimé lundi que « de tels complots meurtriers réduisent à néant les discours sur la prétendue modération de l'OLP ».

J.-P. LANGELLIER

Soudan

Un « gouvernement civil de transition » a été constitué

Seize jours après la chute du maréchal Némery, la formation d'un « gouvernement civil de transition » a été annoncée lundi 22 avril au Soudan, à l'issue de laborieuses négociations entre le Conseil militaire transitoire (CMT) et les représentants des partis et des syndicats qui avaient pris une part active au renversement de l'ancien régime.

Ce gouvernement de quinze membres a été constitué à partir par les militaires, les syndicats et les partis, chacun de ces corps nommant cinq ministres. Les portefeuilles de la défense et de l'intérieur ont été attribués à deux officiers supérieurs choisis respectivement dans la haute hiérarchie de l'armée et de la police.

Le ministre de la justice a été laissé vacant, faute de consensus sur la personnalité qui devrait prendre ce portefeuille-clé. Le nom d'une personnalité proche des Frères musulmans avait été initialement avancé, puis retiré devant les protestations du rassemblement syndical et des partis politiques.

Il n'en reste pas moins que, parmi les treize civils qui font partie de la nouvelle équipe gouvernementale, tous des « technocrates indépendants », inconnus de l'opinion, trois d'entre eux au moins bénéficient de la confiance des syndicats et des partis : MM. Dafallah Dzirouli, le premier ministre, ex-président de l'ordre des médecins ; Ibrahim Taha Ayoub, ministre des affaires étrangères, qui quitte ses fonctions d'ambassadeur au Kenya ; Awad Abdel Maguid, un ancien gouverneur de la Banque du Soudan, qui devient ministre des finances et de la planification.

Dans sa première déclaration, le nouveau premier ministre a appelé

le chef de l'opposition armée sudiste, le colonel John Garang, à « participer à la solution des problèmes du sud du Soudan ».

Voici la liste du gouvernement soudanais :
Premier ministre : M. Dafallah Dzirouli ;
Vice-premier ministre, ministre chargé de l'irrigation : M. Sami Aro Badi ;
Ministres : Affaires étrangères : M. Ibrahim Taha Ayoub ;
Défense : le général Osman Abdallah Mohamed ;
Intérieur : le général Abbas Mohamed ;
Finances et plan : M. Awad Abdel Maguid ;
Commerce, coopération et approvisionnement : M. Sid Ahmad Sayed ;
Énergie, industrie et mines : M. Abdelaziz Osman Moussa ;
Agriculture et ressources naturelles : M. Seddik Abdine ;
Culture et information : M. Mohamed Badhi Hamed ;
Éducation et enseignement : M. Badhi Haddi el-Toum ;
Santé et protection sociale : M. Hussein Abou Saleh ;
Habitat et construction : M. Amine Maki Madani ;
Fonction publique et travail : M. Omer Albino ;
Transport et communications : M. Fathi Gharib.

(Publicité)
PARRAINAGE
L'Association médicale franco-palestinienne cherche des personnes intéressées par le parrainage d'enfants des camps de Sud-Iran.
Adresse :
14, rue de Nemours, 75015 PARIS
ou téléphoner :
530-12-08 le jeudi de 10 à 16 h.

British Caledonian:
Hong-Kong tous les jours

Départ quotidien à 17 h 30.
Pas de changement d'aérogare
à Londres... Et le légendaire
service British Caledonian.

British Caledonian
Nous n'oublions jamais que vous avez le choix.

DIPLOMATIE

Un entretien avec le secrétaire général de l'ONU

(Suite de la première page.)

— Votre réponse ?

— La première chose à faire — c'est une réponse pratique, pas théorique — c'est que les cinq membres permanents du Conseil (1) se réunissent de façon régulière pour au moins se mettre d'accord sur les problèmes qui ne les affectent pas d'une façon directe, comme par exemple le conflit Iran-Irak et la question de Chypre. Si les cinq pouvaient se mettre d'accord sans perdre la face, sans perdre de leur influence, ce serait déjà énorme. Mais ils ne le font pas.

— Que vous répondent-ils ?

— Ils se débattent, sans pour être la France. Mais les deux super-puissances se méfient beaucoup. Elles ne méfient du Conseil de sécurité, du secrétaire général — pas de la personne de secrétaire général, mais elles méfient à lui donner trop d'influence. Elles voudraient avoir un secrétaire général qui se contente d'administrer la maison. Ça, je ne peux pas le faire. Je crois que le secrétaire général doit être, au contraire, une sorte de conscience pour leur rappeler leurs responsabilités. Bien sûr, il faut le faire d'une façon discrète, mais il faut le faire constamment.

— Je viens par exemple de faire une chose que certains membres du Conseil de sécurité n'aiment pas : je viens de présenter un rapport sur l'Iran et l'Irak, dans lequel j'expose très honnêtement mes conclusions. Après avoir été à Téhéran et à Bagdad, j'ai acquis la conviction que je ne peux pas avancer dans cette affaire s'il n'y a pas un nouveau débat au Conseil de sécurité sur la question. Il faut entendre de nouveau les deux parties et leur donner — et peut-être plus à Téhéran qu'à Bagdad — une chance de se faire entendre à nouveau. Les Iraniens parlent en effet du principe que le Conseil de sécurité leur est hostile, que toutes ses décisions ont été pro-irakiennes.

— N'avez-vous pas les moyens de convoquer le Conseil de sécurité en vertu de l'article 99 de la charte ?

— Non, car le Conseil est déjà saisi de cette question, donc je ne peux invoquer l'article 99 en l'absence d'éléments nouveaux. Je n'ai pu que suggérer au Conseil d'entamer un nouveau débat. Le président a commencé les pourparlers à ce sujet, et si les deux parties en présence sont d'accord, un nouveau débat pourrait avoir lieu dans une dizaine de jours.

— Avez-vous d'autres idées ?

— Beaucoup. Pour certains, il faut réviser la charte. A mon avis, ce serait une erreur. Certes, elle n'est

pas parfaite, mais vouloir la réviser, c'est réviser la charte elle-même, et je maintiens que si les pays membres avaient la volonté d'appliquer la lettre de la charte — ne parlons même pas de son esprit — cette organisation pourrait marcher, et très bien. Parler de la révision de la charte, ce n'est pas réaliste. La charte est un piège, de toute façon, puisque vous ne pouvez pas la réviser sans l'accord des cinq membres permanents du Conseil.

— Non ! Il faut mieux être réaliste et réviser la procédure de l'Assemblée générale pour éliminer les débats trop longs et démagogiques qui ne servent à rien, sinon à donner une image faussée des Nations unies, avec un tiers-monde virulent, etc. Ce qui, dans le fond, n'est pas vrai. On ne cite trop souvent que les votes anti-irakiens, qui ne sont pas toujours sensés. Mais, à côté, il y a les votes sur l'Afghanistan et le Cambodge. C'est là, on les oublie.

— Mais c'est vrai qu'il y a des votes absurdes, comme ceux visant à exclure Israël de l'ONU. Nous avons au contraire besoin qu'Israël fasse partie du système. S'il quitte le système, il fera ce qu'il veut.

— Cela m'amène à parler du départ des États-Unis de l'UNESCO. Si les Américains pensent que tout va aller pour le mieux maintenant, ils se trompent. Ils ont laissé carte blanche à ceux qui, selon eux, luttent contre leurs intérêts. Il faut au contraire lutter du dedans.

— En plus, tout cela me prive d'un argument pour défendre la présence d'Israël à l'ONU : celui de l'universalité.

— Comment vivez-vous votre fonction ?

— Je suis toujours étonné d'entendre dire : « Le secrétaire général est méprisé, les Nations unies ne sont bonnes à rien ». Si c'était vrai, on bien le secrétaire général serait stupide ou ce serait une erreur. Comment serais-je au service d'une organisation qui serait mauvaise ou qui ne marcherait pas ?

— Je crois que l'Organisation mérite d'être prise au sérieux, surtout par les grandes puissances, y compris par votre pays, qui pourrait donner un appui beaucoup plus concret à l'Organisation des Nations unies. Je voudrais laisser derrière moi — je pars dans un an et demi — une organisation beaucoup plus solide, beaucoup plus respectée, beaucoup plus efficace, parce que, si elle est plus efficace, elle est plus solide. C'est l'efficacité de l'Organisation qui est mon obsession.

— Vous dites, la France pourrait jouer un rôle plus important ; à quel de précis pensez-vous ?

— Vous êtes parmi les cinq le pays qui pourrait jouer un rôle — je ne dirai pas de médiateur — mais qui pourrait aller d'un côté à l'autre, promouvoir une entente au moins sur les sujets qui ne sont pas controversés, ces sujets sur lesquels les Soviétiques, les Américains et les Chinois pourraient avoir des positions voisines.

Le conflit Iran-Irak

— Mais dans le conflit Iran-Irak, la France est très engagée ?

— Il y a une certaine évolution. A Téhéran, les responsables m'ont dit qu'il y avait une certaine évolution. Les Français s'abstiennent maintenant de donner certaines armes trop sophistiquées aux Irakiens. S'il y avait un embargo de la part des pays fournisseurs d'armes, je crois que cela pourrait accélérer la solution du conflit.

— Quelle est votre idée de plan de paix ?

— Je l'ai dit dans mon rapport si les Iraniens reprennent confiance dans les Nations unies, pas seulement dans la personne du secrétaire général, je crois que le pourcentage dans certains domaines.

— Bien sûr, ce serait absolument absurde de penser qu'une guerre qui dure depuis cinq ans va être terminée en deux ou trois mois. Mon objectif est de négocier une cessation des hostilités et des mesures menant à la paix. Bien sûr, on peut discuter s'il faut commencer par la cessation des hostilités ou bien par des mesures plus limitées, comme la fin des attaques de cibles civiles, le non-usage des armes chimiques, la navigation dans le Golfe, l'échange de prisonniers.

— Depuis mon passage à Téhéran et à Bagdad, on constate une diminution des activités militaires, une sorte d'attente. Je ne veux pas dire que j'ai fait des miracles, mais c'est une raison supplémentaire pour que le Conseil de sécurité agisse.

— Dans vos conversations avec les Iraniens, avez-vous eu l'impression qu'ils réclament toujours le départ de Saddam Hussein ?

— Ils ne m'ont pas demandé la tête de Saddam Hussein comme celle de saint Jean-Baptiste. Ils m'ont dit simplement ceci : « Comment croyez-vous que nous pouvons faire confiance à un chef d'État qui est allé à la télévision pour déchirer le traité d'Alger de 1975 ? Comment pouvons-nous avoir confiance ? »

— C'est un argument qui pour moi est plus acceptable, car les Nations unies ne peuvent s'ingérer dans les affaires intérieures d'un pays.

— Tout ce que vous dites revient à affirmer que les Nations unies ne peuvent être efficaces que sur des crises dont les cinq membres permanents du Conseil de sécurité ne sont pas en jeu.

— Mais bien sûr, c'est là malheureusement la philosophie de la charte. Parce que la charte est le résultat de la paix et d'une paix imposée par les puissances victorieuses. C'est la raison même de l'existence du droit de veto pour les cinq grandes puissances. MM. Roosevelt, Staline, Churchill et les autres croyaient très naïvement que tout de suite après la guerre allait régner une harmonie entre les Cinq Grands — surtout les deux grandes puissances — mais tout de suite après on a eu la guerre froide. Je n'aime pas dire cela, mais c'est la réalité.

« Nous faisons un travail silencieux incroyable »

— Donc, pour l'Afghanistan et la Pologne, vous ne pouvez rien faire ?

— Nous ne cessons jamais de faire savoir que les Nations unies sont là, prêtes à effectuer une mission de bons offices.

— Tout le problème, dans des crises de ce genre, en Asie, en Amérique centrale, en Afghanistan, c'est de sauver la face de quelqu'un. Et c'est là le grand avantage des Nations unies. Il vaut mieux me faire une concession, je veux dire aux Nations unies, que de faire une concession aux adversaires. Donc, les Nations unies doivent être toujours là pour voir de quelle façon nous pouvons aider à sauver la face. Il y a des choses que l'on fait aux Nations unies qui sont vraiment ignorées : nous faisons un travail silencieux incroyable. Par exemple pour la Corée, l'Asie du Sud-Est, les relations vietnamito-américaines, la Namibie, l'Amérique centrale et le maintien en activité du groupe de Contadora. Il y a tant d'autres exemples d'une activité silencieuse des Nations unies. Par exemple, les droits de l'homme.

— Vous pouvez citer des exemples ?

— La clé de mon efficacité, c'est la discrétion.

— Que pensez-vous de la guerre des étoiles ?

— La position des Nations unies est une position de principe. Je regrette toute initiative américaine dans ce domaine, même si les États-Unis la considèrent comme défensive. Le désarmement figure dans la charte comme étant l'une des grandes responsabilités du Conseil.

— De plus, je ne vois pas seulement ce problème avec les yeux du secrétaire général. Je le vois aussi avec les yeux d'un Latino-Américain, qui vit avec tristesse que les 30 % à 40 % de la dette extérieure, dont on parle tellement, sont dus à l'achat des armements. Je m'excuse si cela concerne votre pays, mais qui est le plus coupable : celui qui vend ou celui qui achète ? Celui qui tente ou celui qui se laisse tenter ? C'est comme le commerce de la drogue. Qui est responsable : le gosse qui en use ou celui qui la lui vend ?

— Là, il y a une responsabilité morale de la part de certains pays ; là, j'attaque l'Est et l'Ouest, les Soviétiques aussi. Je ne suis pas contre la brivision d'armements à des pays qui font vraiment face à une agression, mais pourquoi, par exemple, avoir armé les Argentins, qui ont ensuite commis la plus grande erreur de leur histoire ? Il leur reste maintenant à rembourser les armes qui ont servi à leur défaite.

— En tant que Péruvien, comment voyez-vous la situation dans votre pays après l'élection d'un président de gauche ?

— La seule chose que je peux dire, c'est que je ne peux que me féliciter de la continuation de la démocratie. J'ai été vraiment surpris de voir la façon tellement calme dont le processus s'est développé malgré les menaces du Sentier lumineux. Cela prouve que le Sentier lumineux n'a pas pris dans l'opinion publique. Je ne connais pas le nouveau président, c'est un garçon de trente-cinq ans, il pourrait être mon fils, mais il ne s'est pas livré à des excès de triomphalisme. Au contraire, je trouve qu'il a été assez sensé. Je vois avec plaisir que le processus démocratique en Amérique latine s'élargit. Qu'est-ce qui va se passer au Brésil ? Je n'en sais rien, mais maintenant, à l'exception du Chili et du Paraguay, l'Amérique du Sud est complètement démocratisée.

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC

Pékin et Moscou souhaitent désormais étendre leurs contacts au « domaine politique »

Moscou (AFP). — Pour la première fois depuis de longues années, l'URSS et la Chine sont prêtes à développer leurs « relations et contacts dans le domaine politique », annonce un communiqué commun publié le lundi 22 avril à l'issue de la sixième session des pourparlers sur la normalisation des relations entre les deux pays, qui s'est achevée la semaine dernière à Moscou.

Selon ce texte, diffusé par l'agence Tass, les deux parties ont exprimé « leur intérêt à la poursuite des efforts dirigés vers l'amélioration des relations soviéto-chinoises et leur volonté d'étendre les relations et les contacts entre les deux pays dans les domaines politique, économique, commercial, scientifique, technique, culturel et autres ».

En octobre dernier, le mot « politique » ne figurait pas dans le communiqué final de la cinquième session de négociations à Pékin. Cette mention traduit, aux yeux des observateurs, l'amélioration des relations sino-soviétiques, illustrée notamment par l'entrevue qu'avait eue le 14 mars dernier à Moscou le numéro un soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, et le vice-premier ministre chinois, M. Li Peng.

Pékin, lors du plateau de mars du comité central, le secrétaire général du PC soviétique avait affirmé que « l'URSS souhaite une amélioration sérieuse de ses relations avec la Chine à condition qu'il y ait réciprocité ».

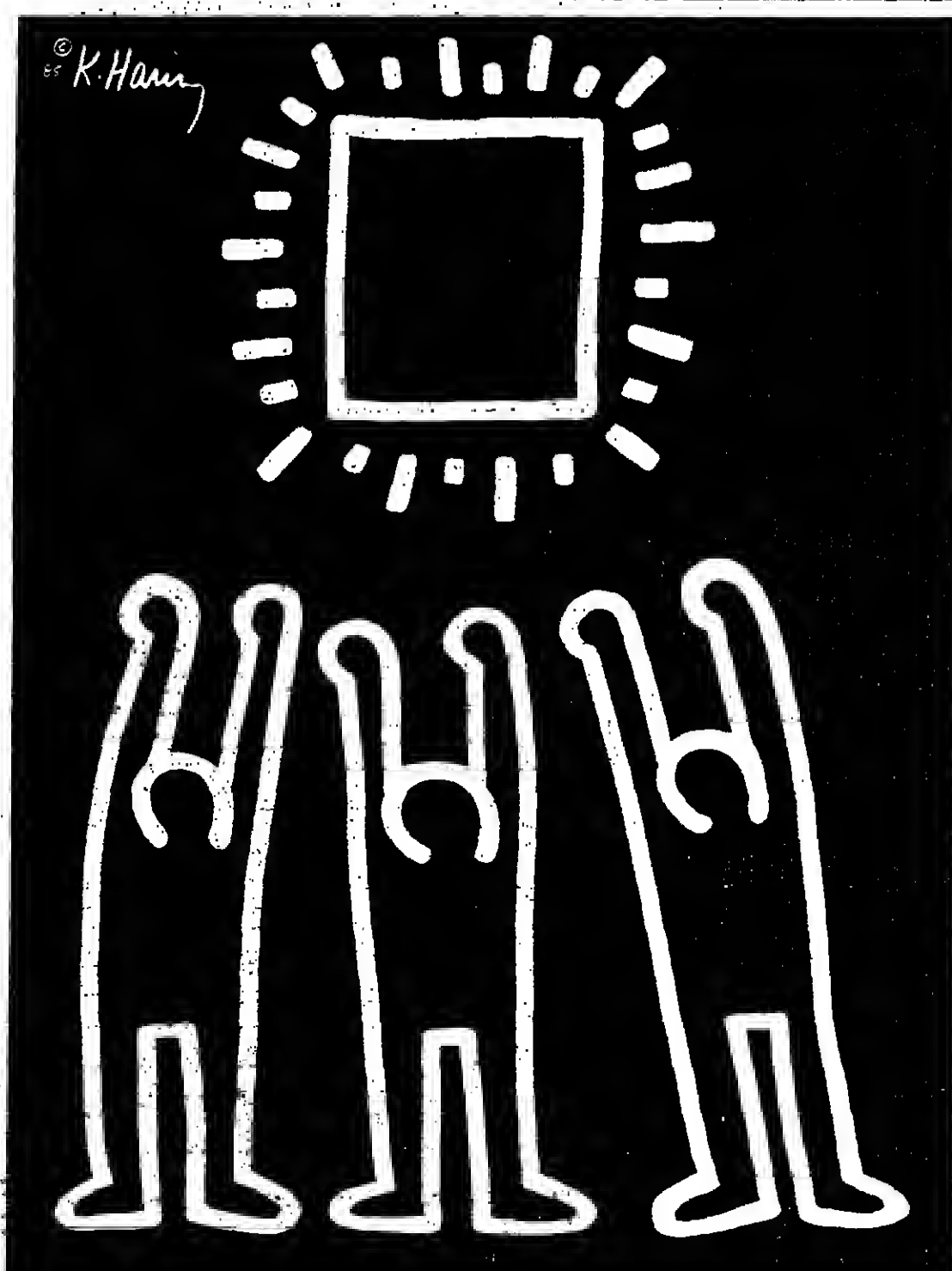
Pour sa part, le chef de la diplomatie soviétique, M. Andreï Gromyko, a réaffirmé, en recevant lundi à Moscou le vice-ministre Qian Qichen, chef de la délégation chinoise aux pourparlers bilatéraux, que « l'URSS s'est prononcée et se prononce pour des relations amicales et de bon voisinage entre les deux pays ».

Brouillées depuis les années 60, l'URSS et la Chine ont décidé en octobre 1982 de normaliser leurs relations grâce à des négociations semestrielles tenues alternativement à Pékin et à Moscou. Comme l'a encore rappelé récemment M. Deng Xiaoping, la partie chinoise continue à faire dépendre une véritable normalisation de la levée de « trois obstacles » : la pression militaire soviétique aux frontières de la Chine, l'occupation de l'Afghanistan par les forces de l'URSS, le soutien accordé par Moscou à l'occupation du Cambodge par le Vietnam.

Pékin, M. Qian Qichen a déclaré mardi qu'« aucun progrès substantiel » n'avait été réalisé lors des négociations. Avant son départ de Moscou, lundi, il avait, selon l'agence Chine nouvelle, affirmé que la Chine attendait « en toute patience » de l'Union soviétique pour l'amélioration des rapports entre les deux pays.

Un mouvement civil de paix a été constitué

Le mouvement civil de paix a été constitué. Il a pour but de promouvoir la paix et de lutter contre la guerre. Le mouvement est composé de personnes de toutes nationalités et de toutes religions. Il a pour objectif de sensibiliser le public à la question de la paix et de promouvoir des actions concrètes en faveur de la paix. Le mouvement a été créé par un groupe de personnes qui ont décidé de se réunir pour discuter de la question de la paix et de promouvoir des actions concrètes en faveur de la paix. Le mouvement a été créé par un groupe de personnes qui ont décidé de se réunir pour discuter de la question de la paix et de promouvoir des actions concrètes en faveur de la paix.



RANK XEROX

Rank Xerox donne aux documents de l'entreprise tous les signes de la perfection.

Aujourd'hui pour prendre les bonnes décisions et accroître sa rapidité d'intervention, une entreprise doit posséder le matériel le mieux adapté et le plus performant pour la gestion de l'information.

Avec un spécialiste comme Rank Xerox il est possible de traiter avec précision et perfection une telle masse de données et apporter à vos documents une qualité parfaite.

Avec sa très large gamme d'équipements : machines à écrire électroniques, micro-ordinateurs, systèmes multifonctions de traitement de l'information, copieurs/duplicateurs, télécopieurs, imprimantes à laser, réseaux locaux, Rank Xerox aide les entreprises à créer, traiter, enrichir, imprimer, transmettre, archiver et diffuser leurs documents.

En plus des machines, Rank Xerox dispose des hommes qualifiés pour comprendre les problèmes et trouver les solutions les mieux adaptées.

La conjonction de ces machines et de ces hommes travaillant ensemble pour une organisation plus performante de l'information, Rank Xerox l'a appelée **Service Xerox**.

Donner aux documents tous les signes de la perfection avec Rank Xerox, c'est un atout de plus pour réussir.

Rank Xerox

Calédonian

Deux prési
adhèrent

L'Assemblée nationale discute en urgence du projet de loi électorale

Malaise persistant chez les socialistes du Pas-de-Calais

M. POPEREN : RASSEMBLER D'ABORD A GAUCHE

La prise de position de plus en plus ferme de M. Poperen dans un sens opposé à celui de M. Jospin est un élément à prendre en compte dans la préparation du congrès socialiste de Toulouse à l'automne. Elle risque aussi de rendre de plus en plus difficile à gérer une rivalité entre les deux hommes — numéro un et numéro deux du PS — qui a toujours été latente mais qui prend maintenant un tour public et aigu.

J.-L. A.

TARN-ET-GARONNE : le conseil général n'a toujours pas de président

Le « laboratoire » corse en sursis

qui a estimé qu'il n'était pas du ressort de l'Assemblée de se prononcer sur son mode d'élection. Si le vote du PC et de l'UPEC était attendu tout comme celui du MRG de Haute-Corse qui a toujours prôné le scrutin départemental, en revanche, le choix de l'USUR s'est fait dans la confusion puisque les deux élus du nord, MM. Carliotti et Motroni, absents au moment du vote, ont été portés comme ayant voté pour la motion alors que la fédération de Haute-Corse du PS est favorable au « scrutin proportionnel dans le cadre départemental ». Cette position est contraire à celle qui fut défendue par les socialistes de l'île au moment de l'élaboration du statut particulier.



**OXFORD INTENSIVE
SCHOOL OF ENGLISH**
agréée par le British Council

21, rue Théophraste Renaudot
75001 PARIS Tél. (1) 533.13.02
Ann. ins. 1993 - A & 2199

L'ANGLAIS EN ANGLETERRE

Collégiens - Lycéens :

- matin : 15 H de cours
par semaine - groupes
de 2 élèves maximum -
professeurs britanniques
- après-midi : tennis,
équitation, golf, natation,
voile, planche à
voile.

« En rien les députés des colonies qui n'avaient mandatés pour y représenter la lutte de libération nationale, se réservant d'y revenir défendre ce droit, leur présence dans cette assemblée ne se justifiait plus ».

ILS PASSENT A L'ACTION...

Les **ATTACHÉS** d'administration centrale
dits « cadres compétents »,
« cheville ouvrière et mémoire de l'administration »
ont décidé d'agir pour que la fonction publique
applique les directives du gouvernement !

**Pour qu'une gestion efficace et responsable
utilise au mieux les moyens existants,
ils DEMANDENT :**

- la création d'une commission interministérielle permettrait à la fonction publique d'avoir une politique de gestion des attachés et instaurant une vraie mobilité entre ministères ;
- une véritable démocratisation de l'administration par une réelle promotion interne qui mette fin à l'actuel monopole de l'ENA ;
- l'ouverture d'une négociation sur leur statut pour « le jour où la pause s'arrêtera » ;

**et que cesse le scandale des emplois vacants
qui privent les attachés de leur avancement.**

**Ils vont manifester JEUDI 25 AVRIL
de la Fonction Publique à Matignon.**

Rendez-vous 32, rue de Babylone, à 12 h.

Ce départ, programmé avant même le début de la session consacrée au statut fiscal particulier de la Corse, est le fruit d'un compromis entre les nationalistes durs et les autres. Les premiers ont accepté que le mouvement public présente des candidats aux élections cantonales — ce qui a conduit à des résultats « passables » —, les seconds ont reconnu les limites de la stratégie électorale.

**M. VIEL FAVORABLE
A DES LISTES D'UNION
DE L'OPPOSITION
ET A LA COHABITATION**

M^{me} Simone Veil, qui participait lundi 22 avril à l'émission de France-Inter « Face au public », a estimé que les listes d'union de l'opposition pour les prochaines élections législatives « seront les plus bénéfiques [pour l'opposition] et les plus claires vis-à-vis des électeurs ».

Avant de souhaiter une clarification sur la position des parlementaires qui ont demandé le « label » de M. Barre et qui sont en même temps signataires de l'accord signé entre RPR et UDF, M^{me} Veil a constaté : l'impression d'une pagaille et d'une confusion » donnée par l'opposition sur la « lecture de la Constitution ».

L'ancienne présidente de l'Assemblée des Communautés européennes a indiqué que contrairement à l'ancien premier ministre, elle ne voterait pas la censure contre un éventuel gouvernement de coalition. Selon elle, le président de la République, dès lors qu'il n'a plus la confiance des électeurs, « doit ou se soumettre ou se démettre ».

Embauche permanente
à l'Institut Sorbonne
CJAS 75005 Paris

ICE EN DROIT

354.67.80
- Nicole BIGOT

Lisez
Le Monde des
PHILATÉLISTES
104 pages de 16 pages illustrées

IAE Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne
INSTITUT D'ADMINISTRATION
DES ENTREPRISES
47, rue des Bergers 75015 PARIS

**Dans le cadre de la Formation Continue,
l'IAE de Paris
assure la préparation de**

**DIPLÔMES NATIONAUX DE
III^e CYCLE (D.E.S.S.)**

- CAAE (DESS de généraliste à la gestion)
- 1 journée par semaine pendant 2 années universitaires
- A temps plein sur une année
- Renseignements : (1) 557 62 52

• DESS "fonctionnels"
- Contrôle de gestion et audit, Développement de la
Fonction Personnel,
Finance, Systèmes d'Information

- Renseignements : Service Formation Permanente de l'IAE
01 55 53 00 44 ou 01 55 53 00 41

(I) 557.28.41 ou (I) 588.00.21

électorale en quittant l'instance élue. Pour les nationalistes, en effet, les avantages de leur présence à l'assemblée de Corse ont été épuisés, tandis que les inconvénients se sont multipliés. L'effet de tribune s'est évanoui et l'absence

Alors, à quoi bon cautionner une assemblée, clé de voûte d'institution — le statut particulier — que l'on

Le départ des trois élus nationalistes a une conséquence directe sur l'assemblée : la droite, avec trente voix, y est désormais majoritaire,

contre vingt-huit à la gauche et aux autonomistes. Mais cette assemblée de Corse, après seulement huit mois de fonctionnement, apparaît déjà comme une assemblée en sursis.

1 centre d'Études
Université Paris 1

DEUG ET LICENCE
PUBLIC CONCERNÉ : Employés

DURÉE : Une journée et demi par semaines.

DÉBUT DES COURS : 20 septembre 1988.

☎ 329.75.23
Monique BASTID

ICE EN DROIT

semaine pendant environ 36 se-

- Nicole BIGOT

EN LORRAINE

Deux présidents de conseils généraux adhèrent aux positions de M. Barre

De notre correspondant

Metz. — MM. Claude Huriet et René Herment, respectivement président du conseil général de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle, ont annoncé, lundi 22 avril, leur ralliement à M. Raymond Barre. A ces ralliements s'est ajouté celui de M. René König (opp.), vice-président du conseil général de Meurthe-et-Moselle.

La décision de ces trois membres du conseil régional de Lorraine a pour conséquence la disparition à terme du groupe des non-inscrits, tant au sein de l'assemblée régionale que des quatre assemblées départementales. « Les inscriptions s'organisent », a constaté l'ancien secrétaire d'Etat Christian Poncelet (RPR), sénateur et président du conseil général des Vosges.

L'UDF de son côté souligne : « Les non-inscrits ont enfin tiré les conclusions des modifications de la vie politique. Dans beaucoup d'assemblées, une clarification s'impose. Nous nous réjouissons de voir des personnalités préciser le sens de leur combat. »

La position des sénateurs Huriet (ratt. adm. à l'Union centriste) et Herment (Un. cent.) est aussi tactique : « C'est le signal vis-à-vis de l'UDF d'un rassemblement nouveau », précisent-ils, après avoir souhaité en vain une représentation plus importante des non-inscrits au sein de l'exécutif lorrain. « Nous situons sans ambiguïté dans la majorité

régionale (en l'occurrence, l'opposition nationale) et considérant que des réajustements allaient devoir intervenir, entre les divers courants des formations de l'opposition nationale, nous n'avons pas voulu, jusqu'à ce jour, adhérer à un parti politique » (1), affirment les trois barriéristes lorrains.

Tout en décidant d'apporter leur soutien à l'ancien premier ministre et d'« adhérer aux principes qu'il a énoncés », MM. Huriet et Herment demandent aux membres du la majorité du conseil régional de Lorraine de faire connaître leur position en se déclarant prêts à se rapprocher de « tous ceux qui affirment clairement leur adhésion aux idées de Raymond Barre ». Leur appel, lancé à l'issue de la réunion du conseil régional de Lorraine, n'a pour l'instant pas suscité d'autres vocations. « Les grandes causes engendrent pour le moment de trop petits effets », commente le député et maire de Nancy, M. André Rosinot, président du Parti radical.

JEAN-LOUIS THIS.

LES DEBATS PARLEMENTAIRES

Les associations pourront émettre des titres participatifs

L'Assemblée nationale a adopté, le lundi 22 avril, en première lecture, un projet de loi qui vise à permettre aux associations d'émettre des obligations, comme les sociétés commerciales et des titres participatifs comme les sociétés du secteur public ou les sociétés anonymes coopératives dénommées en l'occurrence « titres associatifs ».

Les associations sont devenues de réelles puissances économiques. Elles emploient plus de sept cent cinquante mille salariés (plus de 5 % de l'ensemble des emplois salariés). Elles gèrent, par exemple, plus de 16 % du potentiel hospitalier métropolitain. Certaines d'entre elles sont de véritables entreprises. Pourtant, elles sont toujours régies par la grande loi du 1^{er} juillet 1901. Si dans les faits, dans la vie économique, la différence est parfois bien minime entre associations sans but lucratif et sociétés capitalistes, le droit français continue à les différencier totalement.

L'Assemblée nationale a commencé à ébrécher cette muraille en adoptant en première lecture le projet de loi défendu par M. Jean Gatel, secrétaire d'Etat à l'économie sociale. Seulement, pour apporter quelques garanties à ceux qui prêtent ainsi de l'argent, les associations devront se plier à un certain nombre de contraintes équivalentes à celles imposées aux sociétés commerciales. Des règles de droit vont ainsi devenir communes aux deux grandes formes de regroupement d'individus décidés à agir ensemble.

Déjà, la majorité du gauche avait fait un pas dans ce sens en imposant aux associations les plus puissantes les mêmes règles qu'elle créait pour les sociétés commerciales en vue de prévenir ou de régler les difficultés des entreprises. Il est certain que les trente-trois associations qui emploient plus de mille personnes doivent avoir une gestion en bien des points semblables à celle d'une grande entreprise. La loi de 1901 peut-elle encore s'appliquer dans ce cas ? Au début du septennat, la question avait été posée mais les associations avaient insisté sur leur attachement à cette grande loi. Pour autant, elles souhaitaient une évolution du droit leur permettant de trouver d'autres sources de financement que celles qui leur sont actuellement autorisées : cotisations, subventions, dons et legs pour celles qui sont reconnues d'utilité publique.

Mais l'arrivée dans les associations d'apporteurs de capitaux, qui devront être rémunérés alors que les adhérents n'ont pas le droit de se partager des bénéfices et qui donc disposeront de certains droits, n'est-elle pas contraire à l'esprit de la loi de 1901 ? Le Conseil d'Etat l'a estimé et a rejeté l'avant-projet gouvernemental. C'est aussi ce que pense l'opposition, du moins le RPR, qui a voté contre le texte puisque l'UDF n'a, en aucune manière, participé au débat. M. Georges Tranchant (RPR, Hauts-de-Seine) a déclaré que le projet allait « aggraver la dérive quasi commerciale des associations, dérive dont la légalité apparaît déjà hautement discutable ». Le PC est lui aussi inquiet et

s'est abstenu lors du vote sur l'ensemble du projet. M. Parfait Jans (PC, Hauts-de-Seine) expliquant que ce texte métrait pas fin aux difficultés financières des associations, a craint surtout qu'il ne compromette « l'indépendance et l'autonomie de l'association vis-à-vis des souscripteurs ».

Hésitations au PS

Certains socialistes eux-mêmes n'ont pas caché leurs hésitations devant cette innovation juridique, même s'ils ont adopté le projet gouvernemental. M. Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône) a craint qu'il n'y ait « des abus au détriment de l'idéal associatif » et que la confusion du droit des associations et des sociétés commerciales « crée des difficultés juridiques considérables ».

M. Alain Vivien (PS, Seine-et-Marne), s'il a souligné « tout l'intérêt de cette nouvelle avancée sociale pour le mouvement associatif », aurait souhaité, pour éviter « des détournements », que cette possibilité d'émettre des titres associatifs soit réservée à des associations agréées. M. Claude Wilquin (PS, Pas-de-Calais), rapporteur de la commission des finances, a estimé que « de nombreux épargnants semblent prêts à s'engager dans des opérations dont ils appréhendent pas seulement l'indépendance financière mais aussi l'opportunité sociale ou morale ». Il s'agit donc pour lui simplement d'allier « le dynamisme des associations et le désintéressement des souscripteurs ».

Pour M. Gatel, ce projet se veut pas « régler tous les problèmes de financement que rencontrent les associations » mais simplement les aider à se développer alors qu'elles ont déjà prouvé « leur capacité à répondre aux sollicitations du mouvement social » et qu'elles peuvent être « une réponse à la nécessité de création d'activités dans le monde de l'emploi ». C'est parce que le secrétaire d'Etat pense qu'il n'y a pas, d'un côté, des associations qui exercent des activités économiques et, de l'autre, des associations vierges de ces activités « qu'il a préféré, à une législation distinguant ces deux catégories, l'ouverture d'une possibilité de démarche volontaire » pour celles qui souhaiteraient disposer de nouvelles sources de fonds propres.

Mais cela ne va-t-il pas permettre une transformation de l'Etat et des collectivités locales, voire sa réduction ? M. Jans le craint. M. Vivien reconnaît que cette nouvelle source de financement « vient à point pour régler la puissance publique » qui ne peut plus faire face ». M. Wilquin lui-même évoque la possibilité de remplacement des subventions aux associations par l'acquisition de titres associatifs, ce qui introduit, dit-il, « une rigueur de gestion dans l'association par la nécessité de rémunérer les ressources » que lui confieront les épargnants ou la puissance publique. C'est bien une conception de la vie associative différente de celle qui a cours actuellement.

THIERRY BRÉHER.

M. Pierre Joxe apporte des précisions sur le projet de réforme des tribunaux administratifs

Les membres des tribunaux administratifs s'inquiètent de leur indépendance, des menaces qui pourraient peser sur celle-ci et de l'image que se font les justiciables, et le public en général, de l'indépendance de ces juges auxquels on demande de condamner l'administration dont, par ailleurs, ils font partie.

Ce thème a été au centre du colloque organisé samedi 20 avril dans les locaux de l'Ecole nationale d'administration, où sont formés des fonctionnaires, par le Syndicat de la juridiction administrative. Il y a deux ans, après les nombreux recours présentés à l'issue des élections municipales, les tribunaux administratifs avaient annulé pour fraude plusieurs résultats. Les attaques, souvent violentes, lancées contre eux par le Parti communiste — qui à l'époque participait au gouvernement — avaient provoqué une profonde émotion. Les membres de cette juridiction, héritiers des conseils de préfecture, dépendant toujours du ministère de l'Intérieur au point de vue hiérarchique,

avaient alors souhaité qu'un statut reconnût leur spécificité et assurât leur indépendance. Après bien des vicissitudes, un tel statut est sur le point de voir le jour. Leur tuteur, M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, est venu annoncer aux nombreux membres du Syndicat de la juridiction administrative présents au colloque que le gouvernement le déposerait « prochainement » devant l'Assemblée nationale. Ainsi, pour la première fois, les tribunaux administratifs seront régis par la loi, ainsi d'ailleurs que le statut général de la fonction publique le prévoit, pour « garantir l'indépendance de leurs membres ». M. Joxe a même précisé que « cette réforme ne serait pas en retard par rapport à celle du Conseil d'Etat ». Il est vrai que les juges administratifs — juges de première instance — demandaient qu'elle fût préalable à celle du juge d'appel qu'est le Conseil d'Etat.

Le ministre de l'Intérieur a surtout apporté des précisions d'information sur les trois grandes dispositions que comprendra le projet de loi.

— Ayant le statut de magistrats, les membres des tribunaux administratifs devraient bénéficier de l'immobilité, comme les magistrats de l'ordre judiciaire.

— Un « conseil supérieur des tribunaux administratifs » serait créé auquel participeraient les représentants élus des magistrats et ceux de l'administration. Ce conseil serait compétent pour les problèmes de recrutement, d'avancement, de détachement et de discipline et présentera des propositions dans ces domaines.

— Des garanties seraient données par la loi sur les règles de fonctionnement des tribunaux administratifs, notamment en ce qui concerne l'obligation de collégialité des formations de jugement et les conditions de dessaisissement des rapporteurs.

Ces indications correspondent — pour partie — aux inquiétudes exprimées par M. Daniel Chabenol, président du Syndicat, qui avait dit : « Aujourd'hui notre avenir est trop incertain et notre présent trop incon-

fortable ». Les juges vivent mal, en effet, le décalage qui s'accroît entre l'importance de leurs missions — en raison notamment du contentieux de la décentralisation — et la « petitesse » de leur statut. Ils se plaignent aussi de leur insuffisante efficacité en raison de la lenteur de leur action due à l'encombrement des tribunaux par un nombre croissant de recours. Il n'est pas rare, en effet, que leurs arrêts soient rendus au bout de trois ans, et parfois davantage. Pour peu qu'un recours soit formé devant le Conseil d'Etat, un requérant doit fréquemment attendre six ans pour se voir rendre justice. C'est un problème de moyens budgétaires que le ministre n'a pas évoqué.

Manifestement, M. Joxe a cherché à désamorcer le mécontentement et parfois même la révolte qui couvent dans les tribunaux administratifs, inquiets du projet de réforme du Conseil d'Etat.

ANDRÉ PASSERON.

(Publicité)

24 AVRIL 1915 : ASSASSINAT D'UNE NATION PAR LE GOUVERNEMENT DES JEUNES TURCS 70 ANS APRÈS : L'ÉTAT TURC CONTINUE DE NIER L'ÉVIDENCE DE CE CRIME IMPRESCRIPTIBLE



déportée et disparue comme un million et demi d'Arméniens

- 24 avril 1915 : les intellectuels et les notables arméniens de la capitale sont arrêtés et exécutés.
- Les soldats arméniens — tous les hommes valides — sont désarmés, regroupés en bataillons de travail et liquidés par petits groupes.
- Les femmes, les enfants et les vieillards sont déportés en masse, périssent en chemin ou sont massacrés.

« Le gouvernement des Jeunes Turcs est coupable de ce génocide en ce qui concerne les faits perpétrés de 1915 à 1917.

« Le génocide des Arméniens est aussi un crime international dont l'Etat turc doit assumer les responsabilités sans pouvoir prétexter, pour s'y soustraire, d'une discontinuité dans l'existence de cet Etat. »

Extraits de la sentence du Tribunal permanent des peuples (Paris, avril 1984)

LE GÉNOCIDE DES ARMÉNIENS NE CONCERNE PAS QUE LES ARMÉNIENS

ASSOCIATION POUR LA RECONNAISSANCE DU GÉNOCIDE DES ARMÉNIENS - B.P. 327, 75229 PARIS CEDEX 05

هنا من الدول

société

LES NOUVEAUX PROGRAMMES

- **Suppression des activités d'éveil**
- **Introduction de l'éducation civique et de l'informatique**
- **Une heure supplémentaire de français au cours préparatoire**

Le ministre de l'éducation nationale vient de rendre publics les nouveaux programmes de l'école primaire, annoncés au conseil des ministres du 13 février dernier et qui s'appliqueront dès la rentrée prochaine. La principale innovation est la suppression des activités d'éveil qui sont remplacées par des enseignements disciplinaires dotés d'horaires précis.

Plus simples, plus courts et d'un vocabulaire plus accessible que les instructions précédentes, les nouveaux textes - qui seront ultérieurement complétés par des annexes et des fiches à destination des maîtres - seront largement diffusés. Publiés, comme il est de règle, au *Bulletin officiel de l'éducation nationale*, ils seront aussi publiés en condition avec le Livre de poche au prix de 10,80 francs. Le ministère

assurera la diffusion gratuite de trois cent vingt mille exemplaires aux instituteurs et abonnés du *Bulletin officiel*.

Le travail de révision des programmes de l'école primaire avait été engagé par M. Savary, qui avait, à cette fin, créé une « commission écoles ». M. Chevènement a en outre sollicité l'inspection générale et son cabinet.

Les projets de textes ont été soumis le 18 avril au Conseil de l'enseignement général et technique (CEGT) qui l'a approuvé. Cependant le syndicat de l'enseignement, le Syndicat national des instituteurs (SNI-FECC) a voté contre, son opposition portant plus particulièrement sur trois chapitres : le français, l'histoire-géographie et l'éducation civique.

Sept disciplines de base

● **FRANÇAIS** : « Tous les enfants doivent savoir lire ».

Le texte rappelle que « la maîtrise de la langue française commande le succès à l'école élémentaire » et qu'elle est « le préalable de tous les apprentissages ». C'est pourquoi « tout doit être mis en œuvre pour développer chez l'élève à la fois le goût de la lecture et l'ensemble des capacités qu'elle exige ».

On insiste sur la nécessaire complémentarité des différents exercices qui concourent à cet enseignement. « Son acquisition résulte d'un usage quotidien et d'un exercice raisonné de l'écrit comme de l'oral ». L'oral est encouragé à condition que « sa pratique ait toujours pour effet d'accroître simultanément la fluidité et la qualité de l'expression ».

Pour la lecture, le texte ne choisit pas parmi les différentes méthodes et insiste sur la nécessité de « susciter, encourager et développer par tous les moyens le désir de lecture ». Le maître ne doit pas oublier que « la lecture n'est pas limitée aux heures de français et ne peut être séparée des autres enseignements ».

Il est rappelé qu'il « tient compte des différences d'âge, des rythmes et modalités d'acquisition propres à chacun, de la continuité du cycle préparatoire au cycle élémentaire. Il ne peut jamais de vue que tous les enfants peuvent apprendre à lire et doivent savoir lire ».

La répartition des notions à acquérir chaque année est modifiée, mais un effort a été fait pour unifier la nomenclature grammaticale en se référant à une terminologie « classique et reconnue ».

● **MATHEMATIQUES** : partir du concret.

Les instructions n'apportent pas de nouveautés. Elles insistent sur la nécessité de « faire découvrir les notions comme des réponses à des problèmes concrets » et sur l'importance du calcul mental.

● **SCIENCES ET TECHNOLOGIE** : cinquante heures d'information.

Il s'agit là d'une création, puisque ce domaine faisait partie jusqu'à présent de l'ensemble des activités d'éveil. Cet enseignement doit fournir à l'enfant « une première culture scientifique » et « faire acquiescer les méthodes propres à la démarche scientifique (observer, analyser, expérimenter, puis représenter) et

technologique (concevoir, fabriquer, transformer). Il vise également à développer les qualités correspondantes : objectivité, sens de la preuve et du projet, goût de l'innovation. Il donne, enfin, la dimension historique et sociale, éthique de la science et de la technologie ». Plusieurs disciplines interviennent dans cet enseignement : l'astronomie, la physique, la chimie, la géologie, la biologie, la technologie. Il est précisé que le maître peut, selon ses goûts et ses compétences, mettre plutôt l'accent sur tel ou tel de ces domaines, à condition qu'aucun ne soit entièrement sacrifié. Cinquante heures au moins doivent être consacrées à l'informatique au cours moyen. Intitulé « Objets et systèmes informatiques », ce chapitre prévoit les sujets suivants : « Le développement de l'informatique dans la société (transformation de l'activité professionnelle et de la vie quotidienne par la télématique, le bureautique, et la production ; problèmes sociaux et éthiques). La technologie informatique (le micro-ordinateur ; automates programmables et robots). Le logiciel (analyse et modification des logiciels simples ; début de programmation dans une perspective logique) ».

● **HISTOIRE ET GÉOGRAPHIE** : quelques allègements. Les instructions reprennent les programmes définis dans l'arrêté du 18 juin 1984 et déjà en vigueur cette année, avec quelques allègements au cours moyen.

● **EDUCATION CIVIQUE** : les institutions de la République. C'est la principale nouveauté de ces programmes. Il existait en effet des textes sur l'« éducation morale et civique », mais celle-ci ne faisait pas l'objet d'un enseignement particulier. Cette éducation était conçue essentiellement comme une préparation à la vie en groupe et en société. Cette optique demeure au cours préparatoire, consacré à l'« apprentissage des règles fondamentales de la vie en société » : avec, toutefois, l'introduction « des symboles de la République : Marianne, le drapeau tricolore, la Marseillaise, le 14 juillet ».

Mais, dès le cours élémentaire, l'éducation civique est tout entière orientée vers cette direction, et devient un enseignement des institutions de la République : « Présentation des notions de personnes, de pro-

priété (le mien, le tien, le nôtre), de contrat. La patrie : unité et identité nationales. La devise républicaine : liberté, égalité, fraternité. Le droit de vote et le suffrage universel. Le territoire national. Le président de la République. Les ministres, les députés et sénateurs. La commune, le maire et les conseillers municipaux. L'école ».

Et au cours moyen : « La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen : 1789. La Déclaration universelle des droits de l'homme : 1948. Les libertés (association, réunion, expression) et les droits (droit au travail, droit de grève) : les acquis depuis 1789 ».

● **EDUCATION ARTISTIQUE** : Un ensemble de disciplines. Il est précisé que : « L'éducation artistique est faite d'un ensemble de disciplines : l'éducation musicale, les arts plastiques, le théâtre et l'expression dramatique, la danse, le cinéma et la photographie, l'architecture. Si l'école privilégie la musique et les arts plastiques comme matières formatrices, elle s'ouvre néanmoins à la diversité des arts, des moyens d'expression et des techniques mises en œuvre ».

● **EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE** : Un dossier par élève.

Elle est sous la responsabilité de l'instituteur même si elle peut être assurée par certains instituteurs plus spécialisés ou des intervenants extérieurs. Les progrès des élèves sont consignés sur un dossier qui les accompagne durant toute leur scolarité.



« Une pédagogie de l'activité »

Voici l'introduction qui présente l'esprit et la philosophie générale des nouvelles instructions :

Donner au pays une école forte, active, ouverte sur le futur, tel est l'objectif poursuivi à travers ces programmes et instructions. L'école que l'on appelle élémentaire parce qu'elle apporte les éléments fondamentaux du savoir joue un rôle décisif dans le progrès de la démocratie. Sa perspective, comme pour l'école maternelle, est celle de la réussite pour tous les élèves. Deux-ils doivent y acquiescer les connaissances de base pour suivre avec succès l'enseignement du collège et apprendre à penser par eux-mêmes. L'école, en instruisant, éduque à la liberté.

Former les adultes du vingt et unième siècle nécessite la modernisation des programmes de l'école élémentaire. Cette modernisation s'accompagne de la répartition des connaissances et des compétences en sept grands domaines également fondamentaux : le français, les mathématiques, les sciences et la technologie, l'histoire et la géographie, l'éducation civique, l'éducation artistique, l'éducation physique et sportive. Des convergences existent et des échanges sont nécessaires entre ces matières ou disciplines ; l'essentiel est d'assurer la cohérence de l'ensemble ; toutes ces disciplines participent à la formation générale.

Aider tous les élèves à acquiescer la maîtrise des connaissances fondamentales est la meilleure manière de prévenir l'échec à l'école. L'accumulation des retards compromet l'avenir des enfants dont la situation sociale ou familiale est la plus difficile ; il faut que les compétences et les connaissances, contenues par les apports de l'école maternelle, soient acquiesces dès que le prévalent les programmes, et en tenant compte des rythmes propres à chaque enfant. La réussite des apprentissages initiaux est essentielle, particulièrement pour la lecture. Celle-ci requiert l'attention constante des maîtres ; son apprentissage, préparé dès la grande section de l'école maternelle, s'instaure au cours préparatoire, et, le cas échéant, selon une continuité désormais reconnue, se poursuit au cours élémentaire première année. Au-delà, la pratique et le goût de la lecture ne doivent jamais cesser d'être développés.

Le choix des méthodes et démarches pédagogiques relève d'abord de l'initiative et de la responsabilité des maîtres. La qualité de ces méthodes et démarches fait l'objet d'une évaluation précise ; elle permet d'atteindre les objectifs énoncés dans les programmes ; d'une manière générale, elle concourt à l'éveil de l'intelligence, de la sensibilité et de l'ensemble des aptitudes de l'enfant. Ce dernier est toujours au cœur des processus d'apprentissage ; cela signifie que le maître a recours à des pratiques pédagogiques diffé-

rencées, adaptées aux rythmes, aux difficultés et à la diversité des enfants ; cela signifie aussi que l'enfant joue un rôle actif dans cet apprentissage.

L'évaluation des travaux et exercices englobe et dépasse le simple contrôle : elle est dynamique en ce qu'elle fait voir comment les élèves se situent les uns par rapport aux autres, et comment leur progression peut être améliorée.

La responsabilité du maître

L'école apporte des concepts, des modes de raisonnement, des compétences et des connaissances indispensables. Préparé à l'autonomie et à la responsabilité, l'élève doit être capable de mobiliser ses compétences et de les étendre, d'analyser différemment ses connaissances et, plus tard, d'en acquiescer d'autres, autrement imprévisibles. Il faut lui donner l'habitude de confronter ses connaissances avec la réalité et développer chez lui le désir d'en savoir plus. L'école s'appuie sur le désir qu'a l'enfant de devenir grand.

La pédagogie mise en œuvre à l'école élémentaire est donc une pédagogie de l'activité : elle associe nécessairement les moments où l'enfant découvre et élabore progressivement son savoir, et ceux où il revient au maître d'expliquer et d'apporter directement des connaissances. Le souci constant du raisonnement analytique se joint, dans tous les cas, à un effort de synthèse qui permet à l'élève de construire ce savoir.

Ces programmes et instructions ont un caractère d'obligation pour toutes les écoles et pour tous les maîtres. L'ensemble constitue un document simple et lisible par tous ; il doit permettre d'assurer d'étroites et constantes liaisons entre l'école et les parents, dont le rôle demeure essentiel. Ces programmes seront suivis de compléments traitant parti des travaux des commissions ministérielles.

riétés ; ils pourront se renouveler périodiquement à la lumière de l'expérience, de la recherche et de l'évaluation, sans pour autant remettre en question les présentes instructions ; ils apporteront les précisions nécessaires à l'attention des maîtres. C'est à eux qu'il appartient de mettre en œuvre ces directives dans les classes et dans l'école, puisqu'ils organisent, conduisent et évaluent le travail des élèves. Si des maîtres peuvent s'attacher plus particulièrement à certaines matières, la progression et la cohérence des contenus de l'enseignement, l'harmonisation des méthodes et la communication des apprentissages incombent à l'équipe pédagogique sous la responsabilité du directeur et de l'autorité de l'inspecteur départemental de l'éducation nationale. De toute manière, chaque maître demeure responsable de ses élèves, de manière éducatrice et positive ; cette responsabilité du maître reste entière, même en cas d'échange de compétences au sein de l'école, ou en cas d'interventions extérieures.

Dans la vie de l'école, les enseignants disposent de moyens culturels et pédagogiques qui fondent une société civile et démocratique ; la recherche de la vérité et la foi dans la raison humaine, la rigueur intellectuelle et le sens des responsabilités, le respect de soi et d'autrui, l'esprit de solidarité et de coopération, le refus des racismes, la reconnaissance de l'universel présent dans les différentes cultures, l'amour de la France qui se confond avec l'attachement à la Liberté, à l'Égalité, et à la Fraternité.

REACTIONS HOSTILES OU RÉSERVÉES CHEZ LES ENSEIGNANTS ET LES PARENTS

Le projet des nouvelles instructions et programmes de l'école élémentaire a suscité, chez les enseignants et les parents, des réactions diverses, allant de la réserve à l'opposition.

La Fédération nationale des instituteurs et professeurs de l'école (SNI-FECC) est « convaincue que la nécessité d'instaurer ces textes est une évidence ». Mais les objections relatives à la suppression des activités d'éveil, à la réduction du temps consacré à la lecture, à la suppression de certaines matières, sont considérées par les enseignants comme « des réactions de peur ».

Le SNI-FECC a même critiqué les nouvelles instructions, le Syndicat national des instituteurs (SNI-FECC) rejette, en outre, « le niveau des exigences qui ne tient pas compte des capacités intellectuelles et psychologiques des enfants ». L'absence de référence aux « pédagogies différenciées » comme aux « méthodes d'éveil ».

Pour le Syndicat national des professeurs d'école (SNPE), les nouvelles instructions sont « une première étape vers la démocratisation de l'école ». Le SNPE, qui a toujours été favorable à la réforme, a toutefois des réserves sur certains points.

Le Syndicat national des instituteurs et professeurs (SNI-FECC) se félicite de « la mise en place d'un nouveau cadre de programmes nationaux actualisés ».

De plus, les parents ont réagi avec une certaine réserve. La Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques (Fédération André) juge les programmes « équilibrés » et « adaptés à la réalité de l'école ». Mais elle est en désaccord avec les programmes de français et d'histoire-géographie.

LES HORAIRES

DISCIPLINES	Cours préparatoire	Cours élémentaire	Cours moyen
		CE1 CE2	CM1 et CM2
Français	10h (9h)	9h (9h) 8h (9h)	8h (9h)
Mathématiques	6h (6h)	6h (6h)	6h (6h)
Sciences et technologie	2h	2h 3h	3h
Histoire et géographie	1h	2h	2h
Educ. civique	1h	1h	1h
Educ. artistique : - éducation musicale - arts plastiques	1h 1h	1h 1h	1h 1h
Educ. physique	5h (5h)	5h (5h)	5h (5h)
	27 heures	27 heures	27 heures

Les chiffres entre parenthèses correspondent aux horaires actuels. La répartition des nouveaux horaires sur plusieurs semaines et selon des rythmes différents est possible, à condition que l'horaire global par discipline soit respecté.

(Publicité)

CNES

LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES SUPERIEURES DE SECURITE SOCIALE

organise

UN CONCOURS DE RECRUTEMENT 35 places

Pour les LICENCIÉS ou TITULAIRES D'UN DIPLOME EQUIVALENT, âgés de 30 ans au plus au 1^{er} janvier 1985

ÉCRITURE RÉGULIÈRE de 10 min, dont 5 min de grammaire

DEBUTÉS ASSURÉS :

Accès immédiat à des fonctions de responsabilité dans les organismes de Sécurité sociale ou dans la fonction publique

RÉMUNÉRATION ANNUELLE DE DÉPART : de 120 000 F à 180 000 F

ÉPREUVES ÉCRITES

18, 19, 20 septembre 1985

CLOTURE DES INSCRIPTIONS 1^{er} juillet 1985

Pour tous renseignements s'adresser au Centre national : 27, rue des Douze-Clairons, 42031 Saint-Etienne Cedex

Tél. (77) 67-79-74

Indubitablement intensifs ces stages crash de 60 heures !

4 semaines à mi-temps du 29 avril au 31 mai...

On sera par petits groupes de 3 ou 4 personnes au maximum, avec un prof Anglais, Allemand ou Espagnol... On croit rêver ! Vive le dialogue ! Choisissez votre centre :

BERLITZ

les langues très vivantes.

Boulogne 609 15 10

Champs-Élysées 720 41 60

La Défense 773 68 16

Nation 371 11 34

Étoile Victor-Hugo 500 08 68

Opéra 742 13 39

Panthéon 633 98 77

St Lazare 522 22 23

St-Germain-en-Laye 973 75 00

Versailles 950 08 70

Service Entreprises : 742 90 10

Gratuit le test d'orientation sans engagement de votre part.

BERLITZ

les langues très vivantes.

Halte au Vol

1 serrure à 5 points

PICARD

+ d'autres marques

Matériau GARANTI 5 ANS

+ 1 blindage acier 15/10

+ 4 goupilles d'acier anti-dégorgement

+ 3 cornières anti-pince

à l'extérieur sur le pourtour de la porte

OFFRE EXCEPTIONNELLE

3 350 F TTC

Prix et dépt. comp. PARIS-BANLIEUE

Sté S.P.P.

11, rue Minard

92130 Issy-les-Moulineux

554.58.08

554.41.05

FACILITES DE PAIEMENT

SPORTS

ENVIRONNEMENT

A PARIS

Taxis-scooters à l'essai

Dès le fin du mois de mai les Parisiens pourront - les premiers en France - utiliser des taxis-scooters. M. Daniel Poulin (le Monde du 4 février), le promoteur de cette nouvelle formule, a en effet obtenu de la préfecture de police de Paris une autorisation d'exercer à titre expérimental pendant six mois. L'entreprise installée dans le centre de la capitale, commencera modestement avec quatre machines que l'on pourra appeler uniquement par téléphone. Les scooters rouleront de 8 heures à 20 heures et dans Paris intra muros seulement. Selon son promoteur la formule du taxi-scooter coûtera 25 % moins cher que le taxi-voiture.

Cette autorisation « à l'essai » a provoqué une violente réaction du syndicat CID-UNATI des chauffeurs de taxi qui dénonce « la décision arbitraire des pouvoirs publics » et annonce que les chauffeurs « sauront répondre comme il convient le moment venu aux tentatives d'écartèlement de la profession ».

● **Evacuation des déchets toxiques découverts en Belgique.** - Trois camions de l'entreprise française SARP (Société d'assainissement rationnel et de pompage) ont évacué, le 22 avril, les fûts de déchets toxiques entreposés clandestinement depuis 1984 dans une latrine désaffectée du sud de Bruxelles (le Monde des 21-22 avril). La SARP stockait à ses déchets, sans autorisation, avant de les éliminer dans son centre de Limay (Yvelines) (AFP).

L'emplacement d'un stade olympique à Paris

Vincennes ou Le Tremblay ?

Vincennes ou Le Tremblay ? L'endroit où sera construit le grand stade olympique, au cas où Paris organiserait les J.O. de 1992, n'est toujours pas choisi. Après l'avis donné par les élus qui s'étaient prononcés à la quasi-unanimité pour Le Tremblay (le Monde du 3 avril), on croyait l'affaire entendue. Il n'en est rien. Les six personnalités qui doivent en décider, MM. Alain Calmat, ministre de la jeunesse et des sports, Jacques Chirac, maire de Paris, Alain Giraud, président de la région Ile-de-France, et Nelson Pélissier, président du Comité olympique français, et MM. Maurice Herzog et Jean de Beaumont, les deux membres français du Comité international olympique, ne sont pas parvenus à se mettre d'accord.

Si M. Giraud affiche sa préférence pour Le Tremblay, M. Pélissier, avec l'ensemble des milieux sportifs, ne jure que par Vincennes. MM. Alain Calmat et Jacques Chirac, qui doivent supporter l'essentiel de la responsabilité politique du choix, n'ont pas tranché. Au cours d'une conférence de presse donnée le 22 avril à l'Hôtel de Ville de Paris, M. Jacques Chirac a masqué cette irresolution derrière des considérations techniques.

La décision définitive devrait être prise à la fin de l'année. En revanche, M. Chirac a confirmé que le stade nautique serait installé dans le futur parc de Bercy. Ce choix est contesté par plusieurs associations

LOTO SPORTIF

UN GROS GAGNANT POUR ENVIRON DEUX MILLIONS DE GRILLES

Deux millions de bulletins environ, selon les premières estimations, auraient été validés pour le premier tirage du Loto sportif. Quinze millions de bordereaux avaient été imprimés. Les responsables du jeu tablèrent sur environ trois millions de paris. Toutefois ce résultat est considéré comme encourageant par les milieux sportifs qui sont les premiers bénéficiaires de ce tirage. Le Loto simple, qui intéresse désormais onze millions de joueurs, avait débuté avec sept cent mille grilles, sans campagne de promotion. Il est vrai. L'objectif de six millions de parieurs par tirage, en période de croisière, ne paraît donc pas irréalisable.

Le but de ce jeu étant de financer le mouvement sportif, on pourrait cependant arriver plus rapidement que prévu à un tirage hebdomadaire afin d'élargir les objectifs financiers. Il reste que le montant des reports des premières grilles - un seul premier de l'Eure a trouvé cinq des six premiers du Grand Prix de formule 1 du Portugal - comme ce mardi 23 avril en fin de journée, doit être un stimulant important pour le prochain tirage qui aura lieu le 12 mai prochain, et portera sur les quarts de finale de la Coupe de France de football, et les quarts de finale du championnat de France de rugby.

LOTO SPORTIF N°001										LES RESULTATS SPORTIFS	
COURSE AUTOMOBILE Grilles 1 à 6					FOOTBALL Grilles 7 et 8						
01 02 03 04 05 06 07 08 09 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100					01 02 03 04 05 06 07 08 09 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100						
012 027 015 011 005 004 001 019						01 02 03 04 05 06 07 08 09 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100					1 4 9 13 14

RUGBY

MÊLES SAUVAGES

« Il y a d'énormes irrégularités. » C'est la triste constatation d'Albert Ferrasse, le président de la Fédération de rugby, après un week-end de violence. Demi-finale du challenge, du Manoir (compétition qui se voudrait le conservatoire du noble jeu) : Roger Charpentier, le piler de Nice, est évacué sur une civière sans connaissance après le coup d'un Toulousain qui lui a fracturé le nez. Seizièmes de finale du championnat de France : bigarres entre Lourdes et Montferlandais jusqu'à l'expulsion d'un joueur de chaque camp ; « tension » entre Perpignan et Grenoble ; entre Dax et Toulon. Huitièmes de finale du groupe B : trois expulsés et l'orsille du piler du PUC, Gilles Martin-Pichon, coupé d'un coup de dent par un joueur d'Haguenau.

Gérard Krotzoff, le président du club parisien, a porté plainte pour coups et blessures. Le président de la Fédération de rugby a annoncé qu'il allait demander la radiation à vie du coupable présumé. Dans le même temps, le corps arbitral est mobilisé pour réprimer le jeu dur. Mais les présidents de club n'ont toujours pas proposé de solutions à la Fédération pour enrayer l'épidémie de violence qui éclate chaque saison quand reprennent les matches à enjeu.

Il serait pourtant urgent de prendre des mesures. Guy Bruy, âgé de dix-neuf ans, a déjà payé de sa vie le ludisme de la réglementation : le 14 avril au cours du match contre Sorgues, un placage irrégulier, donné dans le cours du jeu, a provoqué un arrêt cardiaque.

● **BOXE : championnat d'Europe des mi-lourds.** - Le Néerlandais Alex Blanchard a conservé son titre de champion d'Europe des mi-lourds en faisant match nul avec le Français Richard Caramanolis, le 22 avril à Rotterdam, au cours d'un combat en douze reprises.

L'IRLANDE MADE IN IRELAND.

Rien n'est plus irlandais que la brochure - et les prix - d'un des plus grands organisateurs de voyages de l'Irlande.

Jugez plutôt. Une semaine seul maître à bord d'un cabin-cruiser du Shannon, ce fleuve d'entre les fleuves, vous coûtera 2.017 F par personne (base 4 personnes, voyage ferry compris pour vous et votre voiture, moyenne saison). Sur terre, pour sillonner pendant 6 jours les routes d'Irlande avec une voiture de location à kilométrage illimité, comptez 2.859 F par personne (base 2 personnes, voyage avion compris

sur Dublin, Cork ou Shannon, haute saison). Vite, allez découvrir la brochure CIE Tours chez votre Agent de Voyages. Ou contactez-nous : CIE Tours International, 40, rue des Mathurins, 75008 Paris, tél. 742.62.29.

CIE TOURS INTERNATIONAL
50 ans d'expérience de l'Irlande.



Irlande
Allez tout savoir aller tout.

SE MARIER AVEC LUI POUR LA VIE, C'EST NUL.



Acheter un ordinateur, c'est idiot. Parce qu'une entreprise saine est une entreprise qui évolue, investir dans l'achat d'un ordinateur peut vite devenir une contrainte. Les besoins auxquels il répond aujourd'hui peuvent changer demain et l'entreprise se trouve alors prisonnière d'un matériel inadéquat.

Chez ECS, nous avons compris. Et ce qui n'est pas idiot, ce sont nos formules de location. Du gros au petit ordinateur, tout a été prévu pour faciliter votre choix et vous laisser maître de vos investissements. C'est ça, la liberté informatique. Liberté de changer, développer vos activités, disposer du matériel le plus avancé, sans bloquer une part importante de votre capital dans des machines trop vite dépassées par la technologie ou la quantité d'informations à traiter.

ECS a également ouvert, partout en France, des centres complets - vente, maintenance, formation - à vocation micro-informatique. ECS vous aide et vous suit dans votre évolution. C'est l'intelligence de la liberté.

ECS 16, rue Washington 75008 Paris. Tél. : 225.15.15.

ECS
NOUS RENDONS LES ORDINATEURS INTELLIGENTS.

هذه هي الحياة

هناك أزمة لأصول

dossier

LE POINT SUR...

La marine marchande

La marine marchande française qui, il y a une décennie encore, s'enorgueillissait de compter sous son pavillon bleu blanc rouge des navires aussi prestigieux que le paquebot *France* ou les quatre plus gros pétroliers du monde capables chacun de transporter plus de 500 000 tonnes de brut est-elle au bord du gouffre ? « Tous les indicateurs sont au rouge et le pavillon national se rétrécit comme peau de chagrin », se lamentent depuis plusieurs années les armateurs, réunis sous la bannière du Comité central des armateurs de France (CCAF) et de son délégué général M. Patrick Gautrat. Il y a quelques semaines, dans une conférence prononcée à l'assemblée de marine il n'a pas mâché ses mots : « Le pavillon français se rétrécit parce qu'il est devenu une charge plus qu'un atout. » Et devant l'assemblée générale du CCAF, réunie le 19 mars, il a fait état de chiffres qui parlent d'eux-mêmes : 45 navires sont sortis de la flotte en 1984 (1) au lieu de 33 en 1983 tandis que 15 étaient mis en service contre 20, ce qui correspond à une baisse de la capacité de 9 % (8 % en 1983). Et ce n'est pas fini...

Les syndicats eux aussi tirent la sonnette d'alarme. Entre 1978 et 1984 la flotte française a été amputée de 3,8 millions de tonnes de jauge, le nombre des officiers et marins est tombé de 31 000 à 24 000. Du coup, on compte deux fois plus de pensionnés que de cotisants ce qui risque de mettre en péril le régime particulier (et très favorable) de retraite, et de prévoyance des marins, géré par une institution spéciale, l'établissement national des invalides de la marine (ENIM).

Ce recul ne caractérise pas seulement la France, mais l'ensemble des pays européens (Grande-Bretagne, Allemagne fédérale, Suède, avec la récente faillite du groupe SALEN) alors que les pays du tiers-monde, d'une part, les nouveaux maîtres de l'Extrême-Orient (Taiwan, Hongkong), d'autre part, ainsi que l'URSS, développent leur flotte de façon considérable et il faut bien le dire, unilatérale et anarchique. Ce qui provoque, par rapport à une demande mondiale de transport maritime engorgée par la crise des échanges internationaux une sureté des navires sans utilité, et donc désarmés. Conséquence en chaîne : le maintien d'un niveau des taux de fret très bas, donc peu rémunérateur pour les armateurs qui supportent, sur un marché international ouvert à toutes les formes de concurrence voire de dumping, des charges d'exploitation élevées (Le Monde du 17 avril). Ces taux déprimés ne

connaissent un regain de fermeté qu'à l'occasion d'événements conjoncturels, tels que le conflit entre l'Iran et l'Irak qui fait peser des menaces sur les livraisons de brut en provenance du Golfe, ou l'annonce d'achat massif de céréales par l'URSS.

Avant des difficultés des armateurs, le secrétaire d'Etat à la mer a fini par tracer, en novembre 1984, un certain nombre d'objectifs et par annoncer quelques mesures pour tenter de redonner espoir à une profession où, à part quelques réussites isolées (Delmas-Vieljeux, Louis Dreyfus, tel ou tel armateur petit ou moyen très spécialisé), on rencontre plutôt des sociétés livrées à des groupes financiers et industriels multiformes où la branche maritime, considérée comme un boulet, doit être plus ou moins sacrifiée. Le 24 novembre 1984 devant le Conseil supérieur de la marine marchande M. Guy Langagne, secrétaire d'Etat à la mer, a annoncé dans un discours programme que « le gouvernement entendait apporter à la flotte de commerce un appui actif ». Cet appui se traduit notamment, comme par le passé, par des aides publiques pour l'achat de navires neufs mais aussi de bateaux d'occasion, beaucoup moins chers et de qualité convenable en raison du caractère pléthorique de ce marché. A ce volet financier s'ajoutaient des dispositions sociales sur les cessations anticipées d'activité pour les marins âgés de cinquante-deux ans et demi.

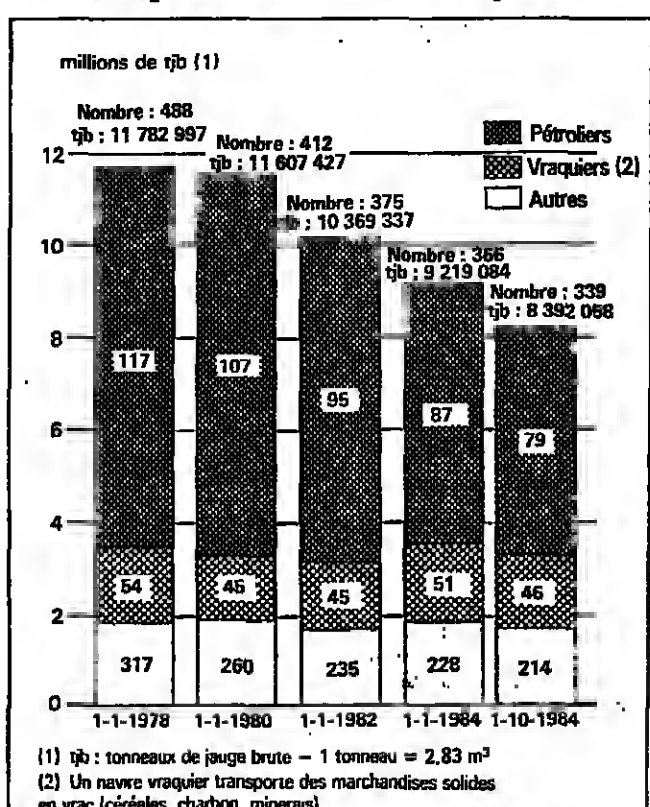
Mais le CCAF n'estimé que cette ébauche de politique maritime restait très en deçà de la dimension réelle du problème. Alors que d'autres Etats européens (RFA, Italie, Belgique) ont pris des mesures significatives vis-à-vis de leurs armateurs, en France un certain nombre de vérités fondamentales continuent à être ignorées ou sous-estimées par les pouvoirs publics...

Bref, dans son rapport à l'Assemblée générale, M. Gautrat remarque que, « à la différence du système mis en place en 1980 puis renouvelé et amélioré en 1982-1983 [lorsque M. Le Penne, était ministre de la mer], les mécanismes instaurés récemment risquent de rester sans effet et le processus de contraction de la flotte se poursuivra probablement au-delà de ce qui est nécessaire ».

C'est dans ce climat - qui a bien besoin, psychologiquement et financièrement d'efficacité - que M. Dufour, administrateur civil, a pris les fonctions le 15 mars à la direction de la flotte de commerce en remplacement de M. Gilbert Fourbach. A lui de jouer le rôle difficile de « fusible » entre des armateurs qui s'enfoncent dans la crise, vendent leurs navires à l'étranger et n'ont plus confiance dans les pouvoirs publics, et un gouvernement, pour lequel les enjeux maritimes ne sont pas, malheureusement, au premier rang des priorités.

(1) Y compris des navires très récents, construits en 1982 et en 1983.

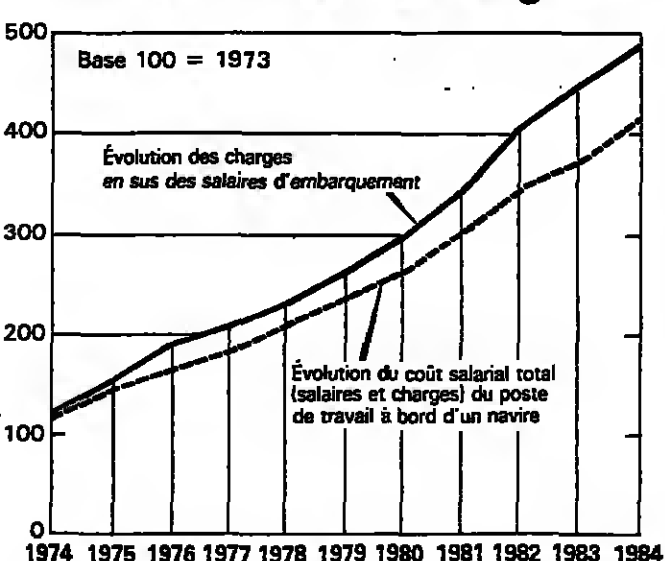
Le repli de la flotte française



Un phénomène de ciseaux

L'évolution du nombre des navires en commande pour les armateurs français comparée au nombre de bateaux désarmés fait apparaître un phénomène de ciseaux significatif de la crise actuelle : - 23 navires en commande début 1982 pour 867 000 tonnes, 15 en 1983 (567 000), 11 au début 1984 (323 000) et 13 en juillet dernier (420 000). - 19 navires étaient désarmés, faute d'utilisation, en janvier 1983 pour 845 000 tonnes, 16 au début 1984 (3 025 000 tonnes), 15 en avril 1984 (3 104 000 tonnes) et 19 en octobre dernier (3 068 000 tonnes).

La bête noire des charges



Une subvention maximum de 15 %

Le régime des aides publiques à la flotte marchande a été défini par un arrêté du 14 février 1985 (Journal officiel du 23 février 1985) qui remplace un arrêté du 3 juillet 1980.

Tous les navires battant pavillon français peuvent recevoir ces aides, sauf les pétroliers au long cours et les bateaux de moins de 150 tonnes.

L'article 2 de l'arrêté précise : - les investissements susceptibles d'être admis au bénéfice de cette aide sont les navires neufs commandés entre le 1^{er} janvier 1984 et le 31 décembre 1986 ; - peuvent aussi recevoir les subventions les navires d'occasion entrés en flotte au cours de la même période lorsque lesdits navires ont été mis en service depuis moins de dix ans (ou de treize ans dans le cas des navires-citernes exploités au cabotage), et dont le financement ne comporte pas de prêts bancaires aux entreprises financés sur les ressources des comptes pour le développement industriel (CODEVI).

La subvention peut atteindre 15 % du prix du navire lorsqu'il est neuf (et 30 millions de francs au maximum) et 10 % s'il s'agit d'un navire d'occasion (20 millions).

La subvention est divisée en deux parties égales. La première tranche n'est accordée qu'aux entreprises qui au préalable s'engagent à augmenter leurs fonds propres d'un montant équivalent. La seconde tranche complémentaire peut être accordée en fonction de l'intérêt social et économique de l'opération, selon le libellé de l'arrêté.

L'équilibre à l'horizon de la CGM

La plus importante des compagnies maritimes françaises par le nombre de navires qu'elle exploite est une société nationale, la Compagnie générale maritime (CGM), qui est née en 1974 de la fusion entre la Transat et les Messageries maritimes (1).

Avec ses filiales, le groupe exploitait une flotte de soixante et onze navires au 15 avril 1985, d'une capacité de 2 millions de tonnes, et d'une moyenne d'âge de neuf ans. En 1984, trois navires sont entrés dans la flotte mais cinq en sont sortis, et à ce jour il n'y a qu'un bateau en commande, le porte-conteneurs *Atlantic-Carrier* que le chantier de Dunkerque devrait livrer - après bien des péripéties (incendie, grèves) qui donnent lieu à un lourd contentieux entre la compagnie et le chantier - en mai prochain. Le navire pourra alors être affecté aux lignes de l'Atlantique nord que la CGM exploite dans un pool, en association avec des armateurs scandinaves, britanniques et néerlandais.

La CGM est présente à la fois sur les grandes dessertes internationales par lignes régulières d'Extrême-Orient, d'Amérique du Sud et du Nord, des Antilles, de Scandinavie, de Méditerranée, du Pacifique (mais absente du secteur africain, où domine Delmas-Vieljeux) et sur les trafics de charbon, de pétrole et produits raffinés, exploitant aussi bien des navires de gros tonnage que des caboteurs. Elle est responsable, par sa filiale SNCM, des liaisons avec la Corse. M. Claude Abraham, son président

depuis trois ans, cherche à améliorer la productivité des navires et des circuits commerciaux, à nouer systématiquement des accords de rationalisation avec des armateurs français ou étrangers (par exemple avec le norvégien Jøsen pour le transport de marchandises solides en vrac par petits navires).

Elle est parfois à la pointe de la technique (les quatre porte-conteneurs spécialisés pour le transport des bananes antillaises sont considérés comme des réussites), mais elle a été aussi projetée sous les feux de l'actualité dans des circonstances délicates, par exemple fin août 1984, lors du naufrage du *Mont-Louis*, chargé d'hexafluorure d'uranium, devant les côtes belges. L'épave du navire est toujours au fond de la mer. En dépit des demandes du gouvernement de Bruxelles, la CGM estime que les frais des opérations de renflouage qui devraient commencer en mai n'ont pas à lui être imputés, car le navire a coulé dans les eaux internationales et non dans les eaux territoriales belges.

Désendettement

En juillet 1984, la Compagnie et les pouvoirs publics ont signé un contrat de plan qui vise à un rétablissement de l'équilibre financier en 1987. Selon les projections, la marge brute d'autofinancement des sociétés du groupe, qui était négative en 1983 (- 282 millions),

devenait positive (+ 106 millions) en 1986 et atteindrait même 367 millions en 1987. Les dirigeants escomptent des économies sur la manutention des marchandises, l'entretien des navires et surtout, les frais de personnel (148 officiers et 185 marins en moins, 288 départs dans le personnel sédentaire). Les ventes de navires, la pause dans le programme d'investissements en navires neufs, le désendettement devraient, toujours aux termes du contrat de plan, aboutir à un ratio (frais financiers par rapport au chiffre d'affaires) de 5,8 % en 1987 au lieu de 10 % en 1984.

Pour accompagner les efforts propres de la compagnie nationale, l'Etat a pris deux dispositions : - il a approuvé le mécanisme des cessations anticipées d'activité pour réduire les charges de personnel ; - il a accordé au groupe deux dotations en capital de 350 millions en 1984 et de la même somme en 1985 qui s'ajoutent aux engagements sociaux pris antérieurement pour les retraites du personnel sédentaire notamment, et qui s'élèvent à 120 millions pour chaque année 1984 et 1985.

La CGM croit être sur la bonne pente. Les pertes de l'ensemble du groupe, qui étaient de 735 millions en 1982 et de 545 millions en 1983, sont revenues à 380 millions l'an passé. C'est, dit son président, la meilleure année depuis 1974.

(1) Le capital de la CGM est détenu à 99 % par une holding d'Etat, la Compagnie générale maritime et financière.

Hongkong et le Liberia en tête

SELON la célèbre société de classification londonienne Lloyd's, la flotte de commerce mondiale s'est réduite pour la deuxième année consécutive pendant l'année terminée fin juin 1984, après un demi-siècle d'expansion ininterrompue. (Si l'on exclut la période de la seconde guerre mondiale). Cette chute résulte entièrement de la baisse du tonnage de pétroliers, un grand nombre d'entre eux partant chez les ferrailleurs de Taiwan, du Pakistan ou d'Espagne, d'autres attendant des jours meilleurs dans les fjords norvégiens ou au large d'Ellesvik (quelques-uns sont utilisés comme stockage flottant par l'Arabie saoudite). Le tonnage mondial atteignait 419 millions de tonnes en juin 1984 (- 1,43 % par rapport à juin 1982). Mais le tonnage des pétroliers a lui, régressé de 11,6 %. Tous les pays ne sont pas frappés de la même manière. Les flottes de complaisance (Liberia, Chypre, Bahamas, Panama), ainsi que celle de la Chine et de Hongkong progressent. Le Liberia reste la première flotte mondiale (116 millions de tonnes), loin devant le Japon, le Panama, la Grèce et l'URSS - la France est au neuvième rang.

La flotte mondiale a tendance à vieillir : 48 % des navires ont moins de dix ans, au lieu de 52 % en 1983. La Suède a les navires les plus récents, suivie du Danemark, du Brésil, de la Norvège. Au contraire, une part importante du tonnage sous pavillon américain, canadien et malais (le record dépasse vingt ans. L'âge moyen des navires français est de neuf ans (huit ans en 1983)).

Les échanges mondiaux par voie maritime (surtout les exportations et les importations de produits pétroliers et de gaz) ont régulièrement diminué depuis 1979 : 3,72 milliards de tonnes cette année-là, 3,07 en 1982, 3,002 en 1983. Quant au taux de fret, c'est-à-dire le prix, après avoir, vers le deuxième trimestre 1984, manifesté des velléités de remontée, ils se retrouvent en fin d'année à des niveaux inférieurs à ceux d'un an plus tôt.

Sar les lignes régulières (par exemple entre l'Europe occidentale et l'Afrique, le Pacifique ou l'Extrême-Orient), certains ajustements de tarifs ont pu être obtenus en 1984 au profit des armateurs qui opèrent dans le cadre des « conférences » (une conférence est un groupement d'armateurs de différentes nationalités qui se fixent certaines règles communes sur les tarifs, les escales, les rythmes de rotation des navires). Mais la pression des armements « outsiders », c'est-à-dire « francs-tireurs », qui ne font pas partie des conférences et ne sont pas soumis à leurs règlements, est de plus en plus forte. Certains pays en voie de développement ont, de leur côté, pris des mesures protectionnistes en se réservant des cargaisons.

Enfin, les armateurs européens - mais ils sont incapables de mettre au point une politique commune à Dix - à cause de l'obstruction de la Grèce à faire cavalier seul et à défendre le libéralisme des mers le plus total - protestent régulièrement contre le dumping des flottes de l'Est (URSS, Pologne) mais restent impuissants à l'enrayer.

DOSSIER ÉTABLI PAR FRANÇOIS GROSCHARD

Trois records à Rouen

C'est un navire français qui a donné l'occasion, il y a quelques jours, au port d'estuaire de Rouen de battre trois records.

Le *Cetra-Corona*, en provenance de Richard's Bay (Afrique du Sud) avec 134 817 tonnes de charbon, était arrivé au Havre le 21 mars où il avait été allégé d'une partie de sa cargaison (70 000 tonnes). Il était reparti du Havre le 24 mars au matin et avait accosté en fin d'après-midi au quai de Grand-Couronne, un peu en aval de Rouen, après avoir remorqué sans difficulté les 120 km qui séparent l'embouchure de la Seine et Rouen.

Ce navire, qui appartient à Cetramar et dont le port d'attache est Le Havre, améliore sensiblement les records de Rouen. Pour la longueur : 280 m au lieu des 260 m du *Montcalm* le 3 janvier 1985 ; pour le port en lourd, c'est-à-dire la capacité maximum du navire : 139 500 tonnes au lieu de 127 907 tonnes au *Tricolore* le 31 août 1984 ; pour la cargaison enfin 83 000 tonnes au lieu de 69 800 tonnes pour le *Cast-Racerbill* le 12 novembre 1981. Le charbon du *Cetra-Corona* déchargé à Rouen était destiné aux centrales thermiques EDF de la région parisienne.

Sauf bémol, si l'on peut dire : le navire n'a pas été construit dans un chantier français mais au Japon.

La bouteille à l'encre des comptes extérieurs

Plus des deux tiers (en volume) et 34 % (en valeur) des échanges de la France avec l'étranger transitent par la mer. Sur un chiffre d'affaires de 17 milliards de francs, la flotte de commerce réalise 6 milliards entre pays tiers, c'est-à-dire entre ports étrangers. 20 % des marchandises débarquant dans les ports français sont destinées à nos partenaires de la CEE.

Ces données font comprendre l'importance des transports maritimes pour la balance des paiements.

Si l'on tient compte de la part du commerce extérieur français via les ports étrangers et de l'activité des navires français entre ports étrangers, la part de couverture de ce commerce par notre pavillon est de 50 %.

Mais la question de savoir si l'armement français est - du point de vue de la balance des paiements - plutôt pourvoyeur net en devises ou plutôt déficitaire donne lieu à de complexes batailles de chiffres à propos desquelles les parties n'ont jamais pu s'entendre. Selon les armateurs, le pavillon français a rapporté en 1983 pour 17 266 millions de francs de recettes et n'a coûté que 1918 millions (affrètements de navires étrangers), soit une contribution nette aux comptes extérieurs de 15,3 milliards. En revanche, la Banque de France estime à 3,29 milliards le déficit de la balance des transports maritimes en 1983 (2,9 en 1982, 4 milliards en 1981).

Le ne...

L...

Le pour...

Des psy...

Vous...

Le Monde MEDECINE

Le nouveau visage de l'angoisse

Freud doit être relu et corrigé : on découvre que l'anxiété n'est pas toujours liée à l'inconscient. Elle peut avoir pour origine une anomalie biochimique du système nerveux.

par le Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE

« L'ANXIÉTÉ pathologique est le symptôme psychiatrique le plus fréquemment rencontré dans la pratique médicale. » « L'angoisse est le plus grand problème psychiatrique des temps modernes. » Ces deux affirmations, provenant l'une du docteur J.-P. Boulenger, qui dirige la Consultation de l'anxiété tout récemment ouverte à l'hôpital universitaire de Caen, et l'autre du président britannique d'un congrès londonien paraissent stupéfiantes si l'on songe que l'anxiété était, comme des médecins jusqu'au début de ce siècle.

C'est à Freud que l'on doit, en 1895, l'acte de naissance de l'anxiété, par la description de ce qu'il nomme la « névrose d'angoisse », expression, selon lui, d'un conflit inconscient opposant le Moi à des tendances érotiques ou agressives, en raison de transmissions « psychiques » de l'enfance. Cent ans plus tard, des « notions révolutionnaires » (professeur L. Singer, Strasbourg), viennent modifier profondément les approches cliniques et thérapeutiques de l'anxiété et justifient l'organisation, à l'Académie de médecine, du 24 et 26 avril d'un symposium international entièrement consacré à ces « nouveaux aspects de l'anxiété » dont l'intérêt débordait largement le cercle des psychiatres.

Une peur sans objet

Plus de quatre millions de diagnostics d'anxiété ont été posés en France l'an passé, et les prescriptions de tranquillisants se chiffrent par dizaines de millions. Un citoyen sur dix en consomme, qui lui ont été prescrits, la plupart du temps, par un généraliste.

Bien au-delà de la neuropsychiatrie, ces chiffres traduisent une certaine déviation vers une médecine du confort, de bien-être, orientée vers le soulagement des souffrances courtes, mais aussi vers la satisfaction des désirs ; ceux des consommateurs, dont on peut

douter qu'ils soient, pour quatre millions d'entre eux, de vrais malades.

Le sentiment diffus de crainte et d'insécurité qui règne, paradoxalement, dans les sociétés privilégiées, n'a pas de précédent dans l'histoire des hommes. L'angoisse s'accroît avec le progrès social, lorsque le sens qu'il faut donner à l'existence n'est plus envahi par les exigences de la simple subsistance.

L'affaiblissement des structures religieuses et les mutations permanentes des sociétés modernes ont aggravé ce sentiment d'insécurité, que l'on a tendance à confondre en bloc avec l'anxiété pathologique à laquelle

et qui modifie profondément le concept de névrose d'angoisse, d'origine pensait-on psychologique, en vigueur depuis près d'un siècle.

L'anxiété est un sujet qui revient en permanence ou par périodes un sentiment pénible de « peur sans objet » qui, loin de le stimuler, le paralyse en une crainte perpétuelle de l'avenir, et un vécu de catastrophe.

Ce malaise psychique s'accompagne, à des degrés divers, de troubles physiques allant des palpitations aux douleurs thoraciques, d'une sensation d'étouffement (dyspnée) aux vertiges, aux tremblements, à des transpirations profuses et à des troubles digestifs et du sommeil. Ces symptômes sont aggravés par les stress ou les tensions émotives et peuvent apparaître ou disparaître

dre 1977 pour que soient localisées dans certaines zones du cerveau (lobe frontal-système limbique locus coeruleus), connues pour être impliquées dans la régulation des états émotionnels, des récepteurs spécifiques modulant les quatre actions des benzodiazépines (anxiolytiques hypodurges relaxant musculaire, anticonvulsant). Ces structures cellulaires sont couplées à celles d'un médiateur chimique bien connu du système nerveux central, le Gaba, qui a pour tâche d'équilibrer, dans le sens de l'apaisement, l'activité des neurones et qui est, à ce titre, un inhibiteur naturel des réactions émotionnelles.

On aurait peine à imaginer que le cerveau dispose de serrures chimiques de haute précision (les récepteurs) si leur fonction n'est pas de recevoir une clé, substance sécrétée naturellement par l'organisme, en l'occurrence le « substrat de l'anxiété ». La découverte capitale des morphines naturelles ou endorphines, que le corps sécrète lui-même pour moduler les sensations douloureuses, avait suivi de peu celle des récepteurs centraux.

Plusieurs équipes mondiales recherchaient le « peptide de l'anxiété », et celle de l'Institut national de la santé mentale de Washington (A. Guidotti et E. Costa) vient, après sept ans d'efforts, d'en annoncer l'identification, d'en décrire la structure moléculaire et d'en réussir la synthèse. Il semble que ce « peptide anxiogène » empêche l'action apaisante du Gaba, médiateur de l'inhibition émotionnelle, en se fixant sur ses récepteurs.

Crises de panique

Les travaux, particulièrement complexes, qui se poursuivent devraient conduire, estime le docteur C. Marescaux (Strasbourg) à l'identification de médicaments plus spécifiques et plus efficaces encore que celles actuellement disponibles, et peut-être à de nouvelles stratégies thérapeutiques de l'anxiété.

Certains patients voient leur anxiété se manifester par des

crises aiguës d'angoisse ou « attaques de panique », survenant de façon brutale sous la forme d'une terreur intense, d'un sentiment de mort imminente et de troubles physiques relevant d'un déséquilibre brutal du système nerveux autonome. Les battements de cœur, les sueurs, les tremblements, les difficultés respiratoires, les fourmillements et troubles circulatoires accompagnent un sentiment de dépersonnalisation, d'étrangeté du monde extérieur particulièrement éprouvant et qui dure de quelques minutes à une à deux heures.

Pour Freud et jusqu'à ces tout derniers temps, ces crises aiguës d'angoisse n'étaient qu'une simple extension quantitative de l'anxiété chronique et se trouvaient dès lors abordées avec les mêmes moyens thérapeutiques, à savoir les anxiolytiques et la psychothérapie.

Or, et c'est là la « nouveauté percutante » dont il sera traité à l'Académie de médecine, il s'agit d'une affection dont les bases

chimiques et donc l'abord thérapeutique sont tout différents de ceux de l'anxiété classique. Les travaux récents montrent qu'elle doit être conçue non en termes exclusivement psychologiques mais, selon le modèle de la pathologie médicale classique, comme ayant pour origine une anomalie biochimique du système nerveux, pour laquelle il existe une vulnérabilité génétique et qui frappe, dans 80 % des cas, des femmes.

Près de la moitié de ces malades sont en état d'invalidité, car la répétition de ces crises entretient un état d'anxiété constante et, souvent, le développement de troubles phobiques qui peuvent impliquer, à l'extrême, la paralysie de toute vie sociale. Ces phobies sont souvent liées aux circonstances d'apparition de la première crise d'angoisse aiguë (ou panique) telles que la rue, la foule, les transports en commun, les magasins, la voiture, l'avion.

(Suite en page 16.)

Madame X..., agoraphobique

« CETTE patiente de trente-neuf ans était, depuis quatre ans, incapable de quitter sa maison et son voisinage sans être accompagnée. Elle craignait particulièrement les supermarchés et les situations analogues où elle risquait de se sentir « prise au piège », comme l'église, le coiffeur, les autobus... Ce sentiment était lié à la peur de présenter une crise aiguë d'angoisse qui se traduisait pour elle par une sensation de malaise et la crainte d'une crise cardiaque imminente. »

La première crise de ce genre était survenue dans la salle d'attente de son dentiste ; par la suite, elle devait progressivement de plus en plus anxieuse de sortir seule de chez elle, de peur de voir se reproduire une telle crise. Après quelques mois, elle démissionna de son emploi, incapable de supporter l'anxiété qu'elle ressentait hors de chez elle. Elle ne sortit plus par la suite qu'accompagnée de son mari ou de son fils.

Son médecin lui prescrivit des anxiolytiques pendant quatre ans, malgré leur relative inefficacité. Elle eut également vingt-deux entrées psychothérapeutiques sur une période de

six mois, sans aucune amélioration. La thérapie comportementale consista en douze séances d'exposition à des situations phobiques en présence du thérapeute (comme, par exemple, aller au supermarché, situations auxquelles elle était amenée par son fils. Par la suite, elle dut effectuer elle-même le déplacement jusqu'à un endroit où elle retrouvait le thérapeute. Son anxiété diminua rapidement au cours des séances, malgré une réaction très intense au début du traitement.

Dans les semaines suivantes, elle dut affronter les autres situations qui entraînèrent chez elle un comportement d'évitement : dentiste, coiffeur, courses dans des endroits de plus en plus fréquentés... L'anxiété phobique et les comportements d'évitement diminuèrent rapidement, mais l'anticipation de nouvelles crises d'angoisse ne cessa qu'après plusieurs séances supplémentaires d'exposition. L'amélioration se maintenait toujours huit mois après la fin du traitement et la patiente avait repris son travail à peu près normalement.

D'après le docteur J.-P. Boulenger.

AUTISME ET PSYCHANALYSE

Des psychiatres britanniques prennent position

Les travaux et les thérapies d'inspiration psychanalytiques ont-ils réellement leur place dans l'abord de cette maladie grave qu'est l'autisme ?

Trente-six professeurs de psychiatrie de l'enfant avaient répondu à cette question par l'affirmative, à la suite de la publication par le Monde des résultats de recherches indiquant le caractère génétique de l'autisme (Le Monde des 2, 14 et 20 février).

Ce débat qui, bien au-delà de l'autisme, concerne le rôle exact de la psychanalyse dans l'abord de la pathologie mentale grave,

VOUS avez publié récemment une lettre, signée par trente-six pédiopsychiatres, en réponse à un article qui montrait que des facteurs génétiques contribuent aux causes de l'autisme. L'auteur de cet article terminait en disant que les techniques psychanalytiques sont inapplicables aux enfants et néfastes pour leurs parents. Dans leur réponse, les signataires suggèrent que la connaissance d'influences génétiques possibles, par implication, d'autres anomalies biologiques, n'apporte aucune aide dans le traitement de l'autisme. Ils expriment l'opinion que la meilleure approche est « pluraliste » et doit inclure les méthodes psychanalytiques.

Les recherches effectuées dans différents pays pendant les deux dernières décennies ont indiqué fortement que les oc-

gines de l'autisme se trouvent dans des anomalies biologiques, alors que les quelques études sérieusement menées sur les facteurs dus à l'environnement n'ont pas réussi à trouver des preuves indiquant que l'environnement familial durant la petite enfance a une importance au niveau des causes. Les études scientifiques aident petit à petit à comprendre les déficits de fonctions psychologiques spécifiques, celles qui concernent les compétences nécessaires pour l'interaction sociale, la communication et l'imagination.

Ces problèmes sont la conséquence des désordres neurologiques sous-jacents. La connaissance de ces déficits psychologiques est essentielle si l'on veut élaborer des méthodes on vue d'aider les enfants autistes à utiliser les compétences qu'ils possèdent, et pour améliorer leur compréhension

nous a valu une très nombreuse correspondance, dont il ne nous est pas possible de faire état en totalité.

Onze éminents professeurs de psychiatrie de l'enfant, britanniques, nous demandent, néanmoins, de publier leur position. Elle traduit, au-delà de ce cas précis, une autre manière d'aborder la pathologie mentale et situe son niveau d'articulation au mouvement clinique et scientifique mondial.

Dr E. L.

de la vie et leur capacité à la vivre dans de bonnes conditions.

La psychanalyse, par sa nature, ne permet pas une telle approche. De plus, même si elle prétend, en théorie, « se tenir à l'écart de toute perspective culpabilisante » sa démarche a tendance à se concentrer sur des facteurs sans rapport avec le problème et ainsi exacerber toute culpabilité que les parents

pourraient ressentir naturellement.

Aucune étude objective, indépendante et sérieusement menée sur les bénéfices que peuvent retirer les enfants autistes, ou leurs parents, des techniques psychanalytiques n'a jamais été effectuée. Les preuves dont nous disposons suggèrent qu'elles sont à la fois onéreuses et inefficaces.

Russell E. Bates, Consultant Psychiatrist, Bromley Health Authority.

J. T. R. Bates, Consultant Psychiatrist, Thiristone Court, Gloucester.

Lucy M. Brerley, Psychiatrist, retired, Bristol.

Philip Graham, Professor of Child Psychiatry, Hospital for Sick Children, London.

Peter Hill, Consultant Child Psychiatrist, St. George's Hospital, London.

A. J. Holland, Consultant Psychiatrist, Institute of Psychiatry, London.

L. Kohn, Professor of Child Psychiatry, University of Newcastle.

D. M. Ekins, Consultant Child Psychiatrist, University College, London.

M. L. Rutter, Professor of Child Psychiatry, Institute of Psychiatry, London.

A. E. Wing, Professor of Psychiatry and Member of Scientific Staff, Medical Research Council, London.

Lorna Wing, Consultant Psychiatrist, and Member of Scientific Staff, Medical Research Council, London.

NOUVEAUTES CHEZ FLAMMARION MEDICINE-SCIENCES



Atlas de poche de physiologie par S. SIBERNAGL et A. DESPOPOULOS

Les bases essentielles de la physiologie sous une forme didactique : des textes concis illustrés en regard par des schémas explicatifs détaillés en couleurs. 1985, broché, 368 p. dont 155 planches en coul., 295,00 FF.



La Biochimie par L. STRYER

En 1050 pages illustrées de 1 000 figures en couleurs, toute la biochimie : des notions de base aux découvertes les plus récentes. 1985, broché, 1 048 p., 1 002 fig., 625,00 FF jusqu'au 30 Avril, 790,00 FF après.

4, rue Casimir Delavigne 75006 PARIS

سكنا من الجدل

Le nouveau visage de l'angoisse

(Suite de la page 15.)

Dans d'autres cas, les crises peuvent soit cesser d'elles-mêmes, soit évoluer vers un état d'anxiété grave, permanente et généralisée.

Les tranquillisants classiques sont inefficaces pour ces malades, contrairement à ce que l'on observe pour les cas d'anxiété banale. Un psychiatre américain, le docteur D. Sheehan cite le cas de cinquante-sept de ses patients qui avaient absorbé, sans aucun résultat, plus d'un demi-million de doses de benzodiazépines...

De même, les thérapies psychanalytiques semblent sans effet, comme l'affirment les psychanalystes eux-mêmes.

Des traitements efficaces

En revanche, et c'est l'acquis majeur de ces dernières années, deux catégories de médicaments généralement utilisés comme antidépresseurs ont une efficacité remarquable sur ces patients. Il s'agit des tricycliques (phénelzine et imipramine) et des IMAO (ipronazide) qui, administrés en une fois, le soir, à doses modérées, permettent dans la plupart des cas de faire disparaître les crises de panique au bout de deux semaines.

Les techniques dites de « thérapie comportementale » sont utilisées, en complément et avec d'excellents résultats chez les malades conservant, malgré la disparition des crises, un état invalidant la phobie qui les

conduit souvent à une véritable claustration volontaire. Elles consistent à exposer le sujet phobique aux situations qui l'angoissent, de façon progressive et avec un soutien explicatif et de réassurance.

Le fait que les attaques de panique (ou crises d'angoisse aiguës) puissent être déclenchées chez les sujets prédisposés, et chez ceux-là seulement, par des injections de lactate de sodium, qu'elles puissent être reproduites, et l'anxiété provoquée, par les banales ingestions de café à partir de cinq à six tasses par jour (docteur J.-P. Boulenger), qu'il existe une prédisposition familiale, génétiquement transmise, à ces affections et qu'elles répondent à des médicaments chimiques bien précis, incite à moduler sérieusement la thèse selon laquelle elles seraient le fruit de conflits psychologiques.

Les travaux de neurochimie en cours devraient permettre de dire de façon plus formelle si les cliniciens anglo-saxons ont raison d'avoir d'ores et déjà arraché l'angoisse aiguë au monde obscur du conflit inconscient pour lui donner le statut de la pathologie médicale classique, — due en l'occurrence à une anomalie biochimique du système nerveux pour laquelle il existe une prédisposition génétique.

Ce qui n'empêche rien au rôle essentiel que doivent jouer, sur ces sujets spécifiquement vulnérables, les conditions, psychologiques celles-là, de l'environnement.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

Le charme discret de la psychiatrie

AVEC son visage rond et serein éclairé par deux yeux bleus, une casquette à la Sherlock Holmes par temps de pluie, le secrétaire scientifique du symposium international sur l'anxiété respire le calme et la pondération. Edouard Zarifian ou le charme discret de la psychiatrie.

Enfant, son rêve était de devenir journaliste. Mais, poussé par un milieu familial modeste, il dut se résigner à faire des études de médecine. « Loyalement », précise-t-il, comme pour se faire pardonner le peu d'intérêt qu'il portait au départ pour l'art médical. Puis c'est l'internat de psychiatrie et sa rencontre décisive — « un déclic » — avec le grand psychiatre Jean Delay. Pendant son service militaire, Edouard Zarifian va dévorer à peu près tout ce qui a été publié sur la neurobiologie. On est en 1965, Lacan règne en maître sur la psychiatrie.

Plus tard, après deux années passées à la rubrique médicale du *Figaro* et le lancement du premier magazine médical vidéo, Edouard Zarifian devient chef de service de psychiatrie à Clermont-Ferrand, puis à Caen. Une trajectoire en apparence assez classique, mais qui se complique pas mal dès lors que l'on se tourne du côté de la recherche. « Je crois que la psychiatrie est actuellement dans une impasse, dit-il. Jusqu'à présent, on a fonctionné avec des concepts erronés et des outils non adéquats. On a cru qu'il suffisait de mettre en évidence des indices biologiques périphériques — dans le sang ou dans l'urine, par exemple — plus ou moins spécifiques de certaines anomalies cérébrales. Ce qui, à l'évidence, constitue une approche réductrice de la maladie mentale. »

C'est pourquoi le professeur Zarifian propose le schéma physiopathologique suivant : au dé-

part, il existerait une anomalie génétique, celle-ci engendrant toutes sortes de variations d'ordre biochimique. La conjonction de ces deux types d'anomalie rendrait le sujet moins capable qu'un autre de faire face aux nécessités d'adaptation posées par l'environnement. Ce qui ne signifie pas pour autant qu'il est atteint d'une maladie psychiatrique. Simple-ment, il a la possibilité de développer les différents symptômes de la maladie. Comme s'il existait un seuil d'apparition des symptômes conditionnés par l'expérience vitale du sujet.

« Une telle conception de la maladie mentale, explique E. Zarifian, permet d'intégrer les différents aspects — biologique, psychologique et sociologique — de la maladie. » En outre, elle autorise l'utilisation des travaux des fondamentalistes pour la recherche des causes des différentes pathologies mentales. « J'ai toujours été fasciné, confie-t-il, par les travaux de neurobiologistes tels que Jacques Glowinski ou Jean-Charles Schwartz. »

A cet égard, deux voies de recherche semblent particulièrement importantes : la développement d'appareils — comme la résonance magnétique nucléaire ou la caméra à positrons — capables de visualiser directement, in situ, les fameuses zones discrètes du cerveau et l'utilisation de la génétique moléculaire.

Autre exemple illustrant l'impasse dans laquelle se trouve actuellement la psychiatrie : il existe trois sortes de psychotropes qui correspondent aux trois grands types de pathologie psychiatrique : l'anxiété, la dépression et le délire. « Et si par malheur, s'insurge Edouard Zarifian, on présente un tableau clinique qui ne s'intègre pas à l'un de ces trois



Le docteur Zarifian.

grands ensembles pathologiques, une neurasthénie par exemple, on n'est qu'un empêchement de tourner en rond. Cette conception réductrice conduit à un appauvrissement et de la clinique et de la pharmacologie. Avec comme conséquence, au niveau de l'industrie pharmaceutique, une stérilisation de la créativité. »

Déséquilibre familial

Peu à peu la sérénité fait place à la passion. C'est que, derrière ces considérations comme toutes très techniques, il y a des hommes et des femmes qui souffrent. Ses malades, le professeur Zarifian les connaît bien : « Je passe plus de douze heures par jour dans mon service et je les observe. Cette observation étalée dans le temps m'a permis de constater la grande variabilité de leurs symptômes au cours de la journée. Selon l'heure, la même sujet pourra avoir un comporte-

ment mélancolique, maniaque ou normal. »

Une personne, quelle qu'elle soit, reçoit des informations de son environnement. Ces informations, elle les filtre et les décode dans un certain sens. Ainsi, le mélancolique, tout submergé qu'il est par des reminiscences internes, va filtrer tout ce qui provient de son environnement. Alors qu'au contraire le maniaque ne filtre plus rien. « On s'aperçoit qu'en stimulant les mélancoliques, on s'occupe d'eux pendant toute la journée, on arrive à les traiter. Avec, à la clé, la possible démonstration de la valeur scientifique d'une thérapie par la parole. »

La maladie mentale, c'est donc, en schématisant, un patient et son entourage qui se trouvent confrontés à un processus pathologique. Un entourage qui, peu à peu, a réussi à intégrer cette maladie, à la faire avec. « Bien souvent, raconte le professeur Zarifian, lorsque l'on guérit un malade psychiatrique, on crée un complet déséquilibre au sein de la famille. Celle-ci doit apprendre à aménager d'autres types de liens avec celui qui n'est plus qu'un ancien malade. Cet apprentissage est souvent très difficile, l'entourage renvoyant sans cesse celui qui a été guéri à son statut de malade. »

Des projets, le professeur Zarifian en a plein la tête. Comme, par exemple, la mise en place de deux études épidémiologiques en Basse-Normandie : l'une pour étudier l'anxiété, l'autre pour essayer d'expliquer pourquoi cette région de France est celle où le taux de suicide est le plus élevé. Et, le voilà reparti sur l'anxiété et le suicide, inlassablement.

FRANCK NOUCH.

Les signes de la crise aiguë

- | | |
|-----------------------------|--|
| Symptômes subjectifs | <ul style="list-style-type: none"> ● Sensation de catastrophe imminente ● Peur de mourir, de perdre la raison ● Sentiment de perte de contrôle, de malaise ● Peur d'avoir une syncope, une crise cardiaque ● Sentiment d'irréalité du monde extérieur ● Dépersonnalisation |
| Symptômes somatiques | <ul style="list-style-type: none"> ● Palpitations, tachycardia ● Tachypnée, difficultés respiratoires ● Sueurs, bouffées vasomotrices ● Tremblements ● Impressions vertigineuses ● Fourmillements, paresthésies ● Hypersensibilité au bruit et à la lumière |

(Publicité)

ANNIVERSAIRE

L'Édition Française du JAMA fête son numéro 100

Première revue clinique dans le monde (tant par sa notoriété que par sa diffusion), le *Journal of the American Medical Association* (JAMA) l'un des derniers son centième anniversaire.

Aujourd'hui, c'est l'Édition Française du JAMA qui son son numéro 100. Parti réussi que celui tenu en 1980 par les Publications Médicales Internationales : rendre accessible dans notre langue les articles de l'édition US.

Après 5 ans, le JAMA reste la seule revue médicale étrangère traduite en français. Et non la moindre : cette « référence permanente » se classe 2^e revue clinique dans les enquêtes de lecture auprès des médecins généralistes, bien que son audience dépasse largement sur les hospitaliers et les spécialistes. Mais c'est aussi probablement la revue la plus citée par ses confrères avec près de 500 citations par an dans la presse française.

Un succès qui tient à son prestige rédactionnel et à un ton original parmi les quelques quarante revues nationales accessibles au corps médical.

Car si le JAMA propose des articles parfois austères voire difficiles, cela tient à son extrême rigueur scientifique et à son indépendance. Les différentes commissions de sélection des articles (dont une commission de vérification méthodologique et statistique) ne boudent pas avec l'a-pu pres

scientifique et les jugements péremptifs. D'où son prestige et son impact auprès des chercheurs de la communauté scientifique internationale qui y publient leurs travaux. Avec, pour eux, l'occasion de les voir repris dans les 9 éditions étrangères (jusqu'en Chine populaire) qui ont suivi les accords franco-américains.

Ce numéro 100 reprend d'ailleurs en abrégés une sélection de 100 « contributions originales » publiées depuis 5 ans. Un panorama qui témoigne de l'importance et de la qualité de ces travaux.

Cette même rigueur, on la retrouve dans l'étonnant et passionnant « courrier ». Le JAMA est un véritable forum où les lecteurs critiquent, dialoguent, témoignent et réalisent ainsi avec les auteurs un véritable feuilleton scientifique.

Les « Nouvelles Médicales » du JAMA, toujours passionnantes et à l'abri des progrès médicaux en cours, forment la partie magazine du JAMA.

PMI a su conserver au JAMA France une cohérence, une unité et, surtout, ce style et cette qualité qui font son succès des 2 côtés de l'Atlantique.

Une manière bien comprise de défendre la médecine... et la langue française.

JAMA, Éditions PMI - 31 numéros/an - 250 F/an - 28, rue Esclapart 92100 Boulogne (réservé au corps médical).

Une nouvelle revue francophone

UNE nouvelle revue médicale et scientifique francophone vient de voir le jour. Ni organe de vulgarisation ni support classique de publications spécialisées, *Médecine-Sciences* vise un objectif original : devenir un trait d'union international entre biologistes et médecins. Le premier numéro est consacré aux données nouvelles sur la génétique moléculaire du cancer. Le deuxième sera consacré aux hépatites, le troisième à la fertilité et à la fécondation.

Médecine-Sciences se veut aussi un périodique de référence pour les enseignants, les chercheurs, les étudiants ou les internes des hôpitaux. Soutenue par un comité de parrainage prestigieux (on y trouve quatre prix Nobel), cette revue mensuelle de belle facture sera financée pendant trois ans par ses organismes fondateurs franco-québécois sur la base de 70 % pour la France et de 30 % pour le Québec. Au bout de ces trois ans, la revue devra avoir acquis son autonomie financière. Les premiers numéros sont tirés à 10 000 exemplaires, au rythme de dix par an.

Fait suffisamment rare pour être souligné, la publicité (environ une dizaine de pages sur les cinquante que comporte la revue) ne contiendra aucune information

sur le médicament, mais se limitera volontairement aux « annonces institutionnelles ». La rédaction en chef est assurée par le professeur Jean-François Lacroix (ancien collaborateur du *Figaro*), qui vient d'autre part, d'être nommé directeur de la section médicale et hospitalière de l'Institut Curie de Paris) et par M. Michel Bergeron (Québec).

« La revue, écrivent les deux rédacteurs en chef, a reçu l'encouragement déterminant des gouvernements français et québécois, matérialisant ainsi sa vocation internationale et culturelle. Une science dont l'universalité s'étendrait par l'intermédiaire d'une langue exclusive perdrait non seulement de son pouvoir, mais aussi de sa richesse. La diversité dans l'expression scientifique, loin de constituer un élément de dispersion dénuée ou chaotique, doit être une source de diffusion de la connaissance. Mais là s'arrête l'esprit militant : la qualité seule sera le moteur de la diffusion de *Médecine-Sciences*. »

J.-Y. N.

* MÉDECINE-SCIENCES : pour les abonnements, s'adresser à CDR, 11, rue Cassin, 92543 Montrouge Cedex (pour la France : téléphone, 152 F; particuliers, 224 F; institutions, 320 F).

Correspondance

Faudra-t-il arracher toutes les prothèses dentaires ?

La révolution que constitue la résonance magnétique nucléaire (RMN), comparable à la découverte des rayons X, ne fait que commencer. Mais l'exploitation de certaines zones — comme le cerveau, la moelle épinière et le foie, qui étaient auparavant peu accessibles à l'examen — grâce à la variation d'orientation de leurs noyaux d'hydrogène dans un champ magnétique n'est pas une simple affaire de logiciel : chaque installation coûte le prix d'un hôpital et les économistes ont le souci de son amortissement. L'examen RMN, bien qu'indispensable pour quantité de diagnostics, ne connaît qu'une contre-indication : la présence de toute inclusion métallique susceptible de créer une perturbation du flux magnétique utilisé : prothèses, broches, stimulateurs, etc.

En décembre 1984, le problème des prothèses dentaires fixes ayant été soulevé, une équipe de l'Institut d'électronique fondamentale d'Orsay a pu-

blisé ses résultats : sur une coupe RMN du crâne, prise transversalement au niveau de l'os, la proximité d'une simple couronne dentaire métallique rend toute exploitation de l'image impossible. Ce verdict abrupt signifie que tous les porteurs de bridges, couronnes et dents sur pivot devront les faire déposer par leur dentiste — au moins ceux de leur maxillaire supérieur — avant tout examen RMN du crâne. On ignore si les obturations à l'amalgam d'argent, les « plombages », sont également en cause, mais cela n'est pas exclu.

Si l'on ne veut pas que l'art dentaire interfère avec le RMN et en rareté les indications, on devra restreindre l'emploi des métaux... Qui sait d'ailleurs s'il ne faudra pas des débats internationaux pour promouvoir, après l'essence, la dent sans plomb.

JEAN-LOUIS BERMAN, Dr en chirurgie dentaire (Carcassonne).

Notes de lecture

Médecins ou magiciens Mythologie de l'art de guérir

du professeur Christian Coërs

Voici un livre remarquable d'intelligence, de culture, de perspicacité et de liberté d'esprit. Le professeur Christian Coërs, neurologue de renommée internationale, ne peut être suspecté d'appartenir au clan des charlatans, des fanatiques des « médecines douces » à tout crin, ou des partisans, autour d'Illich, de l'antimédecine.

Et pourtant... que de bêtises dénoncées, d'abus thérapeutiques reposant sur des idées fausses, des expériences tronquées, des croyances illégitimes, que de régimes diététiques inutiles... pour un résultat nul, de médicaments (vitamines par exemple) administrés alors que de l'eau sucrée aurait au moins l'avantage de ne pas être toxique... Le professeur Coërs est impitoyable, et il puise ses exemples aussi bien dans des dossiers de malades, éminemment actuels, que dans la littérature scientifique et dans des références historiques qui permettent de mieux comprendre l'origine et les fondements psychologiques des

mythes, des illusions et des dogmes thérapeutiques. Sans doute, le besoin de merveilleux qui marque si profondément les hommes assure-t-il à ces mythes — et aux charlatans — une survie qui transcende le bon sens, la raison, et les progrès de la science. Mais il est permis de souhaiter que les médecins ne se fassent pas eux aussi complices de l'illusion ou de l'erreur... La passionnante et courageuse entreprise d'économiste à laquelle s'est livrée le professeur Coërs les incitera sans doute à réfléchir, à mesurer la part de « briolages thérapeutiques » qu'ils infligent à leurs malades, et à mieux écouter ces derniers, qui ne sont pas toujours dupes, mais qui sont parfois complices, des fautes ainsi commises contre la logique, contre la raison et, en fin de compte, contre... la médecine elle-même.

D. E.-L.

* Arthaud, éd., 245 p., 74 F.

L'accompagnement du mourant en milieu hospitalier

du docteur Blandine Beth

Aux temps lointains du Moyen Âge ou de la Renaissance, les conseils donnés aux médecins incluaient celui, prudent, de « s'effacer » lorsque les thérapieaux paraissaient vaines et la mort inéluctable, afin que les soins éventuellement prescrits ou appliqués ne puissent être tenus pour responsables d'une issue fatale.

L'ouvrage récemment diffusé par le conseil de l'ordre (*Déontologie médicale à l'hôpital public*) précise, au contraire, que « la conduite de l'agoriste est l'ultime responsabilité médicale (...). Le médecin dispose aujourd'hui de moyens efficaces pour atténuer ou faire disparaître les souffrances physiques, l'inconfort, l'angoisse. Il doit les employer en surveillant lui-même l'application et les effets. Cela fait partie de son métier (...). »

Si la déontologie et les opinions ont donc considérablement évolué, il n'en est pas de même des comportements. Faute d'avoir reçu, lors de leurs études, une formation suffisante, et pour des raisons psychologiques compréhensibles (le refus de la mort, le refus de l'échec thérapeutique), nombre de médecins ignorent les

moyens aujourd'hui disponibles pour faire disparaître ces souffrances physiques et cette angoisse qu'évoque le conseil de l'ordre.

Le docteur Blandine Beth, qui a travaillé successivement auprès de mère Teresa au mouvoir de Kali-Gath, puis à Londres au célèbre hospice de St. Christophe et aux centres anticancéreux de Curie et de Paul-Brousse, œuvre activement à la consultation de traitement de la douleur que dirige le docteur Salamagne à l'hôpital de la Croix-Saint-Simon à Paris. Elle relate dans ce petit livre, qui devrait être utile à tous, médecins, soignants et patients, les expériences qu'elle a vécues et les moyens employés par les uns ou les autres pour alléger les derniers moments de l'existence, tant par l'attitude que par les techniques thérapeutiques qu'il importe d'utiliser et qui sont décrites avec précision et compétence.

Dr. E.L.

* Edit. Dois, 220 pages, 95 F.

culture

MUSIQUE

MUNCHINGER AUX CHAMPS-ÉLYSÉES

Bach, sandwich compris

Trois grandes soirées pour célébrer Bach, avec Karl Münchinger, l'Orchestre de chambre de Stuttgart et Jörg Demus, l'invitation est séduisante, d'autant qu'entre le *Clavecin bien tempéré*, à 18 heures, et le concert symphonique, le directeur du Théâtre des Champs-Élysées, M. Georges-François Hirsch, offre aux auditeurs le sandwich et la canette de bière ou de Coca-Cola. Cette démocratisation de la musique, jointe à l'absence de numérotation des places, a eu cependant, lundi, une conséquence imprévue : une audience furieuse de ne pas retrouver son fauteuil, a donc le spectacle d'une grosse fosse par un magistral coup de bouteille ! Au nom de Bach...

L'ordonnance du concert n'en fut pas troublée : les quatre *Suites d'orchestre* au programme, ce qui fait bien beaucoup de danses de cour (pas moins de sept bourrées et cinq gavottes), mais si merveilleusement jouées qu'on ne pouvait s'en plaindre. Cet orchestre de quarante ans et ce chef de soixante-quinze ans ont bien dans une éternelle jeunesse. On se souvient de la révélation qu'il apportèrent juste après la guerre, avec ce Bach en formation réduite, d'une sobriété de ligne, d'une finesse de sonnet, d'une souplesse expressive, dont on n'aurait pas l'idée.

Depuis, la révolution du style baroque semble avoir tout emporté, mais Münchinger nous en ferait douter, tant ses inter-

prétations sans perruque ont une vie effrénée, une énergie miraculeuse.

Lui-même, de plain-pied avec ses musiciens, marche des violons aux violoncelles, dans la gavotte, en vient même à sauter sur ses deux pieds, comme Bernstein ; les bras et les mains vibrent, atteignent le bonheur de l'expression, tandis que s'épanouissent les sonorités des hautbois et des trompettes, comme des boutons de rose dans le jardin des cordes, où le flûte de Jean-Pierre Rampal entraîne ensuite d'idolâtres branches de laurier. Il y a bien des demeures dans la maison du père Bach...

Jörg Demus avait superlatif joué, au piano, les huit premières préludes et fugues des deux livres du *Clavecin bien tempéré* de façon peu convaincante : les doigts roulaient, tricotant, le toucher est, certes, sensible, il y a parfois de belles gradations de couleurs et une volonté d'architecture, surtout dans les fugues lentes, mais la pensée reste brouillonne, et aucune phrase n'est vraiment achevée, comme techniquement, mûrie spirituellement.

JACQUES LONCHAMPT.

■ Ce mardi 23 et mercredi 24 avril, mine du *Clavecin bien tempéré* (18 h 30) ; le soir, les *Concertos brandebourgeois*. Karl Münchinger et l'Orchestre de chambre de Stuttgart donneront cinq concerts à Paris, au Festival de Colmar, du 26 au 30 juin.

EXPOSITIONS

LES « ARTS DE L'Océanie » A PARIS

Un continent sans masque

L'exposition devait, à l'origine, être présentée à Nouméa, à l'occasion du quatrième Festival des arts du Pacifique, en décembre 1984. Le climat général a conduit à annuler d'abord ce festival. Puis, en décembre, le report à Tahiti, du 19 juin au 15 juillet prochains. Restait l'exposition, ce « Musée imaginaire » de l'Océanie, pour laquelle neuf musées français et onze étrangers avaient sorti de leurs réserves

pour quelques semaines, il faut espérer qu'on verra à nouveau la foule à la porte Dorée, et que l'Etat traitera mieux ce musée (1).

La « Musée imaginaire », lui, a bénéficié, dans la grande salle centrale, d'une présentation moderne et pimpante, avec des lumières électriques chaudes que n'ont, bien sûr, jamais connus les objets dans leur réalité sociale, mais qui leur assurent le respect du regard occiden-

vre de cinq cents pages, se trouve bien gêné aux entournures pour synthétiser le cinquième continent dans les dix pages du catalogue.

Destinée à un public déjà averti, au moins par habitude, par « auto-connaissance », l'exposition se révèle beaucoup plus difficile à comprendre. Il nous faut parcourir, par l'esprit, des milliers de kilomètres à travers neuf sections non géographiques : les dieux, les morts, le masque, la magie, etc. Il nous faut traquer le sens et la différence dans un parcours raffiné qui flirte la similitude. Et puis, on se sent dès le départ un peu coupable de venir ici avec nos préjugés d'esthètes formalistes d'Occident, stupides que le commissaire général de l'exposition, Victor Beyer, nous conseille d'abandonner pour « apprécier l'humilité finale de l'objet » et « porter [notre] attention sur le monde des représentations et des symboles ».

Des milliers d'univers

Devant les cent dix merveilles de ce « Musée imaginaire », on se demande, malgré tout, si le souci du sens n'a vraiment emporté sur les « joies » de l'esthétique. Ou bien, il faut se rendre à l'évidence et s'en féliciter : la valeur du beau occidental rejoint assez exactement, assez naturellement, l'idée qu'on s'en fait en Océanie. Impossible de détailler ici, sauf à plagier le catalogue, dans un ordre et selon des critères qui seraient aléatoires. Tous les objets présentés sont d'une qualité foudroyante et légitiment la référence à Malraux, le label « musée imaginaire ». Ils viennent, ces objets, des quatre coins de l'Océanie, de Polynésie, de Mélanésie, d'Australie et des milliers d'îles, des milliers d'univers qui forment le continent. Chacun est porteur d'une histoire autonome.

Des généralités ? Sans exception, ils sont en bois, en bambou, en fibre, en plumes, en paille, et n'ont échappé que par miracle aux effets naturels du climat : le passage d'un collectionneur occidental, ou bien le fond protecteur d'un marécage. On regrette d'ailleurs un peu, après lecture du catalogue, que l'histoire de tous ces objets ne nous soit pas restituée, ni leur insertion dans l'évolution de la culture océanienne : « Les cultures ne se laissent pas enfermer dans des livres, ni même dans la tradition orale ; elles continuent à évoluer inexorablement, en absorbant tous les accidents de l'histoire, sans laisser à personne le temps de les fixer une fois pour toutes. » La politique finit toujours par rejoindre la culture.

FREDERIC EDELMANN.

■ « Musée imaginaire des arts de l'Océanie », au Musée des arts africains et océaniques, 291, avenue Daumesnil, 75012 Paris. Tél. : (1) 343-14-54. Jusqu'au 1^{er} juillet.

(1) L'exposition, dont le coût - 1,5 million de francs - a été subventionné par le ministère de la culture, est peut-être le premier signe d'un « réveil » de ce vaste monde, réveil épaulé désormais par l'Association pour le développement des échanges interculturels au Musée des arts africains et océaniques (ADEIAO). La rénovation de la grande salle centrale, la création d'un centre de documentation, tout parmi les premiers objectifs matériels de cette association. On apprend enfin que l'exposition des peintures marocaines actuellement présentée à Grenoble viendra prochainement au Musée des arts africains et océaniques à partir du 26 juin.



Colife Hana. Une Tani. Musée, Bâle. H. 61 cm. Chicago, Field Museum of Natural History.

plus de cent chefs-d'œuvre. Faillait-il les laisser en caisse et les retourner sans autre forme de procès dans leurs pays d'origine ? La bonne idée a été de les envoyer à Paris, de montrer dans la métropole ce qui est censé le concerner actuellement de si près.

C'est au Musée des arts africains et océaniques que l'exposition a trouvé refuge. Un musée remarquable par son architecture et par ses collections, mais auquel on semble faire payer son ancien rôle de musée des colonies par une pauvreté chronique : impossible de voir le même jour les collections du Maghreb et celles d'Afrique noire. La public lui-même est rare : les enfants viennent plutôt pour l'aquarium, avant d'aller au bois de Vincennes, tout proche. La fêlaison avec la France d'outre-mer étant rétablie

sal. Au mur, des projections de diapositives, l'une sur l'Océanie d'aujourd'hui, l'autre, faite de photos et de gravures anciennes, sur l'Océanie d'hier. Toutes ces images font le lien entre les clichés paradisiaques de clubs de vacances, les récits d'exploration et l'ethnologie...

■ Presque tout ce qu'on a pu écrire sur l'Océanie est vrai, ou l'a été, au moins fugitivement et au niveau d'un seul exemple. Les généralisations, par contre, sont fausses dans tous les cas. La phrase est de Jean Guart, dans l'introduction de son ouvrage, un volume splendide, publié dans la collection « L'univers des formes » en 1983. Ces propos restent vrais, à Paris, en 1985, mais le même Jean Guart, qui avait place et liberté dans ce li-

POULENC A L'ENSEMBLE ORCHESTRAL DE PARIS

La fraîcheur des années folles

Qui aurait dit il y a trente ans que, de groupe des Six, c'est le charmat Polouk qui resterait aujourd'hui le plus vivant et le plus joué ? La roue tourne, et elle peut encore tourner, mais il y a chez lui un naturel, une fraîcheur et une originalité irrédicibles qui sont des gages de pérennité. Il fait salle comble, le 19 avril à Gaveau, pour un festival de ses œuvres donné par l'Ensemble orchestral de Paris, qui, d'ailleurs, peut-être, que négative, varie très étonnamment ses programmes et a consacré cette soirée à un cycle de sept concertos à la musique du XX^e siècle.

On entend guère la « célèbre » *Rhapsodie nègre* par laquelle fut révélé, un jour de décembre 1917, un compositeur de dix-huit ans follement doué. Cette partition succulente, d'abord d'une ravissante couleur ravelienne, se met ensuite à gigoter allègrement et rachelise un poème en prétendu langage nègre, *Honolulu*, une berceuse cilién que susurre Gabriel Bacquier.

Notre baryton national est le héros de cette soirée : jamais depuis Bernac, on n'a chanté avec autant de distinction, de tempérament et d'humour ces mélodies (le *Berlioz*, les *Bonolis*, le *Grenouillier*, les *Gars qui vont à la fête*, les *Chansons gaillardes*...), et nous savourons chaque mot d'Apollinaire, Desnos ou Eluard, dont Polouk trouve instantanément la transcription musicale la plus juste et qu'il inscrit dans un tableau esquissé, fin-àux dimensions d'une carte postale.

Totalement pris par le chant, Bacquier allie à une voix prodigieusement douce et expressive ce génie du comédien qui, en un éclair, passe du rire et de la caricature à l'émotion et à la grandeur (le *Disparu*, *Picasso*, *Pillon*), sans que l'âge ait prié sur les mille facettes d'une voix exemplaire du chant français.

■ Au piano, Christian Ivaldi est son double, avec ce toucher de fer et de velours, cabiste et impressionniste, dirait-on, qui se colle à travers les mille métamorphoses de ce Polouk insaisissable. Quel festin pour Jean-Pierre Wallez et ses solistes de l'Ensemble orchestral de Paris, qui se lancent des chins d'œil ravis, de jouer avec lui les aventures, de Diane, l'insouciance de sa chasteté, dans *Amade*, et le *Bat masqué*, musique aussi élegante que canaille, la plus parfaite image des « années folles », sur le texte surréaliste et désolant de Max Jacob, emporté par la goaillie oratoire de l'éourdissant Bacquier !

J. L.

ÉDITION

Les Presses de la cité prennent le contrôle de BORDAS

■ Le contrôle du groupe BORDAS est désormais détenu par les Presses de la cité, a annoncé lundi midi 22 avril M. Jean-Marcel Bourgeois, président-directeur général de BORDAS. Les Presses, dirigées par M. Claude Nielsen, viennent de

racheter les actions que possédaient depuis dix ans Paribas et le Crédit du Nord, soit quelque 90 % du capital.

Cette opération, dont M. Bourgeois, qui reste PDG de BORDAS se félicite, a pour but, dit-il, « d'étendre et de compléter la variété des activités éditoriales des Presses et de nous ouvrir des perspectives que l'isolement n'aurait pas permises ». Dans une lettre adressée au personnel et aux auteurs de BORDAS, M. Bourgeois précise qu'il s'agit d'une étape stratégique de très grande portée pour l'avenir. Selon lui, elle permettra à sa maison « qui vient de réaliser la meilleure année de son histoire », de se développer en toute sérénité.

Les raisons qui ont poussé les Presses à faire cette acquisition « sont les mêmes que celles qui nous avaient amené à nous intéresser à Larousse : il nous manquait cette facette », commente leur PDG,

M. Nielsen. Après son « mariage raté » avec Larousse (le *Monde* du 6 août 1983), où il a dû laisser la place à la Compagnie européenne de publication (CEP), M. Nielsen est parvenu à ses fins. Les Presses, deuxième groupe éditorial français après Hachette, ajoutent à leurs 2,5 milliards de chiffre d'affaires les 450 millions de BORDAS et deviennent un « ensemble complet » en ouvrant aux livres scolaires, aux encyclopédies et aux dictionnaires, dont BORDAS s'est fait une spécialité.

Chez Larousse, le personnel s'était violemment opposé à la prise de participation des Presses de la Cité, y voyant une menace pour l'emploi. Chez BORDAS, on se montre très serin. Le niveau de l'emploi est sain dans cette maison, indique M. Bourgeois, les effectifs ne sont pas pléthoriques. Cet accord est un accord de développement, pas de contraction. Il ne peut qu'ouvrir à tous les collaborateurs du groupe de nouvelles ambitions.

PETITES NOUVELLES

■ BRADERIE D'ART. - La septième braderie de catalogues, livres, affiches, disques, etc., aura lieu à la Comédie-Française, les 27 et 28 avril, de 10 heures à 19 heures.

■ 1, qui de l'Horloge, 75001 Paris.

■ UN THÉÂTRE POUR LES PAYS DE LOIRE. - Un théâtre régional des Pays de Loire vient d'être créé. Il est codirigé par Jean Guichard, ancien directeur du Centre dramatique national de cette même région. Le nouvel orga-

nisme recevra une subvention annuelle de 3 millions de francs. L'Etat y participera pour moitié, le reste étant alloué par la région et les départements.

■ THÉÂTRE AMATEUR. - Le Grand Prix du Festival-Concours national de théâtre amateur, organisé aux Fêtes-Mirabeau (Bouches-du-Rhône), a été remporté par une compagnie du Harre, le Manteau d'Arioch qui présentait l'illuminé comique de Corneille.

LE KID DE LA PLACE

de Garry Marshall

Matt Dillon sans Coppola

Le fils d'un comptable de Brooklyn refuse d'entrer à l'université et fait son idéal d'un homme d'affaires qui gagne des fortunes au jeu. Nous sommes en 1963 mais le film de Garry Marshall - dont la première demi-heure laisse espérer quelque chose de fort - est réalisé selon la morale d'aujourd'hui : prise de conscience des vertus familiales et morales. Il faut savoir gagner sa vie pour ne pas la perdre ! En fin de compte, papa avait raison.

Matt Dillon, devenu une star grâce à Coppola, est maintenant utilisé en dépit du bon sens. Ce garçon aux grandes oreilles et au charme ambivalent, réinvente l'animalité des comédiens venus, autrefois, de l'Acteur Studio. Il est intelligent, il sait se placer devant la caméra, il peut magnétiser le public. Mais qui lui écrit des rôles en rapport avec son physique et ses dons ?

JACQUES SICLER.

★ Voir les films nouveaux.

LE DÉCLIC

de Jean-Louis Richard

Belle de Louisiane

Pour se venger d'un homme d'affaires, le docteur Fox (docteur en quoi ?), personnage un peu timbré, provoque, avec une petite boîte, des impulsions érotiques chez la femme de son ennemi.

Par les cadrages, par l'utilisation de décors de la Nouvelle-Orléans et de Louisiane, par les couleurs, Jean-Louis Richard a reproduit une bande dessinée de Milo Manara, publiée dans *l'Écho des sexes*. Si le mouvement ajoute souvent à l'érotisme, il dérange, par son réalisme, l'appel à l'imaginaire.

Florence Guérin joue la belle de Louisiane rendue folle de son corps, Jean-Pierre Kalfon dérive verbalement. Le cinéaste montre plus de sagesse. Pas de quel enflammer, mais c'est agréable à regarder, et il y a de l'humour.

J. S.

★ Voir les films nouveaux.

SOUS LA NEIGE

de Daniel Petrie

Un apprentissage

Un petit port minier - mais où sont les mines ? - de la Nouvelle-Écosse, en 1937. Il pleut tout le temps, on hait le neige. Donald, un adolescent, fils d'ouvrier, que sa mère voudrait voir devenir prêtre, fait l'apprentissage de la vie sentimentale et sexuelle.

Daniel Petrie s'est, paraît-il, inspiré de souvenirs de jeunesse. Il y a des choses tendres et nostalgiques (les rapports avec les parents et avec les filles) et un cas de conscience dramatique à cause d'un meurtre dont Donald a été le témoin et qui met en cause un officier de police. Il y a aussi le personnage du Père Chaisson, joué par Mathieu Carrière, prêtre souffrant de son célibat et tourmenté de désirs homosexuels.

Ce film est une coproduction franco-canadienne, avec une part de capitaux fournis par les télévisions. Il est joué, en majorité, par des acteurs anglophones, mais nous n'avons pas droit, dans les salles de cinéma, à la version originale. Si bien que Kiefer Sutherland, avec sa voix d'emprunt, a l'air un peu nulle, qu'on ne reconnaît pas Liv Ullmann, etc.

J. S.

★ Voir les films nouveaux.

Pan Am.

15 jours en Californie à partir de 7610 F.

Prix par personne pour une famille de 2 adultes et 2 enfants de moins de 12 ans en chambre quadruple pour 14 nuits, comprenant aussi le transport aérien Paris-Los Angeles - Paris ou Paris - San Francisco - Paris et une voiture avec kilométrage illimité.

VACANCES FABULEUSES

Demandez la brochure à votre agent de voyages ou à Vacances Fabuleuses : 1, rue Scribe, 75009 Paris.

Nom _____

Adresse _____

Code Postal _____

PAN AM

كنا من الورد

مكتبة الامم المتحدة

CONCERTS

Radio France

Grand Auditorium
Jeu 25
20 h 30

Récital
Gérard CAUSSE, alto
Daniel RIVERA, piano
CHAUSSEON - SCHUMANN
BACH - BERLIOZ/LISTZ

NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE
Grand Auditorium
Vendredi 26
20 h 30

dir. : Reinhard PETERS
STRAVINSKY - RAVEL
CHOSTAKOVITCH
dir. : Friedrich LÄVER
Johann Sebastian
MOZART - SCHUBERT

Location : RADIO FRANCE, salles et agences

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

ESLISE DES BILLETTES
Dimanche 28 avril
à 17 heures
(p.e. Kleppner)

LES MUSICIENS DE CHAMBRE DE PARIS
Violon solo : Ph. Bide et M. Lethiec, clarinette Ph. Bide, violon Ch. Polget, violon J. Ph. Vasseur, alto M. Solé, violoncelle MOZART : Quintette av. clarinette Cto pr clarinette et orch.

SALLE CAVEAU
Dimanche 28 avril
à 14 h 30
(p.e. Kleppner)

LE TRIPTYQUE CONCOURS POULENC
et les méditations française
FINALE PUBLIQUE
Pr du Jury DANIEL LESUR
Présentation : Alain Sured

BACH
A 10 h 30 : Jörg DEMUS
Intégrale de Clavier bien tempéré
20 h 30 : Orch. de chambre
LE CHAT NOIR : Boulogne, TSB
(603-60-44), 20 h 30
SAUVÈS : Créteil, MC (899-94-50), 20 h 30
OTHON : Gennevilliers, théâtre (793-34-90), 20 h 30
ANIMAL OF THE CITY : Saint-Denis, TGP (243-00-59), 20 h 30

THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
Mardi 28
20 h 30

THEATRE DE LA TRINITE
Jeu 25
20 h 30
(p.e. Valmécia)

THEATRE DE LA TRINITE
Jeu 25
20 h 30
(p.e. Valmécia)

THEATRE DE LA TRINITE
Jeu 25
20 h 30
(p.e. Valmécia)

THEATRE DE LA TRINITE
Jeu 25
20 h 30
(p.e. Valmécia)

THEATRE DE LA TRINITE
Jeu 25
20 h 30
(p.e. Valmécia)

THEATRE DE LA TRINITE
Jeu 25
20 h 30
(p.e. Valmécia)

THEATRE DE LA TRINITE
Jeu 25
20 h 30
(p.e. Valmécia)

THEATRE DE LA TRINITE
Jeu 25
20 h 30
(p.e. Valmécia)

THEATRE DE LA TRINITE
Jeu 25
20 h 30
(p.e. Valmécia)

THEATRE DE LA TRINITE
Jeu 25
20 h 30
(p.e. Valmécia)

THEATRE DE LA TRINITE
Jeu 25
20 h 30
(p.e. Valmécia)

THEATRE DE LA TRINITE
Jeu 25
20 h 30
(p.e. Valmécia)

THEATRE DE LA TRINITE
Jeu 25
20 h 30
(p.e. Valmécia)

THEATRE DE LA TRINITE
Jeu 25
20 h 30
(p.e. Valmécia)

THEATRE DE LA TRINITE
Jeu 25
20 h 30
(p.e. Valmécia)

THEATRE DE LA TRINITE
Jeu 25
20 h 30
(p.e. Valmécia)

THEATRE DE LA TRINITE
Jeu 25
20 h 30
(p.e. Valmécia)

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

EXILIS : Basille (357-43-14), 20 h.
FOIES BURLESQUES INTERNATIONALES : Amandine (365-42-17), 20 h 30.
LA DAME EST FOLLE : Estéon (278-46-42), 19 h.
NE LAISSEZ PAS VOS FEMMES : Estéon II (278-46-42), 21 h.
DIAMANTA : Estéon (278-46-42), 20 h 45.
TRIPLE MIXTE : Fontaine (874-82-34), 20 h 30 (17).
LE TEMPS D'UN CRI : Aubervilliers, Lydie Wallon (834-18-67), 21 h.
WEST END : Villégis, Romain Rolland (726-15-02), 20 h 30.
LA DERNIERE DU MALADE IMAGINAIRE : Présent (203-02-53), 20 h 30.
QUARTETT : Nanterre, Amandine (721-18-81), 20 h 30.
LA BAIE DE NAPLES : Cergy, Quatre-vingt (038-11-99), 21 h.
HUGO, L'HOMME QUI DÉRANGE : Odéon (325-70-32), 20 h 30.
L'IMPRESARIO DE SMYRNE : Comédie-Française (296-10-20), 20 h 30.
SOUS UN HOMME DE TROP : Ixy, Théâtre des Quartiers (672-37-43), 20 h 30.
THEATRE D'OMBRE : Chinois, Musée Guimet (723-64-55), 20 h 30.
FAIRE PART : Cléry, Rutebeuf (739-28-58), 21 h.
LA PLUS FORTE : Lys (327-88-61), 19 h 30.
SENYEY : Plaisance (320-00-06), 20 h 30.
LUU : Petit Odéon (325-70-32), 18 h 30.
ATTENTATS MEURTREIERS : Petit Odéon (742-67-27), 18 h 30.
LA NUIT ET LE MOMENT : Trois quarts (327-09-18), 20 h.
LE CHAT NOIR : Boulogne, TSB (603-60-44), 20 h 30.
SAUVÈS : Créteil, MC (899-94-50), 20 h 30.
OTHON : Gennevilliers, théâtre (793-34-90), 20 h 30.
ANIMAL OF THE CITY : Saint-Denis, TGP (243-00-59), 20 h 30.

LES autres salles

AMANDIERS (366-42-17), 20 h 30 : Les Folies burlesques internationales.
ANTOINE-SIMONE HERRIAU (208-77-71), 20 h 30 : Le Sablier.
ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), 21 h : Des oncles et des tantes.
ATELIER (606-49-24), 21 h : En attendant Godot.
ATHÈNE (742-67-27), Salle L.-Juvet, 18 h 30 : Attendez-moi sous l'arc.
BASTILLE (357-43-14), 20 h : Enla.
BOUFFES PARISIENS (296-60-24), 21 h : Tailleur pour dames.
CARTOUCHERIE : Aquarius (374-99-61), 20 h 30 : Les Incorruptibles. Th. de la Tente (328-36-36), 20 h 30 : Place de Breteuil.
CENTRE WALLON BRUXELLES (271-26-16), 21 h : Le Mariage forcé.
CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (589-38-69), Nanterre, 20 h 30 : L'Homme de Fier.
CENTRE VALEURE (766-34-73), 20 h 30 : L'Homme de Fier.
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (70-80), 20 h 30 : Les Incorruptibles. Th. de la Tente (328-36-36), 20 h 30 : Place de Breteuil.
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 30 : Le Baiser d'opéra.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 21 h : Les Mémoires des rois de France.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : Le Caudat à l'étranger.
DECHARGEURS (236-00-02), 19 h : La Colonne d'Apollon.
DOK-HEURES (606-47-48), 20 h 30 : La Colonne d'Apollon.
EDOUARD-VII (742-41-16), 20 h 30 : Big Bang dans l'île de Calicut.
ÉPIQUEUR (724-14-16), 20 h 30 : Big Bang dans l'île de Calicut.
ESPACE-CAITÉ (321-56-05), 20 h 30 : Shamu (la Hémie).
ESPACE KIBON (373-50-25), 20 h 30 : Shamu.
ESPACE MARAIS (271-10-19), 20 h 30 : Shamu.
ESSAION (278-46-42), 19 h : La dame est folle ou le billet pour mille part : IL 21 h : Ne laissez pas vos amoureux s'écarter dans les maternités.
FONDATEUR DEUTSCHER THEATRE (254-99-19), 20 h 45 : Un hiver indien.
FONTAINE (874-82-34), 20 h 30 : Triple mixte.
GATTE-MONTFARNASSE (322-16-18), 20 h 30 : Triple mixte.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : La Cantatrice chauve ; 20 h 30 : Les Lèvres ; 21 h 30 : Offenbach, tu connais ?
LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : Quérillon américaine.
LEZARD-THÉÂTRE (596-35-83), 20 h 30 : L'Opéra de la mort.
LUCERNAIRE (544-57-34), 18 h : L'Opéra de la mort ; 20 h : L'Opéra de la mort ; 21 h : L'Opéra de la mort.
LYS (327-88-61), 19 h 30 : La plus forte.
MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : Les Gens de l'autruche.
MARIE-STUART (508-17-80), 20 h 30 : Savage Love ; 22 h : La Forêt.
MARIGNY (256-04-41), 20 h 30 : Napoléon.
MATHURINS (265-90-00), 20 h 45 : Les Gens de l'autruche.
MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînait au lit.
MICHOUDÈRE (742-95-22), 20 h 30 : Le Stéfleur.
MOCADOR (285-28-80), 20 h 30 : Bye Bye.
MONTFARNASSE (320-89-90), 21 h : Heur IV - Petite amie, 21 h : Tchobol Tchobol.
MUSÉE GUIMET (723-61-53), 20 h 30 : Le Banquet.
NOUVEAUTES (770-52-76), 20 h 30 : Gipsy.
ŒUVRE (874-42-52), 21 h : Comment devenir une mère juive en dix leçons.
PALAIS-ROYAL (297-99-41), 20 h 45 : Le Diable.
POCHE-MONTFARNASSE (548-92-97), 20 h 30 : Ma femme.

LES autres salles

AMANDIERS (366-42-17), 20 h 30 : Les Folies burlesques internationales.
ANTOINE-SIMONE HERRIAU (208-77-71), 20 h 30 : Le Sablier.
ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), 21 h : Des oncles et des tantes.
ATELIER (606-49-24), 21 h : En attendant Godot.
ATHÈNE (742-67-27), Salle L.-Juvet, 18 h 30 : Attendez-moi sous l'arc.
BASTILLE (357-43-14), 20 h : Enla.
BOUFFES PARISIENS (296-60-24), 21 h : Tailleur pour dames.
CARTOUCHERIE : Aquarius (374-99-61), 20 h 30 : Les Incorruptibles. Th. de la Tente (328-36-36), 20 h 30 : Place de Breteuil.
CENTRE WALLON BRUXELLES (271-26-16), 21 h : Le Mariage forcé.
CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (589-38-69), Nanterre, 20 h 30 : L'Homme de Fier.
CENTRE VALEURE (766-34-73), 20 h 30 : L'Homme de Fier.
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (70-80), 20 h 30 : Les Incorruptibles. Th. de la Tente (328-36-36), 20 h 30 : Place de Breteuil.
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 30 : Le Baiser d'opéra.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 21 h : Les Mémoires des rois de France.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : Le Caudat à l'étranger.
DECHARGEURS (236-00-02), 19 h : La Colonne d'Apollon.
DOK-HEURES (606-47-48), 20 h 30 : La Colonne d'Apollon.
EDOUARD-VII (742-41-16), 20 h 30 : Big Bang dans l'île de Calicut.
ÉPIQUEUR (724-14-16), 20 h 30 : Big Bang dans l'île de Calicut.
ESPACE-CAITÉ (321-56-05), 20 h 30 : Shamu (la Hémie).
ESPACE KIBON (373-50-25), 20 h 30 : Shamu.
ESPACE MARAIS (271-10-19), 20 h 30 : Shamu.
ESSAION (278-46-42), 19 h : La dame est folle ou le billet pour mille part : IL 21 h : Ne laissez pas vos amoureux s'écarter dans les maternités.
FONDATEUR DEUTSCHER THEATRE (254-99-19), 20 h 45 : Un hiver indien.
FONTAINE (874-82-34), 20 h 30 : Triple mixte.
GATTE-MONTFARNASSE (322-16-18), 20 h 30 : Triple mixte.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : La Cantatrice chauve ; 20 h 30 : Les Lèvres ; 21 h 30 : Offenbach, tu connais ?
LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : Quérillon américaine.
LEZARD-THÉÂTRE (596-35-83), 20 h 30 : L'Opéra de la mort.
LUCERNAIRE (544-57-34), 18 h : L'Opéra de la mort ; 20 h : L'Opéra de la mort ; 21 h : L'Opéra de la mort.
LYS (327-88-61), 19 h 30 : La plus forte.
MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : Les Gens de l'autruche.
MARIE-STUART (508-17-80), 20 h 30 : Savage Love ; 22 h : La Forêt.
MARIGNY (256-04-41), 20 h 30 : Napoléon.
MATHURINS (265-90-00), 20 h 45 : Les Gens de l'autruche.
MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînait au lit.
MICHOUDÈRE (742-95-22), 20 h 30 : Le Stéfleur.
MOCADOR (285-28-80), 20 h 30 : Bye Bye.
MONTFARNASSE (320-89-90), 21 h : Heur IV - Petite amie, 21 h : Tchobol Tchobol.
MUSÉE GUIMET (723-61-53), 20 h 30 : Le Banquet.
NOUVEAUTES (770-52-76), 20 h 30 : Gipsy.
ŒUVRE (874-42-52), 21 h : Comment devenir une mère juive en dix leçons.
PALAIS-ROYAL (297-99-41), 20 h 45 : Le Diable.
POCHE-MONTFARNASSE (548-92-97), 20 h 30 : Ma femme.

LES autres salles

AMANDIERS (366-42-17), 20 h 30 : Les Folies burlesques internationales.
ANTOINE-SIMONE HERRIAU (208-77-71), 20 h 30 : Le Sablier.
ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), 21 h : Des oncles et des tantes.
ATELIER (606-49-24), 21 h : En attendant Godot.
ATHÈNE (742-67-27), Salle L.-Juvet, 18 h 30 : Attendez-moi sous l'arc.
BASTILLE (357-43-14), 20 h : Enla.
BOUFFES PARISIENS (296-60-24), 21 h : Tailleur pour dames.
CARTOUCHERIE : Aquarius (374-99-61), 20 h 30 : Les Incorruptibles. Th. de la Tente (328-36-36), 20 h 30 : Place de Breteuil.
CENTRE WALLON BRUXELLES (271-26-16), 21 h : Le Mariage forcé.
CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (589-38-69), Nanterre, 20 h 30 : L'Homme de Fier.
CENTRE VALEURE (766-34-73), 20 h 30 : L'Homme de Fier.
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (70-80), 20 h 30 : Les Incorruptibles. Th. de la Tente (328-36-36), 20 h 30 : Place de Breteuil.
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 30 : Le Baiser d'opéra.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 21 h : Les Mémoires des rois de France.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : Le Caudat à l'étranger.
DECHARGEURS (236-00-02), 19 h : La Colonne d'Apollon.
DOK-HEURES (606-47-48), 20 h 30 : La Colonne d'Apollon.
EDOUARD-VII (742-41-16), 20 h 30 : Big Bang dans l'île de Calicut.
ÉPIQUEUR (724-14-16), 20 h 30 : Big Bang dans l'île de Calicut.
ESPACE-CAITÉ (321-56-05), 20 h 30 : Shamu (la Hémie).
ESPACE KIBON (373-50-25), 20 h 30 : Shamu.
ESPACE MARAIS (271-10-19), 20 h 30 : Shamu.
ESSAION (278-46-42), 19 h : La dame est folle ou le billet pour mille part : IL 21 h : Ne laissez pas vos amoureux s'écarter dans les maternités.
FONDATEUR DEUTSCHER THEATRE (254-99-19), 20 h 45 : Un hiver indien.
FONTAINE (874-82-34), 20 h 30 : Triple mixte.
GATTE-MONTFARNASSE (322-16-18), 20 h 30 : Triple mixte.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : La Cantatrice chauve ; 20 h 30 : Les Lèvres ; 21 h 30 : Offenbach, tu connais ?
LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : Quérillon américaine.
LEZARD-THÉÂTRE (596-35-83), 20 h 30 : L'Opéra de la mort.
LUCERNAIRE (544-57-34), 18 h : L'Opéra de la mort ; 20 h : L'Opéra de la mort ; 21 h : L'Opéra de la mort.
LYS (327-88-61), 19 h 30 : La plus forte.
MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : Les Gens de l'autruche.
MARIE-STUART (508-17-80), 20 h 30 : Savage Love ; 22 h : La Forêt.
MARIGNY (256-04-41), 20 h 30 : Napoléon.
MATHURINS (265-90-00), 20 h 45 : Les Gens de l'autruche.
MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînait au lit.
MICHOUDÈRE (742-95-22), 20 h 30 : Le Stéfleur.
MOCADOR (285-28-80), 20 h 30 : Bye Bye.
MONTFARNASSE (320-89-90), 21 h : Heur IV - Petite amie, 21 h : Tchobol Tchobol.
MUSÉE GUIMET (723-61-53), 20 h 30 : Le Banquet.
NOUVEAUTES (770-52-76), 20 h 30 : Gipsy.
ŒUVRE (874-42-52), 21 h : Comment devenir une mère juive en dix leçons.
PALAIS-ROYAL (297-99-41), 20 h 45 : Le Diable.
POCHE-MONTFARNASSE (548-92-97), 20 h 30 : Ma femme.

LES autres salles

AMANDIERS (366-42-17), 20 h 30 : Les Folies burlesques internationales.
ANTOINE-SIMONE HERRIAU (208-77-71), 20 h 30 : Le Sablier.
ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), 21 h : Des oncles et des tantes.
ATELIER (606-49-24), 21 h : En attendant Godot.
ATHÈNE (742-67-27), Salle L.-Juvet, 18 h 30 : Attendez-moi sous l'arc.
BASTILLE (357-43-14), 20 h : Enla.
BOUFFES PARISIENS (296-60-24), 21 h : Tailleur pour dames.
CARTOUCHERIE : Aquarius (374-99-61), 20 h 30 : Les Incorruptibles. Th. de la Tente (328-36-36), 20 h 30 : Place de Breteuil.
CENTRE WALLON BRUXELLES (271-26-16), 21 h : Le Mariage forcé.
CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (589-38-69), Nanterre, 20 h 30 : L'Homme de Fier.
CENTRE VALEURE (766-34-73), 20 h 30 : L'Homme de Fier.
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (70-80), 20 h 30 : Les Incorruptibles. Th. de la Tente (328-36-36), 20 h 30 : Place de Breteuil.
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 30 : Le Baiser d'opéra.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 21 h : Les Mémoires des rois de France.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : Le Caudat à l'étranger.
DECHARGEURS (236-00-02), 19 h : La Colonne d'Apollon.
DOK-HEURES (606-47-48), 20 h 30 : La Colonne d'Apollon.
EDOUARD-VII (742-41-16), 20 h 30 : Big Bang dans l'île de Calicut.
ÉPIQUEUR (724-14-16), 20 h 30 : Big Bang dans l'île de Calicut.
ESPACE-CAITÉ (321-56-05), 20 h 30 : Shamu (la Hémie).
ESPACE KIBON (373-50-25), 20 h 30 : Shamu.
ESPACE MARAIS (271-10-19), 20 h 30 : Shamu.
ESSAION (278-46-42), 19 h : La dame est folle ou le billet pour mille part : IL 21 h : Ne laissez pas vos amoureux s'écarter dans les maternités.
FONDATEUR DEUTSCHER THEATRE (254-99-19), 20 h 45 : Un hiver indien.
FONTAINE (874-82-34), 20 h 30 : Triple mixte.
GATTE-MONTFARNASSE (322-16-18), 20 h 30 : Triple mixte.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : La Cantatrice chauve ; 20 h 30 : Les Lèvres ; 21 h 30 : Offenbach, tu connais ?
LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : Quérillon américaine.
LEZARD-THÉÂTRE (596-35-83), 20 h 30 : L'Opéra de la mort.
LUCERNAIRE (544-57-34), 18 h : L'Opéra de la mort ; 20 h : L'Opéra de la mort ; 21 h : L'Opéra de la mort.
LYS (327-88-61), 19 h 30 : La plus forte.
MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : Les Gens de l'autruche.
MARIE-STUART (508-17-80), 20 h 30 : Savage Love ; 22 h : La Forêt.
MARIGNY (256-04-41), 20 h 30 : Napoléon.
MATHURINS (265-90-00), 20 h 45 : Les Gens de l'autruche.
MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînait au lit.
MICHOUDÈRE (742-95-22), 20 h 30 : Le Stéfleur.
MOCADOR (285-28-80), 20 h 30 : Bye Bye.
MONTFARNASSE (320-89-90), 21 h : Heur IV - Petite amie, 21 h : Tchobol Tchobol.
MUSÉE GUIMET (723-61-53), 20 h 30 : Le Banquet.
NOUVEAUTES (770-52-76), 20 h 30 : Gipsy.
ŒUVRE (874-42-52), 21 h : Comment devenir une mère juive en dix leçons.
PALAIS-ROYAL (297-99-41), 20 h 45 : Le Diable.
POCHE-MONTFARNASSE (548-92-97), 20 h 30 : Ma femme.

LES autres salles

AMANDIERS (366-42-17), 20 h 30 : Les Folies burlesques internationales.
ANTOINE-SIMONE HERRIAU (208-77-71), 20 h 30 : Le Sablier.
ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), 21 h : Des oncles et des tantes.
ATELIER (606-49-24), 21 h : En attendant Godot.
ATHÈNE (742-67-27), Salle L.-Juvet, 18 h 30 : Attendez-moi sous l'arc.
BASTILLE (357-43-14), 20 h : Enla.
BOUFFES PARISIENS (296-60-24), 21 h : Tailleur pour dames.
CARTOUCHERIE : Aquarius (374-99-61), 20 h 30 : Les Incorruptibles. Th. de la Tente (328-36-36), 20 h 30 : Place de Breteuil.
CENTRE WALLON BRUXELLES (271-26-16), 21 h : Le Mariage forcé.
CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (589-38-69), Nanterre, 20 h 30 : L'Homme de Fier.
CENTRE VALEURE (766-34-73), 20 h 30 : L'Homme de Fier.
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (70-80), 20 h 30 : Les Incorruptibles. Th. de la Tente (328-36-36), 20 h 30 : Place de Breteuil.
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 30 : Le Baiser d'opéra.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 21 h : Les Mémoires des rois de France.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : Le Caudat à l'étranger.
DECHARGEURS (236-00-02), 19 h : La Colonne d'Apollon.
DOK-HEURES (606-47-48), 20 h 30 : La Colonne d'Apollon.
EDOUARD-VII (742-41-16), 20 h 30 : Big Bang dans l'île de Calicut.
ÉPIQUEUR (724-14-16), 20 h 30 : Big Bang dans l'île de Calicut.
ESPACE-CAITÉ (321-56-05), 20 h 30 : Shamu (la Hémie).
ESPACE KIBON (373-50-25), 20 h 30 : Shamu.
ESPACE MARAIS (271-10-19), 20 h 30 : Shamu.
ESSAION (278-46-42), 19 h : La dame est folle ou le billet pour mille part : IL 21 h : Ne laissez pas vos amoureux s'écarter dans les maternités.
FONDATEUR DEUTSCHER THEATRE (254-99-19), 20 h 45 : Un hiver indien.
FONTAINE (874-82-34), 20 h 30 : Triple mixte.
GATTE-MONTFARNASSE (322-16-18), 20 h 30 : Triple mixte.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : La Cantatrice chauve ; 20 h 30 : Les Lèvres ; 21 h 30 : Offenbach, tu connais ?
LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : Quérillon américaine.
LEZARD-THÉÂTRE (596-35-83), 20 h 30 : L'Opéra de la mort.
LUCERNAIRE (544-57-34), 18 h : L'Opéra de la mort ; 20 h : L'Opéra de la mort ; 21 h : L'Opéra de la mort.
LYS (327-88-61), 19 h 30 : La plus forte.
MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : Les Gens de l'autruche.
MARIE-STUART (508-17-80), 20 h 30 : Savage Love ; 22 h : La Forêt.
MARIGNY (256-04-41), 20 h 30 : Napoléon.
MATHURINS (265-90-00), 20 h 45 : Les Gens de l'autruche.
MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînait au lit.
MICHOUDÈRE (742-95-22), 20 h 30 : Le Stéfleur.
MOCADOR (285-28-80), 20 h 30 : Bye Bye.
MONTFARNASSE (320-89-90), 21 h : Heur IV - Petite amie, 21 h : Tchobol Tchobol.
MUSÉE GUIMET (723-61-53), 20 h 30 : Le Banquet.

LE CARNET DU Monde

Naissances

M. Hormoz CHAOUILLI
et M^{me} née Brigitte Castorano,
et Sébastien
ont la joie d'annoncer la naissance de
Sarah.
Menton, le 9 avril 1985.

Décès

M. et M^{me} Alain Bernheim
et leurs enfants,
M^{me} Claude Bernheim,
ses enfants et petits-enfants,
ont le chagrin de faire part du décès de

M. Michel BERNHEIM,
survenu le 20 avril 1985.

Les obsèques auront lieu le mercredi
24 avril 1985, à 14 h 15, au cimetière du
Montparnasse.

Réunion porte principale.
Cet avis tient lieu de faire-part.
37, rue Scheffer,
75116 Paris.

M. Pierre DEPLAIX,
ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Pierre DEPLAIX,
née Yvonne Chauvel,
leur épouse, mère, belle-mère et grand-
mère.

Les obsèques auront lieu le jeudi
25 avril 1985, à 16 heures, en l'église
Notre-Dame-des-Champs, à Paris-6.

120, rue d'Assas,
75006 Paris.

M^{me} Renée DUGRAVOT
et ses enfants
ont la douleur de faire part du décès de

colonel René DUGRAVOT,
chevalier de la Légion d'honneur,
le 21 avril 1985.

M^{me} Joëlle Guyon,
ses enfants, petits-enfants et arrière-
petits-enfants,
M. et M^{me} André Bonne,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean DUSSEIS,
publiciste,
leur frère, beau-frère et oncle,
survenu le 14 avril 1985 en son domi-
cile.

La cérémonie religieuse et l'inhuma-
tion ont eu lieu dans la plus stricte inti-
mité.

Cet avis tient lieu de faire-part.
M. et M^{me} Bonne,
15, rue Las-Cases, 75007 Paris.

Saint-Etienne.
Marines (Val-d'Oise).

Roger et Ghislaine Faure-Dauphin
et leurs enfants,
font part du décès de

M. Charles FAURE,
retraité SNCF,
croix de guerre 1914-1918,
survenu à l'âge de quatre-vingt-onze
ans.

Ses obsèques religieuses ont été célé-
brées à Saint-Etienne.

Les Hautiers,
95640 Marines.

M. Michel-Mireille
et Paule Forémeyer,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Jean FORLEMEYER,
née Marie-Thérèse Coudier,
survenue le 12 avril 1985, dans sa qua-
rante-troisième année.

La cérémonie religieuse et l'inhuma-
tion ont eu lieu le lundi 15 avril à Aix-
en-Provence et Marseille.

Aix-en-Provence,
Villa n° 40, clos Saint-Joseph, chemin
Brunet.

M. et M^{me} Claude Samuel,
M. et M^{me} Jacques Samuel,
M. et M^{me} Maurice Bourgoïn,
ses enfants,
M^{me} et M^{me} Gilles Oury,
M. et M^{me} Vincent Sammel,
Le docteur et M^{me} Antoine-Yves
Joliet,
M^{me} Dominique Bourgoïn,
M. et M^{me} Jean-Marc Oury,
M. et M^{me} Pierre Bourgoïn,
ses petits-enfants,
Cécile, Caroline, François, Marion,
Emmanuel, Nicolas, Virginie, Laurent,
Benoit, Sophie et Laura,
ses arrière-petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} René SAMUEL,
née Marie-Jeanne Astier,
le 18 avril 1985, dans sa qua-
rante-septième année.

Les obsèques religieuses ont été célé-
brées dans l'intimité familiale.

Il rappellent le souvenir de son
époux,
René SAMUEL (X 11),
décédé le 22 novembre 1943.

Cet avis tient lieu de faire-part.
70, rue des Arènes,
75005 Paris.

M^{me} Jean Savin,
M. et M^{me} Daniel Savin,
M. et M^{me} Guy Jahan de Lestang,
M. et M^{me} Michel Roussin,
M^{me} Quentin Robaux,
M. et M^{me} Paul Arnoux,
M. et M^{me} Dominique André,
ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice HEYMANN,
ingénieur ENSEM,
chef du département nucléaire
Atcham-Atlantique.

Les obsèques ont eu lieu dans la
stricte intimité à Sarrebourg (Moselle).

5, rue Henri-Régault,
92160 Saint-Cloud.

M. et M^{me} Florent Carpentier de Cheveigné,
Raymond Carpentier,
Michel, Arnette, Marie Le Riche
de Cheveigné,
avec leurs familles,
et la « Travailliste »,
font part du décès de

Geneviève
LE RICHE DE CHEVEIGNÉ,
survenue à Paris, le 14 avril 1985, dans sa
soixante-deuxième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité le 18 avril à Bury-de-l'Oise.

48, rue Pierre-Loti,
92340 Bourg-la-Reine,
20, rue Pilon-Crouzet,
Bury 62250 Monty,
30 bis, boulevard Jourdan,
75014 Paris.

[Après une carrière qui le fit passer de l'indus-
trie à l'enseignement supérieur, elle fonda en
1978 l'association de photographes de la Tri-
ville, qu'elle dirigea comme un lieu de création
de nouvelles relations de travail inventées par
des femmes.]

M. et M^{me} Pierre Mengin,
Christine, Sophie, Laurence, Benoît,
M. et M^{me} Patrice Mengin,
Jeanne, Sabine, Xavier,
M. et M^{me} Jean-Luc Mengin,
M. et M^{me} Henriette Malençon,
M. et M^{me} Charles Noyon,
M. et M^{me} Raoul Girardier,
M. et M^{me} Michel Dubois
et leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Emilie MENGIN,
née Suzanne Aubert Champier,
médecin-inspecteur régional honoraire
de la santé,
ancienne déléguée à Ravensbrück,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre,
médaille de la Résistance,
veuve de

Emilie MENGIN,
mort en déportation à Neustadt.

La cérémonie religieuse aura lieu le
mercredi 24 avril 1985, à 8 h 30, en
l'église Saint-Dominique, 18, rue de la
Tombe-Issoire, Paris-14^e.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité
au cimetière de Sainte-Geneviève-
des-Bois (Loiret).

Cet avis tient lieu de faire-part.
124, boulevard Auguste-Blanqui,
75013 Paris.

Elisabeth de Salis Provençère,
ont le profond regret de faire part du
décès de

Georges PROVENCHÈRE,
survenu le 11 avril 1985 après une
longue maladie.

Les obsèques ont eu lieu dans la
stricte intimité le 17 avril 1985.

10, rue du Docteur-Roux, Paris-15^e.
Severville-la-Campagne,
27190 Conches.

Nos abonnés, bénéficiant d'une
réduction sur les insertions du
« Carnet du Monde », sont priés de
joindre à leur envoi de texte une des
dernières bandes pour justifier de
cette qualité

COMMUNICATION

MIP-TV

LE 21^e MARCHÉ A CANNES

A l'ombre des satellites

De nos envoyés spéciaux ANNICK COJEAN et CLAUDE DURIEX

Cannes. — On attendait Ted Turner en vedette
américaine de ce marché international des pro-
grammes de télévision. On a été déçu : l'homme
d'affaires a été retenu aux Etats-Unis. Sa tentative
de rachet de CBS se heurte à la résistance acharnée
de la grande chaîne de télévision et au scepticisme
des milieux d'affaires. En revanche de compensation,
Ted Turner a envoyé à Cannes ses programmes :
vingt-quatre heures sur vingt-quatre, les images
d'actualité en provenance d'Atlanta ou de
Los Angeles se succèdent, transmises par satellites,
jusqu'aux bords de la Croisette.

Mais le patron de Cable News Network n'est pas
le seul Américain à avoir réussi son débarquement

sur le Vieux Continent. Le 23 avril, l'agence gouver-
nementale américaine pour l'information (USIA) a
commencé à diffuser, via satellite elle-même, deux
heures de programmes quotidiens, des magazines
proposés gratuitement à toutes les télévisions euro-
péennes (le Monde du 14 novembre 1984).

A l'ombre des satellites et des programmes amé-
ricains, les chaînes françaises, elles, continuent de se
faire la guerre à coup de conférences de presse. Hier
Antenne 2 annonçait ses prestigieuses adaptations de
best-sellers. Aujourd'hui, TF 1 multiplie les projets
de coproductions et annonce un poker signé Jean-Luc
Godard.

L'ÉVÉNEMENT

Le tour du monde de TF 1

La concurrence entre les chaînes
n'est pas un vain mot. A la conférence
de presse de M. Jean-Claude
Héberlé pour A 2, dimanche
21 avril, mettant en relief un souci
de création, a répondu, lundi
22 avril, celle de M. Hervé Bourges
pour TF 1, axée sur les œuvres de
prestige. Sans négliger les accords
de coproduction « prioritaires »
avec nos voisins du Vieux Continent,
M. Bourges veut « dépasser le cadre
restreint européen ». Il a fait état
des protocoles signés avec
TV GLOBO (Brésil), NHK
(Japon) et la Chine, où le PDG de
TF 1 vient d'accomplir une visite au
début de ce mois.

La présence de la première chaîne
française au vingt et unième MIP-
TV, c'est vingt-deux téléfilms, deux
séries de fiction, douze séries docu-
mentaires. Mais la chaîne ne man-
que pas de projets :

« Les négociations avec nos par-
tenaires canadiens sur « La course à
la bombe » ont enfin abouti et le
tournage devrait débuter le 1^{er} sep-
tembre. Le tournage de « Corège
des vainqueurs », série de six fois
soixante minutes, adaptée du roman
de Max Gallo et entreprise avec la
télévision italienne commencera cet
automne. « L'île au trésor »,

« Riviera » et « Le train » (toujours
avec les Italiens) devraient prendre
forme dans les mois qui viennent. En
outre, TF 1 montre l'intérêt qu'elle
porte au projet italien sur « Jules
César ».

Devant le succès remporté par les
« séries noires », TF 1, Harner, —
la télévision suisse (SSR) et RTL — se
sont engagés dans de nouvelles émis-
sions policières qui feront appel aux
grands noms de la réalisation : Jac-
que Ertaud, Marcel Blinval, Jean-
Luc Godard.

« La diffusion de treize épisodes
d'une série japonaise sur le Louvre,
« le plus grand musée du monde »,
va débiter à l'automne en France.
Le succès du montage de cette série
a déjà incité TF 1 à mettre en chan-
nière une nouvelle série de six fois
cinquante-deux minutes destinée à
évoquer les grands courants artisti-
ques et culturels du dix-neuvième
siècle, à l'occasion de l'ouverture du
musée d'Orsay.

« TF 1, qui avait été la première
chaîne française à nouer des liens
avec la télévision centrale chinoise
en 1977, vient de signer un nouveau
protocole d'accord avec les stations
de Shanghai et de Canton. Dans le
domaine des coproductions, la

chaîne s'est engagée dans la réalisa-
tion avec la Chine du film de Joris
Ivens consacré au vent et à la
mythologie qui l'entoure dans la
civilisation chinoise. La politique de
diversification — se « développera » en
1985-1986, a précisé M. Bourges, et,
parmi les contributions internationa-
les dont TF 1 a pu s'assurer, on
peut déjà citer celles du Nigeria et
de la Grande-Bretagne, associées
dans la production d'« Africa », un
Japon, avec « La route de la soie »,
série documentaire de la NHK (huit
émissions d'une heure) et « Holo-
causte nucléaire », une autre pro-
duction japonaise qui a remporté un
prix Jean d'Arcy en 1984. Celle-
ci, en fait, de l'Allemagne fédérale, avec
le feuilleton « Heimat », de Edgar
Kietz, produit par la WDR en
quatre épisodes d'une heure.

« Deux grands projets tiennent
particulièrement au cœur de
M. Hervé Bourges : « Défis de
l'océan », où TF 1 s'est associée à
RAI 2 et à NHK pour mettre en
œuvre une grande série scientifique
consacrée à la connaissance des
océans, et « Les nouvelles mille et
une nuits », qui constitue un tout
autre voyage et auquel convient
deux auteurs égyptiens.

C. D.

Clips

« Ventes françaises. — Le
stock de Franco-Média International,
société qui préside M. André
Harris et qui est chargée de vendre
les productions françaises du ser-
vice public, a un emplacement de
travail dans l'édifice central du MIP-
TV. Elle dispose de la totalité des
salles de visionnage, plus quatre au-
tres salles collectives de diffusion.
Lundi matin, FMI recevait la visite
du célèbre Mac Nee, le héros de
« Chapeau melon et bottes de
cuir », dont la société est chargée de
commercialiser la dernière série
d'aventures. Si, avec tous ces
atouts, FMI ne fait pas un chiffre
record de ventes, on ne comprend
plus rien.

« Economie sociale. — La sta-
tion régionale FR 3 Marseille a
réalisé une série de quatre émis-
sions intitulées Les aventures du
quotidien, qui traitent des créa-
teurs d'entreprises. Série réalisée
avec le concours de M. Jean Gatti,
secrétaire d'Etat à l'économie so-
ciale. Celui-ci est venu à Cannes
dire l'intérêt qu'il attachait à cet
effort de vulgarisation indispen-
sable pour aider à la création de ré-
seaux économiques, problème
grave qui fera, fin mai, l'objet d'un
carrefour international à Mar-
seille. Première émission : le 3 mai
à 19 h 35 sur le programme
Provence-Côte d'Azur.

« Un nouveau marché. —
M. Bernard Chevry, commissaire
général du MIP-TV, a annoncé,
lundi soir 22 avril, la création à
l'automne prochain d'un nouveau
marché pour les programmes, tou-
jours à Cannes : le MIPCOM. Il

Turner l'Arlesienne

Ted Turner n'est pas venu à
Cannes. « Bien d'autres soucis en
cette 1^{re} », expliquait, lundi 22 avril, en
de ses adjoints en désignant du men-
ton le grand stand de CBS. L'un des
trois grands réseaux de télévision
américains sur lequel le groupe Turner
a jeté son dévolu. Le milliardaire
d'Atlanta, déjà patron de plusieurs
chaînes et réseaux de télévision par
câble, a dû rester à New York pour
suivre les difficiles négociations et le
challenge qu'il a entrepris aux Etats-
Unis, et qui l'ont mis récemment
sous les feux de l'actualité.

Un personnage haut en couleur
assurément, milliardaire de
quarante-six ans, navigateur de
talent (il a gagné l'America Cup en
1977), ambitieux et inventif et, di-
rait-on, peu enclin à la modestie. On
était curieux de le croiser, de
l'entendre confirmer lui-même sa
volonté de séduire les télévisions
européennes, à moins qu'il ne pré-
fère les prendre d'assaut. Ce fut en
fait l'Arlesienne du MIP. Et
l'équipe de ses proches collabora-
teurs, qui ont tenu lundi une confé-
rence de presse, fit en remplacement
une belle prestation, donnant
le maximum d'informations, érudites
le maximum de questions.

Pourtant, l'aventure européenne
de l'équipe Turner est bel et bien
commencée. Son cheval de Troie ?
Les télévisions européennes. Une vingtaine
de grands hôtels devraient, dès le
mois de septembre, recevoir, grâce à
de larges antennes, son programme
d'informations non-stop, une treu-
taine à la fin de l'année, cinquante
l'an prochain. Trente-huit mille
chambres au total pour satisfaire
une clientèle anglo-saxonne voya-
geuse, et puis l'espoir de toucher
biens le maximum de foyers euro-
péens.

Les systèmes de traduction par
ordinateur n'étant pas encore par-
faitement au point, le problème de la
langue continuera, il est vrai, un
frein considérable à l'extension du
marché. Mais l'équipe Turner est
consciente du handicap et proposera
également de vendre des tranches de
programmes, des magazines ou des
documentaires aux diffuseurs euro-
péens publics et privés. L'état-major
Turner repousse le plan principal des
acteurs européens de l'audiovisuel,
sans attendre avec M. Robert Her-
nandez et promet une « par-fun des
responsables du groupe ».

A. Co.

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 23 AVRIL

— M. Javier Pérez de Cuellar,
secrétaire général des Nations unies,
est l'invité du journal d'Antenne 2, à
20 h.

MERCREDI 24 AVRIL

— M. Michel Barnier, député
RPR de Savoie, est reçu à l'émission
« Parlons vrai » sur Europe 1 à
8 h 15.

LA MESURE ARMAND THIERY

UN CHOIX DE PLUS DE 1000 TISSUS
VOTRE COSTUME LIVRE EN 15 JOURS
GRACE A NOTRE SYSTEME DE COMMANDE

EXEMPLE : Costume classique
à partir de 220 000 F.

POLYNOME
27, rue du Pont-Neuf
75001 PARIS
Tél. (1) 221-47-67

LIGUE FRANÇAISE DE L'ENSEIGNEMENT
ET DE L'ÉDUCATION PERMANENTE


vente
aux particuliers
MOQUETTE
100% Pure laine
-50%
de sa valeur
Grand choix de couleurs
Petite et grande largeurs
Devis gratuit
Pose par spécialistes
LA MOQUETTERIE
334 rue de Valenciennes Paris 15^e
842-42-62 250-41-85

Nos abonnés, bénéficiant d'une
réduction sur les insertions du
« Carnet du Monde », sont priés de
joindre à leur envoi de texte une des
dernières bandes pour justifier de
cette qualité

	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	104,00	123,34
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,76
IMMOBILIER	69,00	81,83
AUTOMOBILES	69,00	81,83
AGENDA	69,00	81,83
PROP. COMM. CAPITAUX	204,00	241,94

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne TTC
ANNONCES ENCADREES	59,00	69,97
OFFRES D'EMPLOIS	17,00	20,16
DEMANDES D'EMPLOI	46,00	53,37
IMMOBILIER	46,00	53,37
AUTOMOBILES	46,00	53,37
AGENDA	46,00	53,37

* Dépendant du nombre de pages.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

MICRO-INFORMATIQUE

RESPONSABLE DU MARKETING

Nous avons rapidement conquis notre place de leader sur le marché des systèmes multi-utilisateurs sous UNIX. Nés en 1982, nous sommes indépendants tout en étant liés à un groupe de dimension internationale. Un marketing opérationnel offensif doit nous permettre d'accroître encore nos performances, à condition bien-sûr qu'il soit bien mené. Nous comptons là sur toute votre efficacité dans de nombreux domaines : analyses de marchés, études, publicité, promotion, plans d'actions commerciales... Fonctions classiques du marketing en apparence, si ce n'est que dans nos structures, elles vont encore plus loin (soutien permanent auprès de notre force de vente). Elles requièrent donc une relative polyvalence. Le profil suivant vous y adapte bien : une Ecole de Commerce ou d'Ingénieurs, une expérience commerciale significative dans des activités qui nous sont proches (systèmes, services informatiques) étayée de responsabilités fonctionnelles au sein d'un service marketing.

Cela vous a conduit à diriger des équipes, vous s'apprêtez à prendre rapidement des décisions génératrices de développement. Anglais courant requis.

Adressez votre dossier de candidature complet (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) s/réf. 713M à notre Conseil. **ALPHA CDI**, 181 avenue Chénier de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.



ALPHA-CDI

Prestigieuse Société Française de Cosmétiques filiale d'un groupe international de grand renom. Base PARIS

300.000 F± Area manager international duty free markets

Rattaché au Directeur International, en mission consistant à développer les ventes hors taxes des marques et des produits sur un plan INTERNATIONAL et à gérer activement les marchés déjà existants.

Une expérience réussie de 3 ans minimum dans un poste similaire est à justifier.

Parfaite connaissance de la vente à l'exportation des produits de luxe impérative.

La bonne connaissance des duty free est souhaitable.

Formation supérieure, parfaite maîtrise de l'anglais indispensable. Espagnol souhaité. Grande disponibilité pour voyager.

Des qualités de négociateur et diplomate sont requises pour répondre aux critères de sélection de ce poste.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé (joindre enveloppe pour réponse plus rapide) sous référence 24022-M.

MRI conseil

Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Michéle 92522 Neuilly.



Un des "grands" de l'habillement des "petits" (de 0 à 6 ans)
800 personnes, 200 millions de CA
en développement constant, offre le poste de

directeur commercial France

à un professionnel de la Vente, de haut niveau, diplômé de l'enseignement supérieur, 30 ans minimum, disposant d'un tempérament de leader et si possible d'une expérience dans le textile. Rattaché à la Direction Générale, il organise et dirige la politique commerciale et la promotion des ventes, élabore le plan marketing et le plan de collection, dirige et anime une équipe de 30 personnes (représentants exclusifs + animateurs + administratifs ventes).

Poste basé à Yvetot (76) avec nombreux déplacements.

La rémunération sera fonction des compétences, et non inférieure à 350.000 F.

Merci d'écrire avec CV et photo sous réf. F172 et en toute confidentialité, à Pierre de DAMAS
PAJ Conseil, 8, avenue de Camoëns, 75016 PARIS

Le Poste

CONSEIL EN RECRUTEMENT

DIRECTEUR DES VENTES EXPORT

Entreprise de taille humaine, située à EVRY (91), nous sommes l'un des leaders dans l'aménagement de la maison. Dans le cadre de notre développement à l'étranger, nous recherchons notre **DIRECTEUR DES VENTES EXPORT**.

Membre de notre Comité de Direction, vous prendrez en charge la recherche et l'implantation des distributeurs locaux et vous serez responsable de l'animation de notre filiale en R.F.A.

De formation supérieure de préférence, vous avez au moins 30 ans et l'expérience de la gestion de réseaux et de distributeurs.

Ce poste très complet et dynamique nécessite, au minimum, une parfaite maîtrise de l'allemand et de l'anglais, ainsi que de fréquents déplacements à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, C.V., photo, dernier salaire et prêt, en précisant sur l'enveloppe le réf. 3508/LM, à



9, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

Recherche DIRECTEUR SCHURTER FRANCE

Age : 35 ans environ.

Formation et connaissances :

- Diplôme commercial ;

- Orientation marketing ;

- Activité et expérience de vente, connaissance dans la branche des composants électroniques ou industrie similaire ;

- Longue activité dans la branche des composants électroniques ou industrie similaire avec succès confirmés ;

- Compréhension affinée techniques ;

- Habileté d'initier, diriger et animer une petite équipe ;

- Facilité d'établir et maintenir des contacts personnels avec clients importants ;

- Talent d'organisation.

Langue : Allemand si possible.

Salaire : FF 280.000 à 320.000/an.

Début de service : à convenir.

Ecr. à Mme FOUQUET, 26, cours Albert-1^{er}, 75008 Paris.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

DIRECTEUR DES VENTES

Nous sommes filiale d'un Groupe International spécialisé dans la fabrication et la vente de composants destinés aux industries électriques et électroniques. Notre CA est en progression constante, ce succès s'appuyant sur une politique de commercialisation et des outils marketing performants. Nous recherchons notre **DIRECTEUR DES VENTES**. Il dirigera une équipe de technico-commerciaux spécialisés par région ou par marché, intervenant auprès des bureaux d'études et des méthodes de grandes sociétés industrielles. Il travaillera en étroite relation avec une unité de marketing. L'homme qui rejoindra notre petite équipe jeune, très «marketing minded», aux relations claires, aura une trentaine d'années, une bonne pratique du milieu industriel et une expérience prouvée de l'animation des hommes. Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce ou d'Ingénieur, il sera jugé sur sa capacité à développer efficacement une société qui avance vite. Anglais indispensable. Merci d'envoyer votre candidature, CV, photo sous réf. 9632 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTEXTE PUBLICITE - UTILISEZ NOTRE SERVICE

Un puissant groupe industriel français recherche pour une filiale de 700 personnes, située au Nord de Strasbourg son :

Directeur administratif et financier

La pratique courante de l'allemand est indispensable pour cette fonction largement polyvalente portant sur le contrôle et l'animation d'une trentaine de personnes réparties en 4 services :

- comptabilité générale/facturation/trésorerie,
- contrôle budgétaire,
- service du personnel,
- informatique.

Une formation de type Sup de Co (HEC, ESSEC...) option Finances est nécessaire, ainsi qu'une forte expérience Contrôle de Gestion et Comptabilité Analytique, si possible en industrie.

Le candidat idéal aura déjà assuré le reporting dans un groupe et saura s'adapter à des procédures très structurées.

Adressez votre dossier, sous réf. 4100/M, en toute sécurité quant au secret, à notre Conseil.

40, rue du Tivoli
67000 STRASBOURG

managing

emplois régionaux

emplois régionaux



**TEXAS
INSTRUMENTS
FRANCE**

Responsabilités et contacts : jeune Ingénieur ou Ecole de Commerce

A Villeneuve-Loubet, près de NICE, notre unité de fabrication de logiciels assure l'impression de la documentation technique (manuels et livres) accompagnant ses logiciels, à destination de l'Europe.

Elle souhaite vous confier la gestion de la sous-traitance de cette impression. En relation avec les imprimeurs, vous aurez pour objectif d'améliorer le volume et la qualité de cette production et de réduire les coûts et délais de fabrication.

Votre sens de la négociation et des contacts s'ajoute à la rigueur en matière d'administration et de gestion. Cette personnalité et votre formation de base (ingénieur de type AM ou école de commerce) vous permettront d'assumer rapidement ces responsabilités et d'évoluer au sein de notre entreprise.

Vous êtes débutant ou avez une première expérience. Vous connaissez peut-être le monde de l'imprimerie, en tout cas l'anglais et si possible d'autres langues européennes.

Thierry VINCENT vous remercie de lui adresser votre candidature avec photo et rémunération souhaitée sous référence JDSD/0485/1M à : **TEXAS INSTRUMENTS FRANCE** - 8/10, avenue Morane Saulnier 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex

PROVENCE

La comptabilité de gestion oui, mais dans un contexte international

est l'opportunité que nous proposons à un professionnel titulaire du DECS et possédant 4 à 5 ans d'expérience. C'est l'occasion pour vous, en relation directe avec le Directeur de la comptabilité et du contrôle de gestion, d'affiner vos connaissances et d'intervenir aussi dans les services financiers du groupe. Nous vous souhaitons homme d'étude, meneur d'équipe, source

de suggestions et communiquant avec la gestion et les opérations. Vous participerez entre autres, en liaison avec les directions locales ou succursales du groupe, au reporting pour la comptabilité fiscale et la consolidation groupe.

Une connaissance de la comptabilité anglo-saxonne constitue un atout. Bonnes connaissances de l'anglais souhaitées. Ce poste est un tremplin vers d'autres responsabilités.

Prenez contact avec COMEX, Direction des Ressources Humaines, sous réf. JP 1, 36 bd des Océans, BP 143, 13275 Marseille Cedex 09.

comex

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Imaginons l'avenir ensemble

Hewlett-Packard France, 56 % de croissance du CA en 1984, 2900 personnes, 3^{ème} exportateur de matériel informatique en France, leader dans le domaine de l'instrumentation électronique. Les signes de cette expansion : le démarrage d'un nouveau site industriel à Lyon - L'Isle d'Abeau. Les fondements de cette réussite : des solutions commercialement adaptées, une forte capacité d'innovation, la gestion attentive des ressources humaines. Hewlett-Packard France favorise le choix des carrières dans un environnement international où les activités sont très diversifiées et où autonomie, sens du défi et mobilité sont des critères porteurs d'évolution et de réussite.

Gestionnaires de production, futurs managers

Notre département Manufacturing Réseau a pour vocation de produire des sous-ensembles électroniques destinés à permettre l'insertion de nos matériels dans des réseaux de communications (TRANSPAC...). D'une technologie très avancée mettant en œuvre des matériels de fabrication et de contrôle modernes, la production reste pourtant un ART de GESTIONNAIRE. Notre Manufacturing Manager souhaite s'attacher plusieurs jeunes collaborateurs à qui il confiera d'abord des responsabilités ponctuelles d'organisation et de gestion dont l'objet sera d'améliorer le contrôle et la fiabilité du processus de production. Il leur proposera ensuite de prendre en charge une partie du processus de production dont ils auront fiabilisé la gestion ; ces postes de responsabilités et d'encadrement les prépareront à leur futur métier de managers. Ces postes requièrent une formation supérieure : Grande Ecole de Commerce ou d'Ingénieur (+ MBA, ISA, INSEAD...). Réf GND/11/M

Futur consultant spécialiste réseaux

Au sein du Service Marketing de notre Division Réseaux, le département Network Consulting a la charge d'assister les commerciaux sur le plan technique afin de compléter l'information de nos clients. Il doit aussi homologuer les matériels achetés chez nos fournisseurs afin de pouvoir ensuite les intégrer dans nos installations. Le responsable de ce département cherche à s'attacher un collaborateur débutant à qui il confiera d'abord des missions d'homologation. A ce titre, il désignera les procédures de tests, réalisera ceux-ci, en documentera les résultats et prendra les dispositions nécessaires avec les fournisseurs des matériels concernés en fonction des résultats obtenus. Ultérieurement, le candidat évoluera vers la fonction de consultant. Ce poste requiert une formation supérieure scientifique à dominante électronique, informatique ou télécommunication. Réf GND/13/M

Futurs responsables financiers

Notre Service Financier (comptabilité anglo-saxonne et française, reporting, Contrôle de Gestion...) souhaite s'attacher plusieurs diplômés afin de les intégrer dans ses différents départements. D'abord collaborateur d'un Chef de Groupe en charge d'une fonction (comptabilité générale ou analytique, reporting...), ils se verront ensuite confier des responsabilités plus larges dans le service afin d'accéder rapidement à des postes de management. Ces postes requièrent une formation supérieure : Grande Ecole de Commerce ou d'Ingénieur (+ MBA, ISA, INSEAD...). Réf SG/4/M

Ingénieur développement logiciel

Notre Centre des Applications Françaises a pour mission de traduire, d'adapter et de développer les logiciels mis au point aux USA afin de les commercialiser sur le territoire français. Le Responsable de son Service Développement recherche un jeune ingénieur pour lui confier d'abord l'adaptation en français de logiciels de gestion de production, puis celle d'autres produits de nature et de vocation différentes (comptabilité, personnel, finance...). Lors de son adaptation en français, chaque logiciel est un véritable projet informatique qui doit être traité comme tel : organisation et gestion de sa production, contrôle de sa qualité... Assisté par un ou plusieurs traducteurs, l'ingénieur développement est le maître d'œuvre du projet ; il peut aussi travailler en collaboration avec d'autres ingénieurs de développement. Ce poste requiert une solide formation supérieure en informatique acquise dans une grande école de commerce ou d'ingénieurs. Une expérience d'analyste même courte serait très appréciée. Réf GND/12/M

Informaticiens de gestion

Notre Service Informatique, modèle d'utilisation de nos produits (matériels et logiciels), s'appuie sur l'utilisation de l'informatique décentralisée, du temps réel et des bases de données. Son responsable cherche à s'attacher plusieurs jeunes informaticiens de gestion. Rapidement chargés de développer, de mettre en place et d'assurer l'évolution de logiciels, nos futurs informaticiens auront la responsabilité de projets qui leur permettront d'exercer leurs compétences de façon autonome. L'intérêt du travail et la qualité des systèmes sont renforcés par la communication étroite et permanente avec les utilisateurs. Ces postes requièrent une formation supérieure : grande école d'ingénieur, de commerce ou maîtrise d'informatique + IAE. Une expérience en informatique, même courte, serait très appréciée. Réf SG/3/M

Ces postes requièrent un excellent niveau technique et une bonne aptitude à la communication dans un environnement international dynamique et motivant (anglais indispensable). Ils sont extrêmement variés et vivants et, de ce fait, très formateurs. Ils permettent aux candidats qui y feront leurs preuves un choix très étendu pour leur évolution de carrière, tant sur le plan géographique que fonctionnel. Tous ces postes sont basés à Grenoble.

Merci d'adresser votre dossier de candidature - CV, photo et prétentions - en précisant la référence choisie, à Pierre FANTOBO, Service Recrutement, Hewlett-Packard France, 5 avenue Raymond Chanas - 38320 EYBENS.

Hewlett-Packard France :
le partenaire de vos ambitions.



**HEWLETT
PACKARD**

سنة 1405 هـ



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

THOMSON SEMICONDUCTEURS

Nous construisons à NANCY un centre d'études et de fabrication qui produira des circuits intégrés en boîtier plastique, destinés à des applications variées (électronique grand public, informatique, robotique, avionique...). Ce centre sera dans son domaine, l'un des plus modernes du monde. Il sera largement automatisé et fonctionnera 24 h sur 24, 7 jours sur 7. Il occupera 450 personnes environ, dont 120 ingénieurs et techniciens, et produira 26 millions de composants par mois. Ce centre constitue notre neuvième unité de production. Aujourd'hui, nous cherchons des ingénieurs confirmés pour participer à son démarrage.

INGÉNIEURS D'ÉTUDES CONFIRMÉS

Notre Direction technique comprend 4 services : Normalisation, Assemblage, Physico-Chimie, Test. Au sein de cette Direction vous participerez à la conception et à la mise au point permanente des procédés et équipements de fabrication les meilleurs en terme de qualité-coût-délais et à la mise au point de nouveaux boîtiers.

(Réf. 81444/M)

INGÉNIEURS SPÉCIALISTES DE LA QUALITÉ

La Qualité est l'affaire de tous. Encore faut-il animer cette idée et insuffler l'esprit QUALITÉ à tous les niveaux, en collaboration avec les responsables de fabrication et avec ceux de la Direction Technique : celle sera votre mission, capitale.

(Réf. 81445/M)

INGÉNIEURS DE FABRICATION CONFIRMÉS

Nos unités de fabrication, très autonomes, fonctionneront en continu. Au sein de ces unités, vous coordonnerez les six équipes successives en prenant en charge la fabrication, la qualité, les méthodes ou la maintenance, avec un souci constant : celui de faire partager à vos collaborateurs vos objectifs de qualité, de service et de performance.

(Réf. 81446/M)

Pour ces différentes fonctions nous cherchons des ingénieurs issus d'une grande école ou d'une université de haut niveau en mécanique, électricité, électronique, etc., animés par la volonté de réussir, et qui maîtrisent l'anglais. Nous vous offrons de travailler dans un contexte exigeant mais passionnant. Vos perspectives d'évolution au sein du Groupe ? Elles seront à la mesure de votre succès, en France ou à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), en précisant la référence du poste choisi à notre Conseil qui l'étudiera en toute discrétion, Hubert GÉRARD - SELE-CEGOS - Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX.

THOMSON SEMICONDUCTEURS

Futures connexions

Ingénieur commercial confirmé Toulouse

Vous commercialiserez chez nous des solutions complètes réseaux faisant intervenir tous les produits de la gamme. Un parc établi vous aidera à développer votre activité auprès d'une nouvelle clientèle. Nous vous demandons de la gérer et de prospecter à tous les niveaux d'interlocuteurs compte-tenu de la dimension de la gamme. Vous serez responsable de votre région et devrez assurer la charge de constituer une équipe et de l'encadrer.

Ingénieur commercial junior Strasbourg

De formation supérieure, vous avez acquis une première expérience de 2 à 3 ans dans la vente de systèmes informatiques. Vous commercialiserez des solutions applications faisant intervenir des fonctions locales télécom.

Nous vous demandons de maîtriser une approche commerciale orientée vers des solutions de l'organisation de l'entreprise de vos clients. Nous vous apporterons en complément la connaissance des télécommunications.

En vous faisant partager son savoir-faire en télécommunications informatiques, L.T.T. Data Systems permettra de valoriser votre professionnalisme et de donner une autre dimension à votre carrière grâce à vos compétences personnelles.

Didier Vandamme 545 67 05 Dossier de candidature à adresser sous référence choisie à L.T.T. Data Systems France, Tour Maine - Montparnasse, 23 avenue du Maine BP 148, 75755 Paris Cedex 15.



ITT Data Systems

Entre vous et nous : le dialogue.

CHEF DE PROJET

coordonner les travaux d'implantation de boutiques

Notre société, dont le siège social est situé dans une grande métropole du Sud-Est, a été fondée il y a plus d'un siècle.

Elle a réussi une expansion remarquable en France et à l'étranger dans le secteur agro-alimentaire. Elle a su cependant conserver une dimension humaine, des équipes jeunes et motivées et bien préparer sa diversification en aval de la production : le développement en France d'un nouveau concept de boutiques de détail (un réseau de franchises et des points de vente appartenant à l'entreprise).

Nous souhaitons confier la logistique de ce projet (déjà entamé) à un coordinateur de travaux. Jeune ingénieur (35 ans environ, vous avez mené à bien des projets en qualité d'ingénieur d'affaires

ou de coordinateur dans une chaîne de restauration, l'hôtellerie, l'aménagement de magasins, ou dans le bâtiment, etc. Rattaché au Directeur du développement, vous coordonnerez les travaux, de la conception à la livraison des boutiques. Vous serez l'interlocuteur privilégié des fournisseurs, sous-traitants ainsi que de nos futurs adhérents. Vous devrez prévoir de fréquents déplacements en France. Certaines de vos relations pourront se faire en anglais.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo), sous réf. 10835, à Media-System Méditerranée, 29 La Canabière, 13001 Marseille, qui transmettra.

Contrôleur de gestion à fort potentiel

Lyon

Une société internationale, leader dans son domaine, crée le poste de contrôleur de gestion pour ses filiales françaises de distribution couvrant le sud de la France. Dépendant directement du Directeur Administratif et Financier et en liaison étroite avec l'équipe comptable, il aura en charge les aspects techniques de l'information et les procédures pour une gestion prévisionnelle et budgétaire.

Il établira les budgets et les plans. Il assurera le suivi de la réalisation des objectifs et en analysera les écarts. Le poste s'adresse à un candidat de formation supérieure (HEC, ESSEC, SUP de CO...) ayant des qualités de rigueur et de méthode alliées à une grande faculté de contact et pouvant justifier d'une expérience réussie d'environ trois ans, si possible dans une société internationale.

Une bonne connaissance de l'informatique et la pratique courante de l'anglais sont également indispensables. Le développement de cette société permet une importante évolution pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre dossier sous réf. 392 LM à notre Conseil : Nicole ANCESSI.

SODERHU, 22 rue Saint-Augustin, 75002 PARIS.

Soderhu

MEMBRE DE SYNERG

Dans le cadre d'une évolution future, le C.I.C.O.A.M.A.

Centre Informatique des Assurances Mutuelles Agricoles,

équipé d'un BI-DPS 8/52, 90 terminaux

recherche

- INFORMATIENS (H/F.) MIAGE, INSA, etc.
- PROGRAMMEURS (H/F.) DUT Informatique.

Envoyer votre manuscrit, c.v., photo et prétentions au C.I.C.O.A.M.A., 2, rue Barre, 79000 NIORT.

HOBART

Leader National pour la fabrication et la commercialisation des matériels destinés à l'Hôtellerie, la Restauration, les Collectivités

recherche pour son unité de production de SAINS DU NORD (59)

SON RESPONSABLE DES PRIX DE REVIENT STANDARD

Attaché au Service de la Comptabilité Industrielle. Le candidat, âgé de plus de 25 ans, devra justifier d'une première expérience réussie dans une fonction similaire ou d'une expérience « méthode ».

La pratique de la langue anglaise ainsi qu'une bonne connaissance de la micro-informatique seraient des atouts supplémentaires. Formation D.E.C.S. comptable, DUT génie mécanique, ingénieur mécanicien ou similaire.

Le poste, évolutif pour un candidat de valeur, est à pourvoir immédiatement. Il est basé à Paris, mais nécessite 3 jours par semaine de déplacement à l'usine à SAINS DU NORD (59).

Une position Cadre et un salaire annuel qui ne saurait être inférieur à 130 000 F est proposé.

Les candidatures (C.V. détaillé, photo et courrier manuscrit précisant les intentions salariales) sont à adresser à DRT - Compagnie HOBART 39, rue Cambon 75001 PARIS.

Important Groupe de Distribution en Gros de Matériel Electrique et Electronique, recherche le

Directeur Général Adjoint

d'une société de près de 500 millions de C.A.

Outre de bonnes connaissances des Matériels Electriques et Electronique et de leurs marchés, il doit posséder une solide expérience de la vente, de l'animation commerciale et du contrôle de gestion et le sens des relations humaines.

Ce poste requiert un diplôme d'Ingénieur ou d'Ecole Supérieure de Commerce, et de bonnes notions d'anglais.

La rémunération annuelle, selon les compétences, peut atteindre 300.000 Francs.

Il existe des possibilités d'évolution au sein du Groupe en France et à l'Etranger pour un candidat mobile. Le premier poste est basé dans l'Ouest.

Merci d'envoyer votre candidature sous Réf. 717 à CURRICULUM 4, rue Tronchet 75008 Paris qui transmettra en toute confidentialité.

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'INGÉNIEURS DE CONSTRUCTIONS AÉRONAUTIQUES DE TOULOUSE, MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Recherche pour LA DIRECTION DES LABORATOIRES DE MÉCANIQUE

UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

responsable des travaux pratiques de métallurgie et résistance des matériaux, soutien des activités de recherche.

- Gestion des moyens. Expérience professionnelle souhaitée en résistance des matériaux appliqués à l'aéronautique, fabrication mécanique et commande numérique.

Statut d'agent sur contrat (3 ou 6 ans).

Adresser c.v. détaillé et prétentions à :

ENSICA

49, avenue Léon-Blaum, 31056 Toulouse Cedex.

emploi/ régionaux emploi/ régionaux emploi/ régionaux emploi/ régionaux

Imaginons l'avenir ensemble

Hewlett-Packard France, 56 % de croissance du CA en 1984, 2900 personnes, 3^{ème} exportateur de matériel informatique en France, leader dans le domaine de l'instrumentation électronique. Les signes de cette expansion : le démarrage d'un nouveau site industriel à Lyon - L'Isle d'Abeau. Les fondements de cette réussite : des solutions commercialement adaptées, une forte capacité d'innovation, la gestion attentive des ressources humaines. Hewlett-Packard France favorise le choix des carrières dans un environnement international où les activités sont très diversifiées et où autonomie, sens du défi et mobilité sont des critères porteurs d'évolution et de réussite.

TELEINFORMATIQUE

MARKETING

Consultant réseaux Ingénieur support avant-vente

Au sein du Service Marketing de notre Division Réseaux, le Département Network Consulting a la charge d'assister les commerciaux sur le plan technique afin de compléter l'information de nos clients. Le responsable de ce département cherche à s'attacher un collaborateur à qui il confiera la responsabilité technico-commerciale de la région Sud : Suisse, Autriche, Espagne, Grèce, Israël, Moyen-Orient, Afrique du Nord et Afrique du Sud. Lors de ses fréquents déplacements dans ces pays (50 % du temps), il fera les présentations techniques des produits, analysera les demandes des clients, préparera les réponses qui devront leur être faites. Par ailleurs il sera aussi le conseiller et le formateur des forces de ventes. Ce poste, basé à Grenoble, requiert une formation supérieure technique ou commerciale, 2 à 3 ans d'expérience internationale dans une fonction analogue et une réelle connaissance des produits informatiques. Les nombreux déplacements exigent une très grande disponibilité. La connaissance de l'allemand serait un plus apprécié. Réf. GND/14/M.

Ingénieurs support technique après-vente

Au sein de notre Département Marketing, vous serez le conseil de nos ingénieurs commerciaux pour l'Europe entière, auprès desquels vous interviendrez afin de préparer les solutions techniques aux problèmes se posant chez nos clients. Pour ce faire, vous acquerez l'expertise de nos produits (matériels et logiciels) et travaillerez en étroite collaboration avec nos ingénieurs de Recherche et Développement. Vous assurerez également l'élaboration et l'animation de cours à l'intention de nos commerciaux et de nos clients. De formation supérieure en électronique ou informatique, les candidats retenus auront le sens de l'analyse et de la synthèse et seront bons pédagogues. Une expérience similaire ou la connaissance de produits Datacommunication serait un plus. Réf. GND/16/M.

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Le Service Recherche et Développement de notre Division Réseaux a pour vocation d'étudier et de mettre au point des nouveaux produits à impact mondial (matériels et logiciels) destinés à permettre l'insertion de nos matériels dans des réseaux de communication. En étroite collaboration avec le Marketing et la Production, nos ingénieurs suivent les projets depuis la définition du cahier des charges jusqu'à la mise en fabrication. Ils disposent d'outils de développement performants. Le responsable de ce service recrute :

Ingénieurs R & D

- un ingénieur à qui sera confié un projet à dominante électronique sur un matériel de notre gamme. Il deviendra rapidement le spécialiste du produit et en assurera le service technique.
- des ingénieurs informaticiens qui seront orientés vers des projets exigeant une bonne connaissance des normes nationales et internationales régissant la technologie des réseaux (X 25, V 24, ISO niveau 1 - 4). Ces postes requièrent une formation supérieure en rapport avec chacun d'eux : électronique pour le premier, informatique pour le second. Réf. GND/17/M.

Ingénieur mécanicien

Il participera à la définition du cahier des charges de nos nouveaux matériels informatiques. En collaboration avec ses collègues électroniciens et les ingénieurs de production, il définira l'architecture des produits, les matériaux utilisés, les modes de fabrication. Il entretiendra des relations étroites avec les fournisseurs et les sous-traitants. Ce poste requiert une formation supérieure technique et une expérience de bureau d'études, acquise de préférence dans une entreprise du secteur électrique ou électronique. Réf. GND/15/M.

Ces postes requièrent un excellent niveau technique, et une bonne aptitude à la communication dans un environnement international dynamique et motivant (anglais indispensable). Ils sont extrêmement variés et vivants et de ce fait, très formateurs. Ils permettent aux candidats qui y feront leurs preuves un choix très étendu pour leur évolution de carrière, tant sur le plan géographique que fonctionnel. Tous ces postes sont basés à Grenoble.

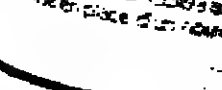
Merci d'adresser votre dossier de candidature -CV, photo et prétentions- en précisant la référence choisie, à Pierre FANTOBO, Service Recrutement, Hewlett-Packard France, 5 Avenue Raymond Chanas - 38320 EYBENS.

Hewlett-Packard France :
le partenaire de vos ambitions.



**HEWLETT
PACKARD**

Handwritten note: "C'est la vie"



OFFRES D'EMPLOIS

هكذا في الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

Laboratoires de Marcoussis

NIEUR SPECIALISTE RIMENTE

NIEUR DEBUTANT

NIEUR INGENIEUR DEBUTANT

INICIEN TRONICIEN

Comptable

sfm

INGENIEURS CONFIRMES

INGENIEURS DEBUTANTS

à donner le patron de l'inf...

d'une banque privée

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

EPS conçoit, développe et fabrique des systèmes de haute technologie destinés à la recherche pétrolière.

Dans le cadre de l'amélioration constante de nos produits, nous souhaitons intégrer dans notre équipe Technologie de Production un

INGENIEUR

de formation métallurgiste, Grande Ecole ou universitaire, confirmé ou débutant, mais passionné par la

TECHNOLOGIE DES MATERIAUX

ET COMPOSANTS HAUTES PERFORMANCES

Vous analyserez les problèmes de fabrication liés aux matériaux utilisés pour nos circuits hybrides et imprimés haute température. Vous en concevrez les solutions techniques.

Vous devrez maintenir notre expertise technique et faire évoluer les procédés et standards de fabrication pour améliorer qualité, fiabilité et coût de nos produits.

Vous aurez également à développer la recherche de fournisseurs potentiels

Les perspectives d'évolution à EPS et dans le Groupe SCHLUMBERGER doivent intéresser des candidats à fort potentiel, capables de s'exprimer en anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec photo et prétentions sous référence IM à ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER 26, rue de la Cavée - 92140 Clamart

Schlumberger

Recrutement et Gestion des Cadres

BSN - 1^{er} Groupe alimentaire français, C.A. 28 Md de F, 38 000 personnes - réunit des sociétés présentant une grande diversité de taille et d'activités.

Le Service Recrutement des Cadres assure la recherche et la sélection des cadres débutants et confirmés de toutes fonctions. Ses interventions se situent aussi bien sur le marché extérieur qu'au sein des différentes sociétés du Groupe; ainsi il participe activement à la gestion interne des cadres.

En 1984, cette équipe de 5 personnes a mené à bien 180 recherches. Chacun de ses membres assure de façon autonome les recrutements qui lui sont confiés, depuis l'étude du besoin, le choix des moyens appropriés, jusqu'à la recommandation finale d'embauche. Il exerce sa fonction d'assistance et de conseil en associant étroitement les services demandeurs à tout le processus de recherche et de sélection des candidats. Des échanges fréquents au sein de l'équipe permettent d'enrichir la compréhension des problèmes posés et d'améliorer l'efficacité des interventions.

Nous souhaitons accueillir un jeune diplômé d'études supérieures bénéficiant de quelques années d'expérience du recrutement des cadres en entreprise ou en cabinet. Il trouvera dans cette fonction une opportunité d'enrichissement personnel et de développement professionnel. De nombreux contacts lui permettront de faire apprécier ses compétences et ses qualités humaines, facteurs déterminants de son évolution au sein du Groupe dans quelques années.

BSN

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. F13 M, en précisant rémunération actuelle, à : BSN Service Recrutement Cadres - 7, rue de Thérèse, 75008 PARIS Cedex 08.

INGENIEURS D'AFFAIRES

SYSTEMES INFORMATIQUES ET ROBOTIQUE

Filiale d'un important groupe français, la Société a pour vocation de concevoir, de développer et de mettre en exploitation des systèmes utilisant en jeu de multiples techniques dont l'électronique, l'automatique, la robotique, l'informatique.

Travaillant avec un très large degré d'autonomie, les deux ingénieurs d'affaires qu'elle recherche auront pour mission de gérer les projets dans leur intégralité: chiffrage, négociation, analyse des besoins du client, animation d'un groupe de travail pluridisciplinaire, gestion du projet sous tous ses aspects, coordination des moyens, etc.

Formation Ingénieurs Grande Ecole, avec, si possible, option informatique (DIP, Mines, ENSAM, INSA, SUPLELEC, ENSIC, etc.). Expérience robotique ou conduite de projets informatiques indispensables. Env. 35 ans. Anglais courant. Lieu de travail: bureau Soc.

Adresse CV détaillé sous réf. 252/04-05 UN à

France 22, rue Saint-Augustin 75002 Paris.

Cercel

Ingénieurs Informaticiens ou Automaticiens
vous avez 2 à 5 ans d'expérience en informatique industrielle mini micro temps réel.
CERCI
INDUSTRIE-ENERGIE-COMMUNICATION-TRANSPORT
vous propose d'exploiter au mieux vos capacités sur Paris ou Grenoble.
Tel à Nicole Viaud les 24, 25, 26 avril 85 de 9h à 19h au 877.51.33
CERCI - Direction du Personnel - 56 rue Roger-Salengro 94126 Fontenay sous Bois Cedex.

PROGRAMMES ARIANE

LA DIRECTION DES LANCEURS DU CNES recherche :

Ingénieurs

spécialisés dans les domaines suivants :

• aérodynamicien (Rf. 84/DLA/22)

• trajectoire/performance (Rf. 84/DLA/23)

• guidage-pilotage (Rf. 84/DLA/04)

De formation grande école, vous avez une expérience de 2 à 3 ans dans une activité d'études ou d'essai avec prédilection de l'aérospatial.

En relation étroite avec les industriels et les centres de recherche concernés dans le cadre des projets de lanceur ARIANE actuel ou futur, vous aurez, au sein d'une équipe, à participer, pour le premier, aux études d'analyse, pour le second, aux prévisions et exploitation de vol dans le domaine des trajectoires et, pour le troisième, aux études de pilotage et logiciels embarqués.

Vous adresser C.V., photo et prétentions, en indiquant la réf. du poste à M. le Chef du Personnel - Direction des Lanceurs CNES - Rue Ch.-Gaulle - 91000 EVRY.

CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES CNES

LE SAVOIR FAIRE EN INFORMATIQUE REPARTIE

Société Nouvelle LogAbax

Ingénieurs logiciels systèmes du support technique au Marketing

● Rejoignez notre Division "support projets et logiciels systèmes". - Rf. 3050M

Vous avez 2-3 ans d'expérience (Constructeurs ou SSII) en support technique logiciels systèmes sur micro, mini-ordinateurs et/ou réseaux locaux. Nous souhaitons la connaissance des principaux systèmes d'exploitation, des compétences dans le domaine des solutions Bureautique ainsi que dans celui des télécommunications. Vous serez l'interface logiciels systèmes auprès de notre clientèle. Responsable de projets importants, vous assurerez leur démarrage en liaison étroite avec nos Directions commerciale, technique, de maintenance et le support logiciel marketing du groupe.

● Rejoignez notre Division "marketing promotion et avant-ventes". - Rf. 3051M

Vous avez 4 à 5 ans d'expérience dont 2 environ en promotion produits et avant-ventes sur mini et/ou terminaux intelligents auprès des secteurs de marchés suivants : Administrations, Banques, Assurances, Grandes Entreprises, Distribution. Vous appuierez notre force de vente dans la commercialisation de nos systèmes.

Constructeur français, filiale du leader européen, nous développons des produits performants et réputés : notre gamme des PERSONA, micro-ordinateurs prof. : salonniers français, compatibles et multifonctions, - notre gamme TRIAD pour les solutions d'informatique répartie, - nos mega-mini HYPER, à haute tolérance de pannes, pour les grands réseaux transactionnels, - nos terminaux d'encasement multicommerce TEMCO, - nos terminaux d'impression, ...

Anglais indispensable. Postes basés à Paris. Mobilité souhaitée.

Nous offrons de réelles possibilités de carrière à un candidat dynamique et responsable.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. choisie à Mr LETELLIER, Direction du Personnel, Société Nouvelle LOGABAX, 3 Rue Gallieni, 94253 GENTILLY

cegos

Dans le cadre du développement rapide de son activité « nouveaux médias et communication, e.a.o... », le CEGOS complète son équipe chargée de

Créer et vendre de nouveaux outils de communication

A TRAVERS LA CONCEPTION DE SYSTEMES DE FORMATION ET D'INFORMATION AUTONOMES EN LIBRE SERVICE PERMETTANT A DES NON INITIES d'apprendre, comprendre

et assimiler de nouvelles technologies, des phénomènes à caractère complexe, de nouveaux concepts, des méthodes de traitement, des modes d'utilisation, de nouveaux produits...

Un ingénieur d'affaires

30 ans minimum

Il aura à développer une clientèle pour lui vendre les produits et services nouveaux conçus et réalisés par le CEGOS dans le domaine de l'auto-formation, de l'autocommunication, de l'auto-information. Il aura une bonne connaissance de l'entreprise, une expérience commerciale de haut niveau de préférence dans le domaine des services. Les nouveaux médias le passionnent. Il sera responsable de son activité et sa rémunération sera étroitement liée à ses résultats. Adresser lettre man., CV détaillé et photo, sous référence 73773/M, à Mme CLERE, Sité-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 Rond Point du Pont de Sévres 92518 BOULOGNE.

ALEXANDRE TIC S.A.
10 RUE ROYALE 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

هذا هو الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Participez à un important projet : concevoir et réaliser un produit nouveau.

Créer, entreprendre vous avez du souffle et savez tenir la distance. Ouvert au dialogue inter disciplines, nous vous proposons des postes d'ingénieurs dans le cadre de notre société industrielle aux technologies de pointe (1,4 milliard de CA). Nous recherchons pour notre centre de développement proche banlieue Ouest de Paris, un

Ingénieur système matériel

M 8610 M

Vous êtes micro électronicien confirmé, spécialiste des architectures embarquées (multiprocesseurs, faible coût, haute sécurité). Vous avez 5 à 7 ans d'expérience professionnelle acquise chez un constructeur de matériel Micro Electronique Industrielle.

Vous êtes, aussi rompu aux méthodes modernes de conception, d'adaptation et de réalisation d'architecture système. Dans un contexte pluridisciplinaire vous devez :

- dans un premier temps : définir, monter, tester une maquette, concevoir les plans de programmation de simulation en liaison avec les équipes de développement de logiciel.
- dans un second temps : préparer l'industrialisation des produits.

La connaissance des problèmes d'assemblement ainsi que la connaissance des processeurs MOTOROLA seraient des atouts supplémentaires.

Ingénieur génie logiciel

M 8610 L

Vous avez au moins 4 à 5 années d'expérience professionnelle acquise en atelier de production logicielle multistage - multicible basé sur des Mini/Micro calculateurs.

Rompus aux méthodes de programmation, vous prendrez en charge la génération automatisée de systèmes à partir de livrables des composants logiciels (documentation, test, mises en production, maintenance...) mis à niveau de l'outil atelier logiciel.

Vous participerez à la définition et à la réalisation d'un atelier logiciel portable de productique.

La connaissance d'UNIX serait un atout supplémentaire.

Anglais technique indispensable.

Adresser votre candidature en précisant le poste choisi (CV, photo et prétentions) à Média System, 2 rue de la Tour-des-Dames - 75009 Paris. Discretion totale assurée.

Responsable des Services Comptables

(240.000 F + selon expérience)

Destiné à prendre en charge la comptabilité générale et analytique, le candidat devra posséder de réelles capacités d'organisateur et d'animateur, afin d'assurer la mise en place d'un nouveau système d'information, et contribuer à l'amélioration des procédures. Bonnes perspectives de carrière au sein du groupe. Niveau ESC ou DECS. Expérience d'environ 7 ans.

Merci d'adresser lettre, CV et photo en précisant sur l'enveloppe la référence PM/30 à SEFRECO, 18 rue Boissière 75116 Paris.

ariane

vous propose d'intégrer sa direction commerciale en qualité de «mission manager»

Au sein du service clients de notre direction commerciale, nous vous proposons de :

- ASSUMER la responsabilité de contrats entre la société ArianeSpace et ses clients utilisateurs du système de lancement, depuis leur signature jusqu'à la mise sur orbite du satellite.
- CONTROLER avec l'assistance du bureau technique de la direction, la gestion technique de toutes les interfaces entre le système de lancement et la charge utile.
- PARTICIPER au développement de la politique commerciale de la société.

Vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieur.

Vous pouvez justifier d'une connaissance du système de lancement Ariane et des satellites acquise au cours d'une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans le domaine spatial.

Vous êtes actuellement Chef de projets ou Ingénieur d'affaires, responsable de contrats.

Vous possédez couramment l'anglais et si possible une autre langue.

Enfin, qualités relationnelles et sens de la négociation sont parmi vos atouts personnels reconnus.

arianespace

Le poste est à pourvoir à EVRY, mais bien sûr il nécessite de nombreux déplacements à l'étranger.
Merci d'adresser votre candidature à Bernard MALAGIE, Relations Humaines, 1, rue Soljenitsyne - 91000 EVRY.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

INGENIEUR AVANT-VENTE

Pour promouvoir une nouvelle gamme de stations de travail en intelligence artificielle, TEKTRONIX souhaite intégrer INGENIEUR AVANT-VENTE

Les grands axes de votre mission : • conseil de haut niveau technique auprès de nos clients, et de nos ingénieurs commerciaux, • participation active à la négociation des contrats en votre qualité de spécialiste produit, • prise en charge de la formation.

Vous avez une formation supérieure - Ingénieur ou équivalent - liée dans l'idéal à une expérience professionnelle de 2 à 3 ans. Vous maîtrisez les langages de l'intelligence artificielle, SMALLTALK, LISP ou PROLOG. La connaissance d'un système tel qu'UNIX serait un atout appréciable.

Vos contacts fréquents, avec les Etats-Unis impliquent un anglais courant.

Merci de nous adresser votre candidature, C.V., photo et prêt - Direction du Personnel - BP 13 - 91941 LES ULIS Cedex.

Tektronix

Importante Banque

200 Kf.

Prenez en main le service "Marketing Marché de l'épargne"

Véritable RESPONSABLE DE SECTEUR DU MARCHE DE L'EPARGNE, reportant au Directeur de Développement, vous prendrez en charge la globalité de la fonction.

Votre mission, consistera principalement à élaborer des propositions d'actions ou d'orientation, établir des relations avec l'Administration et le réseau, analyser le marché et suivre les produits et services à la création desquels vous aurez participé.

Votre formation supérieure et votre expérience dans le MARKETING BANCAIRE OU FINANCIER vous permettront d'intégrer un poste évolutif.

Envoyer C.V., photo sous réf. 1540 à notre conseil, FMI.

43, rue Liancourt 75014 PARIS. Tél. (1) 320.65.29

L'ADJOINT(TE) DU DIRECTEUR DE LA GESTION

Mission :

- Assistance au contrôle de gestion central.
- Contrôle des activités commerciales.
- Reporting d'exploitation.

Profil :

- 23 ans minimum - Formation IUT gestion ou équivalent.
- Une expérience d'entreprise de 2 à 5 ans est exigée, elle se sera déroulée dans un poste à dominante gestionnaire ou dans un service de contrôle budgétaire.
- Mobilité : 20 % du temps sur le terrain en province.

Envoyer candidature, C.V. et photo à :
INSTITUT DE GESTION SOCIALE
Département Conseil
25, rue François-I^{er} - 75008 PARIS

BPFA DAT

Au sein de la Direction de l'Armement Terrestre, le Bureau des Programmes Franco-Allemands est chargé du développement et de l'approvisionnement de systèmes d'armes réelles en coopération avec l'Allemagne. Pour renforcer son potentiel humain, il propose une excellente opportunité à :

JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN

Au sein d'une équipe, il sera en particulier chargé en vue de la revalorisation d'un système d'armes, du développement - suivi des études et essais - de la fonction infrarouge de ce système et de son industrialisation.

Formation : diplôme supérieur, d'électronique - école d'ingénieurs ou université - Des connaissances en technologie infrarouge et une expérience en bureau d'études électronique constitueront des atouts supplémentaires. De nombreuses missions en Allemagne nécessitent impérativement une bonne connaissance de la langue.

Lieu de travail : Banlieue Ouest.

Adresser dossier de candidature C.V. et prétentions en précisant la référence 85012 F.A. à E.S.A.T. Service Recrutement 24, avenue Prieur de la Côte d'Or 94114 ARCUEIL Cedex.

AUDIT et CONSEIL

Cabinet associé de M.S.A., implantation européenne SALUSTRO, VINCENT, GAYET & ASSOCIES recrute pour PARIS :

MANAGERS

expérience 5 à 10 ans

RESPONSABLES de MISSION

expérience 2 à 5 ans.

Formation supérieure exigée dans une école à vocation commerciale (HEC, ESSEC, ESCP), générale (IEP) ou scientifique (X, CENTRALE...).

Vous avez la volonté de réussir : participez au développement de notre Cabinet en rejoignant une équipe dynamique.

Vos perspectives :

- une activité diversifiée (audit, conseil, ingénierie financière, évaluation, organisation et informatique) auprès d'entreprises de dimension nationale et internationale,
- une rémunération motivante, tenant compte de vos performances,
- une promotion rapide et des possibilités réelles d'association.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à :

SALUSTRO, VINCENT, GAYET & ASSOCIES
7 bis, rue de Monceau - 75008 PARIS
Discretion assurée.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Energie et Ambition

En cinq ans notre chiffre d'affaires a été multiplié par trois par le développement de nos produits novateurs et de haute qualité dans les domaines de la radio-téléphonie, Commutation privée et des Systèmes Télématiques.

... PREPARER L'AVENIR c'est d'abord le prévoir, l'anticiper et s'adapter en permanence. Voulez-vous nous y aider en rejoignant notre DIRECTION MARKETING qui recherche : **MM**

Chef de Produits «Gammes Futures» (Télématique)

Réf. 1001

En liaison avec l'environnement international, vous aurez un rôle hautement stratégique de définition des produits à fabriquer et commercialiser dans les cinq années suivantes.

Environ 30 ans, Ingénieur (SUP.ELEC, TELECOM, X...) + MBA, vous avez l'expérience du marketing stratégique dans le monde de l'informatique (mini - micro) et une très bonne pratique de la langue anglaise. Vous aurez de belles opportunités d'évolution rapide.

Chef de Produits «Gammes Actuelles» (Radio-Commutation)

Réf. 1002

Dans un cadre très autonome, et en liaison avec les nombreux partenaires qui apportent leur contribution au développement des produits, vous aurez à définir la stratégie d'évolution de ce secteur. Vous serez responsable du marketing-mix complet de vos produits.

Environ 30 ans, Ingénieur, vous avez une expérience commerciale et/ou marketing dans le domaine de la Commutation, sur les marchés Grand Public et Administration, et une excellente pratique de la langue anglaise.

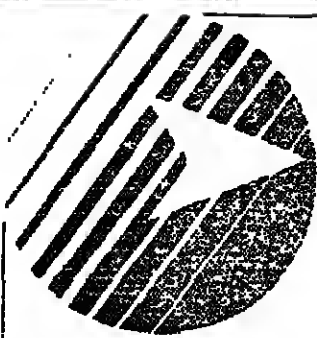
Votre sens du dialogue et de l'animation a déjà été mis à l'épreuve avec succès. Vous trouverez dans notre Groupe des voies d'évolution rapide.

Les deux postes sont basés à BOIS D'ARCY et impliquent des déplacements tant en France qu'à l'étranger.

Si ces perspectives vous intéressent, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence, à notre Conseil :

oplinan 264, rue du Faubourg Saint Honoré 75008 PARIS
à qui nous avons confié cette recherche et qui vous garantit une discrétion absolue.

MATRA COMMUNICATION



Ingénieur G.E. ^{MM}

INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE

Pour intégrer le service informatique scientifique basé sur des ordinateurs IBM 3083 (sous VM/CM5) et Control Data (sous NOS 2) et une connexion à un CRAY - 1.

Rattaché au responsable du groupe Méthodes, il participe au développement des moyens informatiques (logiciels et matériels) de l'environnement scientifique de la Direction Recherche et Développement.

Ce poste conviendrait à un Ingénieur diplômé d'une Grande Ecole (Mines - ESE - SUP'AERO - ENSTA - ENSI...) débutant à 2 ans d'expérience et intéressé par les applications scientifiques de l'informatique.

Des qualités de synthèse et d'analyse et d'excellentes qualités de contact avec les utilisateurs, favoriseront la réussite dans cette fonction.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo sous N° NK 1228 au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - 3 avenue du Centre - Centre de MONTIGNY 78182 SAINT QUENTIN YVELINES CEDEX

MATRA

Jeune Professionnel Promotion Immobilière

Passer les vitesses supérieures au sein d'une entreprise profitable à fort potentiel de développement.

De formation supérieure, de tempérament entrepreneur, vous avez acquis une expérience polyvalente de deux à cinq ans dans l'immobilier privé, de préférence en accession à la propriété. Vous recherchez des responsabilités élargies et évolutives au sein d'un établissement financier connaissant depuis plusieurs années des résultats remarquables sur ce marché.

Dans ce cas, vous pouvez, à Paris, rejoindre notre équipe. Rattaché au Directeur de la Promotion et en collaboration étroite avec nos différents services, vous prendrez en charge sur trois départements Ile de France, avec une large autonomie d'action, l'ensemble des opérations (animation interne et externe, suivi financier et technique, commercial, ...) conduisant à l'obtention du résultat prévu. La réussite à ce poste doit vous offrir rapidement de réelles perspectives d'évolution.

Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser votre candidature sous référence 85 7302 M à François CORNEVIN, qui garantira la confidentialité.



EQUIPES ET ENTREPRISES

11 bis rue Portalis 75008 PARIS - Tél. 293.18.72

CHEF DE PROJET BIOMÉDICAL

Notre Société est actuellement l'un des leaders de l'ingénierie.

Notre métier : offrir aux investisseurs, publics et privés, les meilleures solutions, celles qui allient performance technique et optimisation des coûts.

Notre objectif : être les premiers sur un marché qui nécessite de nouveaux produits et surtout des méthodes efficaces.

Nous vous proposons de participer à notre objectif en prenant la responsabilité d'affaires dans le domaine biomédical. Ce marché porteur sera pour vous l'occasion de démontrer que vous êtes un ingénieur complet : gestion, organisation, négociation, polyvalence technique seront les ingrédients de votre action. Celle-ci concernera la programmation et la conception de systèmes hospitaliers ou sanitaires, la définition d'équipements médicaux, l'organisation de systèmes de maintenance.

Pour ce poste nous recherchons un ingénieur de grande école généraliste ayant une expérience de trois à cinq ans du suivi de contrat, de préférence dans une Société d'Ingénierie. Un anglais opérationnel est indispensable pour une activité qui se développe fortement à l'exportation.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 81505LM, à HAVAS-CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 Paris, qui transmettra.

INGENIEURS

participez à notre réussite

(Expansion 1984 : 100%)

Société d'informatique spécialisée en

**TELECOMMUNICATIONS
PROCESS INDUSTRIEL
LOGICIEL DE BASE**

recherche en création de postes

1) des ingénieurs CONFIRMES
2) des ingénieurs DÉBUTANTS
ayant une première expérience acquise au cours de stages

pour concevoir et réaliser des logiciels TEMPS REEL sur microcalculateurs et microprocesseurs.

La QUALITE des relations dans notre entreprise, l'INTERET des projets qui nous sont confiés permettent d'offrir un travail enrichissant, compatible avec les aspirations de chacun.

Envoyer C.V. et prétentions sous référence 61 à Jean TASSON 6 bis / 8 rue Firmin Gillot 75015 PARIS.

**SEGIME
INDUSTRIE**

BANQUE PRIVEE FRANCAISE - PARIS
en expansion recherche pour son
**DÉPARTEMENT BANCAIRE
ENTREPRISES :**

SOUS-DIRECTEUR

Les candidatures retenues devront justifier :
• d'une expérience équivalente d'au moins 5 ans,
• d'un sens du risque affirmé,
• de performances commerciales tangibles.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 9591 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

Filiale française d'un Groupe important, nous fabriquons des produits électroniques à forte technologie. Notre croissance rapide, nous amène à créer le poste de

Responsable Gestion Production

Principales responsabilités :

- Planification
- ordonnancement - Lancement
- Approvisionnement - Expression des besoins
- Gestion des stocks.

Le candidat de formation Ingénieur devra avoir une bonne pratique de l'anglais et posséder une expérience similaire d'au moins 5 ans dans une industrie de moyenne série. Il aura des qualités de diplomatie et d'organisation et sera capable d'introduire des méthodes modernes de gestion.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous Réf. 716 à CURRICULUM 4, rue Tronchet 75008 Paris.



THOMSON-TITN

recherche pour le développement de projets « TEMPS REEL »

INGENIEURS ELECTRONIQUES

solide expérience de la conception de systèmes en électronique numérique.

INGENIEURS INFORMATIQUES

connaissant les applications « temps réel ».

Postes à pourvoir : banlieue Ouest et Sud.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., prétentions) sous réf. T/MLA à

Madame CHARTIER - THOMSON-TITN
1 à 5, rue Gustave Eiffel - 91420 MORANGIS.

Importante fédération professionnelle

plus de 6000 adhérents

recherche le

**RESPONSABLE DE SON SERVICE
INFORMATIQUE ET TELEMATIQUE**

180 000 +

Résidant à Paris ou Région Parisienne, le candidat devra justifier d'une bonne maîtrise des outils informatiques. La connaissance du matériel Intertechnique sera appréciée.

Chargé de la coordination et de l'animation du service, il devra faire preuve d'une grande rigueur d'organisation. Responsable de la diffusion et de la promotion du service rendu auprès des adhérents ainsi que de la formation, il aura le sens du contact et de la pédagogie. Ses missions l'amèneront à se déplacer en province. Ce service étant nouvellement créé, il prendra part à sa mise en œuvre. Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 11017 à PLAIN CHAMPS, 37, rue Froidevaux, 75014 Paris qui transmettra.

X, Centrale, Mines.

Il y a des responsabilités de premier plan à prendre au sein de notre groupe international pour de jeunes diplômés qui réussiront leur première expérience technique avec nous. Si notre position de leader dans le secteur tertiaire vous séduit, adressez votre C.V. sous réf. 3624 à RSCG CARRIERES 48, rue Saint-Ferdinand 75017 Paris qui transmettra.

MAULDE ET RENOU

L'imprimerie est notre métier et nous voulons l'enseigner à un(e) jeune diplômé(e), de formation BAC + 2 ou 3, en quête d'une carrière technique en relation avec notre clientèle.

Pour une information sur ce poste à pourvoir, écrivez, sous la référence FAB, à

OPENS

5, rue du Helder - 75009 PARIS

audit interne à PARIS

• Candidat(e)s : Diplôme Formation longue Gestion et Comptable avec expérience en entreprise et familiarité des applications informatiques. Capable d'évoluer vers Encadrement des Services Comptables.

• Objectifs : Suivi de la gestion. Examen comptable analytique. Contrôle. Suivi et propositions budgétaires. Vérification du respect des procédures internes. Analyse de trésorerie. Etablissement et suivi des tableaux de bord pour le Directeur Administratif et Financier auquel il est directement rattaché. Participe aux analyses de gestion au sein de la Direction Générale. Rémunération à la hauteur des responsabilités. Adressez votre candidature sous référence AM à notre Conseil

SCRIBE 4, avenue Hoche 75008 PARIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

jeune juriste fiscaliste

Serete est une importante Société d'Ingénierie Française. Nous réalisons de grands projets industriels dans des domaines variés : techniques avancées, pétrochimie, agroalimentaire... Notre Direction Juridique recrute un jeune juriste-fiscaliste. Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur. Vous avez une première expérience en droit des sociétés et fiscalité. Vous assurez la responsabilité des études fiscales France et export de nos clients. Vous participerez à la constitution ou à la transformation des sociétés du groupe et serez chargé de leur gestion : Conseil d'Administration... Merci d'adresser votre candidature sous référence 85.03-M à Serete, Service Recrutement, 85, rue Régault, 75640 Paris Cedex 13.



ingénieur d'affaires

G.R.A.O., PRODUCTIQUE, PILOTAGE D'UNITES

Serete recrute un Ingénieur d'Affaires en ingénierie de systèmes avancés de production et plus particulièrement spécialisé dans le domaine de l'assemblage. Vous maîtrisez les techniques et outils de mise en place de systèmes d'information en milieu industriel : organisation, gestion, pilotage d'unités. Autonome, vous assurez la responsabilité directe de l'établissement des propositions et des négociations liées aux affaires dont vous assurez la réalisation en relation avec les services techniques. Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence 85.03-M à Serete, Service Recrutement, 85, rue Régault, 75640 Paris Cedex 13.



RESPONSABLES DE GRANDS PROJETS

Vous aimez agir, évoluer au sein d'une société dynamique. Vous possédez une bonne expérience (7 à 15 ans) en

TÉLÉCOMMUNICATION & TÉLÉINFORMATIQUE

Nous vous offrons de participer à l'essor de notre société, de diriger une équipe d'ingénieurs, de prendre en charge des grands projets, et de percevoir une rémunération motivante.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite à Madame Ferré, SETICS, 194, rue de Tolbiac, 75013 PARIS.

LORE INFORMATIQUE

SSU NOUVELLEMENT CRÉÉE
HAUTEMENT SPÉCIALISÉE
DANS L'ARCHITECTURE
DES SYSTÈMES RÉPARTIS

recrute

INGÉNIEURS EXPÉRIMENTÉS

Désireux de valoriser leurs acquis techniques

INGÉNIEURS CONFIRMÉS

ou entrant dans la profession et souhaitant développer ou acquérir de nouvelles compétences.

LES DOMAINES :

- Protocoles de communication et architecture de réseaux (DSX-3) ;
- Messagerie, bureautique et télématique (Architel) ;
- Méthodes d'organisation des systèmes d'information.

Adresser C.V. + candidature à :
LORE INFORMATIQUE
59, avenue d'Iéna, 75016 PARIS.

Ingénieurs Informaticiens

Expérimentés et/ou Débutants

Nous sommes une importante SSSI dans le milieu télécommunication et système d'information.

Pour nos implantations régionales :

Ile de France (Ouest de Paris)	réf. 85801 M	Rhône Alpes (Lyon)	réf. 85803 M
Aquitaine (Bordeaux)	réf. 85802 M	Côte d'Azur (Marseille)	réf. 85804 M

Il nous faut des Ingénieurs Analystes, Systèmes, Réseaux, expérimentés ou non.

Nos centres sont équipés Bull (DPS 7 - DPS 8) et IBM, et les compétences que nous souhaitons SIRIS 8 - GCOS - GCOS 8 - CICS et DSA - SNA pour les réseaux.

Nous leur offrons notre image de marque, des possibilités d'évolution, des équipes soudées, une implantation nationale et une vision internationale.

N'hésitez pas à adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V.) sous référence choisie à Madame Claude FAVEZEAU qui vous contactera rapidement.



13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS
Tél. : 285.15.53

AFCEM

Assistant de direction financière

100.000F.

Nous sommes la première Centrale d'Achat dans le secteur des sports et loisirs.

Nous recherchons pour notre siège, situé en banlieue sud, un jeune collaborateur.

Rapportant au Directeur Financier, il assurera le conseil en gestion auprès de nos adhérents. La fonction implique de nombreux déplacements sur le territoire.

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé d'une Ecole de Gestion, option finance, avec si possible une formation juridique.

Si ce message correspond à votre formation écrivez sous Réf. 394 à



10, Rue de la Paix, 75002 Paris

Contrôleur de Gestion

Finale de l'un des plus importants groupes chimiques mondiaux, nous employons en France près de 2.500 personnes réparties sur plusieurs secteurs d'activités. Pour renforcer la fonction contrôle de gestion et prendre en compte des responsabilités élargies, nous souhaitons intégrer un contrôleur de gestion expérimenté. Il participera :

- à l'élaboration des budgets, plans, rapports trimestriels,
- au développement des méthodes de gestion,
- à l'analyse des dossiers d'investissements.

De formation IEP section Eco-FI, ESC option gestion ou finance, INGENIEUR + MBA, le candidat souhaité aura de bonnes connaissances juridiques, comptables et financières.

Il aura pratiqué le contrôle de gestion pendant 3 à 5 ans dans une entreprise industrielle de préférence.

Lieu de travail : Banlieue Ouest de Paris
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V.) sous Réf. 898 M à CURRICULUM - 4, rue Tronchet 75009 PARIS - qui transmettra directement. La plus grande confidentialité est assurée.

BAHLSSEN S.A.

recherche pour sa principale unité de production (biscuits snacks) située dans la région de COMPIEGNE (60), un

INGENIEUR RESPONSABLE ENTRETIEN

Rattaché au Directeur de l'usine, il anime un service de 14 personnes et organise avec un souci constant d'efficacité et de rentabilité, l'entretien quotidien et préventif de l'usine.

Il collabore également à la conception et à la mise en place des programmes d'investissements en liaison avec le service Travaux Neufs. Ce poste conviendrait à un Ingénieur Electromécanicien désirant, après une première expérience de 2 ou 3 ans en milieu industriel, assurer la responsabilité d'un service chef dans un esprit rigoureux et novateur.

Merci d'adresser votre dossier, en précisant votre rémunération actuelle, sous réf. 583 M à Denis JOUSSET

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.



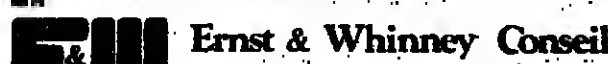
Ingénieurs Architecture matériel de haut niveau

Un important constructeur informatique recherche des ingénieurs orientés architecture matériel, logique et microprogrammation pour participer aux développements de produits de haute technologie utilisant des technologies de pointe (VLSI), des moyens performants (CAO), et pouvant impliquer des contacts à l'étranger.

Issu d'une grande école (X, Centrale, Supélec, Télécom, Ensimag, ...) ou vous avez acquis une formation informatique, vous êtes débutant, ou mieux, vous avez une expérience de 2 ou 3 ans dans des domaines tels que l'architecture système, les microprocesseurs et leurs utilisations, ou le développement de systèmes.

Par votre niveau technique, votre esprit de communication, votre goût du travail en équipe et votre dynamisme, vous vous intégrez rapidement et évoluez dans une division performante.

Nous vous remercions d'écrire, en précisant votre souhait de rémunération, sous réf. 2952 à ERNST & WHINNEY Conseil, 150 Bd Haussmann, 75008 Paris, qui étudiera votre candidature avec soin et discrétion avant de vous répondre.



GESTIONNAIRES D'AFFAIRES

(France/Export)

Nous sommes l'une des plus importantes Sociétés françaises d'Ingénierie. Notre activité concerne la réalisation de projets d'investissements en France et à l'exportation.

Notre métier consiste à apporter à nos clients les meilleures solutions techniques dans le cadre d'une parfaite maîtrise des coûts et des délais.

Les gestionnaires que nous recherchons seront intégrés au sein des Directions opérationnelles, organisées en centres de profit. Leur mission consiste à veiller au bon déroulement des affaires : établissement des prix de revient prévisionnels, prévision et contrôle permanent des budgets, analyse et proposition des solutions améliorant la rentabilité.

Ils ont une formation supérieure, une forte personnalité et une expérience en Sociétés de service, Ingénierie ou entreprise générale (les candidatures de jeunes diplômés d'école de gestion seront également examinées).

Si cette opportunité vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 81504 LM, à HAVAS-CONTACT - 1, place du Palais-Royal, 75001 Paris, qui transmettra.

Groupe SOLETANCHE

Leader international dans le domaine des fondations spéciales recherche pour sa filiale

SOLMARINE

Responsable de Projet

28 ans minimum.

Cette fonction entre dans le cadre de notre diversification et de notre développement déjà engagé dans cette spécialité offshore.

Ce collaborateur disposant d'une équipe sera en charge d'une étude détaillée d'un système d'injection de coulis sur des pieux offshore.

Une évolution de carrière est possible soit au niveau SOLMARINE, soit dans le Groupe SOLETANCHE (conception de matériels - supervision de chantiers).

Expérience offshore appréciée.

3 à 5 ans pratique dans la mécanique.

Anglais courant et technique indispensable.

Lieu de travail : NANTERRE.

nous garantissons la qualité de collaboration offerte par nos clients.

4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS réf. 50194

MEMBRE DU CHAMPIONNAT MONDIAL DES CONSEILS EN RECRUTEMENT



Notre société de services (250 personnes) est leader en France en Expertise Technique de la Construction. Dans le cadre de notre expansion continue (C.A. + 30% tous les ans) nous recherchons pour GRETEL notre

CHEF COMPTABLE H.F.

qui animera une équipe de 7 personnes, responsable de : la comptabilité générale et analytique - la comptabilité clients - le suivi de trésorerie - l'établissement des déclarations sociales et fiscales - l'élaboration du bilan et du budget.

Le poste est à créer auprès du Secrétaire Général et s'adresse à un(e) candidat(e) ayant :

- une bonne formation de base (BTS, DECS ...) et déjà plusieurs années d'expérience similaire en P.M.E. ;
- une volonté de se perfectionner en technique informatique pour participer à la mise en place d'un nouveau logiciel et pour en superviser le fonctionnement.

La croissance rapide de la société et les résultats personnels faciliteront une évolution vers des responsabilités élargies.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et préférences à J.M. DUPAIGNE - SARETEC 9/11, rue G. Enesco 94008 CRETEIL CEDEX.



Conception et Réalisation d'Applications Automatisées.

recrute

INGÉNIEURS

POUR PARTICIPER A LA RÉALISATION DU LOGICIEL D'UN PROJET MILITAIRE AERONAUTIQUE FRANCO-ALLEMAND.

- Lieu de travail : MUNICH.
- Expérience 1 à 3 ans en automatismes ou informatique.

Faire offre avec C.V., prétentions et date de disponibilité en indiquant la référence 021 à M^{me} CLAUDEL C.R.2.A.

22, rue d'Aras, 92000 NANTERRE.

ASSOCIATION NATIONALE DE TOURISME SOCIAL

recherche

ADJOINT AU RESPONS. DU PATRIMOINE H.F.

Connaissances procédures financières, techniques du bâtiment, droit immobilier, déplacements province fréquents.

Ad. C.V., photo et prétentions à : FUAJ, service du personnel, 6, rue Masni, 78115 Paris.

TECHNICIENS ÉLECTRONIQUES

BTS obligatoires, mise au point, maintenance.

INGÉNIEURS

diplômés. Etude développement. Lieu de travail : PLACE D'ITALIE.

Tél. pour R-VS 890-47-87.

Société de transport public (400 personnes), proche de la région parisienne et membre d'un groupe international recherche un

Ingénieur débutant

(Arts et Métiers, Mines ou Centrale)

Il assistera le responsable du service Production en matière d'organisation de méthode, de mise en place et de développement de procédures informatiques (CAO et suivi de la progression des autojets).

Nous recherchons imagination, créativité mais aussi esprit méthodique et goût de la réalisation pratique.

Adresser CV, lettre-manuscrite et photo à Media-System, 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris en précisant la réf. 5226.

Fabricant d'instruments de mesure à très forte croissance recherche

1 TECHNICO-COMMERCIAL

MISSION : vendre par téléphone et sur le terrain à une clientèle industrielle.

PROFIL : 25/30 ans

Dynamique et aime le contact

Solide formation chimique et physique (niveau DUT)

Bonne connaissance de l'informatique

Expérience de la vente nécessaire.

Poste à pourvoir de suite

Adresser C.V. + photo avec prétentions de salaire à la société SOLOMAT

avenue de la Division-Leclerc, 91160 Ballainvilliers.

RÉDACTEUR SINISTRES AUTO IARD

- Vous maîtrisez parfaitement la gestion des dossiers auto et le principe de l'IRD dans un cadre de société ;

- Vous aspirez à une évolution de carrière ;

- Vous souhaitez travailler pour une mutuelle dynamique qui étend son implantation en créant un important centre régional dans l'ALLIER.

NOUS VOUS PROPOSONS :

- Une rémunération motivante ;
- Des perspectives de carrière si capocées.

Adresser C.V. et prétentions à :

Publucité Roger Bley, 101, rue Réaumur, PARIS-2^e.

OFFRE

ingénierie

co

La

era

La

era

La

era

La

era

La

era

La

era

La

era

La

era

La

era

La

era

La

era

La

era

La

era

La

era

La

era

La

era

La

era

La

era

La

era

La

era

La

era

La

era

La

era

La

era

La

era

La

era

La

era

La

era

La

era

La

era

La

era

La

era

La

era

La

era

La

era

La

era

La

era

La

era

La

era

La

era

La

OFFRES D'EMPLOIS

RESPONSABLES DE GRANDS PROJETS

Assistent de direction financière

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

ingénieur commercial

Filiale d'un Groupe Multinationnel, nous fabriquons et distribuons des composants destinés à la protection et à la connexion de fils et câbles. Nous recherchons un jeune ingénieur Commercial pour promouvoir et vendre nos produits dans les marchés militaires, aéronautique et aérospatial. Il analysera les besoins des clients et participera au développement des produits en liaison avec la Direction Technique et les usines du groupe. Ce poste requiert une formation niveau ingénieur Electronicien ou Electromécanicien et une première expérience de 3 à 5 ans, de préférence en bureau d'études ou des méthodes. Il offre une opportunité intéressante pour un candidat attiré par le développement de nouveaux produits. Anglaise indispensable. Poste basé en banlieue Ouest. Voiture de fonction. Nous vous assurons une étude sérieuse de votre dossier. Merci d'adresser votre CV, et photo sous référence 9631 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris cedex 01, qui transmettra.

ANALYSTE

Vous avez prouvé vos compétences... Venez nous rejoindre comme

CHEF DE PROJET

Nous vous assurons :
- Une rémunération motivante si capable.
- Une formation complémentaire.

(connaissances exigées : COBOL, BDD, TR : Connaissance souhaitée : 1100).
Envoyer C.V. et prétentions à :
Monsieur GROULT
BP 479 - 95005 CERGY CEDEX

sonauto sa.
Importateur distributeur exclusif
PORSCHE - MITSUBISHI - SEAT - YAMAHA

SOCIETE FRANCAISE HOECHST

Filiale d'un des leaders mondiaux de la chimie, nous réalisons, en France, un C.A. proche de 5 milliards, dont 40 % viennent de la production française. Nous recherchons des jeunes :

INGENIEURS CHIMISTES

(ENSAIT - ITR...) débutants ou première expérience

- pour occuper les postes suivants :
- Ingénieur d'application colorants pour interventions et aides techniques auprès de notre clientèle Teinture. Ce poste basé à Lyon implique impérativement la connaissance de l'allemand. Evolution ultérieure vers un poste plus commercial. (réf. 684)
- Ingénieur technico-commercial pour vente de produits auxiliaires textiles et spéciaux à notre clientèle de la région parisienne. (réf. 676)
- Ingénieur développement commercial pour études et prospection du marché des fibres techniques. Ce poste, basé à Paris, implique également une très bonne connaissance de l'allemand (Stage prévu en R.F.A.). (réf. 688)

Adresser C.V. et prétentions sous références ci-dessus à
Département des Ressources Humaines
SOCIETE FRANCAISE HOECHST
Tour Nobel Cedex 03
92080 PARIS LA DEFENSE.

Hoechst

La publicité au quotidien...

Au sein de la régie intégrée d'un quotidien national, nous vous proposons de développer une rubrique de publicité institutionnelle en prospectant une clientèle d'entreprises. Par ailleurs, en liaison avec la Rédaction, à l'occasion de numéros spéciaux vous assurerez la prospection publicitaire auprès des agences et annonceurs. Si vous êtes motivé(e) par le secteur de la communication, homme ou femme de contact et de négociation, si vous avez environ 30 ans, une formation supérieure et une première expérience professionnelle réussie, alors nous vous proposons de relever le défi que nous vous proposons.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. **MLA 418** à :
ESPACE ET COMMUNICATION
35, rue Balbo, 75009 Paris qui transmettra.

chef du personnel

MECANORMA, No 2 mondial des produits destinés aux industries gazières (CA 200 MF, 5 filiales à l'étranger, 350 personnes) offre à un cadre de 35 ans minimum, de formation supérieure ayant déjà acquis une solide expérience de la fonction, un poste de **CHEF DU PERSONNEL**. Participant au Comité de Direction, il aura en charge l'administration du personnel, le recrutement, la formation, les relations avec les partenaires sociaux. Basé au siège de la société (Le Puy en Velay), il bénéficiera d'une ambiance agréable et d'une rémunération motivante.

Adresser votre dossier de candidature à notre Conseil J. de BRESILLON sous référence 52/26

SEREP 124 bis av. de Villiers 75017 PARIS

L'ORSTOM

UN ASSISTANT DE SERVICE SOCIAL H/F DIPLOME D'ETAT

Ce poste de responsabilité détermine les fonctions classiques de l'assistant social de l'Orstom, et comporte un rôle spécifique d'information et d'intervention orientée vers la vie quotidienne des agents de l'établissement et de leur famille. Le candidat sera chargé de formuler en 3 mois un projet de création de ce service social. Il devra, en liaison avec la Direction, assurer l'animation, l'entretien, la mise à jour et la mise en œuvre de ce service. L'expérience de l'assistant social dans les services sociaux de l'Etat ou dans les services sociaux de l'Orstom sera un atout. Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme d'Etat d'assistant social. Les dossiers doivent être envoyés à : L'Orstom, 17, rue de la République, 93000 Paris.

DEMANDES D'EMPLOIS

INGENIEUR EXPERT

AGREE PAR O.N.U. - WORLD BANK - ONUDI

Macro-économie, aménagement territorial, réhabilitation et gestion industrielle ou structurales, planification des ressources humaines, perfectionnement des cadres supérieurs. Spécialiste relation Afrique noire francophone et Madagascar. Emdie toutes propositions, négociations sur place ou missions courtes ou longues par organisme ou groupe international. Disponible à partir de mai.

Ecrire sous n° 2 333 le Monde Pub. service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Thèse Lyon 82 biologie moléculaire génétique, expérience confirmée 2 1/2 USA. Intéressé retour France ou Suisse par toute proposition concernant stages de thèse et analyses de leurs produits d'expression. Agnès Molina, Texas University Health Sciences Center, School of Medicine Biochemistry Lubbock Texas 79430 USA. Tél. : 817 808 7432 2642.

H. 50 ans cherche logo ou gestionnaire sur Paris ou proche banlieue. 3, rue de Lyon, PARIS 12.

JEUNE HOMME 22 ans, niveau bac, diplômé O.M., cherche emploi de préférence dans agence de publicité ou agence de voyages, qui le formerait. Tél. : 670-61-46.

ARCHITECTE-INFORMATICIEN expérience de développement, recherche poste de responsable. Tél. : (01) 22-63-27 après 19 h.

CADRE FRANCAIS EXPATRIE DEPUIS 8 ANS

33 ans I.S.O., expérience : responsable marketing, gestion de filiales à l'étranger et coordination actions de distributeurs sur le Bénévolat, la Scandinavie et la RFA. Acquis au sein de 2 groupes parmi les plus réputés pour leurs produits de luxe et de grande consommation. Parfaites connaissances en allemand, anglais, néerlandais, portugais, espagnol.

Recherche poste de direction filiale à l'étranger ou direction export/marketing international au sein d'un groupe social. Libre de suite.

Ecr. : Patrick Mougoula, 33, place Georges-Brugnot, 1080 Bruxelles - Belgique. Tél. : 32-2 344-21-43.

D.E.C.S., comptable, chef comptable, soc. adm. et financier, contrôle de gestion. Entreprises installées au CAEN/DOUAI.

Jean Narmou, 21, rue Ramus 75002 PARIS.

Titulaire du DESS de droit des affaires et fiscalité + diplôme juriste, conseil d'entreprise, nationalité marocaine, offre services Cabinet International, entreprise exportatrice, langues française, arabe, anglais.

Ecr. : n° 2304 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune ARCHITECTE franc. dipl. polytechn. Zurich-Allem./Angl./Esp. Ch. imp. en GNECE. T. 367-12-15 (il. b.).

formation professionnelle

PERFECTIONNEMENTS

SECTEUR INDUSTRIEL (200 h) Niveau IV : 2 mai à 11 juillet Niveau III : 11 juillet à 15 sept.

INFORMATIQUE
TRAITEMENT INFORMATIQUE
Tél. 206-24-63 - 241-83-83.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.
A VENDRE R5 TL année 75, bon état de marche. Prix 5 000 F. Tél. : 755-73-52.

de 8 à 11 C.V.
Vende MERCEDES 240 D 75 500 km, état impeccable. Tél. : 751-93-98.

divers

BMW SERIE 3-5-7

84 et 86, peu roulé, garantie Auto Paris-KV. 535-89-89, 63, r. Daubenton, Paris-15.

deux-roues

A vendre Honda 125 MTX, année 1983, 3 000 km, excellent état, prix 10 000 F. Tél. : 585-50-16 à partir de 19 h.

BANQUE POPULAIRE FEDERALE DE DEVELOPPEMENT

Etablissement spécialisé du groupe des BANQUES POPULAIRES, recherche dans le cadre du développement de son activité affectation : **FACTOIRE**.

COLLABORATEURS

niveau DUT ou BTS gestion

débutants ou possédant 1 à 2 ans d'expérience.

Après formation, ils seront chargés de différents travaux spécifiques à l'activité affectation : tenue de comptes clients, achats de factures... et seront en liaison avec notre clientèle.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à BDP - Service des Ressources Humaines - 31, quai de Grenelle - 75738 PARIS Cedex 13.

Société française 5000 personnes

L'une de nos Divisions Paris Banlieue-Sud

LEADER DANS LE DOMAINE DU PAIEMENT ELECTRONIQUE

recherche un INGENIEUR CONFIRME

DIRIGER NOTRE BUREAU D'ETUDES

sera la responsabilité de cet ingénieur de formation ARTS et METIERS, ayant solide expérience moyenne série, pour encadrer une équipe de 7 personnes travaillant sur des matériels comprenant des circuits imprimés, des habillages plastiques et de la tôle. Il assurera l'interface entre les usines et le centre d'études.

Adresser CV sous réf. AB 9628 à Contesse Publicité 20, av. l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra

INGENIEURS LOGICIELS

spécialisés sur MINI-6. Ligne de suite, 784-74-82.

INGENIEUR LOGICIEL

diplômé débutant accepté. Libre de suite, 784-74-82.

INFORMATIEN REDACTEUR

Spécialiste de la documentation. TRÈS URGENT - 784-74-82.

secrétaires

IMPORTANT SOCIÉTÉ DE PUBLICITÉ

Quartier ALMA, rue gauche, recherche de toute urgence pour contrat à durée déterminée, un ou deux secrétaires expérimentés rompus aux techniques de gestion paie informatique et aux opérations div. en découpage. Disposition immédiate. Envoyer C.V., photo et prétentions à : ALMA, 7, rue de Montreuil, 75007 PARIS.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois vacants, bien rémunérés à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur la revue spécialisée **FRANCE CARRIÈRES** (C18) B.P. 402-08 PARIS.

La possibilité d'emploi à l'étranger est nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée **MIGRATIONS** (L1) 3, rue Montreuil, 75007 PARIS.

CHEF D'ENTREPRISE

du 17 juin au 27 juillet 1985

Offrez-vous gratuitement un cadre de haut niveau formé à la GESTION APPROPRIÉE ET DIRECTION D'ENTREPRISE par l'UNIVERSITÉ DE PARIS-DAUPHINE

Nous offrons :
- le service d'orientation et de formation à l'étranger
- une formation à l'étranger
- une formation à l'étranger
- une formation à l'étranger

Ecrivez-nous dès maintenant au G.A.D.E. Université de Paris-Dauphine, 75775 PARIS-16^e Tél. 505-14-10, poste 44-00.

travail à domicile

Effectuez à domicile dactylographie, traitement de textes, rédaction, correction, relecture. Tél. 288-49-47.

Effectuez les travaux de dactylographie sur IBM 82 C. travail soigné. Tél. 784-82-21.

CABINET FRANCAIS

spécialisé en MANAGEMENT DES HOMMES DANS L'ENTREPRISE souhaite compléter son équipe et recruter des

CONSULTANTS

Vous pouvez participer à des actions novatrices d'organisation et de motivation. Vous serez de l'autonomie et des possibilités d'évolution rapide.

Vous avez une solide expérience d'entreprises ou de conseil, le goût du challenge et une force de conviction.

Merci d'adresser votre C.V. + photo sous référence 5047 à notre conseil STUDIUS, 21, rue St-Augustin, 75002 Paris.

INTERNAT CATHOLIQUE GARCONS région parisienne

PROFESSEUR DE FRANÇAIS

Homme motivé pour responsabilité d'enseignement. Logement assuré. Exp. enrichissante. Env. C.V. avec photo et prétentions à : I.C.G., 21, rue de Montreuil, 75007 PARIS Cedex 02 qui tr.

INFORMATIS

TEMPS RÉEL

Pour importants projets de CAO, de PROCESSUS INDUSTRIELS, DE RESEAUX et de développement de monteurs

INGENIEURS SYSTEME

SOFTWARE DE BASE MOTOROLA 68000 ASSEMBLERS

INGENIEURS RESEAU

Exp. protocole de liaison, et TRANSPAC

INGENIEURS DPS 8

Projet Réseau et Vidéo, POSTES A RESPONSABILITES 28, r. Daubenton, 9. 337-99-22.

مكتبة في الحارة

économie

SOCIAL

Le RPR et l'UDF adoptent l'indicateur de M. Stoléro pour mesurer le chômage

Dans un communiqué commun publié le 22 avril, le RPR et l'UDF annoncent qu'ils ne réviseront désormais « l'indicateur du chômage réel, tel qu'il est établi depuis dix-huit mois par l'Association de recherches économiques et sociales (ARIES) » présidée par Lionel Stoléro. Les deux formations de l'opposition dénoncent « la manœuvre consistant à sortir des statistiques officielles du chômage durant l'année 1985 environ quatre cent mille personnes : deux cent mille TUC et deux cent mille CFR (contrats de formation

et recherche d'emploi en cours de préparation). Or, si ces innovations sont intéressantes en soi, elles ne peuvent en aucun cas justifier une radiation des statistiques du chômage. Rappelons en effet que les textes réglementaires ont prévu que les TUC doivent être effectués à mi-temps pour que les jeunes puissent continuer à chercher un emploi et que le nom même de CFR comporte la mission de recherche d'emploi. Ce sont donc bien des chômeurs ».

Pour le RPR et l'UDF, il faut « rétablir la vérité sur le chômage, réviser que l'indicateur

mensuel officiel ne garantisse pas ». L'opposition assigne une double mission à l'indicateur ARIES : « Il constituera le chiffre permettant aux citoyens de juger de la capacité du gouvernement actuel à lutter contre le chômage, problème essentiel de la société française. Il constituera la base de départ à partir de laquelle l'opposition, en cas de victoire aux élections législatives de 1986, mesurera son action gouvernementale en matière d'emploi ».

L'avis du BIT : les « tucistes » ne sont pas des chômeurs

Depuis octobre 1984, l'Institut ARIES, que préside M. Stoléro, établit un indicateur mensuel selon lequel, à la fin mars et en données corrigées, on compterait 2 833 200 chômeurs, et non 2 415 800 demandeurs d'emploi comme le veut la version officielle. En un mois, le chômage aurait touché 43 300 personnes de plus, quand les statistiques officielles en trouvent 3 200 de moins, et la différence, toujours d'après M. Stoléro, proviendrait des « retraites forcées », des « radiations forcées des fichiers », sans oublier les « radiations des jeunes mis en TUC » qu'il estime à 45 000.

On voit bien le problème, s'agissant des TUC : la polémique porte sur le point de savoir s'il convient de comptabiliser ces jeunes parmi les chômeurs ou parmi les personnes occupées. L'enjeu étant de retirer ou non 200 000 demandeurs d'emploi des statistiques, il est intéressant de connaître les règles internationales en la matière.

Le BIT (Bureau international du travail), organisme qui dépend de l'ONU, a son avis là-dessus. Les « tucistes », expliquent les fonctionnaires du BIT chargés de l'examen des statistiques nationales et de juger de leur conformité avec les règles générales, « ne devaient pas être considérés comme des chômeurs ».

On admet qu'une personne qui consacre vingt heures par semaine à

un travail est occupée. En outre, son activité est rémunérée, quoique faiblement. « Il faut donc reconnaître qu'un tuciste figure parmi les actifs, dit-on au BIT. Il est considéré comme travaillant ».

Un nouveau cheval de bataille

M. Stoléro aurait été sans doute plus avisé de soulever un autre problème concernant les salariés placés en congé de conversion. Ceux-ci devraient être comptabilisés comme des chômeurs, indique le BIT, et il pourrait en être de même pour les éventuels salariés dirigés vers les CFR (congé de formation recherche d'emploi) dont on parle tellement.

La aussi, les définitions internationales précisent les critères permettant d'établir l'existence d'un lien formel entre un salarié et son employeur alors que la personne suit un stage de formation. Le salarié doit percevoir un salaire, avoir l'assurance d'être réembauché, et la période de formation ne doit pas excéder la durée légale, dans le pays concerné, des droits à l'indemnisation pour cause de chômage.

D'expérience, fait observer le BIT, les salariés qui bénéficient d'un congé de conversion n'ont plus de relation avec la production de l'entreprise. Leur indemnité représente 70 % de leur salaire antérieur.

La CFTC à M. Fabius : un redressement de l'activité s'impose pour sauver l'emploi

M. Jean Borna, président de la CFTC, a été reçu à la tête d'une délégation de sa centrale, le lundi 22 avril, par M. Laurent Fabius. Dans la ligne de son dernier congrès où elle avait examiné des possibilités de dénationalisation partielle, la CFTC a abordé la question des nationalisations « pour assouplir leur cadre et donner plus de moyens à consacrer aux investissements ». « Autant le premier ministre est hostile à s'engager dans un débat théorique sur la dénationalisation, indique un communiqué de la centrale chrétienne, autant il paraît favorable à des mesures pragmatiques permettant, par exemple, à certaines filiales de s'adresser au privé pour des augmentations de capital ou de vendre certaines participations pour se procurer des moyens supplémentaires ».

M. Borna a insisté sur la nécessité d'un « redressement de l'activité qui s'impose pour résoudre le problème du chômage, au-delà de toutes les mesures partielles actuellement envisagées ». La CFTC a également demandé « un renforcement de la solidarité. Dans la mesure où elle s'est prononcée pour un prélèvement de 1 200 F à 1 800 F par mois de l'allocation des chômeurs en fin de droits, grâce à un relèvement de cotisation à l'UNEDIC, elle a demandé au premier ministre un effort équivalent au gouvernement pour les bénéficiaires du régime de solidarité et pour ceux qui sont démunis de ressources ». M. Fabius s'est de nouveau engagé à annoncer des mesures d'ici à la fin juin.

NOUVEL AVERTISSEMENT DE M. MARCHELLI AU PATRONAT

Dans un éditorial publié par le mensuel de la CGC Cadres et maîtrise, M. Paul Marchelli s'en prend aux projets qui existent dans le monde patronal sur une remise en cause du monopole syndical (réservant aux cinq organisations syndicales représentatives l'exclusivité de la présentation des candidatures au premier tour des élections professionnelles). « Je veux bien considérer, écrit le président de la CGC, que c'est un air du temps lié à la proximité de la prochaine campagne pour les législatives. Je crois, cependant, que le CNPF devrait prendre garde avant de mettre cette revendication dans le grand jeu des dérogations et des flexibilités nécessaires ».

« Pourquoi ? admettons-nous, poursuit M. Marchelli, de pareilles mises en cause sans nous-mêmes nous en prendre aux structures patronales ? (...) Les cotisations, quelquefois fort importantes, que versent les entreprises à leurs organisations ne sont pas prises sur les revenus des dirigeants, mais incluses dans les frais généraux des entreprises. A notre époque, cette situation est anormale, car l'entreprise les a vu tout une communauté d'intérêts économique et sociaux, et l'on peut se poser la question de la légitimité de ces fonds à des fins qui relèvent uniquement des intérêts des chefs d'entreprise ».

UN PROGRAMME DE SOUTIEN GOUVERNEMENTAL POUR LES ENTREPRISES INTERMÉDIAIRES

A l'occasion de la réunion des présidents des missions locales pour l'insertion professionnelle des jeunes, le 22 avril, M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, a annoncé que le gouvernement a décidé de lancer un « programme expérimental de soutien » aux « entreprises intermédiaires » et consacrer à leur financement de ces actions 50 millions de francs pour la seconde moitié de l'année 1985. Le programme sera mis en œuvre par les commissaires de la République et une circulaire précisant les modalités d'application sera signée au cours des jours à venir.

« Les entreprises intermédiaires sont des établissements créés pour les handicapés, les jeunes, les chômeurs de longue durée. Elles doivent devenir économiquement viables mais n'ont pas, au démarrage, les mêmes impératifs de rentabilité que les entreprises privées classiques ».

Le programme annoncé par M. Delebarre s'adresse principalement aux jeunes de moins de vingt-cinq ans, qui peuvent bénéficier des mesures déjà prises par le gouvernement (stages, formation en alternance, par exemple) en raison des difficultés d'insertion sociale qu'ils rencontrent. Ce sont des chômeurs de longue durée, des jeunes qui souffrent d'une cure de désintoxication, des handicapés, etc. L'entreprise intermédiaire constitue pour eux un mode d'insertion.

REPÈRES

Dollar : une reprise s'amorce

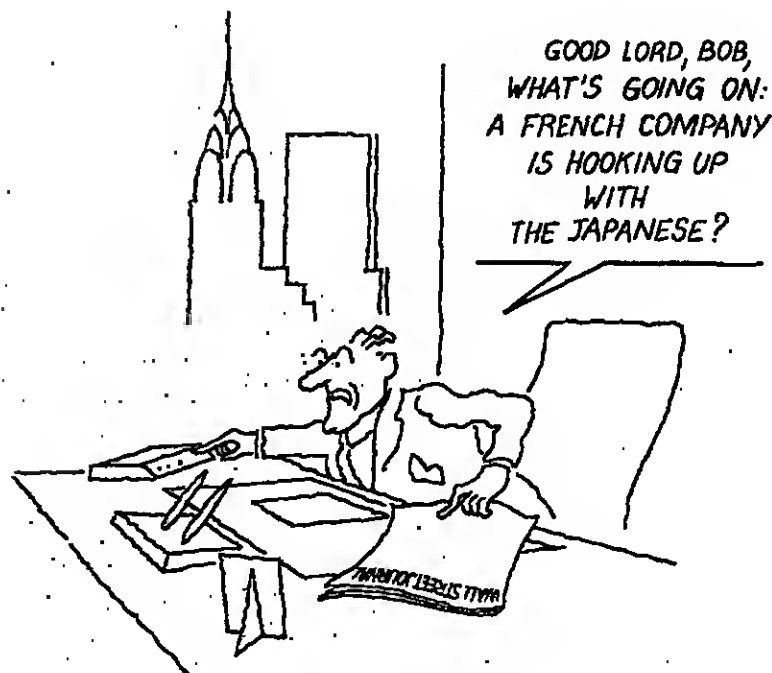
Très affaibli au cours de la semaine écoulée, le dollar s'est assez sensiblement redressé, mardi matin 23 avril, sur toutes les grandes places financières internationales. Après être monté à 8,2850 F (contre 9,1120 F lundi) et à 3,0450 OM (contre 2,9815 OM), la devise américaine s'échangeait à 14 heures à 9,2675 F et à 3,0280 OM. D'origine technique, selon les cambistes, cette reprise s'appuie aussi, en partie, sur la controverse qui se développe aux Etats-Unis sur la possibilité d'une accélération de l'expansion durant le deuxième trimestre. Les opérateurs attendent, d'autre part, la publication des derniers indicateurs économiques pour le mois de mars, qui se rapportent aux prix à la consommation et aux commandes de biens durables. Les prévisions sont des progressions respectivement de 0,5 % et 0,4 %.

Lufthansa : une année exceptionnelle

La Lufthansa a connu, en 1984, sa meilleure année depuis sa fondation en 1955, a déclaré, le 23 avril, M. Frank Beckmann, membre du directoire. Elle a transporté 15,3 millions de passagers (+ 7,2 % par rapport à 1983) et 525 143 tonnes (+ 14,8 %). Le coefficient de remplissage de ses avions a été augmenté de 3,5 points et a atteint 66,1 %. Le chiffre d'affaires a progressé de 15 % et atteint 10 milliards de deutschmarks. La compagnie a commandé cinq Boeing-747 supplémentaires, dont un cargo et deux combinés. Elle a embauché 1 083 salariés supplémentaires et s'apprête à en recruter plus de 2 000. Les effectifs sont actuellement de 32 600 personnes.

Cacao : vers un excédent de récolte de 86 000 tonnes

La récolte mondiale de cacao est estimée à 1 810 000 tonnes (niveau record) par l'Organisation internationale du cacao pour la campagne octobre 1984-septembre 1985. Cette production, en hausse de 19 % sur celle de la campagne précédente, devrait dépasser la consommation mondiale de 86 000 tonnes. Il s'agit d'un renversement de tendance, après deux années de déficit de production, dont surtout celle de 1983-1984 (- 188 000 tonnes), qui fut une année de forte spéculation, au cours de laquelle les prix se sont envolés au plus haut (+ 60 % au marché de Londres, en janvier 1984). En retardant au maximum ses achats, l'industrie utilisatrice avait jugulé progressivement ce mouvement. L'excédent de récolte prévisible devrait continuer à peser sur les cours.



* Bon sang, Bob, qu'est-ce qui se passe : une compagnie française s'associe aux Japonais ?

C'est vrai. Certains succès de Rhône-Poulenc ont suscité des concurrents étrangers.

Il faut dire que Rhône-Poulenc a appris le Japon, appris à parler japonais, à penser en japonais, à rédiger ses factures en Yen... Rhône-Poulenc Japan Limited réalise aujourd'hui 10 % du total des

ventes françaises au Japon.

Mais un succès commercial ne suffit pas. Pour réussir vraiment au Japon, il faut être industriel. Rhône-Poulenc l'est devenu en s'associant à des Japonais à égalité, avec Showa Denko, Chugai, Dai Nippon Ink & Chemicals, Toyobo, Mitsui Petrochemicals.

Rhône-Poulenc, au Japon, se développe dans l'industrie pharmaceutique, l'agrochimie, la chimie, les industries de la communication.

Associé à Toyobo, Rhône-Poulenc fabrique des films polyester minces pour les cassettes des magnétoscopes. Au Japon, sur le marché du n° 1

mondial de la vidéo, Rhône-Poulenc réussit.

Rhône-Poulenc nourrit, soigne, habille, construit, protège la vie et les cultures, permet aux hommes de communiquer.

Dans ses différents secteurs d'activité, Rhône-Poulenc gagne du terrain. Rhône-Poulenc investit pour l'avenir.



سكوتيا في ايجل

SOCIAL

Les cadres CGT demandent un changement des cotisations de retraite

Le seul moyen de sauver la retraite des cadres, c'est de changer le système de cotisation : c'est ce qu'ont affirmé à la presse le lundi 22 avril MM. Alain Obadia, secrétaire général de l'UGICT, et Vlado Ferrier, membre du conseil d'administration de l'Association générale des institutions de retraite de cadres (AGIRC). C'est aussi ce qu'ils vont expliquer aux cadres dans une campagne menée d'ici au mois de juillet. Ils protestent contre l'intention des responsables de l'AGIRC d'abaisser le « rendement » du régime de 12 % à 11 % (1) et de porter le « taux d'appel » de la cotisation de 103 % à 105 % au 1^{er} janvier 1986 et à 110 % au 1^{er} janvier 1987 (le Monde du 29 décembre 1984).

L'UGICT, comme les dirigeants de l'AGIRC, fait valoir ceci : l'AGIRC prélevait ses cotisations sur la partie du salaire située au-dessus du plafond de la Sécurité sociale, le relèvement de ce plafond réduisant l'assiette de ses cotisations. Tous les autres salariés ont intérêt à ce que ce plafond soit relevé fortement, puisque le montant de la retraite de base servie par la Sécurité sociale dépend de la valeur de ce plafond, mais ce relèvement du plafond, jugé encore insuffisant par la CGT, « mène le régime des cadres à sa perte ».

Cette « situation dramatique », selon l'UGICT, a été masquée par une situation démographique favorable (départ à la retraite des « classes creuses » nées pendant la guerre 1914-1918) et par la croissance économique.

Pour l'UGICT, il y a une seule façon d'échapper à ce dilemme : changer la cotisation de l'AGIRC, en la faisant porter sur la totalité du salaire, à un taux plus réduit - 6 % au lieu du taux moyen actuel de 14 %. L'UGICT s'appuie sur un rapport des services techniques de l'AGIRC, selon lequel la baisse du rendement et l'augmentation du taux d'appel des cotisations « comportent un même vice, celui de ne

pas porter remède à la réduction actuelle de l'assiette des cotisations... Si la valeur du point de retraite avait suivi le coût de la vie depuis 1977, le régime serait déjà en déficit ».

Les responsables de l'UGICT souhaitent que l'AGIRC devienne à terme le régime unique de retraite complémentaire des cadres. Mais ils acceptent que soit maintenu le système actuel - où les cadres cotisent aussi à l'ARRCO, système de retraite complémentaire des non-cadres pour la partie de leur salaire située au-dessus du plafond, et en reçoivent une pension de retraite correspondante - à condition que l'on change la cotisation à l'AGIRC. Ils accusent les responsables du régime (CGC et CNPF) de s'y opposer « pour des raisons de boutique » (la CGC) ou par hostilité caennaise à la retraite par répartition (le patronat).

(1) Le « rendement » est obtenu pour 100 F de cotisation. Le « taux d'appel » est le pourcentage de cotisation prélevé : au-dessus de 100 %, il n'apporte pas de points de retraite supplémentaires.

CEE

● L'adhésion de l'Espagne à la CEE. — M. Lorenzo Natali, vice-président de la Commission des Communautés européennes, a annoncé lundi 22 avril à Madrid que la date la plus probable pour la signature du traité d'adhésion de l'Espagne à la CEE était celle du 12 juin. — (AFP.)

la Finlande c'est
VIKING LINE
VIKING LINE: BENNETT
Agent général 5, rue Scribe
75009 Paris
742.9189

FEDUCI
Fondation pour l'Etude du Droit et des Usages du Commerce International

L.E.S. France
Licences et savoir-faire

Université
François Rabelais de Tours
Faculté de Droit et des Sciences Economiques

Colloque
21, 22 juin 1985
TOURS

TRANSFERTS INTERNATIONAUX DE TECHNOLOGIE
(Nouvelles technologies, nouveaux modes de transferts)

Les politiques technologiques — Transferts internationaux de technologie au regard du droit fiscal, douanier et des changes

— Transferts internationaux de technologie et réglementation fédérale aux USA

Etudes de cas :
• l'industrie biotechnologique
• l'industrie chimique
• l'industrie mécanique

Contraintes liées aux droits de la concurrence et aux lois de police technologiques — Discussion sur les études de cas

Inscriptions et renseignements
Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence
(L.G.D.J.), 20 rue Soufflot 75005 PARIS
Tél. (1) 354.07.19. Téléc. 210.023.02 TEL 741

CELINE
PUBLICATION JUDICIAIRE

AUDIENCE SOLENNELLE DE LA COUR D'APPEL DE LYON DU 20 DÉCEMBRE 1984

LA COUR
Séjourant en exécution d'un Arrêt de la Chambre Commerciale de la Cour de Cassation du 12 octobre 1983

REÇOIT la Société CELINE en son appel, ses défenses et ses demandes

REFORMANT le Jugement déferé, dit mal fondée l'action en imputation frauduleuse de la Société HERMES concernant la marque déposée initialement par la Société CELINE sous le numéro 195.486, enregistrée sous le numéro 924.108, déposée à nouveau le 24 septembre 1984 sous le numéro 715.382 et enregistrée sous le numéro 1.277.007

DEBOUTE la Société HERMES de ses demandes aux mêmes fins concernant les marques déposées le 24 septembre 1984 par la Société CELINE sous les numéros 715.375 à 715.379, enregistrées sous les numéros 1.277.002 à 1.277.006

CONDAMNE la Société HERMES à payer à la Société CELINE la somme de 100.000 F à titre de dommages-intérêts

CONDAMNE la Société HERMES à payer à la Société CELINE la somme de 15.000 F en application de l'article 700 du nouveau Code de Procédure Civile

ORDONNE la publication du présent Arrêt, par extraits ou résumés, dans cinq journaux ou périodiques aux frais de la Société HERMES pour un montant de 55.000 F

BOURSE

CONSTATANT LA « CROISSANCE VIGOUREUSE » DU MARCHÉ FINANCIER

La Commission des opérations de Bourse suggère la création de « comités d'audit » pour renforcer le contrôle des sociétés

A l'aube d'une nouvelle étape importante dans un processus de modernisation de la Bourse de Paris qui consiste, notamment, à créer prochainement un marché à terme d'instruments financiers, moyennant une concurrence accrue entre agents de change et banquiers, « le marché français a connu, en 1984, une croissance vigoureuse due au développement de l'épargne placée en valeurs à long terme ». A l'appel de ce constat placé en préambule de son

dix-septième rapport annuel au président de la République, la Commission des opérations de Bourse (COB) met en exergue les trois faits marquants qui ont permis à Paris de gagner quelques places au palmarès des grands marchés internationaux : le « boom » des émissions de valeurs mobilières (actions, obligations, titres participatifs), qui ont augmenté de 25 % d'une année à l'autre, la part prépondérante du marché obligataire, et, enfin le poids croissant

des instruments de gestion collective représentés par les SICAV et les fonds communs de placement. La part des organismes de placement à court terme étant passée de 96,2 à 196 milliards de francs d'une année à l'autre.

Profitant de l'attrait exercé par les valeurs françaises (la Bourse de Paris a grimpé de 16,4 % en 1984 après une hausse de 56 % l'année précédente), le second marché, plus spécialement destiné aux petites et moyennes entreprises, a confirmé l'incontestable succès qu'il connaît depuis sa création, en février 1983.

A ce bilan de santé (voir tableau) qui a permis à Paris de se hisser au septième rang des places internationales derrière New-York, Tokyo, Londres, Francfort, Düsseldorf, Toronto et l'American Stock Exchange (tant en termes de capitalisation boursière que de transactions), il convient de mentionner quelques incidents qui ont terni l'image du marché français en 1984. A commencer par le douloureux épisode Amrep, du nom de cette importante société de matériels pétroliers qui a dû procéder à un dépôt de bilan quelques mois après avoir lancé une émission d'obligations convertibles.

Rappelant que « des informations fondamentales ont été dissimulées par le président de la société aussi bien au conseil d'administration qu'aux commissaires aux comptes », la COB estime que cette dissimulation « a rendu totalement inopérantes les sûretés mises en

PRINCIPALES ÉVOLUTIONS DU MARCHÉ FINANCIER EN 1984 (milliards de francs)

	1981	1982	1983	1984
Emissions (données brutes)				
Augmentations de capital :				
— Par appel public à l'épargne	3,1	3,5	10,8	9,8
— Sans appel public à l'épargne	28	35,1	32,2	38,6
Titres participatifs	—	—	4,1	7,8
Emprunts (y compris obligations convertibles)	106,9	154,7	193,7	242,1
Total	138	193,3	240,8	298,3
Marché boursier des valeurs françaises (cote officielle de Paris)				
Capitalisation (en fin d'année) :				
— Des actions	219,2	199,4	318,4	393,8
— Des obligations (*)	580,5	778,9	978	1.212,8
— Des titres participatifs	—	—	4,4	9,5
Transactions (sur l'année) :				
— Actions	45,7	46,2	63,6	67,2
— Obligations	83,7	151,3	221,5	409,6
(*) Coupon compris				
Nombre de sociétés françaises cotées				
— Cote officielle	773	712	688	665
— dont Paris	568	535	516	501
— Compartiment spécial	12	21	—	—
— Second marché	—	—	42	72
— dont Paris	—	—	28	46
Placements collectifs				
Sicav :				
— Souscriptions nettes de l'année	10,6	16,4	53,6	83,2
— Actifs gérés au 31-12-84	72,3	104,2	190,8	298,6
Fonds communs de placement :				
— Souscriptions nettes de l'année	10,7	21,1	36,8	57,7
— Actifs gérés au 31-12-84	13,9	37,5	82,8	137,4
— Nombre de fonds au 31-12-84	522	878	1.505	1.879

(Source : COB.)

M. BÉRÉGOVOY PRÉFÈRE LE DOLLAR À 9 FRANCS

« Je préfère un dollar à moins de 9 F qu'à plus de 10 F, tout en sachant qu'il nous faudra redoubler d'efforts pour maintenir la compétitivité de nos produits », a déclaré, M. Pierre Bérégovoy, en réponse à une question de notre confrère le journal la Montagne, qui lui demandait son avis sur les évolutions du cours du dollar.

« Il est intéressant, a ajouté le ministre, d'observer l'évolution du rapport entre le franc et le mark. En juillet dernier, quand je suis arrivé rue de Rivoli, le mark valait 3,07 F : aujourd'hui, il est coté entre 3,06 et 3,055. C'est un signe de

bonne santé de notre économie. Au fond, les marchés financiers ont un jugement plus objectif sur nos résultats que les leaders de l'opposition en France, qui sont beaucoup plus préoccupés de politique politique que de l'intérêt national. Mais attention, la lutte contre l'inflation doit rester prioritaire. J'ai dit au premier ministre que l'indice des prix du mois d'avril ne serait pas encore satisfaisant à cause des conséquences à retardement de la forte hausse du dollar du début de l'année. A partir du mois de mai, cela devrait aller mieux ».

TRANSPORTS

Panam vend son réseau du Pacifique à United Airlines

La compagnie aérienne Pan American World Airways a décidé de vendre à sa concurrente américaine United Airlines l'ensemble de ses dessertes dans l'océan Pacifique ainsi que les dix-huit avions assurés les vols vers le Japon (trente-trois vols hebdomadaires), la Chine, l'Australie, Hongkong, la Corée du Nord, Taiwan, la Thaïlande, Singapour et les Philippines. Panam continuera de desservir l'île d'Hawaï. Cette transaction ampute de 24 % le trafic de la compagnie.

Le montant de la vente, qui s'élève à 750 millions de dollars (6,9 milliards de francs), permettra à Panam d'éponger les pertes de 762 millions de dollars (7 milliards de francs) accumulées au cours des quatre derniers exercices. La vente de la chaîne d'hôtels Intercontinental, de son immeuble new-yorkais et de plusieurs avions n'avait pas suffi à combler le déficit. En 1984, Panam a enregistré une perte de 206,8 millions de dollars (1,9 milliard de francs) pour un chiffre d'affaires de 3,68 milliards de dollars (34,2 milliards de francs).

La compagnie United Airlines, elle, se trouve dans une excellente situation financière. Elle est la première compagnie américaine et la deuxième au monde derrière Aeroflot. Elle a réalisé, en 1984, un chiffre d'affaires de 6,22 milliards de dollars (57,8 milliards de francs) et un bénéfice de 258,9 millions de dollars (2,4 milliards de francs).

M. Edward Acker, président de Panam, a précisé que cette transaction n'aurait « aucune incidence » sur l'achat d'Airbus par sa compagnie. Il avait signé, en septembre 1984, un accord de principe avec le consortium européen Airbus Industries pour l'achat de vingt-huit appareils. La vente de son réseau du Pacifique donne à Panam les moyens de financer la modernisation indispensable de sa flotte. M. Acker a déclaré que le contrat définitif avec Airbus serait signé « d'ici six semaines ».

INTERNATIONAL GEMMOLOGICAL INSTITUTE
Certificats acceptés par tous les grands centres de la pierre précieuse

ANTWERP NEW YORK

COURS INTENSIFS D'UNE SEMAINE DE DIAMANTS ET PIERRES DE COULEUR
Pour toutes informations :
Schepstraet 1/7 - 2010 Antwerp
Tél. : 03/232.07.58 - Belgique

● Air France confirme l'achat de vingt-cinq A-320. — Le contrat définitif d'achat de vingt-cinq Airbus A-320 a été signé le 22 avril par Air France. Il comporte en option vingt-cinq autres appareils de ce type destinés à transporter de 148 à 179 passagers. Le calendrier des livraisons prévoit quatre appareils mis en service en 1988, six chaque année de 1989 à 1991 et trois en 1992. Equipés de réacteurs CFM 56-5 A 1 fabriqués par la SNECMA et General Electric, l'A-320 remplacera les Boeing-727 de la compagnie nationale.

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION
Rubrique O.S.P.
64, rue La Boétie - 563-12-46

Vente au Palais de Justice de Paris le JEUDI 9 MAI 1985 à 14 heures
UN APPARTEMENT
dans un immeuble sis à PARIS-10^e
4, rue Yves-Toudic
Mise à prix : 79.000 F
S'adresser à maître Marc SAINT-CENNE, avocat au barreau de Paris, 5, rue de Chailot, 75116 PARIS - Tél. : 720-17-93

D'UNE PROPRIÉTÉ A CERNY (ESSONNE)
33, RUE DE LONGUEVILLE, coupe : 1^{re} Maison de 4 p. princ. avec PÉTI BATIMENT et BATIMENT à usage d'atelier. GARAGE. Le tout d'une contenance totale de 6 ares 34 ca.
2^e PARCELLE DE TERRE avec maison commune, Souterrain de Longueville, d'une contenance totale de 64 m².
3^e DROIT à la voirie communale.
MISE A PRIX : 50.000 F
Les enchères ne peuvent être portées que par un avocat inscrit au barreau d'EVRY (l'avocat de pousseur ne peut intervenir que pour celui-ci)

ADJUDICATION à la chambre des notaires de PARIS, place du Châtelet
Le 14 MAI 1985 à 14 h 30
UN GRAND STUDIO 60 m² libre - PARIS-16^e
23, AVENUE DE LAMBALE - Métro PASSY
Quart. résid. Immeuble pierre de taille, construction 1930. Au rez-de-chaussée, entrée, cuisine, bain, toilette, w.c., dégrèvement C.A.V.E.
Consignation 8000 F. Renseignements :
M. à px 400.000 F M^{re} BLONDET, LEFEUVRE, POTTET, GINISTY, 13, rue Royale, PARIS (9^e). M. ROLLAND, 266-43-07, VIS. sur place : 29 avril et 5 mai de 14 h à 17 h - 4 et 13 mai de 10 h à 12 h 30.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice de Paris le jeudi 9 mai 1985, à 14 h - 2 LOTS

1^o UN IMMEUBLE à PARIS (13^e)
24-26 et 28, rue du Moulinet

2^o UNE BOUT. et APPART. de 5 P. PRINC.
au 1^{er} étage, avec serv-boutique et 4 caves
90, RUE DE RENNES - PARIS (6^e)

MISES A PRIX 1 000 000 F - 1 000 000 F
S'adr. M^{re} Bernard MALINVAUD, avocat à Paris (16^e), 1 bis, place du Palais
Tél. : 723.73.70 - Tous avocats près trib. gde inst. Paris

VILLE DE PARIS - ADJUDICATION sur surenchère du dixième, en la Chambre des notaires de PARIS, place du Châtelet le MARDI 30 AVRIL 1985, à 14 h 30

UN APPARTEMENT 3/4 P. - 89 m² env.
33, AVENUE DU MARÉCHAL-LYAUTEY, PARIS (16^e)

STUDIO - 132, bd SUCHET, PARIS (16^e)

LIBRES - M. à P. : 1 925 000 F - 280 500 F
Consignation pour enchérir 20 % M. à P. en chaque cas
M^{re} MAHOT DE LA QUÉANTONNAIS, BELLARGENT-LIEVRE, notaires associés, 14, rue des Pyramides, PARIS (1^{re}) - Tél. 260-31-12

VENTE AU PALAIS DE JUSTICE A PARIS, LE LUNDI 29 AVRIL 1985 A 14 H

UNE BOUTIQUE, ARRIÈRE-BOUTIQUE
et SOUS-SOL
A PARIS-15^e, 62, rue de Dantzig
LIBRE - MISE A PRIX : 100.000 F
M^{re} Yves TOURAINE, avocat à Paris-9^e, 48, rue de Cléry (874-45-85)
M^{re} P. MEZON, syndic à Paris, 60, boulevard de Sébastopol.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice d'EVRY (91) le mardi 30 avril 1985 à 14 heures

UN IMMEUBLE A BRUNOY (91)
29, rue de Cussy et 1, rue Châtel-Castel (angle des 2 voies)
MISE A PRIX : 300.000 F
Renseignements : SCP AROUN TRUILLON, avocats associés
4, boulevard de l'Europe - Téléphone 079-09-45

à l

A l'heure de la

une mission

la mise en œuvre

de la loi

sur la

protection

des données

personnelles

une

mission

de

la

Commission

des

opérations

de

Bourse

suggère

la

création

de

« comités

d'audit »

pour

renforcer

le

contrôle

des

sociétés

à l'

heure

de

la

mission

de

la

Commission

des

opérations

de

Bourse

suggère

la

création

de

« comités

d'audit »

pour

renforcer

le

contrôle

des

sociétés

à l'

heure

de

la

mission

de

la

Commission

des

opérations

de

Bourse

suggère

la

création

de

« comités

d'audit »

pour

renforcer

le

contrôle

des

sociétés

à l'

heure

de

la

mission

de

la

Commission

des

opérations

de

Bourse

suggère

la

création

de

« comités

d'audit »

pour

renforcer

le

contrôle

des

sociétés

à l'

heure

de

la

mission

de

la

Commission

des

opérations

de

Bourse

suggère

la

création

de

« comités

d'audit »

pour

renforcer

le

contrôle

des

sociétés

à l'

heure

de

la

mission

de

la

Commission

des

opérations

de

Bourse

suggère

la

création

de

« comités

d'audit »

pour

renforcer

le

contrôle

des

sociétés

à l'

heure

de

la

mission

de

la

Commission

des

opérations

de

Bourse

suggère

la

création

de

« comités

d'audit »

pour

renforcer

le

contrôle

des

sociétés

à l'

heure

de

la

mission

de

la

Commission

des

opérations

de

Bourse

suggère

la

création

de

« comités

d'audit »

pour

renforcer

le

contrôle

des

sociétés

à l'

heure

de

la

mission

de

la

Commission

des

opérations

de

Bourse

suggère

la

création

de

« comités

d'audit »

pour

renforcer

le

contrôle

des

sociétés

à l'

heure

de

la

mission

de

la

Commission

des

opérations

de

Bourse

suggère

la

création

de

« comités

d'audit »

pour

renforcer

le

contrôle

des

sociétés

à l'

heure

de

la

mission

de

la

Commission

des

opérations

de

Bourse

suggère

la

création

de

« comités

d'audit »

pour

renforcer

le

contrôle

des

sociétés

à l'

heure

de

la

mission

de

la

Commission

des

opérations

de

Bourse

suggère

la

création

de

« comités

d'audit »

pour

renforcer

le

contrôle

des

sociétés

à l'

heure

de

la

mission

de

la

Commission

des

opérations

de

Bourse

suggère

la

création

de

« comités

d'audit »

pour

renforcer

le

contrôle

des

sociétés

à l'

heure

de

la

mission

de

la

Commission

des

opérations

de

Bourse

suggère

la

création

de

« comités

d'audit »

pour

renforcer

le

contrôle

des

sociétés

à l'

heure

de

la

mission

de

la

Commission

des

opérations

de

Bourse

suggère

la

création

de

« comités

d'audit »

pour

renforcer

le

contrôle

des

sociétés

à l'

heure

de

la

mission

de

la

Commission

des

opérations

de

Bourse

suggère

la

création

de

« comités

d'audit »

pour

renforcer

le

contrôle

des

sociétés

à l'

heure

de

la

mission

de

la

Commission

des

opérations

de

Bourse

suggère

la

création

de

« comités

d'audit »

pour

renforcer

le

contrôle

des

sociétés

à l'

heure

de

la

mission

de

la

Commission

des

opérations

de

Bourse

suggère

la

création

de

« comités

d'audit »

pour

renforcer

le

contrôle

des

sociétés

à l'

heure

de

la

mission

de

la

Commission

des

opérations

de

Bourse

suggère

la

création

de

« comités

d'audit »

pour

renforcer

le

contrôle

des

sociétés

à l'

heure

de

la

mission

de

la

Commission

des

opérations

de

Bourse

suggère

la

création

de

« comités

d'audit »

pour

renforcer

le

contrôle

des

sociétés

à l'

heure

de

la

mission

de

la

Commission

des

opérations

de

Bourse

suggère

la

création

de

« comités

d'audit »

pour

renforcer

le

contrôle

des

sociétés

à l'

heure

de

la

mission

de

la

Commission

des

opérations

de

Bourse

suggère

la

création

de

« comités

d'audit »

pour

renforcer

le

contrôle

des

sociétés

à l'

heure

de

la

mission

de

la

Commission

des

opérations

de

Bourse

suggère

la

création

de

« comités

d'audit »

pour

renforcer

le

contrôle

des

sociétés

à l'

heure

de

la

mission

de

la

Commission

des

opérations

de

Bourse

Homsy Delafosse à la tête d'un très puissant réseau mondial d'agences créatives.

Aujourd'hui, une marque est souvent vendue mondialement. Pour que les sociétés puissent désormais compter sur une excellente qualité de communication partout où elles le souhaitent, Homsy Delafosse & Associés vient de prendre une initiative originale : la création d'un réseau d'agences de publicité indépendantes, ayant toutes une caractéristique commune : celle d'une spectaculaire réussite locale, liée à une créativité de très haut niveau.

Dans chaque pays, une agence très performante.

A l'inverse du processus appliqué jusqu'ici qui consistait, pour créer un réseau mondial, à faire essaimer une agence-mère en de multiples entités locales de philosophies parfois différentes, ce nouveau réseau rassemble les "agences championnes" de plus de 35 pays. Ce sont toutes des agences indépendantes, ayant réussi par leur seul mérite. Parmi les principales, en voici quelques unes :

ALLY & GARGANO (USA) :

Agence de l'Année en 1982. Une des agences les plus créatives des États-Unis. Très grosse progression due à l'acquisition de budgets tels que Polaroid, Saab, Bristol Meyers et National Distillers. Son chiffre d'affaires dépassera les 200 millions de dollars cette année.

GRANDFIELD RORK COLLINS

(Grande-Bretagne) :

Une des plus fortes progressions de ces dernières

années. L'agence a été créée en 1979. Elle emploie aujourd'hui plus de 325 personnes pour un chiffre d'affaires supérieur à 1 milliard de francs. Elle doit son succès au travail réalisé pour ses clients tels que : Commodore, Johnson & Johnson, le Times, Royal Automobile Club, Spar, Tesco, Thorn EMI, Vinos de España et W.H. Smith.

ASSOCIATI GLOBE (Italie) :

Sans doute la progression la plus forte d'Italie. L'agence double son chiffre d'affaires tous les ans, grâce à des budgets tels que Corriere della Sera, Girard Perregaux, Roberta de Camerino, Givenchy, Ariston, etc.

EDEM ADVERTISING (Grèce) :

La plus importante agence indépendante de Grèce. Très forte progression. Parmi ses principaux budgets, il faut citer Ariston, Iglo, Unilever, Porsche et IBM.

SHOFIELD SHERBON BAKER (Australie) :

Une des plus importantes progressions de ce pays. Agence indépendante très créative, gérant des budgets tels que le Gouvernement australien, Reckitt & Coleman, l'Oréal et BP Australie.

Ce réseau international est également présent dans les principaux pays suivants : Japon, Allemagne Fédérale, Hong Kong, Moyen Orient, Canada, Mexique, Belgique, Suisse, Autriche,

Hollande, Irlande, Indonésie, Singapour, Afrique du Sud, Cameroun, Côte-d'Ivoire, Corée du Sud, Pakistan, Inde, etc.

Un chiffre d'affaires supérieur à 600 millions de dollars. Une marge brute supérieure à 90 millions de dollars.

Le réseau ainsi créé se place au premier rang des réseaux français à vocation internationale. Il fonctionne à partir d'une holding basée à Londres, dont le nom est GRCL, et qui pourrait être cotée en Bourse dès 1986.

Principales étapes du Groupe Homsy Delafosse & Associés.

1978 : Homsy Delafosse & Associés, dont les principaux budgets sont : Marie Brizard, Baccarat, Jacob Delafon, "33" Export, Camel, Crédit Commercial de France, Maisons Phénix, Panach, Tuborg, Bahlsen, etc.

1982 : Executive Club de France, lieu de rencontre du monde des affaires et de la politique.

1983 : Lancement de Decider's, conseil en image institutionnelle de l'entreprise et de ses dirigeants.

1984 : Association avec le Groupe ODIC (Olivier Dassault International Communication).

1984 : Création de Paradise, agence de publicité, filiale.

1985 : Constitution du réseau Homsy Delafosse International.

Homsy Delafosse International

FONDATEUR DU RÉSEAU GRCL

216, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris - Tél. : 544.38.67 - Télex : HOMFOS 201958 F

هانس دلافوس

ÉTRANGER

Modernisation à l'allemande

(Suite de la première page.)

Curieusement, le débat sur la vitalité de l'industrie allemande s'est développé un peu tard, en 1983, alors que la phase de redressement était déjà engagée. Le creux de la vague, au reste très relatif, se situe entre 1979 et 1982. La RFA avait accueilli en sursaut le premier choc pétrolier. Elle avait eu la sagesse de réduire très tôt, avec ses voisins, la demande intérieure, si bien que son industrie avait été en mesure de se placer mieux que quiconque sur les nouveaux marchés de l'OPEP.

Le deuxième choc pétrolier fut abordé dans de moins bonnes conditions. Promue au rang de « locomotive », à la demande pressante de ses partenaires occidentaux, la RFA stimula sa croissance en 1978 au prix d'un déficit budgétaire important. Par la suite, le renchérissement du prix du pétrole qui suivit la révolution iranienne relança l'inflation. Le dollar était faible, le mark survalué : une combinaison de facteurs

qui conduisit à un déficit de la balance des paiements courants en 1979, 1980 et 1981.

« Quand les échanges extérieurs passent au rouge, les Allemands paniquent », commente un dirigeant de l'IFO. Et, de fait, ces résultats médiocres, mais d'aucune manière catastrophiques, sapèrent la confiance du patronat dans le gouvernement du chancelier Schmidt. En 1981-1982, on constate — phénomène exceptionnel dans l'Allemagne de l'après-guerre — une baisse des investissements industriels — baisse

assez nette en 1982 — et un léger recul du produit national brut (PNB). Cette phase de récession modérée, révélant que la suprématie industrielle n'était pas forcément une donnée définitive et que le processus de reconstruction doit être permanent, fut à l'origine des interrogations inquiètes auxquelles se complaisent depuis lors nos voisins d'outre-Rhin.

« L'industrie allemande a très vivement réagi, les investissements ont repris. Personne n'a dormi », commente-t-on au BDI. L'arrivée au pouvoir de la coalition chrétienne démocrate-libérale redonna confiance aux entreprises. Certains secteurs, comme l'automobile, avaient relevé plus tôt que d'autres le défi japonais. Mais, de façon générale, le redressement commença au printemps 1983... et, depuis, il n'a fait que s'amplifier.

Cependant, le retour progressif à la croissance, le rétablissement rapide des comptes extérieurs ne dissimulent pas une baisse, au moins relative, de la compétitivité industrielle, due elle-même à la faiblesse des industries de pointe. On l'a vu, les difficultés rencontrées par les entreprises de l'électronique grand public, l'effacement relatif de l'industrie allemande dans des secteurs comme les composants électroniques, la bureautique, voire l'informatique, purent contribuer à en accréditer l'idée.

Une large palette

Le professeur Beckurts, membre du directeur de Siemens, énumère plusieurs facteurs qui, initialement, ont pu être de nature à détourner l'industrie allemande de la filière électronique. La suprématie incontestée de l'industrie mécanique nationale était notamment telle que l'apport de la micro-informatique pouvait paraître superflu. Dans le même esprit, la micro-électronique fut considérée, plus volontiers en RFA qu'aux États-Unis ou au Japon, comme une simple technologie de substitution, sans qu'on prenne tout de suite conscience des innombrables applications nouvelles et des diminutions de coût qu'elle rendait possible. L'industrie électronique n'a pas bénéficié en RFA d'un de ces formidables stimulants qu'ont constitués aux États-Unis les programmes militaires et spatiaux.

Enfin, l'idée qu'un usage accru de l'électronique nuirait à l'emploi n'aida guère à créer un climat psychologique favorable. S'agissant de techniques de l'information et de la télécommunication, on ajoute à Bonn que les pouvoirs publics n'ont pas joué leur rôle en ne programmant pas suffisamment tôt les nouveaux réseaux, la communication par satellite, la fibre optique, en s'abstenant ainsi de contribuer à l'introduction de nouvelles techniques. Au pays du libéralisme on veut moins d'État, mais un État responsable et si possible efficace.

L'innovation industrielle en Allemagne a pu donner un instant

l'impression de légèrement bégyer. Cette phase d'hésitation a été brève. Que constaté-on aujourd'hui ? En premier lieu, que l'industrie allemande n'est pas une industrie spécialisée comme celle du Japon. La palette est très large. Les Allemands fabriquent tout.

En vérité, la nouvelle révolution industrielle en République fédérale, c'est moins quelques succès de prestige en matière de « puces » ou de laser que la modernisation réussie de la quasi-totalité des branches de l'industrie. « L'industrie allemande a su parfaitement utiliser les nouvelles technologies », résume-t-on au siège de la BDI. La part de matériel sophistiqué qu'il faut importer pour s'équiper apparaît tout à fait dans les normes : 23 % en RFA contre 19 % aux États-Unis, mais 31 % en France.

L'effort consenti pour ne pas se laisser prendre de vitesse par les Japonais et les Américains est visible et porte ses fruits. La « vague d'investissements », évoquée à Bonn

ans : elle était de 16,9 % en 1970 et de 16,7 % en 1982. Les chercheurs de l'IFO soulignent qu'il faut analyser avec prudence la tendance à la baisse des investissements constatée sur une longue période : en pourcentage du PNB, observent-ils, les investissements industriels se situent, au début des années 80, exactement au même niveau qu'au cours de la période 1970-1974.

Le nombre de brevets déposés demeure plus élevé que partout ailleurs, sauf aux États-Unis. L'effort de recherche se situe ainsi à l'un des meilleurs rangs. L'industrie allemande s'est-elle passagèrement laissée distraire ? « En réalité, sa compétitivité est en train de croître, grâce à l'amélioration de l'offre, à l'arrivée de nouveaux produits, mais aussi comme conséquence de l'effort général de la rationalisation de la production », conclut l'économiste du BDI.

« Au ministère de l'économie, on constate une nette amélioration du profit des entreprises, une utilisation des capacités de production plus éle-

Un excédent commercial record

	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Balance commerciale (en milliards de DM)	8,9	27,7	51,3	42,1	54	70
Balance des paiements courants (en milliards de DM)	-28,6	-13,1	8,7	10,3	18	30
Investissements industriels (% par rapport à l'année précédente)	2,7	-3,5	-5,7	6,1	1	5
Coûts salariaux par unité produite (% par rapport à l'année précédente)	6,3	4,8	3,4	0,4	0,9	
Coûts salariaux réels (% par rapport à l'année précédente)	0	0	-1,2	-2,2	-1,4	-1,7
PNB réel (% par rapport à l'année précédente)	1,9	-0,2	-1,1	1,3	2,5	2,5

avec, il est vrai, une amplification un peu méridionale, profite de façon prioritaire aux secteurs de pointe. Les investissements de Siemens ont progressé de 40 % en 1984 ! Le boom des exportations allemandes vers les États-Unis, en particulier, a une large part, imputable à des produits « super-sophistiqués ».

Les « Silicon Valley » allemandes se multiplient dans les Länder du Sud, encouragées par des pouvoirs régionaux dynamiques et visiblement très sensibilisés au besoin de rénovation. L'électronique allemande est revenue complètement à niveau. De nouveaux secteurs, comme l'aéronautique et le spatial, connaissent une percée spectaculaire.

L'industrie allemande n'a jamais vraiment dérapé. Un rapport publié par le ministère de l'économie rappelle de manière opportune que la RFA a constamment maintenu sa part dans les échanges mondiaux de produits industriels depuis quinze

ans qu'elle n'a jamais été depuis le début des années 80. Notre interlocuteur de l'IFO renchérit l'amélioration de la productivité en 1984, et probablement davantage encore en 1985, comparée à la maîtrise de l'inflation, devrait autoriser une augmentation des salaires, jusqu'ici sévèrement comprimés, et donc une relance de la demande. Une manière de dire que la vigueur retrouvée de l'économie allemande est suffisante pour qu'elle puisse même, à la rigueur, supporter un ralentissement de la croissance américaine.

PHILIPPE LEMAITRE.

Prochain article :

LES « PUCES » ONT ENVAHI LA BAVIÈRE

ON NE REUSSIT PAS PAR HASARD

SPECIAL SICOB
LE PLUS GRAND SALON
EUROPÉEN DES
MINIÉLECTRONIQUES,
LOGICIELS
ET PROGICIELS.

SICOB INFO : un service supplémentaire du Spécial Sicob. Les organisations professionnelles des plus grands secteurs d'activité répondent gratuitement aux questions spécifiques de votre profession.

SPECIAL SICOB

CNT, PARIS LA DEFENSE DU 6 AU 11 MAI, 9h30-18h00
Information sur Minitel à partir du 2 mai - tél. 615.91.77 - code d'accès : SICOB.

le service à couper les PDG en quatre

Vous êtes avec votre correspondant à Tokyo, vous êtes aussi avec celui de New-York, et celui de Singapour et celui qui, d'un point à l'autre de la planète, se déplace sans adresse fixe. Et s'il est absent, vous lui laissez, ou il vous a laissé un message. « Missive » est un service de messagerie électronique qui vous permet d'être partout à la fois, en quelques secondes, jour et nuit. Et aussi, de faire apparaître ou disparaître, à votre convenance, un courrier confidentiel. Ou de retrouver, en un instant, le dossier recherché. Il vous suffit d'un code secret et d'un mot de passe, et à partir d'une boîte aux lettres « Missive », vous êtes en liaison privilégiée.

SOYEZ PLUS TRANSMISSIF

FCR Missive, 124, rue Réaumur, 75002 Paris Tél. : (1) 296.14.77

DECISION informatique

Au sommaire du N° 74

- Exclusif : Topview d'IBM à l'essai.
- Deux nouveaux compatibles : Tandem 1000, le moins cher, Goupil 4, le plus rapide.
- Avec Microburo, les cadres vont enfin pouvoir découvrir à quoi peut bien servir un micro-ordinateur.

Cher votre marchand de journaux

orientations SERVICE

Des écoles ont décidé de mieux vous informer sur les filières et débouchés suivants :

POUR EN SAVOIR PLUS et recevoir gratuitement des informations, cochez la case correspondante à la filière qui vous intéresse et adressez ce bon à Orientations Service, 57 Avenue Montaigne 75008 Paris.

M. Mme Adresse

Niveau d'études actuel de l'étudiant Age

<input type="checkbox"/> Les Classes Préparatoires	<input type="checkbox"/> Accueil
<input type="checkbox"/> Les Grandes Ecoles de Commerce et de Gestion	<input type="checkbox"/> Hôtellerie
<input type="checkbox"/> Vente, Commerce et Distribution	<input type="checkbox"/> Les Professions Para-Médicales
<input type="checkbox"/> Les Ecoles à Vocation Internationale	<input type="checkbox"/> Assurances
<input type="checkbox"/> Les Grandes Ecoles Scientifiques	<input type="checkbox"/> Transports
<input type="checkbox"/> Informatique	<input type="checkbox"/> Bâtiment, Travaux Publics
<input type="checkbox"/> Electronique	<input type="checkbox"/> Concours Administratifs
<input type="checkbox"/> Secrétariat, Bureautique	<input type="checkbox"/> Fonction Publique
<input type="checkbox"/> Comptabilité	<input type="checkbox"/> Communication Audiovisuelle
<input type="checkbox"/> Langues	<input type="checkbox"/> Publicité
<input type="checkbox"/> Tourisme	<input type="checkbox"/> Formations Artistiques
	<input type="checkbox"/> Les 3 ^{es} Cycles de Gestion
	<input type="checkbox"/> Réussir le Baccalauréat

LA GE VOTR

5

LE MARCHÉ

COURS DU JOUR

Or	1.275	1.275
Argent	1.081	1.081
Plomb	1.081	1.081
Etain	1.081	1.081
Aluminium	1.081	1.081
Nickel	1.081	1.081
Cobalt	1.081	1.081
Vanadium	1.081	1.081
Chrome	1.081	1.081
Manganèse	1.081	1.081
Acier	1.081	1.081
Charbon	1.081	1.081
Pétrole	1.081	1.081
Gas	1.081	1.081
Electricité	1.081	1.081
Travaux Publics	1.081	1.081
Construction	1.081	1.081
Industrie	1.081	1.081
Commerce	1.081	1.081
Services	1.081	1.081
Transport	1.081	1.081
Communication	1.081	1.081
Environnement	1.081	1.081
Santé	1.081	1.081
Education	1.081	1.081
Culture	1.081	1.081
Loisirs	1.081	1.081
Autres	1.081	1.081

TAUX

Libéral	5,8	5,8
Fixe	5,8	5,8
Libéral	5,8	5,8
Fixe	5,8	5,8
Libéral	5,8	5,8
Fixe	5,8	5,8
Libéral	5,8	5,8
Fixe	5,8	5,8
Libéral	5,8	5,8
Fixe	5,8	5,8

AFFAIRES

LA POLÉMIQUE SUR LES DÉNATIONALISATIONS

Faux débat ou vraie question ?

« Dénationalisations rampantes » titre l'Humanité du 22 avril. « Rien de nouveau » au contraire pour les socialistes : les filiales des entreprises n'ont pas été nationalisées en 1982 et il est dès lors normal qu'elles fassent appel aux capitaux privés. Les socialistes, qui seules ont fait l'objet de la loi de nationalisation, restent en revanche propriétaires de l'Etat à 100 %. Le gouvernement et le PS voient dans ce « faux débat » une manipulation de la droite menée par les résultats économiques des entreprises nationalisées.

S'agit-il seulement de cela ? N'est-ce vraiment qu'un faux débat ? Les conceptions du gouvernement Fabius sur les mêmes que celles du deuxième gouvernement Mauroy qui fit voter la loi le 11 février 1982 ?

En termes juridiques, oui. Le secteur public est, selon la loi, défini par l'ensemble des entreprises dont le capital est pour au moins 50 % aux mains de l'Etat. « Faire évoluer la participation publique entre 50 et 100 % dans une société ne pose aucun problème », comme l'affirme, en effet, M. Michel Charzat, secrétaire national du PS, puisque cette société reste dans le secteur public. Il n'y a donc pas de dénationalisation, selon le PS, lorsque, par exemple, Saint-Gobain Emballage place 15 à 20 % de ses actions en Bourse. Les communistes y voient une « dénationalisation » et une « dénationalisation » dès que l'Etat cède 1 % du capital d'une société quelconque.

Les deux partis s'opposent donc comme ils s'étaient heurtés lors du vote de la loi. Les communistes souhaitent nationaliser (à 100 %) les filiales et les socialistes refusent. Ils l'ont emporté et, juridiquement, il n'y a effectivement rien de nouveau depuis 1982, même si le débat se poursuit.

En revanche, la multiplication actuelle des opérations de cession de plus de 50 % du capital de certaines filiales pose un grave problème juridique. En l'absence de la loi de répartition du secteur public, que le gouvernement a retirée du bureau de l'Assemblée en 1983, le jurisprudence, s'appuyant sur un arrêt du conseil d'Etat du 24 novembre 1978, dit arrêt COGEMA, stipule que cessions doivent être soumises au Parlement. Or aucune ne l'a été. Il suffit qu'un des cinquante-cinq millions de français-citoyens-actionnaires dépose un recours au tribunal administratif pour que toute cession soit bloquée. Pour le moins, la position actuelle du gouvernement, qui

souhaite que le secteur public « respire sans carcan » est juridiquement fragile. Faux débat ou vraie question : faut-il faire voter une loi de répartition ?

En termes économiques, la position actuelle du gouvernement est nouvelle. Etre favorable, comme le sont M. Cresson, M. Bérégovoy et (selon M. Borne), président de la CFTC, M. Fabius lui-même, qui vient de s'entretenir avec le président de la confédération chrétienne, au processus de nationalisation puis à l'ouverture du capital des filiales aux capitaux privés, conduit à généraliser un schéma du type CGE. Ce schéma verrait les groupes nationalisés chapeautés par des holdings contrôlées à 100 %, mais « vidées » aux profits de filiales à moitié privées. En clair, c'est revenir, dans les structures, à ce que M. Fabius le reconnaît ou non, à un principe du contrôle à 51 % des groupes nationalisés, souhaité en 1982 par MM. Delors, Rocard ou Badinter, mais écarté à l'époque au profit du 100 %.

L'habilitation du gouvernement à autoriser l'opération de mise en Bourse de Saint-Gobain Emballage, qui a duré trois mois, prouve d'ailleurs qu'il y a matière à débat et qu'il y a effectivement débat sur ce sujet. Le flottement du gouvernement toute la semaine passée — sa position n'a été donnée que dimanche par M. Cresson — et la montée au créneau de M. Jospin, d'autres preuves de la réalité de ce débat.

Mais l'essentiel est ailleurs : du côté de l'aspect social des nationalisations. Celle-ci devaient favoriser une nouvelle « citoyenneté » dans l'entreprise. Or, l'arrivée de M. Fabius a marqué une nette mise à l'écart du changement social. Désormais, des groupes nationalisés comme la CGE procédant à des licenciements « secs ». Différentes mesures pour relancer une dynamique sociale sont en préparation chez M. Desbrière : sur la gestion prévisionnelle de l'emploi et sur la recherche de la formation des conditions de travail par l'introduction de nouvelles technologies. M. Mitterrand qui s'est plaint à plusieurs reprises du trop faible changement social dans les groupes nationalisés sans avoir été écouté par son gouvernement y est très favorable. Sans doute parce qu'il est plus attaché aux nationalisations que son premier ministre. Faut-il débiter ? A y regarder de près, il y a bel et bien une vraie question derrière l'agitation politique sur les dénationalisations : celle du « socialisme » de M. Fabius.

ERIC LE BOUCHER.

LA RESTRUCTURATION DU GROUPE DUCELLIER

L'usine d'Issoire (Puy-de-Dôme) sera fermée celle d'Etaples (Pas-de-Calais) développée

L'usine d'Issoire (mille deux cents personnes), dans le Puy-de-Dôme, sera définitivement fermée à la fin de 1985. La direction du groupe Valeo, deuxième fabricant européen d'équipements pour l'automobile, qui en est propriétaire depuis la reprise de Ducellier voici un an, ne recadrera pas sur sa décision (le Monde du 6 avril).

M. Armand Bateau, membre du conseil de direction et responsable de la division « machines tournantes » (alternateurs, démarreurs), a affirmé, lundi 22 avril, en présentant le projet de restructuration de cette division.

Mais, afin d'atténuer les conséquences sociales de cette décision dans la région Auvergne, M. Bateau a déclaré que des mesures seraient prises pour transférer aux Issoire des activités exercées par le groupe dans d'autres zones. « Le président, M. André Boisson, a-t-il précisé, s'y est lui-même engagé », et des études seront menées pour trouver une solution industrielle acceptable. De trois cents à mille personnes pourraient être ainsi réembauchées. Le délai de réflexion réglementaire étant de quatre mois à partir de la présentation du projet de restructuration industrielle aux comités centraux d'entreprise (les 15 et 16 avril derniers), on ne connaît pas avant la rentrée de septembre le contenu des mesures arrêtées.

M. Bateau s'est longuement expliqué sur le plan de réorganisation de la division « machines tournantes » (2 milliards de francs de chiffre d'affaires), qui regroupe les filiales Ducellier, avec trois sites auvergnats (Issoire et Sainte-Florine, dans le Puy-de-Dôme, et Grosmeil, en Haute-Loire) et son usine d'Etaples (Pas-de-Calais), Paris-Rhône avec ses trois usines (deux à Lyon, une à Bourgoin-Jallieu, dans l'Isère) et Valep Alternateurs à Angers (anciennement Motorola Alternateurs). Cette res-

tructuration a été accélérée, car la division en question a accumulé plus de pertes que prévu en 1984 (233 millions de francs), en raison de la mauvaise conjoncture dans l'industrie automobile française, et également de la trop grande dispersion des usines. En France, un ouvrier produit dix alternateurs par jour contre quinze en RFA (Bosch avec une production de 40 % supérieure à celle de Valeo n'a qu'une seule usine) et dix-neuf au Japon (Nippon Denso). Pour rétablir la situation financière, une seule solution était possible : s'inspirer des exemples allemand et japonais en rassemblant les fabrications de même type sur les mêmes sites.

Trois pôles

L'objectif est donc de créer trois pôles industriels, un pour l'allumage à Sainte-Florine et Grosmeil — c'est déjà la vocation de ces usines — un autre pour les alternateurs (Eta-

ples et Angers), un troisième enfin pour les démarreurs (Lyon). L'activité « éclairage » de Ducellier sera extraite de la branche pour être rattachée à SEV-Marchal, autre filiale de Valeo. Ce remodelage devrait être terminé à la fin de 1985 et porter ses fruits rapidement avec l'espoir d'un retour à l'équilibre financier pour la fin de 1986.

La géographie industrielle de Ducellier et de Paris-Rhône va être modifiée. Ainsi, les productions d'Issoire (alternateurs et démarreurs) et de Lyon (alternateurs) vont « déménager ». Et l'atelier d'électronique d'Etaples sera transféré à Sainte-Florine. Cependant, les unités d'Etaples, d'Angers, de Sainte-Florine et de Grosmeil conserveront leur configuration. Pour mener à bien cette restructuration, Valeo se propose d'investir 550 millions de francs en trois ans, dont 70 millions en Auvergne.

Mais cette redistribution des cartes va se traduire aussi par la perte de nombreux emplois : 2 780

en total, dont 1 800 en Auvergne. En revanche, près de 400 seront créés à Etaples, usine appelée à s'agrandir et une centaine au siège social de Ducellier à Créteil, où seront regroupés les services administratifs et commerciaux. Les réductions réelles d'effectifs ne toucheront donc que 2 385 personnes. La direction de Valeo est disposée à négocier les conditions des départs pour éviter au maximum les licenciements « secs ». Elle se propose de consacrer entre 150 et 200 millions de francs aux indemnités et au reclassement des « partants ».

Cependant, bien qu'il soit plus brutal que prévu, « ce plan industriel n'est pas négociable », a encore précisé M. Bateau. Que se passerait-il si les pouvoirs publics refusaient les réductions d'effectifs envisagées ? « Les risques seraient très graves », s'est-il borné à conclure.

ANDRÉ DESSOT.

Remue méninges à la FNAC. Du 19 au 27 avril, 100 000 livres, 25 000 disques, 20 000 logiciels envahissent le Forum, Etoile et Montparnasse. Le plein d'oxygène, des prix à faire craquer.

La fnac. L'oxygène de la tête.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SEX MOIS	
	+ km	+ km	+ km	+ km	+ km	+ km	+ km	+ km
SE-11	5,3725	5,3775	+ 185	+ 206	+ 315	+ 345	+ 790	+ 896
Scm	4,8381	6,8469	+ 41	+ 62	+ 61	+ 98	+ 283	+ 281
Yen (100)	3,7287	3,7322	+ 145	+ 156	+ 269	+ 276	+ 764	+ 834
DM	3,8537	3,8598	+ 131	+ 141	+ 236	+ 252	+ 689	+ 733
DM (100)	2,0943	2,0969	+ 87	+ 94	+ 169	+ 173	+ 489	+ 526
ES	15,5234	15,5126	+ 128	+ 128	+ 189	+ 178	+ 576	+ 587
ES (100)	3,6839	3,6963	+ 172	+ 189	+ 311	+ 334	+ 906	+ 972
L (1 000)	4,7772	4,7821	+ 113	+ 91	+ 242	+ 209	+ 889	+ 725
L (1 000)	11,7714	11,7917	+ 239	+ 192	+ 437	+ 372	+ 793	+ 611

TAUX DES EUROMONNAIES

	7/8	8/8	8/16	8/16	8/16	8/16	8/16	8/16	8/16
SE-11	7/8	8/8	8/16	8/16	8/16	8/16	8/16	8/16	8/16
DM	5/8	5/8	5/8	5/8	5/8	5/8	5/8	5/8	5/8
Scm	6/12	6/12	6/12	6/12	6/12	6/12	6/12	6/12	6/12
Yen (100)	9/12	9/12	9/12	9/12	9/12	9/12	9/12	9/12	9/12
ES	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2
L (1 000)	12/16	12/16	12/16	12/16	12/16	12/16	12/16	12/16	12/16
L (1 000)	12/16	12/16	12/16	12/16	12/16	12/16	12/16	12/16	12/16
R. Esp.	10/16	10/16	10/16	10/16	10/16	10/16	10/16	10/16	10/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

REYKJAVIK ISLANDE

Située en bord de mer REYKJAVIK, capitale de l'Islande, offre d'agréables séjours

- activités culturelles,
- activités sportives...

et de REYKJAVIK, excursions GULLFOSS/GEYSIR, lles WESTMAN... Renseignez-vous !

Islande vous attend !

au départ de Paris 2 fois par semaine.

ICELANDAIR

9, bd des Capucines 75002 Paris 742.52.26

LA GESTION COMPLETE DE VOTRE ENTREPRISE POUR

59.990 F HT



- 1 IBM XT
- MULTIPOSTE
 - MEMOIRE CENTRALE : 384 KØ
 - DISQUE : 10 MØ
 - 1 CONSOLE SUPPLEMENTAIRE (ECRAN + CLAVIER)
 - 1 IMPRIMANTE (132 COL.)
 - 1 logiciel de gestion commerciale
 - 1 logiciel de gestion des salaires
 - 1 logiciel de comptabilité générale et auxiliaire
 - Dialogue-SGBD (gestion de fichiers)

OFFRE VALABLE JUSQU'AU 30 AVRIL 1985

SODIS SIÈGE SOCIAL IMMEUBLE « LE KARINA » AVENUE DES INDES Z.A. DE COURTABŒUF 91943 LES ULIS TÉLÉX 600259 F

SODIS-MEDITERRANÉE 17, RUE CLÉMENT ROASSAL 06000 NICE

APPELEZ

A PARIS CATHERINE

(6) 446.20.70

ou POUR PROVENCE-CÔTE D'AZUR MARIE-CLAIRE

(93) 87.09.10

EXEMPLE DE FINANCEMENT SUR 5 ANS : 1 599 F HT PAR MOIS

sodis

votre partenaire gestion

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



S.P.I. (Groupe PALUEL-MARMONT) B.D.D.P. (Groupe BOULET DRU)

La Société de placements internationaux, du Groupe Paluel-Marmont, agissant comme chef de file, vient de prendre avec la Société Centrale pour l'Industrie, filiale de la Société Générale de Belgique, et Essor Investissement 1 et 2, fonds à risques gérés par Charterhouse, une participation de 12 % dans le capital de la Société Boulet, Dru, Dupuy, Petit (B.D.D.P.).

Depuis le récent achat de Masfa, B.D.D.P. est le sixième groupe publicitaire français et atteindra cette année le milliard de francs de chiffre d'affaires. En prenant des partenaires financiers dans son capital, B.D.D.P. se dote de moyens supplémentaires pour assurer son développement.

Le groupe Paluel-Marmont, en prenant une participation dans une agence de publicité en pleine expansion, étend son activité au secteur de la communication et pourra ainsi apporter à sa clientèle d'entreprises de nouveaux services.

L'opération a été montée, à la demande de B.D.D.P., par Paluel-Marmont Finance qui jouera auprès de son client un rôle de conseil et d'assistance financière.

Les dirigeants de B.D.D.P. conservent 85 % du capital, le groupe Prouvost 3 % et la participation du groupe Paluel-Marmont sera de 6 %.

Le nouveau conseil d'administration sera ainsi composé de : Jean-Claude Boulet, Jean-Marie Dru, Marie-Catherine Dupuy, Jean-Pierre Petit, Maimé Arasodis, Christian Derveloy, Roger Paluel-Marmont et la Société centrale pour l'Industrie.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations 10,20 % novembre 1978

Les intérêts courus du 9 mai 1984 au 8 mai 1985 sur les obligations Electricité de France 10,20 % novembre 1978 seront payables, à partir du 9 mai 1985, à raison de 183,60 F par titre de 2 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 7 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 20,40 F (montant global : 204 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 30,58 F, auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 2,04 F, faisant ressortir un net de 150,98 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

A compter de la même date, les 17 680 obligations comprises dans les séries de numéros 489 739 à 489 941 et 515 001 à 532 477 sorties au tirage du 11 mars 1985 cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 2 000 F, coupon n° 8 au 9 mai 1986 attaché.

Ci-après, sont rappelées les séries de numéros d'obligations sorties aux tirages antérieurs :

- Amortissement 1982 : 489 942 à 504 172
- Amortissement 1983 : 697 530 à 712 108
- Amortissement 1984 : 110 786 à 130 849

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations 10,80 % mai 1978

Les intérêts courus du 12 mai 1984 au 11 mai 1985 sur les obligations Electricité de France 10,80 % mai 1978 seront payables, à partir du 12 mai 1985, à raison de 194,40 F par titre de 2 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 7 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 21,60 F (montant global : 216 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 32,38 F, auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 2,16 F, faisant ressortir un net de 159,86 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

A compter de la même date, les 18 014 obligations comprises dans la série de numéros 370 289 à 390 014 sorties au tirage du 12 mars 1985 cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 2 000 F, coupon n° 8 au 12 mai 1986 attaché.

Ci-après sont rappelées les séries de numéros d'obligations sorties aux tirages antérieurs :

- Amortissement 1979 : 581 171 à 600 642
- Amortissement 1980 : 724 370 à 735 139
- Amortissement 1981 : 118 587 à 130 370
- Amortissement 1982 : 502 078 à 515 547
- Amortissement 1983 : 676 355 à 695 066
- Amortissement 1984 : 447 637 à 465 909

Le Carnet des Entreprises

THOMSON-CSF

M. Jean-Robert MARTIN

vient d'être nommé président-directeur général de CIMS, filiale de Thomson-CSF, et succède à M. Gilbert Guillemot, nommé président d'honneur, qui a assuré le développement de la société depuis sa création en 1977, d'abord comme directeur général, puis comme président. M. Guillemot a également été nommé, à cette date, directeur chargé de mission à la branche équipements et systèmes de Thomson-CSF.

C'est à la session du conseil de CIMS, réuni le 4 mars, que M. Jean-Robert Martin a été élu président sur proposition de M. Gilbert Guillemot, après avoir été élu administrateur de la société au cours d'une réunion extraordinaire de l'assemblée générale.

Reppellone que M. Jean-Robert Martin avait déjà été porté à la présidence de Sintra, également filiale de Thomson-CSF, la 15 février dernier. Sa nomination à CIMS (Compagnie d'Informatique Militaire, spatiale et aéronautique) marque la volonté du groupe Thomson de consolider les activités que ces deux filiales exercent en particulier dans le secteur de l'informatique militaire.

CIMS, qui emploie mille sept cents personnes et s'est réalisé en 1984 un chiffre d'affaires de 1 200 millions de francs, dont 45 % d'exportations directes, fait partie de la branche équipements et systèmes de Thomson-CSF.

Né en 1939, M. Jean-Robert Martin est diplômé de l'Ecole nationale supérieure d'aéronautique et de l'université de Californie. Entré dans le groupe Thomson-CSF en 1964, il a successivement assuré la direction du département avionique générale de la division équipements avioniques de Thomson-CSF (1973), puis la direction de la division tubes électroniques (1983).

Pour tous renseignements sur le carnet, téléphoner à 770-86-33.



Résultats de l'exercice 1984

Le conseil d'administration, réuni le 17 avril, a approuvé les comptes de l'exercice 1984, qui seront présentés à l'assemblée générale ordinaire convoquée pour le 25 juin.

Au niveau consolidé, pour l'ensemble des activités :

- Le chiffre d'affaires hors taxes réalisé au cours de l'exercice 1984 s'est élevé à 1 038 millions de francs, contre 899 millions en 1983, le montant hors taxes des commandes reçues à 1 128 millions, contre 880 millions ;

- Le résultat net, après toutes provisions et impôts, et après participation du personnel, s'est élevé à 641 millions de francs, contre 42,9 millions. La marge brute d'autofinancement a été de 174,3 millions, contre 128,8 millions ;

Pour la branche aérospatiale et systèmes, le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à 489 millions de francs, contre 487 millions. Le montant hors taxes des commandes reçues a été de 557 millions, contre 452 millions. Le résultat courant avant impôt a été de 63,8 millions, contre 59,9 millions ;

Pour la branche informatique, le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à 549 millions de francs, contre 411 millions. Le montant hors taxes des commandes reçues a été de 571 millions, contre 428 millions. Le résultat courant avant impôt a été de 80,9 millions, contre 45,4 millions ;

Relativement au nombre d'actions au 1^{er} janvier 1985, le bénéfice net consolidé par action s'élève à 111,75 francs, contre 74,68 francs. La marge brute d'autofinancement a été de 303,60 francs, contre 224,37 francs ;

Compte tenu de l'accroissement des fonds propres et des perspectives de la société, le conseil, usant des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'assemblée générale extraordinaire du 2 juin 1981, a décidé la distribution d'une action gratuite pour trois actions ;

Les nouvelles actions prendront naissance à dater du 1^{er} janvier 1984 ; le conseil proposera à l'assemblée le versement d'un dividende de 18 francs, soit

27 francs de revenu global, ce dividende étant versé tant aux actions nouvellement créées qu'aux actions anciennes. Il proposera en outre que ce dividende puisse être perçu par les actionnaires sous forme d'actions nouvelles à créer, comme prévu par la loi du 3 janvier 1983.

Le conseil confirme ainsi son souci de la santé financière de la société, qui s'est, notamment, toujours traduit par un dividende modéré, cette année 21,5 % du bénéfice net consolidé ;

L'analyse des résultats suivant nos deux grandes branches d'activité, d'une part, l'aérospatiale et les systèmes, et, d'autre part, l'informatique, préfigure la création d'une filiale informatique dont le conseil a décidé le principe et dont le projet sera réservé à une prochaine assemblée générale extraordinaire. Deux raisons justifient cette création :

- D'une part, chacune des deux branches a ses caractéristiques propres, notamment différentes, qui entraînent des différences sensibles quant au mode de gestion et à la mentalité des personnels. Dans une perspective à long terme, cette différence justifie à elle seule l'établissement de deux personnes morales distinctes ;

- D'autre part, cette séparation permettra aux deux branches de travailler de manière spécifique la question de leur financement. Pour l'informatique, l'importance de la croissance rend nécessaires des apports de fonds propres extérieurs ; la création d'une personne morale distincte permettra un développement de l'activité sans soit par cooptation d'un partenaire financier, soit par l'introduction en Bourse.

La filiation de la branche informatique conciliera les avantages de clarté et de souplesse de la gestion par deux personnes morales distinctes avec la fécondité que donne la collaboration au sein d'un groupe de bonne taille, d'équipes travaillant dans des domaines différents mais toutes à la pointe du progrès technique.



COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

Le Conseil d'administration de la Compagnie générale d'électricité s'est réuni le 18 avril 1985 pour procéder notamment à l'examen des comptes de la compagnie pour l'exercice 1984.

Le résultat net hors plus-values à long terme et plus-values d'apport, s'est élevé à 264,7 millions de francs contre 251,6 millions de francs pour l'exercice 1983. L'essentiel de ce résultat est constitué par les revenus du portefeuille de participations qui atteignent 239,7 millions de francs contre 228,9 millions de francs en 1983.

Les plus-values nettes à long terme de 1984 s'élèvent à 148,1 millions de francs après impôt, contre 87,7 millions de francs en 1983. Elles résultent principalement d'opérations de cession d'actifs immobiliers et de valeurs mobilières de placement.

Compte tenu par ailleurs de la plus-value correspondant à l'apport, au cours de l'exercice, d'actions CIT-Alcatel à la Société financière des télécommunications, soit 253,2 millions de francs, le bénéfice net de 1984 s'élève à 666 millions de francs contre 560,3 millions de francs en 1983.

Le Conseil a laissé le soin à l'assemblée générale ordinaire de procéder à l'affectation du résultat et a décidé de réunir une assemblée générale extraordinaire en vue d'adapter les statuts de la société aux nouvelles dispositions légales relatives aux limites d'âge des dirigeants des sociétés du secteur public.

Le Conseil, en outre, a délibéré sur le projet d'avenant au contrat de plan qui doit être prochainement signé avec l'Etat.

ÉCONOMATS DU CENTRE

Le conseil d'administration du 13 avril 1985 vient d'arrêter les comptes de l'exercice 1984, qui lui présentera à l'assemblée générale du 15 juin prochain.

Pour sa billette d'affaires de 3 730 930 181 F, en progression de 5 % sur 1983, le bénéfice net de l'exercice se monte à 14 664 674 F, en progression sur celui de l'exercice précédent (10 160 759 F).

Ce résultat a été obtenu après amortissement, réintégration et création d'une nouvelle provision pour hausses de prix.

Le conseil proposera un dividende de 32 F au lieu de 30 F pour l'exercice précédent.

L'amélioration de la rentabilité, malgré la difficulté des affaires face à une concurrence accrue, a pu se réaliser par une diminution des frais généraux, la mise en place de nouveaux systèmes d'informatique répartie et l'amélioration des circuits logistiques. C'est dans cette même voie que devrait se réaliser l'exercice 1985, au cours duquel la société ouvrira son neuvième hypermarché et trois nouveaux supermarchés, tout en continuant la modernisation de ses différents réseaux de magasins.

WAGONS-LITS

MM. les actionnaires sont convoqués aux assemblées générales qui se tiendront à Bruxelles, à l'Hotel Astoria, 103, rue Royale, le mardi 7 mai 1985 :

1) A 14 heures 30 : assemblée générale extraordinaire, qui devra se prononcer sur la proposition d'augmentation de capital de la société pour le porter de 1 212 500 500 francs belges à 1 454 500 500 francs belges, par création de 484 660 actions nouvelles émises au prix de 1800 francs belges par titre et offertes en souscription publique contre espèces à raison d'une action nouvelle pour cinq actions anciennes ;

Cette augmentation de capital serait soumise à la condition suspensive que les garanties par elle fait usage de la faculté qu'il lui est octroyée par son engagement ;

2) A 15 heures : assemblée générale ordinaire pour approbation des comptes de l'exercice 1984 et nominations statutaires ;

Les actions doivent être déposées au plus tard le 30 avril : à la Société générale, à la Banque nationale de Paris, à la Banque Paribas, au Crédit lyonnais, au Crédit commercial de France, à l'Européenne de Banque, à la Banque Louis Dreyfus, au Crédit du Nord, à la Caisse centrale des Banques populaires, à la Société Industrielle de Banque, dans leurs agences à Paris, et/ou en province : à la Direction générale de la Compagnie, à Paris, 40, rue de l'Arcade.



BANQUE HERVET

Le conseil d'administration de la banque Hervet, réuni le 15 avril 1985, sous la présidence de M^{me} Lisette Mayet, a arrêté les comptes de l'exercice 1984.

Les ressources de la clientèle s'établissent à 3 972 millions de francs (+ 8,8 %). L'actif consolidé est particulièrement sensible sur les dépôts à vue (+ 13,9 %).

En parallèle la progression des activités financières s'est poursuivie, à travers notamment des Fonds communs de placement. Les encours des capitaux atteignent 1,2 milliard de francs en fin d'année (+ 60 % par rapport à 1983).

Les crédits à la clientèle se situent en moyenne annuelle à 2 775 MF (+ 2,6 %), dans une conjoncture marquée par une déflation de la demande de crédits à court terme au cours du second semestre, avec un développement nettement plus marqué des concours à moyen et à long terme, et un niveau de provisions pour créances douteuses et risques clientèles comparable à celui de 1983.

Le produit net bancaire atteint 476,3 millions de francs augmentant de 7,3 % par rapport à l'exercice précédent.

La progression de 8,9 % des frais généraux, frais de personnel et amortissements incluant, marque une nette flexion par rapport à l'exercice 1983 (+ 15,2 %).

La dotation nette aux provisions est, compte tenu des reprises, en baisse sur l'exercice précédent, ce qui conduit à un résultat avant impôt de 73,6 millions de francs en progression de 6,8 %.

Le bénéfice net ressort à 40,2 millions de francs, en progression de 8,3 %.



Le conseil d'administration dans sa séance du 19 avril a approuvé les comptes de l'exercice 1984, qui font apparaître un bénéfice net consolidé de 61 millions de francs contre 68,7 l'année précédente.

Le cash flow passe de 207 à 229,2 millions de francs, soit une augmentation de 11 %, cet écart étant dû à l'augmentation de la dotation aux amortissements qui augmente de 26,6 % pour atteindre 165 millions de francs.

Les résultats de la société mère et du groupe peuvent être résumés ainsi :

	1984	1983	1984	1983
(en millions de francs)				
Chiffre d'affaires	3 327,0	2 911,3	2 807,4	2 390,5
Résultat d'exploitation	216,9	228,4	121,3	135,6
Résultat courant	78,2	101,1	46,9	99,5
Résultat net				
(y compris minoritaires)	61,0	68,8	46,7	87,2
Investissements	213,0	182,8	206,9	174,9
Dotation aux amortissements	165,1	130,5	168,5	126,2
Marge brute d'autofinancement	229,2	207,0	181,4	180,6

* y compris les amortissements dérogatoires qui ne sont pas pris en compte dans le résultat consolidé.

Outre l'augmentation de la M.B.A. consolidée, il importe de souligner que le développement du chiffre d'affaires s'est effectué essentiellement à l'exportation dont la part est passée de 63,3 % à 67,8 % de l'activité.

Les principaux postes du bilan (comptes clients, stocks, etc.) ont évolué de façon satisfaisante et à un pourcentage inférieur à l'augmentation de l'activité exprimée en pourcentage.

Seul l'endettement total de la société mère et du groupe évolue à un rythme supérieur.

Compte tenu de l'importance des investissements en cours et des projets de développements nouveaux définis ci-après qui nécessitent des ressources importantes, le conseil proposera à l'assemblée le paiement d'un dividende net de 3 F par action au titre de l'exercice 1984 contre 4 F en 1983.

Durant cette même séance, le conseil a approuvé un projet d'accord avec le groupe américain Scovill dont la division Hamilton Beach constitue l'un des leaders du petit électroménager aux Etats-Unis.

Les grandes lignes de ce projet peuvent être résumées ainsi :

- 1) Contrat de fourniture de pièces détachées et composants fournis par Moulinex à partir de ses usines françaises ;
- 2) Accord de "joint-ventures" aux Etats-Unis entre Hamilton Beach et Moulinex qui devrait permettre, sous marque Moulinex, le développement des ventes du groupe aux Etats-Unis, en particulier pour les produits haut de gamme.

La conclusion de ces deux contrats pourra conduire à un accroissement très substantiel des exportations du groupe vers les Etats-Unis.

La signature définitive de ce protocole d'intention devrait intervenir à la fin du premier semestre 1985, sous réserve de l'obtention des autorisations administratives nécessaires.

Ces projets ont nécessité la cession par Moulinex de sa participation dans la société Moulinex Régali Inc. et la révision des accords qui lient les sociétés Moulinex et Régali. Ces modifications devraient toutefois être sans conséquence sur le volume de nos exportations à la société Régali.

Moulinex et Scovill, entendant d'autre part étendre leurs liens au-delà des accords commerciaux définis ci-dessus, le groupe Scovill envisage une prise de participation significative approchant 20 % du capital de Moulinex. Cette participation serait cédée par l'actionnaire principal.

Le conseil d'administration a, par ailleurs, confirmé les orientations stratégiques du groupe visant à :

- 1) Poursuivre l'effort d'investissement de productivité ;
- 2) Développer les produits haut de gamme, notamment pour ce qui concerne le four à micro-ondes pour lequel le groupe est devenu l'un des leaders européens sur un marché qui double pratiquement chaque année ;
- 3) Poursuivre le développement géographique, particulièrement aux Etats-Unis.

Cette triple volonté de développement au plan industriel, technique et commercial devrait influencer favorablement les résultats à venir de la société ; elle nécessite toutefois la mise en place des moyens financiers importants. Dans cet esprit, le conseil a arrêté le principe d'un appel au marché financier selon des modalités qui seront définies lors de sa prochaine réunion.

SOCIÉTÉ NAVALE CHARGEURS DELMAS-VIELJEUX

Le conseil d'administration, réuni le 18 avril 1985 sous la présidence de M. Tristan Vieljeux, a arrêté les comptes de l'exercice 1984 :

Le chiffre d'affaires a atteint 1 790 millions de francs (contre un montant correspondant en 1983 de 1 745 millions de francs, après retraitement selon les normes du nouveau plan comptable appliqué en 1984) ;

- L'excédent brut d'exploitation est en progression de 13,94 % sur celui de l'exercice précédent et la marge brute d'autofinancement totale atteint 345 millions de francs contre 325 millions de francs en 1983 ;

- Le résultat net s'élève à 65 millions de francs contre 57 millions de francs pour l'exercice précédent.

Il sera proposé à l'assemblée générale des actionnaires, qui sera convoquée au mois de juin 1985, de mettre en distribution un dividende de 36 550 800 F à répartir aux 1 827 540 actions.

Le dividende net par action ressortirait ainsi à 20 F (au lieu de 18 F au titre de l'exercice 1983), donnant un revenu global de 30 F, compte tenu de l'avoir fiscal de 10 F.

LE NICKEL-SLN

Résultats 1984

209 millions de francs de sorte que le résultat social de la SLN ressort finalement en perte de 0,2 million de francs.

Seul aggravation de la situation en Calédonie, les résultats du début de l'année 1985 devraient confirmer le retour à l'équilibre de la SLN.

Le conseil d'administration du 19 avril a également approuvé un projet de réorganisation juridique de la SLN qui sera soumis aux instances concernées de la société dans les semaines à venir. L'actuelle SLN donnerait naissance à deux sociétés. Une générale, spécialisée dans les activités minières et métallurgiques en Calédonie et serait la filiale de l'autre société qui, pour sa part, aurait la responsabilité du raffinage à Sandaville, de la commercialisation et de l'assistance technique. Cette dernière société aurait pour actionnaires ceux de l'actuelle SLN (ERAP 70 %, SNEA 15 % et IMETAL 15 %). Les liens avec chacun de ces groupes resteraient inchangés. La SLN prolongerait ainsi la réorganisation industrielle, actionnariale et financière initiée aux derniers années et se doterait d'une structure mieux adaptée aux conditions de gestion des sociétés opérant au niveau mondial.

GROUPE C&F SOFREM - SOGINNOVE

SOFREM (Société financière pour l'industrialisation des régions minières) a pris une participation financière de 1 500 000 F dans le capital de la société SOGINNOVE.

Cette prise de participation permet de consolider les relations suivies qui existaient déjà entre les deux sociétés pour le financement d'un certain nombre de sociétés à caractère innovant.

MARCHE
PARIS
VOICES QUOTIDIEN
AGENTS DE C
DU DOLLAR A
VALEURS
C&F

OCIÉTÉS
Moulinex

MARCHÉS FINANCIERS

LE MONDE - Mercredi 24 avril 1985 - Page 41

PARIS

23 avril

Hésitant

En ce début du nouveau mois boursier, le marché parisien a fait preuve d'hésitation. L'indice de l'Euro Stoxx 100, qui avait progressé de 1,2 % à l'approche du son de cloche final, ramenant à 16 % la progression des valeurs françaises.

Le romancier conseiller financier à ses heures, s'était méfié des agents de change réunis à la corbeille à l'occasion d'une prise de vue avec le palais Brongniart pour la fête de la bourse.

L'hésitation prévalait sur l'ensemble des secteurs, un sentiment dû à l'attente de la fin de la semaine, qui attendait l'annonce de la croissance des Etats-Unis avant de changer, éventuellement, leur fusil d'épaule.

La nette reprise du dollar sur les marchés des changes s'est confirmée à Paris, où le billet vert est remonté à 9,267 \$ F contre 9,112 \$ F la veille et il s'agit sans doute d'une première indication quant aux prévisions que l'on peut établir sur le PNB américain au deuxième trimestre 1984, à savoir un taux de croissance supérieur aux trois mois précédents.

Générali, Biscuit, Nord, Moulinex, Radiotechnique, Dassault, Fininvest, UCB, Matra, SAT, se distinguent avec des hausses de 2 % à 7 %, tandis qu'à l'inverse, Berger, Arjomari, SFIM, Paccor, Pechelers, Maisons Phénix, perdent 3 % à 4 %.

Par ailleurs, la cotation des actions SAFT a été suspendue dans l'attente du communiqué que doit publier la société-mère, la GSE à propos de la cession du secteur « piles, grand public » au groupe Bernard Tapie (Le Monde du 23 avril).

Sur le marché de l'or, le lingot a gagné 850 F, à 97 250 F, le napoléon cadant à 575 F, A Londres, le métal fin est retombé à 326 dollars l'once contre 329,05 dollars lundi midi.

Dollar: 9,25/99 F (contre 9,45/48 F).

NEW-YORK

Valse hésitation

La semaine s'est ouverte à Wall Street sur une note pour le moins très hésitante. La tendance est restée très irrégulière. Tandis qu'en légère progression, l'indice des valeurs industrielles s'est finalement établi à 1 266,56, son niveau du vendredi précédent. Pour les « Blue Chips », c'est donc le statu quo.

En revanche, le bilan de la journée a été négatif. Sur 1 982 valeurs traitées, 836 ont baissé, 628 ont monté et 518 n'ont pas varié.

D'une façon générale, l'activité a été faible, et 79,53 millions de titres ont changé de mains, contre 81,10 millions précédemment.

Les investisseurs sont toujours très partagés sur la conduite à prendre. La baisse des taux d'intérêt serait plutôt de nature à favoriser les initiatives d'achat avec la baisse des rendements sur le marché obligataire. Mais elle est aussi révélatrice de l'affaiblissement économique.

D'autre part, les derniers résultats publiés par les entreprises pour le trimestre écoulé sont assez décevants. De l'avis général, la Bourse est appelée à naviguer un moment encore, le temps que la Réserve fédérale clarifie sa position sur sa politique monétaire. Les investisseurs attendent également d'en savoir plus sur les intentions du Congrès au sujet de la réduction du déficit budgétaire.

VALEURS	Cours de 18 avril	Cours de 23 avril
Alcoa	32 3/4	32 3/8
Amstar	32 3/4	32 1/4
Boeing	34 3/8	34 1/2
Chrysler	34 3/8	34 1/2
General Electric	34 3/8	34 1/2
General Motors	34 3/8	34 1/2
IBM	34 3/8	34 1/2
Intel	34 3/8	34 1/2
Johnson & Johnson	34 3/8	34 1/2
McDonald's	34 3/8	34 1/2
Merck & Co.	34 3/8	34 1/2
Microsoft	34 3/8	34 1/2
Oracle	34 3/8	34 1/2
Rockwell International	34 3/8	34 1/2
Sony	34 3/8	34 1/2
Texas Instruments	34 3/8	34 1/2
United Technologies	34 3/8	34 1/2
Walt Disney	34 3/8	34 1/2
Xerox	34 3/8	34 1/2

LA VIE DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE ELECTRO-MÉCANIQUE. La société, créée en 1984, un bénéfice net de 21,5 millions de francs après une perte de 28,4 millions de francs durant le précédent exercice, lequel sera affecté au report à nouveau, le chiffre d'affaires ayant atteint 1,53 milliard de francs, contre 1,88 milliard en 1983. Les actionnaires de la Compagnie Electro-Mécanique seront convoqués, le 26 juin prochain, en assemblée générale extraordinaire pour se prononcer sur un projet d'apport en nature de la division aéronautique de la Compagnie, à l'actif de la Compagnie. L'échange s'effectuera sur la base de deux actions de cette dernière pour une action CEM. La fusion prendrait effet rétroactivement au 1er janvier 1985, les nouvelles actions Althom-Atlantique, émises, en rémunération de l'apport de CEM, porteront jouissance à compter de la même date.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 = 20 avr. 1984)
19 avril
Valeur française 1044
Valeur étrangère 1046
CDS DES AGENTS DE CHANGE
(base 100 = 31 avr. 1981)
22 avril
Indice général 233

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets prisés du 23 avril
10/12 %
COURS DU DOLLAR A TOKYO
1 dollar (en yens) 246,85 / 248,45

date. Cette opération doit notamment permettre l'achat d'actions de la Compagnie.

ALTHOM-ATLANTIQUE. La Compagnie

INTERTECHNIQUE. Le bénéfice net 1984 a atteint 6,1 millions de francs, contre 42,9 millions l'année précédente, soit une augmentation de près de 50 %, la marge brute d'autofinancement ayant progressé de 35 % de son côté, pour atteindre 17,4 millions de francs, contre 13 millions en 1983. La division aéronautique et spatiale, qui réalise des ventes de 489 millions de francs (contre 487 millions). La société, qui va distribuer un dividende net de 18 F, inchangé, et procéder à la distribution d'une action gratuite pour trois anciennes, annonce la création prochaine d'une filiale informatique dans la perspective d'un « élargissement de l'actionnariat », soit par cooptation d'un partenaire financier, soit par introduction en Bourse.

LA RADIOTECHNIQUE. Cette filiale de Philips a subi, en 1984, un déficit de 43,9 millions de francs, après un excédent de 19,7 millions de francs l'année précédente. L'exercice se clôture avec un chiffre d'affaires de 3,35 milliards de francs, contre 3,22 milliards en 1983.

BOURSE DE PARIS Comptant

23 AVRIL

VALEURS	% de variation	% de coupon	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	29	1 985	Secur-Mont	700	700	Sauvage-Mont	440	450	SECO	1750	1750
5 %	46 55	1 123	Secur-Mont	700	700	Sauvage-Mont	440	450	SECO	1750	1750
5 %	46 55	1 123	Secur-Mont	700	700	Sauvage-Mont	440	450	SECO	1750	1750
5 %	46 55	1 123	Secur-Mont	700	700	Sauvage-Mont	440	450	SECO	1750	1750
5 %	46 55	1 123	Secur-Mont	700	700	Sauvage-Mont	440	450	SECO	1750	1750
5 %	46 55	1 123	Secur-Mont	700	700	Sauvage-Mont	440	450	SECO	1750	1750
5 %	46 55	1 123	Secur-Mont	700	700	Sauvage-Mont	440	450	SECO	1750	1750
5 %	46 55	1 123	Secur-Mont	700	700	Sauvage-Mont	440	450	SECO	1750	1750
5 %	46 55	1 123	Secur-Mont	700	700	Sauvage-Mont	440	450	SECO	1750	1750
5 %	46 55	1 123	Secur-Mont	700	700	Sauvage-Mont	440	450	SECO	1750	1750

SECONDE MARCHÉ Hors-cote

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
SECO	1750	1750	SECO	1750	1750
SECO	1750	1750	SECO	1750	1750
SECO	1750	1750	SECO	1750	1750
SECO	1750	1750	SECO	1750	1750
SECO	1750	1750	SECO	1750	1750
SECO	1750	1750	SECO	1750	1750
SECO	1750	1750	SECO	1750	1750
SECO	1750	1750	SECO	1750	1750
SECO	1750	1750	SECO	1750	1750

SICAV 22/4

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
SECO	1750	1750	SECO	1750	1750
SECO	1750	1750	SECO	1750	1750
SECO	1750	1750	SECO	1750	1750
SECO	1750	1750	SECO	1750	1750
SECO	1750	1750	SECO	1750	1750
SECO	1750	1750	SECO	1750	1750
SECO	1750	1750	SECO	1750	1750
SECO	1750	1750	SECO	1750	1750
SECO	1750	1750	SECO	1750	1750

Étrangers

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
SECO	1750	1750	SECO	1750	1750
SECO	1750	1750	SECO	1750	1750
SECO	1750	1750	SECO	1750	1750
SECO	1750	1750	SECO	1750	1750
SECO	1750	1750	SECO	1750	1750
SECO	1750	1750	SECO	1750	1750
SECO	1750	1750	SECO	1750	1750
SECO	1750	1750	SECO	1750	1750
SECO	1750	1750	SECO	1750	1750

Règlement mensuel

COMPANION		VALEURS		Cours		Dernier cours		%		COMPANION		VALEURS		Cours		Dernier cours		%		COMPANION		VALEURS		Cours		Dernier cours		%		COMPANION		VALEURS		Cours		Dernier cours		%	
VALEURS		Cours		Dernier cours		%		COMPANION		VALEURS		Cours		Dernier cours		%		COMPANION		VALEURS		Cours		Dernier cours		%		COMPANION		VALEURS		Cours		Dernier cours		%			
1702	ALB 1973	1708	1716	+ 0,47	330	Enco S.A.F.	530	532	+ 0,37	280	Alphaville (Fin)	280	283	50	+ 0,30	132	Anglo Amer. C.	132	131	- 0,45	100	Indo-Yokohama	100	103	10	+ 0,31	100	Indo-Yokohama	100	103	10	+ 0,31	100	Indo-Yokohama	100	103	10	+ 0,31	
1703	C.N.E. 3-1	41 05	41 05	+ 0,72	1210	S.A.R.F.	1215	1250	+ 0,28	65	(- Société)	64	65	90	+ 1,56	910	Anglo	910	918	+ 0,88	316	Itte	315	317	218	+ 0,64	316	Itte	315	317	218	+ 0,64	316	Itte	315	317	218	+ 0,64	
1704	Electricité P.T.	1408	1408	+ 0,01	980	Europacombi	980	970	- 0,10	127	Petrobrás P.	128	125	120	- 0,84	645	BASF (Vaz)	645	644	- 0,30	57	Matsumoto	56	57	67	+ 0,17	57	Matsumoto	56	57	67	+ 0,17	57	Matsumoto	56	57	67	+ 0,17	
1705	Renault P.T.	1066	1066	+ 0,00	986	Europe n° 1	986	980	- 0,62	138	Petrobrás S.A.	138	135	348	- 0,17	930	Reyer	930	937	+ 0,75	985	Harcov	984	983	985	+ 0,01	985	Harcov	984	983	985	+ 0,01	985	Harcov	984	983	985	+ 0,01	
1706	Renault P.T.	1066	1066	+ 0,00	1230	Fin. Ind. 1	1230	1180	- 0,41	50	Poliet	50	50	50	0	122	Cher	122	122	0	0,21	24	Normandie II	235	241	240	+ 0,04	24	Normandie II	235	241	240	+ 0,04	24	Normandie II	235	241	240	+ 0,04
1707	St-Gobain P.T.	1245	1245	+ 0,00	776	Fischer-Brouss	776	796	+ 0,26	520	Poliet	520	510	510	- 0,19	122	Cher	122	122	0	0,21	24	Normandie II	235	241	240	+ 0,04	24	Normandie II	235	241	240	+ 0,04	24	Normandie II	235	241	240	+ 0,04
1708	Thomson P.T.	1239	1240	+ 0,08	201	50	201	206	+ 0,25	180	Poliet	180	183	183	+ 0,17	930	Reyer	930	937	+ 0,75	985	Harcov	984	983	985	+ 0,01	985	Harcov	984	983	985	+ 0,01	985	Harcov	984	983	985	+ 0,01	
1709	Alcan.	272	272	+ 0,00	180	50	180	180	0	0,16	200	Poliet	200	196	196	- 0,20	376	C. de P. Imp.	375	370	- 0,13	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24
1710	Alcan.	272	272	+ 0,00	376	50	376	382	+ 0,16	200	Poliet	200	196	196	- 0,20	376	C. de P. Imp.	375	370	- 0,13	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	
1711	Alcan.	272	272	+ 0,00	376	50	376	382	+ 0,16	200	Poliet	200	196	196	- 0,20	376	C. de P. Imp.	375	370	- 0,13	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	
1712	Alcan.	272	272	+ 0,00	376	50	376	382	+ 0,16	200	Poliet	200	196	196	- 0,20	376	C. de P. Imp.	375	370	- 0,13	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	
1713	Alcan.	272	272	+ 0,00	376	50	376	382	+ 0,16	200	Poliet	200	196	196	- 0,20	376	C. de P. Imp.	375	370	- 0,13	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	
1714	Alcan.	272	272	+ 0,00	376	50	376	382	+ 0,16	200	Poliet	200	196	196	- 0,20	376	C. de P. Imp.	375	370	- 0,13	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	
1715	Alcan.	272	272	+ 0,00	376	50	376	382	+ 0,16	200	Poliet	200	196	196	- 0,20	376	C. de P. Imp.	375	370	- 0,13	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	
1716	Alcan.	272	272	+ 0,00	376	50	376	382	+ 0,16	200	Poliet	200	196	196	- 0,20	376	C. de P. Imp.	375	370	- 0,13	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	
1717	Alcan.	272	272	+ 0,00	376	50	376	382	+ 0,16	200	Poliet	200	196	196	- 0,20	376	C. de P. Imp.	375	370	- 0,13	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	
1718	Alcan.	272	272	+ 0,00	376	50	376	382	+ 0,16	200	Poliet	200	196	196	- 0,20	376	C. de P. Imp.	375	370	- 0,13	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	
1719	Alcan.	272	272	+ 0,00	376	50	376	382	+ 0,16	200	Poliet	200	196	196	- 0,20	376	C. de P. Imp.	375	370	- 0,13	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	
1720	Alcan.	272	272	+ 0,00	376	50	376	382	+ 0,16	200	Poliet	200	196	196	- 0,20	376	C. de P. Imp.	375	370	- 0,13	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	
1721	Alcan.	272	272	+ 0,00	376	50	376	382	+ 0,16	200	Poliet	200	196	196	- 0,20	376	C. de P. Imp.	375	370	- 0,13	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	
1722	Alcan.	272	272	+ 0,00	376	50	376	382	+ 0,16	200	Poliet	200	196	196	- 0,20	376	C. de P. Imp.	375	370	- 0,13	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	
1723	Alcan.	272	272	+ 0,00	376	50	376	382	+ 0,16	200	Poliet	200	196	196	- 0,20	376	C. de P. Imp.	375	370	- 0,13	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	
1724	Alcan.	272	272	+ 0,00	376	50	376	382	+ 0,16	200	Poliet	200	196	196	- 0,20	376	C. de P. Imp.	375	370	- 0,13	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	
1725	Alcan.	272	272	+ 0,00	376	50	376	382	+ 0,16	200	Poliet	200	196	196	- 0,20	376	C. de P. Imp.	375	370	- 0,13	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	
1726	Alcan.	272	272	+ 0,00	376	50	376	382	+ 0,16	200	Poliet	200	196	196	- 0,20	376	C. de P. Imp.	375	370	- 0,13	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	
1727	Alcan.	272	272	+ 0,00	376	50	376	382	+ 0,16	200	Poliet	200	196	196	- 0,20	376	C. de P. Imp.	375	370	- 0,13	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	
1728	Alcan.	272	272	+ 0,00	376	50	376	382	+ 0,16	200	Poliet	200	196	196	- 0,20	376	C. de P. Imp.	375	370	- 0,13	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	
1729	Alcan.	272	272	+ 0,00	376	50	376	382	+ 0,16	200	Poliet	200	196	196	- 0,20	376	C. de P. Imp.	375	370	- 0,13	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	
1730	Alcan.	272	272	+ 0,00	376	50	376	382	+ 0,16	200	Poliet	200	196	196	- 0,20	376	C. de P. Imp.	375	370	- 0,13	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	
1731	Alcan.	272	272	+ 0,00	376	50	376	382	+ 0,16	200	Poliet	200	196	196	- 0,20	376	C. de P. Imp.	375	370	- 0,13	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	
1732	Alcan.	272	272	+ 0,00	376	50	376	382	+ 0,16	200	Poliet	200	196	196	- 0,20	376	C. de P. Imp.	375	370	- 0,13	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	
1733	Alcan.	272	272	+ 0,00	376	50	376	382	+ 0,16	200	Poliet	200	196	196	- 0,20	376	C. de P. Imp.	375	370	- 0,13	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	
1734	Alcan.	272	272	+ 0,00	376	50	376	382	+ 0,16	200	Poliet	200	196	196	- 0,20	376	C. de P. Imp.	375	370	- 0,13	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	
1735	Alcan.	272	272	+ 0,00	376	50	376	382	+ 0,16	200	Poliet	200	196	196	- 0,20	376	C. de P. Imp.	375	370	- 0,13	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	
1736	Alcan.	272	272	+ 0,00	376	50	376	382	+ 0,16	200	Poliet	200	196	196	- 0,20	376	C. de P. Imp.	375	370	- 0,13	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	
1737	Alcan.	272	272	+ 0,00	376	50	376	382	+ 0,16	200	Poliet	200	196	196	- 0,20	376	C. de P. Imp.	375	370	- 0,13	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	106	Hydro	101	125	125	+ 0,24	
1738	Alcan.	272	272	+ 0,00	376	50	376	382	+ 0,16	200	Poliet	200	196	196	- 0,20	376																							

Le Monde

En 1984

UN JOUR DANS LE MONDE

DÉBATS

- LA DÉFENSE DE L'EUROPE : « La nécessaire réévaluation de l'UEO », par Alfred Cahen ; « La désaccoutance des stratégies », par Jean-Claude Guillebaud.
- LU : L'Amérique n'est pas une île, d'Alexander Haig.

ÉTRANGER

- EUROPE : URSS : le comité central du PC tient sa première réunion depuis l'élection de M. Gorbatchev.
- AMÉRIQUES : BRÉSIL : le dernier hommage de Brasília à Tancredo Neves.
- ARGENTINE : « Je suis disposé à me battre jusqu'au bout », nous déclare le président Alfonsín.
- ASIE : Le 30^e anniversaire de la conférence de Bandung.
- PROCHE-ORIENT : 7. DIPLOMATIE

POLITIQUE

- Le débat sur la réforme du mode de scrutin.
- La réforme des tribunaux administratifs.

SOCIÉTÉ

- Les nouveaux programmes de l'école primaire.
- La Journée nationale du CNRS.
- JUSTICE.
- SPORTS.

CFM 89

à Paris
Allo « le Monde »
232-14-14
Mardi 23 avril, 18 h 45
La France et ses immigrés
BERTRAND LE GENDRE
et ROBERT SOLÉ
répondent aux questions
des auditeurs et des lecteurs
Débat animé
par FRANÇOIS KOCH

DOSSIER

- La marine marchande.

CULTURE

- EXPOSITIONS : les Arts de l'Océanie à Paris.
- MUSIQUE : Münchinger aux Champs-Élysées ; Poulenc à l'Ensemble orchestral de Paris.
- 20-21. COMMUNICATION : MIP-TV 85, à l'ombre des satellites.

ÉCONOMIE

- SOCIAL : le RPR et l'UDF adoptent l'indicateur de M. Stoléru pour mesurer le chômage.
- BOURSE : la Commission des opérations de Bourse constate la « croissance vigoureuse » du marché financier.
30. AFFAIRES : le pétrole sur les dénationalisations.

RADIO-TÉLÉVISION (19)
INFORMATIONS
« SERVICES » (21) :
« Vie associative » ; Météorologie ; Mots croisés ; Journal officiel ;
Annonces classées (22 à 34) ;
Caractéristiques (20) ; Programmes des spectacles (18-19) ; Marchés financiers (41).

Le numéro du « Monde »
daté 23 avril 1985
a été tiré à 485 193 exemplaires

DE LA SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VÊTEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie
d'un grand maître tailleur
Pour vous permettre de juger
la qualité de notre travail
COSTUMES
MESURE
A partir de 1 750 F
PANTALONS à partir de 890 F
3 000 tissus
Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
Boutique Femme
JUPES et TAILLEURS
SUR MESURE
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES
Prêt-à-porter Homme
LEGRAND Tailleur
27, rue de la République, Paris - Opéra
Téléphone : 742-70-41.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

Renault a perdu près de 12,5 milliards de francs

Près de 12,5 milliards de francs de pertes pour un chiffre d'affaires de 117 milliards. Tels sont les résultats provisoires que M. Georges Besse, le secrétaire général de Renault, devait annoncer mardi 23 avril dans l'après-midi, lors d'un conseil d'administration de la Régie. Voilà qui mettra fin aux spéculations qui, depuis janvier, ont fait évoluer la perte de 1984 entre 8 et 16 milliards de francs. Est-il besoin de rappeler que M. Hanon, le jour même où il était démissionné, s'apprêtait à annoncer un résultat provisoire négatif de l'ordre de 9 milliards. Les incertitudes financières, et le plan social de réduction des effectifs auront amené M. Besse à provisionner, plus largement que son prédécesseur, près de 5 milliards de francs.

Le conseil d'administration devait par ailleurs discuter de plans de financement d'investissements, mais

il n'était nullement question que le nouveau président de Renault annonce les grandes lignes de sa stratégie. Il faudra encore quelques semaines aux pouvoirs publics et aux syndicats — dont une CGT qui fourbit ses armes — pour connaître le montant de l'ardoise financière du plan Besse et l'hémorragie d'effectifs qui sera nécessaire pour que Renault retrouve sa compétitivité.

Car tels sont bien les deux problèmes majeurs qui se posent chez Renault. Sur le plan financier, la Régie devra bien reconstituer son

budget de bilan, fortement dégradé par les pertes massives des deux dernières années, et investir par ailleurs pour ne pas obérer l'avenir. Devant l'ampleur du sinistre, les 3 milliards de francs de dotations en capital fournies par l'Etat actionnaire sont

à peine suffisants. Et les moyens du Fonds industriel de modernisation (FIM), auquel

Renault a fait appel, ne sont pas non plus à la hauteur des besoins. Il faudra donc avoir recours à l'emprunt — garanti par l'Etat — et à un prêt du Fonds de développement économique et social (FDES).

Le dossier social est tout aussi préoccupant. Moins d'un an des législatives. On se rappelle que les mutations industrielles ont été « inaugurées », il y a près de deux ans, par des licenciements chez Talbot qui ont alourdi l'atmosphère sociale pendant des mois, avec pour résultat la quasi-disparition de la marque.

Dans l'état actuel des choses, 7 700 personnes partiront en préretraite (FNE) en 1985. A cela, il faut ajouter 1 000 à 1 200 travailleurs émigrés qui bénéficieront de l'aide au retour et un millier, environ, de départs volontaires. De 103 000, fin 1983, les effectifs de la Régie auront ainsi été ramenés, fin 1985, à 89 000. Cela est-il suffisant ? Tout laisse craindre que non. Mais alors que « la CGT et le PC commencent à se mobiliser », la potion Besse risque, dit-on au gouvernement, d'être dure à passer. Autant dire que la publication des résultats de Renault ne clot pas le dossier, elle l'ouvre.

B.D.

Le gouvernement arrête son projet sur la Nouvelle-Calédonie

Les grandes lignes du projet gouvernemental pour la Nouvelle-Calédonie, dont MM. Mitterrand et Fabius se sont entretenus lundi, devaient être définitivement arrêtées mardi matin 23 avril, au cours du petit déjeuner qui réunit chaque semaine au palais de l'Élysée le chef de l'Etat, le chef du gouvernement et le premier secrétaire du Parti socialiste, en présence du secrétaire général de la présidence de la République M. Jean-Louis Bianco, et du conseiller spécial auprès du président de la République, M. Jacques Attali.

Il semble que jusqu'au dernier moment le pouvoir exécutif ait été partagé sur la date à retenir pour l'organisation du scrutin d'autodétermination sur l'avenir du territoire. La question était de savoir si une telle consultation devrait avoir lieu avant ou après les élections législatives du printemps 1986.

Le chef du mouvement indépendantiste, M. Jean-Marie Tjibou, a été consulté, d'autre part, sur l'éventualité d'un « projet de transition », qui pourrait consister, en cas de report du scrutin d'autodétermination à 1988, à mettre en place un statut intérimaire qui prévoirait le découpage du territoire en plusieurs régions, selon un système inspiré à la fois du statut du 6 septembre 1984 et du contre-projet du président du gouvernement territorial, M. Dick Ukeiwé. Les indépendantistes ont répondu qu'ils n'accepteraient un tel schéma que s'ils avaient l'assurance que la « transition » en question déboucherait sur la proclamation de l'indépendance.

Les décisions du gouvernement doivent en principe être annoncées publiquement, soit à l'occasion de la réunion du conseil des ministres, mercredi, soit le lendemain. De retour à Nouméa, M. Ukeiwé, sénateur RPR, a notamment déclaré : « Si le gouvernement, qui est garant des institutions, ne prend pas une décision conforme à sa tâche, ce sera à nous d'agir, toujours dans le cadre de ces institutions. » M. Ukeiwé a réaffirmé son opposition à toute rencontre avec M. Edgar Pisani, dont le retour dans le territoire semble pourtant acquis.

après l'hommage rendu à celui-ci, dimanche, par le ministre de l'Intérieur : « Je ne vois pas pourquoi il reviendrait », a dit M. Ukeiwé, et pour quelles raisons nous aurions besoin de nous revoir. »

LE DROIT DE VOTE POUR LES IMMIGRÉS

M^{re} VEIL : d'abord les ressortissants de la Communauté

M. Bernard Stasi, député (UDF-CDS) de la Marne, avait été, lundi matin 22 avril, le seul membre de l'opposition à exprimer des réserves nuancées — parmi un flot de condamnations sans appel — après les déclarations de M. Mitterrand, devant le congrès de la Ligue des droits de l'homme, sur le droit de vote des immigrés (*le Monde* du 23 avril). M^{re} Simone Veil, présidente du groupe libéral au Parlement européen, est allée plus loin que M. Stasi, le soir même au micro de France-Inter. Son groupe, a-t-elle expliqué, est arrivé à la conclusion suivante : « Dans un premier temps, il serait souhaitable que dans tous les pays de la Communauté les immigrés ressortissants de la Communauté puissent voter aux élections locales. » Mais, pour M^{re} Veil, « aujourd'hui les conditions ne sont pas remplies pour que tous les immigrés puissent voter ».

Réaction en revanche sans nuances ni surprise de la part de M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, et l'un des porte-parole les plus combattifs de l'opposition au Palais du Luxembourg : « Ceux qui voudraient lancer cette réforme peuvent attendre longtemps le vote du Sénat », a-t-il déclaré lundi à RMC.

Réaction encore moins surprise et encore plus radicale de M. Philippe Malaud, président du CNIP, qui estime que « tout début d'application » de « l'absurde proposition socialiste de droit de vote aux immigrés » fonderait « le droit et le devoir d'insurrection inscrite dans le préambule de la Constitution de l'an II en cas d'atteinte aux droits du peuple français ».

Moins virulent, M. Jean Bousquet, maire de Nîmes, a néanmoins écrit à sa « payse » M^{re} Georgina Dufouix, pour lui dire que la participation des immigrés à la gestion locale serait « une remise en cause très grave des lois républicaines ».

Du côté de la majorité, pas de fausse note. M. Michel Charzat, membre du secrétariat national du PS, s'est félicité lundi des propos du président, en notant qu'au prix d'un travail « d'explication et de conviction », il est possible de rassembler autour de la gauche — M. Charzat pense notamment aux chrétiens — sur cette question.

M. François Dubin, président du MRG, affirme, dans une interview accordée au *Courrier de l'Ouest* du mardi 23 avril, qu'il est partisan d'accorder le droit de vote aux immigrés « dès que possible », car « c'est légitime à terme ».

Le PSU et les Verts (écologistes) rappellent que cette mesure faisait partie de leur programme. L'association Identité-Egalité note qu'« en hurlant avec les loups de l'extrême droite la droite parlementaire montre qu'elle choisit une fois de plus la voie de la facilité et de la démagogie ».

La Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI) se félicite qu'« enfin », M. Mitterrand « prenne position publiquement » en faveur d'un « élément fondamental de l'insertion des populations immigrées ».

TROIS MÉDICAMENTS ANTI-DIARRHÉIQUES SONT RETIRÉS DU MARCHÉ MONDIAL

La firme pharmaceutique suisse Ciba-Geigy a retiré définitivement du marché mondial trois médicaments antidiarrhéiques à base de cloquinoxol. Conformément à ce qui avait été annoncé il y a plusieurs mois (*le Monde* du 30 novembre 1984), l'Entéro-vioforme, la Lococortène-vioforme et le Moxaforme ne sont plus en vente depuis le 1^{er} avril, en raison des cas de SMCN (neuropathie Myélo-optique subaiguë), un grave syndrome neurologique, qu'ils avaient occasionnés, essentiellement au Japon. Au siège de la filiale française du groupe Ciba-Geigy, on rappelle, mardi 23 avril, que les pharmaciens étaient invités à retourner, aux frais de la firme, les lots de produits inventés.

● Les suites du meurtre du commandant Nicholson. — L'URSS a affirmé lundi 22 avril que, tout en jugeant « regrettable » le meurtre du commandant américain Nicholson, le 24 mars dernier en RDA, par un soldat soviétique, elle n'avait pas « renoncé au droit de prendre des mesures légitimes » pour s'opposer à toute tentative d'espionnage, et qu'elle rejetait « l'entière responsabilité de ce qui est arrivé sur les autorités américaines concernées ». Le département d'Etat a estimé cette interprétation « inacceptable ». — (AFP.)

● Infraction soviétique à l'accord sur les vols vers Berlin. — Le département d'Etat a annoncé, lundi 22 avril à Washington, que les Soviétiques avaient contrevenu à l'accord international sur les couloirs aériens permettant de gagner Berlin-Ouest en survolant la RDA. Ils auraient, en effet, menacé d'intercepter un avion de tourisme américain qui circulait dans un de ces couloirs si différentes précisions sur le vol — qui n'a pas eu de suite, les occupants de l'avion ayant obtenu — a eu lieu en avril 1984. — (AFP.)

Sur le vif

L'Etat, c'est moi

Vous connaissez François, mon intendant ? Mais si, François Mitterrand, je vous en ai souvent parlé. C'est lui qui dirige ma maison. Au début ça n'allait pas. Il me prenait pour une milliardaire. Il dépensait à tort et à travers. Bon, je l'ai repris un peu en main. J'ai profité des municipalités et puis des canonnades pour lui faire comprendre que je n'avais plus confiance. Maintenant, il n'y a pas trop à redire. Il essaye de remonter la pente. Il s'occupe pas trop mal de mes affaires. J'en suis assez contente. De toute façon, j'ai pas tellement le choix. Je l'ai engagé pour sept ans, alors...

Soulement voilà, il en profite. Il commence à en prendre un peu trop à son aise. Il a décidé, comme ça, sans m'en parler, de changer la façon dont seront recrutés les députés qui entreront à mon service en mars 1986. Et d'augmenter mon train de maison. Il en engage encore quatre-vingt-six. Il ne va plus y avoir de place à l'office.

Il pourrait quand même me consulter. Les réformateurs, c'est pas fait pour les chiens. C'est fait pour les citoyens. Il me l'a dit lui-même il y a quelques mois : ça

permet au peuple de se faire entendre par-delà les manœuvres et les calculs des appareils. A ce moment-là, c'était sa marotte. Il voulait absolument que je lui mette un mot sous enveloppe pour lui dire si je voulais que mes gosses aillent tous à l'école publique. Je suis descendue et je lui ai dit non, un million de fois non. De vive voix.

Aujourd'hui, en revanche, je suis prête à prendre sur mon dimanche, n'importe lequel, à sa convenance, histoire de lui marquer noir sur blanc ma préférence pour tel ou tel mode de scrutin. Ce n'est pas parce que personnellement je n'ai eu la courtoisie de me le demander que je n'ai pas envie de donner mon avis. Enfin, j'ai tout de même le droit de me prononcer sur la manière de choisir mes employés, ceux que je paye pour me représenter à l'Assemblée. Non, c'est vrai ! Qui c'est qui est le patron dans cette baraque, la République française ? C'est le peuple souverain. Il a beau se donner, des grandes airs, mon intendant le sait très bien. L'Etat, c'est moi.

CLAUDE SARRAUTE.

Au Liban

APRÈS AVOIR DÉCRÉTÉ UN CESSER-LE-FEU Les milices chrétiennes devraient se retirer de Saïda

De notre correspondant

Beyrouth. — Cesser-le-feu et retrait unilatéral proclamés par les Forces libanaises (milices chrétiennes) à Saïda, assises interlégionnaires sous égide syrienne. Damas : ces deux événements simultanés — coïncidence ou habile montage de la part des Forces libanaises qui pourraient se prévaloir ultérieurement de ce geste et de son « timing » auprès des autorités syriennes — sont susceptibles de produire un certain apaisement au Liban. Si Israël, toutefois, ne crée pas les conditions de nouveaux troubles dans le sillage des prochaines étapes du retrait de son armée au Liban du Sud, l'évacuation de la région de Tyr et de la Bekaa-Ouest, incluse dans la phase 2, semble imminente. Le harcèlement des troupes israéliennes par la résistance libanaise est, comme il fallait s'y attendre, encouragé et non freiné par le retrait : deux cents opérations en avril auraient été recensées par l'Aviv selon Radio-Liban (contrôle par Amal), soit dix par jour environ.

Le désengagement des Forces libanaises à Saïda, annoncé lundi par leur nouveau chef effectif, M. Samir Geagea, n'applique à environ trois cent cinquante miliciens étrangers à la région, qui seront rapatriés à Beyrouth, le port de Bechara. M. Geagea, qui a attribué l'essentiel de la responsabilité des combats de Saïda aux Palestiniens — ce qui ne devrait pas déplaire à Damas — tout en dénonçant au passage les manœuvres de M. Borri et de Jounblat, a rejeté sur le chef de l'Etat et celui du gouvernement, tout démissionnaire qu'il soit, ainsi que sur l'armée la responsabilité de tout renouvellement des troubles entre Saïda et la ceinture de villages chrétiens qui la surplombent.

Le cessez-le-feu proclamé par les Forces libanaises est entré en vigueur lundi à 16 heures. Le retrait des combattants devait avoir lieu ce mardi.

Le deuxième volet de l'apaisement, la réunion interlégionnaire de Damas, fait suite aux affrontements de mardi et mercredi derniers, au

cours desquels la milice chiite Amal, émanée par le PSP druze et avec l'appui évident des autorités syriennes, a éliminé les vestiges de pouvoir sunnite à Beyrouth-Ouest. Après avoir, de fait, opposé une fin de non-recevoir à leur émissaire, M. Karamé, les autorités syriennes ont littéralement convoqué la conférence interlégionnaire de ce mardi, où le vice-président syrien, M. Khaddam, dirigera, et à laquelle le président Assad prêterait son concours personnel durant une partie des débats qui s'annoncent houleux et durs.

Le chef de l'Etat syrien a adressé un message au président libanais, M. Gemayel, l'assurant qu'il continuait à miser entièrement sur la légalité.

La communauté saunite, contrainte de se satisfaire de peu sur le terrain, pourrait, par la suite, faire de milices, se retrancher dans une « résistance politique », étant le principal partenaire islamique dans le système actuel du gouvernement.

LUCIEN GEORGE.

M. HONECKER A ROME

Rome (AFP). — Le président du conseil italien, M. Craxi, a accueilli, mardi matin 23 avril à Rome, M. Erich Honecker, qui effectue en Italie la première visite officielle d'un chef de l'Etat et du PC allemands dans un pays de la CEE et de l'OTAN.

M. Honecker sera, en outre, mercredi, le premier dirigeant de Berlin-Est à franchir la porte du Vatican pour une audience de Jean-Paul II.

● Au Conseil de l'Europe. — La trente-septième session du Parlement européen du Conseil de l'Europe s'est ouverte le lundi 22 avril à Strasbourg, avec la réélection à sa présidence, pour un troisième et dernier mandat annuel, de M. Karl Ahrens, député social-démocrate ouest-allemand. — (AFP.)

LES HOMMES PETITS ONT ENFIN LEUR PRÊT-À-PORTER

Si vous êtes petit, fort ou mince, vous n'êtes plus condamné à sur-mesure pour être bien habillé. Au 167 rue Saint-Honoré, Roland Eveline, maître-tailleur, explique : « Pourquoi détenir l'harmonie d'un vêtement et le raccourcir ? J'ai créé, pour tous les hommes dont la taille est courte, un rayon spécial "prêt-à-porter". »



POUR LE PRINTEMPS

Je suggère, dans ma collection, un costume léger en laine et mohair (2347F), une veste pied de poule en peigné anglais (1627F), un trench pur coton (2625F), etc.

ROLAND EVELINE

167, RUE SAINT-HONORÉ
75001 PARIS TEL. (1) 260.47.26
(PLACE DU THÉÂTRE FRANÇAIS)

POUR BIEN S'ASSEOIR ET BIEN DORMIR
Sans fatiguer du mur.
la banquette-lit
STEINER
se transforme
en vrai lit pour
2 personnes
par un simple
basculement.

CAPÉLOU 37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE
75011 PARIS • M^{re} Parmentier
DISTRIBUTEUR TEL. 357.46.35

Plus vite, moins cher !

• Votre 205 (3 ou 4 portes)
• votre 305 ou 505
nous vous la proposons, en livraison immédiate
au prix du 17 décembre 1984 !

Offre valable jusqu'au 30 avril dans la limite
de notre stock de 1000 véhicules disponibles
PEUGEOT • TALBOT
NEUBAUER
M. GÉRARD 821.60.21
227, bd. Anatole-France ST-DENIS - Métro : Mairie de St-Ouen

A B C D E F G